



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13906 - 4,50 F

VENREDI 13 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les craquements dans les pays communistes

Veillée d'armes au Caucase

L' spectre de la guerre menace le Caucase. Toutes les informations en provenance de la région sont plus inquiétantes les unes que les autres. Celles du mercredi 11 octobre sont particulièrement alarmantes, même si elles font dorénavant partie du lot quotidien de violence, de sang, de fanatisme et de désespoir qui menace d'embraser ce qui fut la Transcaucasie.

On en juge : à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, cette enclave peuplée essentiellement d'Arméniens mais qui se trouve en Azerbaïdjan, de jeunes conscrits soviétiques tirent sur une foule jugée menaçante ; on relève un mort et une dizaine de blessés. L'armée rouge est pourtant là pour protéger les Arméniens du Karabakh soumis depuis des semaines à un implacable blocus économique par les Azéris : routes et chemins de fer sont coupés. Le territoire, pratiquement en état de siège, est totalement isolé alors qu'à sa périphérie les accrochages meurtriers entre Azéris et Arméniens se multiplient.

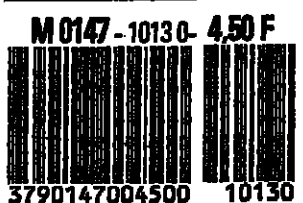
CE siège du Haut-Karabakh exacerbe les passions à Erevan. Toujours mercredi, ce sont cent mille Arméniens qui se sont réunis dans leur capitale pour protester contre les silences et la passivité de Moscou. Des militants nationalistes ont lancé à cette occasion un appel à la désobéissance aux conscrits arméniens et un appel aux armes aux habitants des villages situés à proximité de la frontière avec l'Azerbaïdjan.

Ce qui surprend le plus dans cette atmosphère de veillée d'armes, c'est cependant l'indécision, pour ne pas dire la partialité, de Moscou : voilà en effet des semaines que l'Azerbaïdjan impose un implacable blocus économique à l'Arménie sans que le pouvoir central intervienne, exception faite de rappels à l'ordre jamais suivis d'effets. Plusieurs fois, déjà, Bakou a annoncé la levée du siège pour l'imposer de nouveau quelques heures plus tard. Bakou, où les quelques dizaines de milliers d'Arméniens qui n'ont pas pu fuir vivent calfeutrés dans leurs maisons, dans la crainte de nouveaux pogroms.

QUE Moscou ait toléré aussi longtemps le blocus de l'Arménie est particulièrement choquant. Les conséquences en sont désastreuses : transports paralysés par manque d'essence, chauffage compromis à l'approche de l'hiver, usines arrêtées avec des stocks de produits qu'il est impossible de livrer aux autres Républiques, pénuries incalculables. Pis encore : pratiquement tous les travaux de reconstruction entrepris à la suite du séisme meurtrier de l'an dernier ont dû être interrompus.

On peut comprendre, dans ces conditions, que la répression arménienne tourne au désespoir, voire à la colère. Mais on ne comprend toujours pas la politique attentiste du Kremlin, qui s'est toujours proclamé le protecteur des Arméniens (chrétiens) entourés, à l'exception de la Géorgie, par des peuples musulmans. A moins que M. Gorbatchev, soucieux de briser un nationalisme vivace, n'exploite cyniquement catastrophe naturelle et haines ancestrales.

Lire nos informations page 4.



M. Honecker est vivement critiqué au sein du parti est-allemand

L'exode des jeunes qui se poursuit et les manifestations de ces derniers jours ont provoqué de vifs débats au SED, le parti est-allemand, dont certains dirigeants ont vivement critiqué la rigidité du secrétaire général, M. Erich Honecker. La déclaration publiée, mercredi soir 11 octobre, par le bureau politique du SED est interprétée comme annonciatrice de changements à Berlin-Est. Elle a été saluée par un des responsables de l'Eglise protestante - qui a tenté d'encourager un dialogue entre le pouvoir et l'opposition - comme un « pas dans la bonne direction ».

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

D'importants changements se dessinent en RDA où les manifestations de ces derniers jours et l'exode massif des jeunes au cours de l'été ont apparemment convaincu une majorité des responsables du Parti communiste est-allemand (SED) que des mesures d'urgence devaient être prises. La première victime de ce changement de cap pourrait être M. Erich Honecker lui-même. Si l'on en croit des commentaires savamment distillés par des membres de la direction du SED, mercredi 11 octobre, les jours du numéro un est-allemand seraient désormais comptés.

Le secrétaire général du SED, dont le discours lors du quarantième anniversaire de la RDA aurait été critiqué au sein même de la direction du parti pour sa rigidité, serait apparu totalement isolé lors de la réunion extraordinaire du bureau politique, qui s'est tenue mardi et mercredi à Berlin-Est. A cette réunion avaient pris part non seulement les membres de l'organe suprême du parti, mais également d'autres responsables du comité central, dont les premiers secrétaires de district non membres du bureau politique.

HENRI DE BRESSON

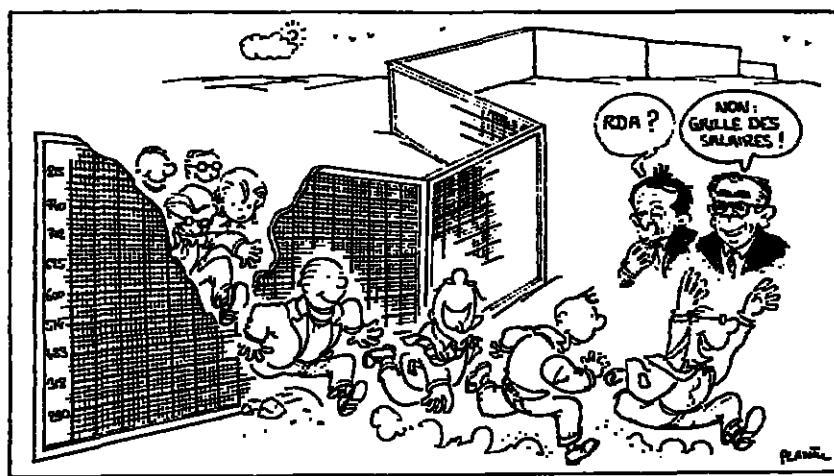
Lire la suite page 4 et page 2
un article d'ANDRÉ GLUCKSMANN
« Sortir du communisme, c'est rentrer dans l'histoire »

Le conflit des finances et la manifestation des infirmières

Les syndicats satisfaits d'une refonte de la grille des fonctionnaires

A l'exception de la CGT, les syndicats ont réagi favorablement à l'annonce de négociations, dès décembre, sur une refonte de la grille salariale de la fonction publique. Alors que les infirmières manifestent ce jeudi 12 octobre (page 17, section B), le conflit est dans l'impasse aux finances. M. Bérégovoy a souhaité que « le contact ne soit pas rompu » (page 36, section C).

Chez Peugeot, l'ouverture des négociations reste subordonnée à l'évacuation de la forge de l'usine de Mulhouse, toujours occupée. Les grévistes se prononcent jeudi par un vote à bulletin secret (page 26, section C).



« Viva François ! », à bas la drogue !

Une escale improvisée de M. Mitterrand à Bogota pour soutenir le président Barco

Au terme de son voyage au Venezuela et en Equateur, M. Mitterrand devait faire escale jeudi 12 octobre à Bogota pour assurer le président Barco du soutien de la France et de la Communauté européenne dans sa lutte contre les trafiquants de drogue. Le président de la République devrait être de retour à Paris vendredi.

QUITO

de notre envoyé spécial

« Salut Panchito » : il suffit d'une simple pancarte barbouillée à la hâte en rouge et bleu pour sentir la chaleur de l'accueil. « Panchito » est en espagnol le diminutif affectueux de François. Cette familière apostrophe peut être ainsi traduite par un : « Salut Fanfan ! » qui change des « Vas-y Tonton ! » banalisés de la Franco socialiste.

C'était mercredi après-midi 11 octobre à Quito (Equateur)

sur la place de la Révolution Française qu'inaugurait le président « Panchito ». Il pleuvait, l'encre de la pancarte dégoulinait, et le président de la République française souriait. Des jeunes filles de collège entonnaient en chœur *Salve O Patria*, l'hymne national équatorien, superbe, dont on pourrait croire qu'il a été composé par Verdi. Puis elles chantaient, ainsi que M. Mitterrand, une Marseillaise extrêmement dansante. Le chef de l'Etat dévoila ensuite un bronze de César, cadeau de la

France à l'Equateur baptisé *Palabra* (parole), dont il avait dit avant de le contempler qu'il représentait « un orateur anonyme soudain surgi de la foule et qui pour la première fois peut-être prend la parole ». Lorsque, après avoir dénoué l'œuvre cabossée par César, il eut effectué plusieurs fois le tour, M. Mitterrand dit simplement : « Pas mal, pas mal. Si on m'avait demandé ce que cela voulait dire, je n'aurais pas forcément trouvé ».

JEAN-YVES LHOMEAU
Lire la suite page 5

Marché de l'art : la ruée vers l'or

La FIAC (Foire internationale d'art contemporain) qui se tient au Grand Palais jusqu'au 15 octobre, le confirme : le marché de l'art s'envole. Les prix flambent. L'art contemporain n'échappe pas à cet accès de fièvre. La mode et le snobisme y sont pour beaucoup. Les raisons financières, bien davantage.

Les œuvres d'art, qui échappent à l'impôt de solidarité sur la fortune, semblent soudain un bon placement pour quantité d'amateurs qui se découvrent une âme de collectionneur. Des syndicats - britanniques, il est vrai - s'asso-

cient à Sotheby's, la célèbre firme anglaise, pour spéculer ouvertement.

Les banques s'en mêlent et constituent des cellules chargées de guider leur fidèle clientèle sur les sentiers compliqués de l'avant-garde picturale. Mais cette inflation peut-elle continuer sans déboucher sur un « krach », redouté par presque tous les professionnels lucides ? Lire p. 13 et 14 section B les articles de Laurence Bensaim, Claire Blandin, Philippe Dagen et Emmanuel de Roux.

LIVRES • IDÉES

Michel Foucault et la passion du politique

Michel Foucault avait la passion de la politique. Mais que restait-il de son « gauchisme », au moment où l'on redécouvre et célèbre les vertus des démocraties occidentales ? Sa biographie, par Didier Eribon, et les actes d'un colloque qui lui a été consacré, donnent l'occasion de s'interroger sur la pensée politique et l'activité militante de ce philosophe.

Blandine Barret-Kriegel, lors d'un entretien avec Thomas Ferenzi, Christian Delcampagne et Roger-Pol Droit ont jeté des regards multiples sur ce « penseur mobile ».

● La vraie vie de Jean Paulhan ● Le journal de Somerset Maugham ● L'ombre d'Isidore Duncan dans un roman de J.C. Powpys ● Le feuilleton de Michel Braudeau : « Peut-on être assez moderne ? » ● La chronique de Nicole Zand : « Vingt ans après... Gombrowicz ».

Pages 37 à 48

FRANÇOISE DOLTO

Françoise Dolto
Autoportrait
d'une psychanalyste
1934-1988



Entretiens avec Alain Manier
qui présentera le livre à Apostrophes
le vendredi 13 octobre

Editions du Seuil

Restructurations financières

Paribas appuyé par le groupe Axa confirme son intérêt pour la Compagnie de navigation mixte. page 25 - section C

Combats au Sahara occidental

Le Polisario relance la « guerre des sables ». page 3

Tentative d'OPA sur le Front national

Le général Lacaze (CNI) mène la bataille pour séduire les électeurs de M. Le Pen. page 9

Les « planqués » du service national

Un rapport de M. Chauveau, député socialiste, dénonce la « fuite des élites » devant le service militaire. page 18 - section B

Sécurité urbaine

Des représentants de 130 pays examinent à Montréal, les moyens de prévenir la nouvelle délinquance urbaine. page 19 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

DÉBATS

Pays de l'Est

Sortir du communisme
c'est rentrer dans l'Histoire

par André Glucksmann

L'écritain tchécoslovaque Vaclav Havel s'est vu décorer, à l'occasion du Salon du livre de Francfort, le « prix de la paix » des libraires allemands. Le philosophe français André Glucksmann doit prononcer, dimanche au cours d'une cérémonie officielle, un hommage à Havel dont nous publions aujourd'hui de larges extraits.

A la « une » de l'information récente défile le flot incessant de ceux qui sortent de l'Est. A chaque télé-spectateur de la République fédérale, je chuchote : vous êtes émus, étonnés, bouleversés, vous vous demandez ce qui passe par la tête de ceux qui abandonnent tout, sans être poussés par la misère — la RDA est une sorte de miracle économique à l'échelle des pays communistes — ni attirés par des mirages. Recevant les images d'Occident, ces citoyens de l'Est-mur n'ignorent rien des difficultés qui les attendent. Ils ne quêtent pas l'Eldorado. Vous voulez deviner pourquoi ils partent ? Découvrir les raisons qui guident les pas d'un Fluchtlinge ? Lisez Havel.

Il vous conte en détail ce que chaque nouvel arrivant à brûle-pourpoint : « Je ne veux pas mourir idiot ». Les terribles sanglantes et les famines apparemment au passé, ou à l'exception du communisme. Reste leur carapace de peur. La misère actuelle, voisine, paraît moins matérielle que morale. Respirer ! Chacun tente d'esquiver l'angoisse d'étouffer. Cette maladie de l'esprit que communique l'existence post-stalinienne, post-totitaire, dit-on à Prague, trans l'œuvre théâtrale et la réflexion philosophique de Havel. La « vie dans le mensonge » est l'objet privilégié de son exploration.

On dit fort justement que les réfugiés votent avec les pieds. Entendons que leur fuite n'est pas pure précipitation panique, elle témoigne d'un choix mûrement réfléchi, souvent pendant des années ; elle manifeste l'endurance d'une pensée qui sait résister à l'usure du temps et à la pression des autorités ; rien n'intimide ces mânes qui lèvent l'ancre vers l'inconnu avec leur bébé sous le bras et leur famille derrière elles.

Apprenons à interroger la secrète intelligence qui anime cette dérive, c'est l'âme de notre planète sans âme, c'est le dynamisme qui décide de notre fin de siècle. Tous, individus ou peuples, accomplissent le choix le plus difficile, celui du risque. Ils ignorent ce que réserve l'avenir proche et lointain, ils ne croient plus au paradis, même libéral ; ils sont motivés par la seule considération de ce qu'ils fuient. S'ils entrent dans notre histoire, s'ils viennent nous rejoindre, c'est en quelque sorte à reculons ; ils ne nous idéalisent plus, ils nous admirent peu s'ils nous envient beaucoup, ils sont principalement poussés par une répulsion.

Un mouvement
transcontinental

Ne demandez pas à un réfugié où il va, interrogez d'où il vient. Les uns avec leurs valises, les autres restés sur place avec des écrits et des pétitions, les uns solitaires, les autres, ou les mêmes dans d'autres circonstances, solidaires, tous refusent la lente asphyxie d'une vie dans le mensonge. Sous nos yeux, des milliers d'émancipés isolés mettent le feu à la plume. La fuite se transforme en réaction collective : rejet ; elle tourne à l'insurrection d'une génération.

Culturellement et intellectuellement, le quarantième anniversaire

de la RDA devient bulletin nécrologique et annonce les funérailles d'un passé dépeché. Printemps 1989, place Tiananmen, octobre, avenue Karl-Marx, une jeunesse bercée, formée, nourrie par le régime, vomit ce régime, dresse la symbolique statue de la Liberté ou crie son nom. L'esprit de contestation, que les humiliés et les désemparés invoquaient chacun pour soi, souffle désormais sur toute la planète socialiste. Avec Havel, vous célébrez la Charte 77, la solidarité des ébroulés ; ils ont philosophé dans les catacombes ; à Prague le fil tenu de la pensée n'a pu être rompu.

Il ne s'agit pas d'un académique débat d'idées, il ne faut pas opposer aux idées simples du marxisme un catéchisme anticommuniste non moins sommaire et simpliste ; derrière les dogmes ossifiés et les théories surannées, c'est un mode de vie, une manière d'exister, tout un monde que le mouvement transcontinental de 1989 frappe à mort. Voilà longtemps que les contrées du socialisme réel ne sont plus animées par la flamme révolutionnaire ni gouvernées par le bain de sang uniforme et répété. Après la persécution et la terreur, tout fut gelé, les institutions, les situations et les consciences.

« Le pouvoir totalitaire a apporté l'ordre » bureaucratique dans le désordre vivant de l'histoire, en conséquence de quoi il l'a néo-réalisé en tant qu'histoire. Le gouvernement a pour ainsi dire nationalisé le temps, grâce à quoi celui-ci a été frappé d'une triste destinée : il s'est mis à dégrader. Qu'est-ce que le communisme pour Havel ? Réponse : la mise à mort du temps, la planification des temps morts. Le citoyen socialiste vit la fin de l'histoire dans tous les sens du terme. La grande histoire est close, les petites histoires forcloses, ni accidents ni faits divers, seule une durée poisseuse s'étend selon le calendrier des sessions du BP, du CC du PC et des commémorations rituelles. Telle vie éconocroque est dévolue aux dieux et aux animaux ; pour les simples mortels, elle est mensonge.

Le secret
de Gorbatchev

Sortir du communisme, c'est rentrer et non sortir d'un système à l'autre. On ne commence jamais à sortir du communisme, peut-être n'en finit-on jamais.

Retrouver l'Histoire ! Le dix-neuvième siècle européen a projeté l'utopie communiste avec les meilleures intentions du monde, au nom de la production de la société par elle-même, au nom d'un destin glorieux et planétaire qui prend rationnellement conscience de soi et procède à l'accomplissement scientifique de l'immémoriale promesse. Un siècle plus tard, l'histoire selon Havel n'est plus l'histoire selon Hegel, elle est devenue le théâtre de l'absurde, on y entre en fuyant, comme à la dérobée, et non en bombant le torse ou en faisant jouer ses muscles, on s'y retrouve personne déplacée plutôt que mue et pénétrée de son avenir. Le temps est à nouveau sorti de ses gonds, plus shakespeariques que dialectiques.

Sortir du communisme ne va pas de soi, c'est l'enjeu d'une bataille mentale. L'Est totalitaire dit au citoyen : je suis la démocratie populaire, considère moi comme rien, respecte moi comme tu te respectes toi-même, obéis à mes injonctions comme tu obéis aux dans de ton propre cœur. Ainsi parle l'armée tout aussi populaire. Ainsi la police non moins démocratique. Chaque fois que tu balafres l'uniforme, tu t'insultes toi-même ; si tu lèves le poing contre nous, tu te suicides.

Observez que l'année 1989 tourne autour de trois intellectuels blasphémateurs : Alexandre Soljenitsyne, déchu de sa nationalité, enfin publié en URSS, Salman Rushdie, condamné à mort par un ayatollah, et Vaclav Havel, persécuté dans son pays, acclamé par les manifestants de Prague et couronné par vous. Contre eux, tous les intégrismes laïques et religieux. Roulement du vice fanatique à la vertu : la littérature est plus vraie que la politique. Nous nous demandons si Gorbatchev incarne la grande transformation et le dépassement du totalitarisme soviétique. Nous convoquons pour information nos meilleurs économistes, stratèges et sociologues ; nous invoquons les plus profonds mystères

de la krominologie sans nous apercevoir que la réponse est à portée de main dans chaque librairie. Feuilletez l'Archipel du Goulag en Livre de poche et devinez l'effet d'une telle lecture sur la population soviétique. Si, comme annoncée et comme commencée, la publication de l'ouvrage est faite à des millions d'exemplaires à Moscou, tout change.

Le secret de l'avenir gorbatchévien, ne cherchez pas à le découvrir dans le marc de café des prévisions économiques, ni dans l'embrouillamini des questions sociales et nationales, ni dans le conflit des générations en sein de la nomenklatura, le secret de Gorbatchev, c'est Soljenitsyne. Les réformes deviennent irréversibles, la sortie du communisme devient à la longue inéluctable, si et seulement si l'Archipel du Goulag introduit le citoyen soviétique à sa propre histoire et le contraint à se jurer « jamais plus ».

Havel,
Socrate moderne

Je le dis d'autant plus facilement que je ne suis pas philosophe et que je ne suis pas philosophe. En 1945, quand photos et films crièrent à la face du monde l'abomination d'Auschwitz, l'effet fut immédiat et douloureux, Ernst von Salomon en rend subitement compte dans *Fragebogen*. Du jour au lendemain, plus personne n'osa invoquer le Führer ni se réclamer du credo nazi. Ce fut une grande première dans l'histoire mondiale : jamais auparavant une population n'avait été si massivement, si directement, si visuellement confrontée aux crimes qu'elle venait de commettre ou de laisser commettre.

Bien d'autres massacres, certes moins parfaits, jonchaient le cours des temps, mais ils ne furent pas révélés en bloc et d'un coup, l'efface les esprits avant que les historiens ne démasquent à quelques rares lecteurs des responsables ayant atteint la limite d'âge.

En distinguant Vaclav Havel, vous célébrez un intellectuel pas commode, conscient d'être un gêneur et entendant le demeurer : « Per ceases l'histoire n'est jamais à sa place ». Vous attribuez le prix de la paix à un mal-pensant qui, en plein boom apocalyptico-pacifiste, déclarait insolennement que le mot « paix » suscite en lui la réflexion habituelle du citoyen socialiste : un immense bâillement d'ennui. Vous rendez surtout hommage à un écrivain qui sait que le travail sur les mots constitue une tâche absolue que nul ne doit s'épargner en ce siècle où chaque vocable a tourné slogan, où le cri du cœur s'est prêt à tant de manipulations et où les bons sentiments ont à qui mieux mieux dissimulé foin de mauvaises actions.

Avec Havel, Socrate moderne tant de fois emprisonné, vous entrez dans une histoire sans illusions, le phantôme de l'avenir radieux ne bouche plus radieux, les regards se fixent sur le mal, celui dont nous devons nous reconnaître capables pour toujours, puisque moi-même ou mon semblable en avons été coupables une fois.

Salons un humaniste qui nous épargne tout péché, qui ignore ce que l'homme doit être, mais qui montre ce qu'il doit éviter de faire.

Les dix-neuvième et vingtième siècles européens multiplient les intellectuels psycho-masseurs, prophètes de bonheur, porte-valeurs d'une toujours lointaine bonne nouvelle. A contre-courant, porteur des mauvaises nouvelles, Havel retrouve Tiresias et Jérémie, les prophètes du malheur, et l'obligation de vigilance. « Il nous faut parfois tomber jusqu'au fond de la misère pour reconnaître la vérité, de même qu'il faut se jeter au fond du puits pour apercevoir les étoiles ». Ainsi parle le poète Havel en ces temps de détresse.

TRAIT LIBRE



« Frankfurter Allgemeine Zeitung » du 11 octobre

Télévision

Les abeilles et les frelons

par Jack Ralite

La directive adoptée le 3 octobre par le conseil des ministres européens comporte en son article 4 cette phrase inamissible : les télévisions transfrontalières diffuseront « une proportion majoritaire » d'œuvres européennes « chaque fois que c'est réalisable ». On se souvient qu'en printemps dernier, suite aux mouvements des artistes, notamment en France mais aussi en Europe, elle avait été rejetée par le Parlement de Strasbourg et mise de côté par le conseil des ministres. Cette fois-ci, elle est reprise et aggravée puisqu'un additif joint à la directive déclare que cet article est seulement un engagement politique.

Ainsi la directive est un texte juridique, sauf pour ce qui reste des quotas qui n'est qu'une déclaration d'intention dont le non-respect sera donc très difficile, voire impossible, à faire sanctionner par la cour de justice de la CEE.

Les programmes américains, déjà majoritaires sur la planète, ont donc, à l'initiative des décideurs européens, un nouvel espace ouvert à leur diffusion, et les grands groupes européens, qui ont fait le choix d'une politique d'assemblage disputant seulement aux Américains une part de leur marché de distribution, marquent un point qui tourne le dos à l'Europe riche de la diversité de ses créations culturelles en amitié avec toutes les cultures du monde que veulent les artistes et les télé-spectateurs. C'est un coup aussi aux images des pays du Sud.

Tous les mots bienveillants sur la culture et la création tenus avant et pendant les années n'ont donc été qu'un écran de fumée avant une nouvelle invasion programmée de nos écrans.

Est-ce à dire que tout est joué, perdu ? Non, pourvu que le mouvement des artistes, surtout s'il s'élargit aux télé-spectateurs, continue de s'exprimer et d'agir sur la base de l'alternative qu'il avait dessinée au Théâtre Mognat en avril dernier à l'initiative des Etats généraux de la culture.

C'est là qu'intervient le deuxième domaine Eureka audiovisuel et un aspect de la directive, le droit reconnu à chaque Etat de définir des quotas plus importants que ceux de l'article 4.

Ce droit, le gouvernement français doit s'en saisir à plein : le décret Tunes, si décrié par les artistes français et luxembourgeois, doit être publié. La production d'images (cinéma et télévision) doit devenir un objectif central et, pour ce qui est du gouvernement, il doit promouvoir la SFP et les unités de production de FR 3.

Cette SFP et FR 3 respectant le choix des collaborateurs artistiques par les réalisateurs doivent coopérer avec les producteurs indépendants.

dants. L'heure est à des coopérations franco-françaises, mais aussi à des coopérations européennes autour de projets d'artistes. En somme, ces coopérations créeraient les conditions de production, en aval celles de diffusion. Des séries avec réciprocity pourraient être négociées bilatéralement ou multilatéralement et remplaceraient peu à peu les patchworks des coproductions.

Une taxe sur les achats de programmes des diffuseurs préfigurerait une taxe européenne de même nature (c'est un objectif pour le sommet européen du 8 décembre) devrait servir à la constitution d'un fonds où ceux qui respecteraient les quotas nationaux et des obligations de production auraient un retour à l'identique, ceux qui faisaient mieux ou moins un bonus ou un malus. Ce fonds, qu'abonderaient ainsi les achats américains, réserverait une part à des initiatives de type sélectif, par exemple lorsqu'il serait créé au niveau européen en faveur des pays à faible capacité de production et à aire linguistique restreinte.

« Sir, décrivez-moi... »

Il ne s'agit là que de quelques éléments qui renforceraient les images françaises et amèneraient avec un nouvel esprit efficace les incontournables coopérations européennes qui, si bien sûr, de manière intéressante, la déclaration des vingt-six gouvernements et de la Commission de Bruxelles. Certes, le marché y est encore trop prégnant, mais nombre d'aspirations des artistes commencent à y être prises en considération, notamment dans le document *Objectifs et critères applicables aux projets Eureka audiovisuel*. Des crédits, qu'il faudra porter au niveau souhaité par les professionnels, sont programmés. La présence notamment de l'Union soviétique est une amorce vers la Maison commune de l'audiovisuel. La mise en place d'une structure souple Eureka audiovisuel doit permettre d'avancer.

Il y faudra beaucoup d'efforts (la directive du 3 octobre est un obstacle), une intraitable indépendance à l'égard des Etats-Unis, où l'accord Sony-Columbia indique clairement que le gouvernement américain jouera sa propre carte dans le domaine de la haute définition et prépare une répartition des tâches avec le Japon qui n'est pas favorable à l'Europe. Il faudra surtout beaucoup d'actions des intéressés eux-mêmes. Il faudra construire des convergences et des cohérences fortes entre créateurs et télé-spectateurs-citoyens européens.

Saint-Simon trouvait que dans trop de domaines les « frelons » avaient toujours le dessus sur les « abeilles ». Il ajoutait : « Sir, décrivez-moi des frelons ». Les frelons européens (diffuseurs, gouvernements, Commission de Bruxelles) ont montré une nouvelle fois leurs limites quand ils règnent sans partage.

Nous, nous disons : Abeilles, mobilisez-vous, gagnez partout la place que la démocratie doit vous reconnaître, celle de décideurs à part entière de votre présent et avenir, celle de responsables de vos propres affaires. Les frelons ne sont pas invincibles et Batman non plus.

► Jack Ralite, ancien ministre, est l'animateur des Etats généraux de la culture.

François Leprieur
Quand Rome
condamneL'affaire des Dominicains
prêtres ouvriers, 1954.

«Le tournant test de 1954 est comparable à la bombe d'Hiroshima en 1945 et à la mise en vente de la pilule de Pincus en 1960.»

PIERRE CHAUNU, 1989

«Le livre passionnant de François Leprieur a la texture dramatique de ces films construits autour d'un procès. C'est un grand moment d'histoire religieuse et intellectuelle qui nous est restitué.»

JACQUES JULIARD

Le Christ était
ouvrier charpentier

A l'occasion du « Mois Terre Humaine » pour tout achat d'un ouvrage parmi les 52 titres de la collection, hors nouveautés :
• un poster pour verser 500 F
• le livre de René Dumont, *Mes combats - Courants de pensée* - 3 vols
sera proposé au prix de 95 F jusqu'au 31 décembre 1989 (120 F après cette date).

TERRE HUMAINE

Collection dirigée par Jean Malaurie Plon/Cerf

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Solas
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télax : MONDPA 850572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ÉTRANGER

AFRIQUE DU SUD : les entretiens de Pretoria

L'archevêque Desmond Tutu juge « insuffisantes » les promesses de M. De Klerk

M. De Klerk a rencontré, mercredi 11 octobre, l'archevêque Desmond Tutu. Celui-ci se dit déçu, mais le chef de l'Etat n'a pas fermé la porte à la poursuite du dialogue.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Mgr Desmond Tutu est déçu. Le président Frederik De Klerk ne lui a pas apporté les réponses qu'il attendait. « Ce n'est pas suffisant », a déclaré l'archevêque anglican du Cap, au terme de trois heures d'entretiens qu'il a eus avec le nouveau chef de l'Etat, mercredi 11 octobre, à Pretoria. Une rencontre qu'il avait sollicitée et à laquelle ont participé le révérend Allan Ross, président du Conseil mondial des églises réformées, et Frank Chikane, secrétaire général

du Conseil des églises sud-africaines, ainsi que M. Gerrit Viljoen, ministre du développement constitutionnel, chargé d'entamer le dialogue avec la communauté noire.

Le Prix Nobel de la paix espérait des réponses concrètes, quelque chose de positif qui lui aurait permis de dire : « Donnons-leur une chance, ils sont sérieux ». Les trois ecclésiastiques sont repartis déçus après avoir remis au président De Klerk un mémorandum énumérant six mesures à prendre « immédiatement », afin de permettre le démarrage des pourparlers. Sur ces six points (levée de l'état d'urgence, suppression des restrictions, libération des détenus sans jugement, légalisation des organisations interdites, remise en liberté des prisonniers politiques et la grâce accordée à tous les condamnés à mort), la délégation

de priants n'a pas obtenu satisfaction. « Sans résultat », a précisé M. Chikane, il ne peut y avoir de négociations possibles. Ce dernier a estimé que le successeur du président Botha n'avait pas progressé au-delà « de la rhétorique de son discours inaugural ».

Les trois hommes attendaient-ils que complète satisfaction leur soit donnée sur tous les points ? Certainement pas. Mais ils espéraient un geste, « des engagements spécifiques » pour permettre de créer un climat favorable au dialogue. Or, à les en croire, les promesses ne sont pas venues. Pour ces ecclésiastiques, la communauté noire ne peut pas identifier ses véritables leaders si elle ne jouit pas du plein exercice de la liberté politique.

Ces hommes d'Eglise ont pris l'initiative de la rencontre, non pas comme négociateurs, mais comme intermédiaires, afin de mettre en

chantier un dialogue avec le pouvoir pour sortir de l'impasse. Le mémorandum remis à M. De Klerk comportait également sept autres points, sept mesures à prendre au cours des six prochains mois, qui consistent en l'abolition pure et simple des quatre derniers piliers de la législation raciale, le retour des exilés, la liberté des activités politiques et l'ouverture de négociations avec « les mouvements de libération », y compris l'ANC (Congrès national africain).

Des principes acquis

M. de Klerk n'a pas dit que ces demandes étaient inacceptables. Il a simplement refusé de se laisser enfermer dans un programme précis sur une période de temps donnée, de se laisser dicter sa

conduite. Il a assuré que le mémorandum sera pris en compte avec d'autres données et que l'important était de commencer à discuter. « Un processus qui doit progresser pas à pas et où chacun des pas sera entrepris en connaissance de cause et les progrès accomplis mesurés et digérés », a-t-il souligné.

Pour le chef de l'Etat, la question de savoir si les Noirs doivent avoir le droit de vote, si le pouvoir doit être partagé, si les droits des minorités doivent être protégés n'est plus à discuter. Ces principes sont acquis. Il reste à mettre tout cela en forme et pour ce faire valoir définitivement « la médiation, surmonter les obstacles et reconnaître que le temps est venu d'admettre la bonne foi du gouvernement ». « Il faut raccourcir la liste des désaccords et allonger celle des points d'entente », a-t-il souligné, estimant que cette re-

contre était une étape importante « des pourparlers sur les négociations », un dialogue précurseur qui servirait de base à d'autres entretiens avec d'autres leaders, d'autres ecclésiastiques.

M. de Klerk s'efforce de démontrer qu'il est impératif que les Sud-Africains commencent à parler entre eux. Il s'efforce d'éviter les discussions « sur la validité du dialogue » en cherchant à créer un climat propre à celui-ci. Reste à savoir s'il ne lui sera pas nécessaire de donner d'autres gages de ses bonnes intentions, c'est-à-dire aller au-delà de la libération de huit prisonniers politiques, pour prouver sa sincérité. Il n'est pas sûr qu'il le prétend. Et surtout, il doit faire admettre que les pourparlers ne sont pas un autre moyen de gagner du temps.

MICHEL BOLE-RICHARD

ASIE

CHINE : controverse sur l'émigration

Pékin hausse le ton à l'égard de Hongkong

La Chine a nettement haussé le ton dans une polémique qui l'oppose depuis fin septembre à l'administration britannique de Hongkong et à Londres, et qui commence à miner la confiance de la population du territoire en l'avenir.

PÉKIN

de notre correspondant

Partie de la défection d'un sportif, la querelle a atteint le terrain explosif des immigrants illégaux du continent qui tentent de gagner la colonie britannique. Le ministre chinois des affaires étrangères a condamné, mercredi 11 octobre, la décision de Hongkong d'autoriser un nageur du continent, M. Yang Yang, à émigrer aux Etats-Unis après avoir fait défection en août. Le nageur, une des gloires de l'équipe nationale, s'était présenté à Hongkong comme un membre clandestin de l'Alliance chinoise pour la démocratie, une organisation de contestataires chinois d'Amérique du Nord que la Chine populaire considère comme « contre-révolutionnaire ».

En passant outre aux exigences de Pékin pour que M. Yang soit renvoyé sur le continent, Hongkong a « créé un très mauvais précédent » qui « a eu un impact très négatif sur le cours normal de la circulation des résidents de Hongkong et du continent », a estimé le

ministère. Le porte-parole a évoqué la menace de représailles en cas de non précises au gouvernement de Hongkong.

La colère de Pékin s'explique notamment par le fait que depuis la fondation de la République populaire, Hongkong n'a pour ainsi dire jamais agi à l'encontre d'exigences du continent. En acceptant de traiter le sportif comme un réfugié politique, l'administration britannique a infligé aux autorités communistes une rebuffade qui vient s'ajouter aux déboires diplomatiques croissants de la Chine populaire depuis la répression de l'insurrection de Pékin.

Le spectre d'un exode massif

Les « conséquences » auxquelles la Chine fait allusion se sont d'ores et déjà fait sentir : les autorités frontalières ont refusé à partir du 8 octobre de reprendre les réfugiés illégaux que Hongkong leur renvoie, en vertu d'un accord tacite vieux de dix ans et d'une pratique datant de plus de deux décennies. Cet accord est destiné à préserver la stabilité sociale et économique de Hongkong. Les quotidiens pro-communistes de Hongkong, récemment remis au pas par la ligne dure officielle, n'ont nullement caché le fait que cette décision constituait une mesure de représailles envers Hongkong pour l'affaire Yang Yang. La Chine a mis à plusieurs reprises en garde les Britanniques

contre la tentation de transformer Hongkong en une plate-forme de contestation anticomuniste.

Pius grave, des responsables de l'Agence Chine nouvelle, représentation non-officielle de Pékin dans la colonie, ont commencé à agiter le spectre d'un afflux de réfugiés continentaux. « La Chine a un milliard d'habitants. Combien en veut Hongkong ? », a laissé tomber l'un d'entre eux. Ce genre de réflexion a le don de mettre à vif les nerfs de l'opinion hongkongaise. Il suffirait aux gardes frontalières de Chine populaire de fermer les yeux pour laisser passer des flots d'immigrants illégaux, d'autant plus attirés par l'aventure qu'ils connaissent l'impasse dans laquelle se trouve la procédure de rapatriement.

Le crescendo des accusations pékinoises allant jusqu'à rendre Londres responsable d'une baisse sensible de la confiance dans l'avenir de Hongkong — qui se traduit notamment par l'affaiblissement des cours de la Bourse — le Foreign Office a répliqué plus sèchement qu'habituellement. « Il est de notoriété publique que les événements de la place Tiananmen ne sont pas la cause de la perte de confiance à Hongkong », a déclaré son porte-parole le 9 octobre, ajoutant : « C'est un point inscrit dans les annales et dans l'histoire. » Prononçant mercredi son discours annuel sur l'état de la colonie, le gouverneur, Sir David Wilson, a

réitéré ce point de vue tout en exhortant la population de Hongkong à s'abstenir de s'impliquer dans les « affaires politiques complexes » du continent. Mieux vaut, dit-il, « renforcer notre futur statut politique spécial par notre contribution à la modernisation de l'économie chinoise ». Traduction : pas trop de vague, et que l'argent travaille de lui-même à la libéralisation du continent.

Pékin n'a pas, sur le moment, riposté, mais cette polémique dépasse par son ton acrimonieux celle qui avait opposé les deux capitales au cours de l'été sur l'éventualité du déploiement à Hongkong — après la rétrocession en 1997 — de troupes communistes. Conscient de la nécessité de calmer les esprits, Sir David a commencé l'essentiel de son discours annuel à divers projets d'infrastructure dont un ambitieux nouvel aéroport international ouvertement destiné à raffermir la foi dans le développement du territoire. Encore faudrait-il que d'ici son achèvement il reste à Hongkong une population apte à assurer la poursuite de la croissance économique miracle de la « perle de l'Asie du Sud » : le gouvernement a relevé que le traumatisme consécutif aux événements de juin 1989 avait accru « de manière significative » l'exode des cerveaux de la colonie.

FRANCIS DERON

Nouveaux combats au Sahara occidental

Le Polisario relance la « guerre des sables »

Quatre jours après une première attaque, à Guelat-Zemmour, le Front Polisario a lancé, mercredi 11 octobre, une nouvelle offensive contre le mur de défense édifié par l'armée marocaine, dans la région d'Heouza, dans le nord-est du Sahara occidental.

Comme d'habitude, la description et le bilan des combats sont bien différents selon qu'il s'agit des sources marocaines ou sahraouiennes. Le Polisario affirme avoir provoqué la « débâcle » sur une profondeur de plus de 20 kilomètres derrière le « mur ». Le Maroc fait état de cent morts chez l'assaillant, contre dix dans ses troupes.

Une chose est sûre : la relative accalmie observée depuis la réconciliation algéro-marocaine est finie. Et la mort du colonel marocain qui commandait le secteur de Guelat-Zemmour prouve que les officiers sahraouis n'hésitent pas à s'exposer lors des affrontements avec des combattants presque suicidaires, l'enlèvement des consultations diplomatiques n'ayant pas entamé leur détermination.

La défection de plusieurs dirigeants du Polisario — notamment celle d'Omar Hadrami, un des fondateurs du Front, réfugié au Maroc en août — résulte du trouble de certains nationalistes sahraouis après les embrassades du roi Hassan II et du président Chadli. Les accusations de « tribalisme » et de « dévotionisme » ont été nombreuses en avril, lors du congrès d'une formation qui n'a pas

renoncé à la langue de bois. Mais les querelles intestines semblent avoir galvanisé les plus déterminés. A cet égard, les opérations récentes doivent s'analyser non seulement comme un rappel de la « guerre des sables » avant la réunion, du 19 au 24 octobre, de la commission des Nations unies chargée du Sahara occidental, mais surtout comme une façon de mettre devant le fait accompli une Algérie tentée d'enterrer un conflit qu'elle avait magnétisé.

Actuellement secrétaire général du FLN, M. Michi nous le disait récemment : Alger souhaitait vivement, ces dernières semaines, une nouvelle rencontre entre le roi Hassan II et le Polisario pour des consultations sur un référendum d'autodétermination. A Alger et à Rabat, on affecte de croire qu'il existe une voie étroite au bout de laquelle le conflit pourrait s'achever « sans vainqueur ni vaincu ». Les deux récentes attaques rendent plus aléatoire que jamais la reprise du dialogue sur de telles bases.

On a pu croire que l'extension du « mur » qui « sécurise » maintenant la plus grande partie de l'ancien Sahara espagnol réglait la question sur le plan militaire. Mais le Polisario dispose encore en Mauritanie de vastes étendues à partir desquelles il peut préparer des offensives ponctuelles. La tension avec le Sénégal a obligé le président Ould Taya à dégarmer le nord de son pays pour concentrer ses troupes près du fleuve Sénégal. Cela laisse au Polisario un champ d'action plus libre que jamais.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La visite du pape au Timor-Oriental

« Aime ton ennemi et prie pour ton persécuteur... »

Jean-Paul II a regagné Djakarta, jeudi 12 octobre en fin d'après-midi, après une visite de quelques heures au Timor-Oriental, où il a lancé un appel au respect des droits de l'homme au cours d'une messe marquée par un vif incident entre de jeunes Timorais se réclamant du FRETLIN (mouvement indépendantiste) et les services de sécurité indonésiens. Le pape doit se rendre vendredi à Médan (Sumatra) avant de gagner, le lendemain, l'île Maurice.

DJII

de notre envoyé spécial

Quatre-vingt mille personnes, au maximum, étaient présentes, jeudi 12 octobre. Comme l'avait prévu Mgr Belo, évêque administrateur apostolique au Timor-Oriental, « les gens craignent la réciprocité de la visite papale par Djakarta » n'est pas amène à la messe pontificale. Le Vatican en attendait de trois cent mille à quatre cent mille. Première déception.

Beaucoup des six cent mille catholiques que compte le Timor-Oriental espèrent que, en arrivant sur leur sol, Jean-Paul II, à défaut de s'y prosterner comme il le fait partout où il se rend pour la première fois, fanât un signe, un geste, quelque chose indiquant que, lui non plus, il n'acceptait pas l'annexion du pays par l'Indonésie.

Rien de tout cela n'est arrivé. Reçu à Dili par l'évêque local, le gouverneur de la région et le ministre de la Défense indonésien, le général Benny Murdani — un catholique qui a organisé l'invasion militaire au Timor-Est en 1975 — le pape a expédié la cérémonie d'accueil en trois minutes. L'aéroport, les routes, la ville tout entière, quoique quasi déserte, étaient pavées d'orchidées aux couleurs indonésiennes. L'immense panneau controversé souhaitant la bienvenue au pape « dans la 27^e province de l'Indonésie » n'avait pas disparu. Jean-Paul II feignit de ne point le remarquer. « Après tout, nous avait dit M. Mario Viegas Carasco, gouverneur de la région, on ne demande pas au pape de partager notre opinion sur le statut du Timor-Est, mais il n'est sûrement pas venu jusqu'ici. »

L'absence de perspective

L'entourage du pape a eu beau marteler partout « le caractère uniquement pastoral » de la visite, les Indonésiens, et c'est après tout de bonne guerre, ont tout fait pour lui conférer une dimension politico-diplomatique. Au point que le Vatican devrait publier dans les prochains jours une « précision » sur ce voyage et que le pape lui-même, après avoir consacré et non pas seulement béni la nouvelle cathédrale de Dili, s'est cru obligé de rappeler que le diocèse dépend directement de Rome et non de la conférence épiscopale indonésienne.

Il a ensuite traversé la pauvre ville de Dili, ombragée de verdure luxuriante, mais quasi déserte, avant de se rendre à la terrasse du Tassi-Toli (les « 3 lacs ») où l'attendaient, dans une chaleur moite, ceux qui venaient malgré tout rencontrer le « pasteur universel ». Foule modeste et sage, protégée des mureurs du soleil par une forêt de parapluies multicolores. Foule disciplinée, peu exubérante et, somme toute, un peu craintive.

Derrière elle, cachés par les collines, stationnaient, selon la rumeur publique, plusieurs sections armées de ces quinze mille hommes (police, forces spéciales, armée et milice) qui contrôlent le territoire depuis quatorze ans. Au large, derrière l'antenne de Jean-Paul II adossée à une mer d'huile, l'île d'Atauro, de sombre mémoire portugaise, c'est là-bas que, en 1975 et 1976, des populations entières furent déportées et où beaucoup moururent de famine et de maladies. Triste endroit pour une rencontre papale, d'autant que le terrain des « 3 lacs », à en croire certains prêtres du cru, « a beaucoup servi au début des années 80 » aux exécutions sommaires.

Noyé dans un nuage de poussière blanche, le « papamobile », a fait le tour, tandis qu'une poignée de danseurs rituels et emphatiques se déchaînaient au bas de l'estrade réservée au pape. Détail important : Jean-Paul II avait pris à son bord, le très controversé évêque Belo, celui que les bons esprits du Vatican appellent le « Mgr Gallito du Timor ». Tout sourire, le seul

prêt à s'être permis d'écrire aux Nations unies pour réclamer un référendum d'autodétermination pour le Timor, Mgr Belo semblait avoir été rassuré sur son sort. Quelques heures encore avant l'arrivée du pape, il disait se sentir « bien isolé », y compris au sein de son église.

Enfin, le pape a parlé. Un peu en tuteur, la langue du Timor, qui n'est pas enseignée dans les écoles, et beaucoup en anglais. « A la suite d'un conflit, vous avez subi la destruction et la mort. Vous savez ce que c'est que d'être victimes de haines et de combats (...). Il y a des situations dans lesquelles la communauté ecclésiale doit être tout spécialement capable de vivre l'enseignement du Christ, et de savoir pardonner. (...) Aime ton ennemi et prie pour ton persécuteur, a dit le Seigneur. » Message d'amour de paix et de fraternité. Message chrétien. Jean-Paul II a évoqué « la faim, l'indigence, le chômage, l'absence de perspective ». Il a parlé des « droits individuels et de la famille ». Surtout, il a engagé les autorités à « respecter les droits fondamentaux (...) qui doivent être fermement assurés ». « Je prie, a-t-il ajouté, pour que ceux qui ont la responsabilité de la vie au Timor-Oriental agissent avec sagesse et bonne volonté vis-à-vis de tous (...). Enfin, Jean-Paul II a « exhorté » les fidèles « à vivre dans la paix et l'unité ». Au loin, on entendait comme un orage se lever. La cérémonie était terminée.

PATRICE CLAUDE

Raymond
KLIBANSKY
Erwin
PANOFSKY
Fritz SAXL



Saturne et la Mélancolie

« Cette publication en français est un peu plus qu'un événement. D'autant que le livre nous parvient dans une traduction fort scrupuleuse, enrichi de commentaires et de nouvelles illustrations. Nul doute qu'il ne soit reçu pour ce qu'il est : un des grands textes de notre époque. » Yves Hersant/L'Express

Bibliothèque illustrée des Histoires

GALLIMARD nrf

EUROPE

URSS

Montée de la tension au Caucase

Moscou (AFP). — Le Comité Karabakh d'Arménie a appelé mercredi 11 octobre, lors d'un meeting à Erevan, les jeunes à ne pas se rendre cette année sous les drapeaux de la population frontalière de l'Azerbaïdjan à organiser sa propre autodéfense, a annoncé à l'AFP un membre du comité, M. Ambartsum Galstian. M. Galstian a précisé que le meeting, qui aurait réuni plus de cent mille personnes, se tenait à l'appel de groupes arméniens indépendants qui n'ont pas rejoint le mouvement national arménien, plus modéré, créé par le comité après la libération de prison de ses

onze membres qui dirigeaient depuis 1988 le mouvement arménien.

La radicalisation des positions du comité fait suite au blocus imposé depuis plus d'un mois à l'Arménie par les Azerbaïdjanais, ainsi qu'à l'émotion soulevée par le décès, mercredi, d'un Arménien atteint par des tirs de l'armée dans la région contestée du Nagorno-Karabakh, enclavée en Azerbaïdjan et peuplée en majorité d'Arméniens. Une dizaine d'autres Arméniens ont été blessés dans cet incident.

Le Comité Karabakh a, en outre, appelé, lors du meeting, les députés arméniens qui siègent au Soviet suprême à « arrêter leur travail » au Parlement soviétique et à venir à Erevan pour une session du Parlement local.

Cette session, que le comité entend organiser samedi même si le présidium du Parlement arménien refuse sa convocation, devra prendre position en faveur de l'unification de l'Arménie et du Nagorno-Karabakh et affirmer « l'autonomie politique » de l'Arménie, selon M. Galstian.

M. Gorbatchev estime « historiquement justifiées » les transformations en Pologne rapporte M. Rakowski

Moscou. — « Je crois que les relations entre l'URSS et la Pologne ne doivent pas être liées à des relations entre partis », a déclaré, mercredi 11 octobre, M. Mirosław Rakowski, premier secrétaire du PC polonais (POUP), à l'issue d'un entretien de trois heures avec M. Gorbatchev. Ce dernier a assuré M. Rakowski de son soutien et a laissé entendre qu'il ne s'immiscerait dans l'évolution actuelle d'aucun parti du bloc soviétique. « M. Gorbatchev a souligné qu'il s'en tenait à un principe de base : l'évolution et le fonctionnement d'un parti dépendent de lui et de lui seul », a déclaré le premier secrétaire du POUP au cours d'une conférence de presse. « Le camarade Gorbatchev croit que les transformations en Pologne sont historiquement justifiées », a-t-il ajouté.

Evocant la situation en Hongrie, il a déclaré que les communistes polonais suivraient avec grand intérêt les évolutions en cours. « Notre parti doit changer son programme et son nom. Nous devons étudier l'expérience hongroise pour éviter des erreurs. »

Par ailleurs, le premier ministre polonais, M. Mazowiecki, a déclaré dans une interview publiée mercredi par le journal soviétique *Literskaya Gazeta* que la Pologne a besoin d'une aide économique à la fois de l'Occident et de l'URSS afin de surmonter ses présentes difficultés. — (AFP, Reuters.)

Concile et canonisations dans l'Eglise russe

Un an et demi après le concile du Millénaire de juin 1988 à Zagorsk, les évêques russes orthodoxes sont à nouveau réunis en concile pour le quatrième centenaire du patriarcat de Moscou, alors que la nouvelle législation religieuse promise pour janvier dernier par M. Gorbatchev n'a toujours pas été arrêtée. En attendant, l'épiscopat orthodoxe a décidé deux canonisations symboliques : celle du premier patriarche Job (seizième siècle) et celle de Tikhon, premier patriarche après le rétablissement du patriarcat en 1918, qui avait reconnu l'existence du nouveau gouvernement soviétique mais s'était surtout distingué jusqu'à sa mort, en 1925, comme défenseur des libertés religieuses de son peuple.

HERMINE SEVAG

RDA

M. Honecker est vivement critiqué au sein du parti est-allemand

Suite de la première page

Etait notamment présente à la réunion extraordinaire du bureau politique des personnalités à la réputation de réformateurs, comme M. Modrow, le premier secrétaire de Drezde, où pour la première fois s'en tenait, mercredi, un contact officiel entre les autorités — en l'occurrence le maire de la ville — et une délégation de manifestants. M. Erich Honecker se serait d'ailleurs opposé depuis à ce qu'une rencontre identique ait lieu à Leipzig où plusieurs responsables locaux du parti avaient publié, lundi, un appel au dialogue.

Tout indique que la réunion du bureau politique a été passablement houleuse. Sa durée — deux jours — a été inhabituelle. Mercredi soir, le texte d'une longue déclaration a été rendu public sur toutes les radios et les télévisions. Il marque une nette inflexion sur plusieurs points importants de l'attitude de la direction du parti. Certes, il ne va pas jusqu'à admettre la possibilité d'un dialogue avec l'opposition mais, pour la première fois, il est au moins admis que l'exode de milliers de jeunes vers la RFA pose problème.

Tout en affirmant que la propagande occidentale a contribué à

créer à « tapluser les murs » de la même manière que l'Union soviétique, référence au refus des dirigeants est-allemands pendant longtemps d'accepter la politique de réforme soviétique.

Phallosy

Si l'Union soviétique s'est abstenue, conformément à la nouvelle doctrine du Krenin, de toute ingérence visible dans la politique de la direction est-allemande, la visite de M. Gorbatchev à Berlin-Est, la semaine dernière, pour le quarantième anniversaire de la RDA, n'en a manifestement pas moins joué un rôle dans l'évolution de la situation. Le chef de l'Etat soviétique avait clairement laissé comprendre son souhait de voir les dirigeants est-allemands prendre à leur tour le chemin des réformes. Les Soviétiques ne cachent pas, et il l'ont fait savoir lors des discussions qu'ils ont eues à Berlin-Est, leur inquiétude sur l'évolution de la situation en RDA. La stabilité de l'Allemagne de l'Est est à leurs yeux en cause. S'ils ne voient pas pour le moment de « crise », ils n'en constatent pas moins l'apparition d'« éléments de crise » qui appellent des réponses. On estime à Moscou qu'il est grand temps que les dirigeants est-allemands se livrent à une analyse



brouiller les esprits, le bureau politique reconnaît qu'on ne quitte pas ses amis, sans des motifs qu'il convient d'analyser. « Les raisons de leur décision peuvent être multiples. Nous allons les étudier, tous ensemble, chacun à sa place », précise la déclaration. Celle-ci souligne qu'un nombre important de questions doivent être résolues aujourd'hui l'objet d'un réexamen. Parmi les nécessaires transformations à prévoir, le texte de la déclaration énumère l'accroissement de la productivité dans le domaine économique, l'approvisionnement en biens de consommation, mais aussi « des médias attentifs à la vie, des possibilités de voyages et un environnement sain ».

Ces trois derniers sujets sont parmi les plus sensibles actuellement en Allemagne de l'Est, l'immobilisme du régime dans ces domaines ayant suscité ces derniers mois une irritation croissante, y compris au sein du parti lui-même. Aucun mot, bien sûr, n'a été dit sur les demandes de législation formelles ces dernières semaines par différentes formations politiques, notamment par le groupe Neues Forum.

Le parti, à ce stade, n'entend manifestement pas renoncer à être le seul lieu où doit se tenir le débat sur les réformes à envisager. Si l'on veut bien pour le moment discuter de changements, ceux-ci doivent rester dans le cadre du régime à parti unique. « Nous devons ouvertement, précise la déclaration, que nous sommes contre les suggestions et les manifestations derrière lesquelles se cache l'intention de tromper les gens et de changer les fondements constitutionnels de notre Etat. »

Les indications sur l'isolement de M. Honecker se sont multipliées toute la journée de mercredi. Radio DDR, la voix officielle de la RDA, a ainsi diffusé des extraits des déclarations de M. Kurt Hager à un magazine soviétique, où le responsable de l'idéologie du parti se prononce pour « l'élaboration d'un concept prêts pour la réalisation de la modernisation indispensable ». Or M. Hager n'était pas précisément connu jusqu'à pour ses grands élan réformistes. Il était même resté célèbre pour avoir déclaré que la RDA n'avait pas for-

approfondi, qui n'a pas été faite jusqu'à présent, des causes de tensions apparues ces derniers mois. On ne comprend pas que, dans le contexte actuel de l'évolution d'ensemble à l'Est, un pays comme la RDA puisse, par exemple, se trouver contraint de fermer ses frontières pour empêcher ses citoyens de partir.

Les « conseils de Moscou » ont, sans aucun doute, encouragé le réexamen par la direction du parti de la politique à suivre. Il est vrai cependant qu'à l'intérieur même du SED l'exaspération devenait de jour en jour plus sensible devant la langue de bois des principaux dirigeants. A la suite des manifestations de ces derniers jours, cette exaspération s'est exprimée sous de multiples formes. Des menaces de grève auraient notamment été lancées dans de nombreuses entreprises. La jeunesse communiste, à travers son organe, *Junge Welt*, s'est massivement engagée ces derniers jours en faveur de l'ouverture d'un débat sur les questions posées. Le scénario du litige de M. Honecker est-il déjà arrêté? Il est sans doute encore trop tôt pour le dire et rien n'indique en tout cas que celui de sa succession soit déjà au point. Le secrétaire général a été chargé d'un rapport sur la situation. Autant dire qu'il s'agit vraisemblablement d'un dernier plaidoyer. Il y a dix-sept ans, en mai 1972, Erich Honecker remplaçait Walter Ulbricht qui s'était opposé aux Soviétiques sur la question des traités entre les deux Allemagnes. L'annonce de la démission d'Ulbricht, qui avait gardé ses fonctions de chef de l'Etat, avait été faite à l'issue d'un plénum du comité central précédant un congrès du parti. Or un tel plénum est prévu dans les semaines qui viennent à Berlin-Est pour préparer le prochain congrès qui aura lieu en mai.

HENRI DE BRESSON

■ Ajournement de la visite de M. Honecker à Danemark. — L'ambassade de RDA à Copenhague a annoncé, mercredi 11 octobre, que le numéro un est-allemand soumettrait le voyage officiel qu'il devait effectuer au Danemark les 25 et 26 octobre.

TÉMOIGNAGE

Survivre en Arménie

Une lectrice nous a fait parvenir le témoignage suivant sur la situation en Arménie, où elle se trouve. Ce texte a été écrit à la fin du mois de septembre.

ES 80 000 « dominiques » (baraquements de chantier) promis par l'Union pour reloger tous ceux qui vivent encore sous les tentes parviendront-ils avant l'hiver?

Les radiateurs électriques que l'Union n'a pas forcément prévu de fournir avec les « dominiques » parviendront-ils avant les grands froids? Car le bois et le charbon proviennent des autres Républiques. A la question : Comment vous chaufferez-vous cet hiver, silence et sourire triste; on se débrouillera.

Dans les zones sinistrées, on ne se plaint pas. On est au-delà de la douleur personnelle. S'y ajoutent le deuil de sa ville détruite, celui d'amis disparus. On porte le deuil de tous et de tout. Et la reconstruction, faute de matériaux, s'arrête. Habiter dans du dur : utopie.

En attendant, toute vie culturelle a disparu. Plus de théâtre, plus de cinéma. Depuis deux semaines, plus de journaux. Le théâtre de Leninsk, qui n'a pas été détruit par le séisme, est déserté par ses acteurs, qui ont presque tous perdu leur maison et se sont réfugiés dans la capitale.

A Kirovakan, il reste un cinéma (450 places) pour plus de 100 000 habitants. Le théâtre est condamné. On y répète encore Shakespeare et les autres, mais les représentations sont interdites. La reconstruction du théâtre ne sera à l'ordre du jour que dans cinq ans. Seuls les joueurs d'échecs ont

retrouvé leurs bancs dans les jardins qui n'ont pas été engloutis.

Dans ces zones dévastées, on n'a plus le cœur ni les moyens d'aller en masse aux meetings d'Erevan. La vie politique passe au second plan : la survie prime. Mais on garde en mémoire les mots démocratie, droits de l'homme, droit des peuples. On se sent isolé, comme les Arméniens du Karabakh, ravitaillés uniquement par voie aérienne, surveillés ou protégés par 50 000 militaires, qu'il faut bien loger dans, par exemple, le théâtre de Stepanakert (capitale du Karabakh). Et les Arméniens de Bakou qui n'ont pu fuir vivent dans la terreur, derrière leurs portes désignées à la population azérie par une croix.

Depuis les pogroms de Soumgaït en 1988, l'Azerbaïdjan tue et chasse. Sur les 200 000 Arméniens qui vivaient à Bakou, il n'en reste que 30 000 à 50 000. La grande saignée de novembre 1988 a chassé plus de 200 000 Arméniens (chiffre officiel) d'Azerbaïdjan.

Après Soumgaït, les Arméniens ne s'en sont pas pris aux 170 000 Azéris vivant en Arménie, qui ont pu vendre leurs maisons avant de quitter la place. Ce n'est que plus tard qu'on a compté des victimes azéris en Arménie, une poignée, peut-être les meilleurs, ceux qui se plaisaient ici.

Alors? Haine interethnique? Nationalisme exacerbé des deux côtés?

Et aujourd'hui, le blocus. Il suffit d'une grève de cheminots en Azerbaïdjan; car 70 % des besoins de l'Arménie sont importés des autres Républiques, et 95 % de ces marchandises sont acheminées par des voies ferrées qui passent par l'Azerbaïdjan. L'Arménie est dans

un cul-de-sac. Au sud-est, l'Iran, au sud-ouest, la Turquie, à l'est, l'Azerbaïdjan, au nord, seule source de secours, la Géorgie. Mais la route principale et la voie ferrée pour passagers (voie unique) qui relie Erevan à Tbilissi puis à Moscou passent sur une cinquantaine de kilomètres en Azerbaïdjan. Le 20 septembre dernier, elle a été sabotée.

Restent pour la liaison directe Arménie-Géorgie quelques mauvaises routes et la voie aérienne. L'Arménie vit sur ses réserves. Les seuls trains qui parviennent de Bakou contiennent des produits saucés, de l'eau dans le ciment, de la paille dans les sacs de farine...

Bakou, qui, en novembre dernier, criait « Mort aux Arméniens », a de la suite dans les idées. L'Azerbaïdjan est surarmé (et par qui?), alors que tous les fusils de chasse au Karabakh et en Arménie ont été confisqués l'année dernière. Maintenant, on ramène les corps des appelés arméniens, tabassés à mort dans les casernes soviétiques par des conscrits azéris. Trois victimes pour le mois de septembre.

Apparence de la réalité, la vie quotidienne à Erevan est tranquille. Les enfants ont repris le chemin de l'école, et les jeunes filles sont toujours élégantes. La courtoisie se révèle autour des fontaines; les hommes attendent que les femmes et les étrangers se désaltèrent. Il fait encore chaud, le raisin est mûr, dans les jardins les premières feuilles mortes... Des centaines de milliers de personnes assistent avec la même détermination aux meetings et commentent sans haine les crimes de Bakou, le parti pris de Moscou. Cela reste le plus étonnant.

GRÈCE : jusqu'aux élections du 5 novembre

M. Yannis Grivas dirigera un gouvernement intérimaire

M. Yannis Grivas, président de la Cour de cassation, a été nommé, mercredi 11 octobre, par le président de la République, M. Christos Sartzetakis, chef du gouvernement intérimaire grec, qui expédiera les affaires courantes jusqu'aux élections législatives anticipées prévues le 5 novembre. Ce magistrat, âgé de soixante-six ans, était membre du tribunal devant lequel compurent en 1976 les auteurs du putsch militaire du 21 avril 1967.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le nouveau gouvernement a pris serment, jeudi matin 12 octobre, devant M. Sartzetakis, qui devait ensuite dissoudre le Parlement et fixer officiellement la date des élections. La formation du cabinet Grivas, composé essentiellement de hauts fonctionnaires, intervient après le refus des dirigeants de la Nouvelle Démocratie (conservateur) et de la Coalition de la gauche et du progrès (communiste) de constituer un gouvernement après la démission, samedi dernier, du premier ministre sortant, M. Tsametakis. M. Papandréou (PASOK) a dû également y renoncer à la suite du rejet par les communistes de ses propositions.

Les partis conservateur et communiste s'étaient clairement entendus, en juillet dernier, pour convoquer des élections générales après avoir mené à terme la « catharsis » (épuration) consécutive aux différents scandales qui avaient éclaté sous les gouvernements socialistes entre 1981 et 1989. Les deux dirigeants ont estimé que cette mission était accomplie et qu'il était nécessaire d'ouvrir de clarifier la situation politique en recourant aux élections. Le chef de file des conservateurs, M. Constantin Mitsotakis,

qui a lancé la campagne de son parti il y a dix jours, est convaincu d'obtenir cette fois-ci la majorité absolue de sièges (151 sur 300). Le 18 juin dernier, la Nouvelle Démocratie avait obtenu 145 députés, avec 44,25 % des suffrages.

M. Mitsotakis devrait profiter du retour au bercail de plusieurs politiciens de droite qui s'étaient écartés de la Nouvelle Démocratie ces dernières années. C'est le cas de l'ancien premier ministre, Georges Rallis, une personnalité respectée, et de plusieurs cadres du petit parti de droite Diana (Renouveau démocratique), qui a renoncé à se présenter aux élections. Le leader conservateur cherche par ailleurs à attirer à lui tous les « déçus du socialisme à la grecque » en axant sa campagne sur le slogan « Toi aussi, avec nous ».

Pour combler son lourd handicap, M. Papandréou, qui mène sa campagne en position de « suspect », en raison des scandales, est remonté au créneau avec la verve des plus beaux jours. Lundi soir à Athènes, devant une centaine de milliers de partisans déchaînés, il a tiré à boulets rouges sur l'alliance « contre-nature » des conservateurs et des communistes, qui ont, selon lui, « criminalisé » la vie politique nationale. « Ils ont, a-t-il dit, trompé et mystifié » leurs électeurs et entraîné le pays dans « une

impasse politique », en gelant notamment tous les grands problèmes économiques et de politique étrangère. Profitant d'un certain désarroi dans une partie de l'électorat communiste, les flèches de M. Papandréou ont porté principalement contre la coalition. Les électeurs de gauche, a-t-il dit, « savent quoi faire le 5 novembre ».

Le chef du PASOK a marqué des points en récupérant des personnalités de gauche comme Georges Alexandros Mangelis et Gerassimos Arsenis, deux anciens ministres socialistes qui avaient quitté le PASOK à la suite du scandale Koskotas.

Les communistes ont pour leur part condamné la « guerre sainte » engagée par les socialistes et leur leader, M. Florakis a souligné l'urgence de « renforcer » la coalition de gauche pour éviter une majorité conservatrice ou socialiste.

Dans le camp de la gauche hellénique (EAR), autre composante de la Coalition de gauche avec le Parti communiste, deux cadres importants dont un ancien député, M. Antonis Briliakos, ont quitté le parti. Ils étaient opposés au rapprochement entre la gauche communiste et les conservateurs. Cette question jouera assurément un rôle prépondérant dans le comportement de l'électorat de gauche le 5 novembre.

DIDER KUNZ

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-28-51-09

ÉVÈNEMENT

CETTE SEMAINE

LES MOIS

dans la police

20

dans la vie

d'une infirmière

21

Les vieux sont

dechainés

22

Le qu'il y a dans

la tête des jeunes

23

pourquoi ça craque?

مكتبة الأصل

AMÉRIQUES

CANADA : après les élections du 25 septembre

Sursaut conjoncturel ou véritable renouveau du séparatisme québécois ?

Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a présenté, mercredi 11 octobre, son nouveau cabinet qui, dans sa composition, ne diffère guère du précédent puisque les vingt et un ministres réélus le 25 septembre y figurent. Avec l'entrée au Parlement de la Belle Province d'un parti représentant la minorité anglophone, le renouveau du Parti québécois (indépendantiste) demeure la conséquence majeure du dernier scrutin (le Monde du 27 septembre).

MONTRÉAL
de notre correspondant

Il y a deux ans à peine, l'idée de l'indépendance était considérée comme marginale au Québec. Le roi d'Angleterre (et du Canada) avait même, en octobre 1987, osé une visite officielle dans la province francophone, la première en vingt-trois ans. Seuls quelques infatigables séparatistes avaient manifesté leur courroux. Les épouses d'antan étaient bien loin.

Or, voilà que soudain la menace de sécession réapparaît après les élections du 25 septembre. Le Parti québécois, redevenu indépendantiste sous la houlette de son chef, M. Jacques Parizeau, a recueilli 40,2 % des suffrages, à peine moins qu'en 1976, lorsqu'il avait pris le pouvoir pour la première fois. Le nationalisme retrouve un second souffle, y compris dans les rangs du Parti libéral de M. Robert Bourassa, conduit au pouvoir avec 52 sièges sur 125 et 50 % des voix, d'après les résultats définitifs.

Pour expliquer cette renaissance, il faut indubitablement revenir aux problèmes constitutionnels.

Plus les jours passent, plus les chances de voir le Québec adhérer à la Constitution canadienne de 1982 s'annulent. Cette fois, c'est le reste du Canada qui recule. L'accord fédéral-provincial de 1987 pavant la voie du retour du Québec dans la giron institutionnel canadien y est de plus en plus décrié. On craint, en effet, que la

clause prévoyant un statut de « société distincte » pour la seule province francophone du Canada ne lui donne toute la latitude voulue pour « opprimer » sa minorité anglophone, au demeurant la plus saine de tous les pays (1).

Les deux provinces — le Manitoba et le Nouveau-Brunswick — qui bloquent la ratification de cet accord réclament des « garanties additionnelles ». Elles sont actuellement d'autant moins déterminées à céder avant l'échéance du 20 juin que quatre députés anglophones québécois, tout aussi virulents qu'eux, viennent de faire leur entrée au Parlement de Québec, sous la bannière du tout nouveau « Parti Égalité/Equality ».

Pour presque tous les francophones de la Belle-Province, ce statut particulier est bien le minimum qu'on puisse leur accorder. Résultat : ils resserrent les rangs et se remobilisent autour de leurs différences.

D'un côté, M. Bourassa, le nationaliste modéré qui a signé l'accord de 1987, laisse entendre, au lendemain du dernier scrutin, que l'accord de 1987 est la dernière chance du fédéralisme canadien. De l'autre, le Parti québécois retrouve l'envie de se battre pour son idéal, comme au bon vieux temps de ses débuts.

Indépendantisme serait

Le plus grand artisan du renouveau du Parti québécois est sans conteste M. Jacques Parizeau, l'indépendantiste « pur et dur » qui n'avait pas hésité à démissionner de son poste de ministre des finances en novembre 1984. Son chef, René Lévesque, premier ministre, venait alors de « mettre sa valise » l'objectif de l'indépendance tirant les leçons de l'échec du référendum de 1980 sur la « souveraineté » du Québec.

Retourné à sa chaire de professeur d'économie, M. Parizeau s'est mis « en réserve de la République », pendant que son parti, dirigé par M. Pierre-Marc Johnson, traversait crise sur crise tout en entretenant un peu plus l'idéal d'indépendance.

La démission de M. Johnson en novembre 1987 lui laissait la voie

libre. L'irrésistible Jacques Parizeau, aussi volubile dans son français plutôt châtivé que dans son anglais très « british », a alors repris son bâton de pèlerin. Mais le discours a changé. Finies les références aux humiliations qu'une riche minorité anglophone avait infligées à une majorité francophone condamnée à demeurer dans les basses couches de la société.

Aujourd'hui, 60 % des salariés de la société travaillent dans une entreprise « sous contrôle francophone » (2) et le dynamisme des anciennes PME (Bombardier ou Cascades, par exemple) surprend les Européens et les Américains.

Issu d'une famille de la bourgeoisie d'affaires de Montréal, formé à la London School of Economics, M. Parizeau, sexagénaire aux ronds épaules rassurantes, s'est appuyé sur des sentiments résolument positifs pour promouvoir ses thèses : les francophones, a-t-il répété, ont maintenant pris suffisamment confiance en eux dans les domaines culturels, économiques et politiques pour envisager la souveraineté de leur province d'un œil plus serein.

De fait, l'idée de l'indépendance ne provoque plus aujourd'hui de réactions de panique. Bien que les nouvelles modalités de la sécession, telles que présentées par le Parti québécois restent encore vagues, plusieurs chefs d'entreprise n'ont pas hésité à déclarer que l'indépendance apparaissait maintenant comme une solution « économiquement viable » pour le Québec. Ils disent préférer faire des affaires aux États-Unis (avec lesquels la Canada a conclu un traité de libre-échange entré en vigueur en janvier dernier) qu'en Europe, plutôt que dans le reste du Canada, souvent hostile. Ils signalent en outre que la province se porterait bien mieux si elle n'avait pas à « subir » la politique monétaire de la Banque du Canada, notamment pour ce qui, à leurs yeux, est les incertitudes économiques de l'Ontario.

Le regain de fervor indépendantiste correspond-il à un mouvement de fond durable ou plutôt à un sursaut conjoncturel lié aux incertitudes constitutionnelles ? Il est sans doute trop tôt pour le dire.

Chose certaine, pour s'imposer, le Parti québécois devra non seulement convaincre une partie des fédéralistes modérés du Québec mais aussi les nombreux immigrants de la province. Les « Néo Québécois » installés de longue date ont voté en majorité pour le Parti libéral. Ceux qui continuent d'arriver par centaines optent très souvent pour l'anglais et ne se sentent guère concernés par les querelles québéco-canadiennes.

MARTINE JACOT

(1) La minorité anglophone dispose au Québec de ses écoles, de ses universités, de ses hôpitaux, de ses stations de radio et de télévision. Autant de privilèges que n'ont pas les groupes francophones dispersés dans le reste du Canada.

(2) D'après une enquête récente du département des sciences économiques de l'université de Montréal.

ÉTATS-UNIS

Les prophéties polonaises de M. Gerald Ford

WASHINGTON

de notre correspondant

Faudra-t-il rejouer l'élection présidentielle américaine de 1976, celle qui opposait le président sortant Gerald Ford au gouverneur de Géorgie Jimmy Carter ?

M. Ford, le président sortant, avait perdu, et cette défaite avait été très largement expliquée par une « bourde » colossale commise au cours de son second débat télévisé contre le gouverneur de Géorgie. L'occupant de la Maison Blanche avait affirmé sans frémir que l'URSS n'exercerait pas de « domination » sur l'Europe de l'Est, et en particulier sur la Pologne.

Touta l'Amérique, « éclairée » ou pas, démocrate ou républicaine, était restée interloquée devant une telle assertion, et les électeurs, tout paternellement ceux dont les racines se situaient en Europe centrale, ne l'avaient pas pardonné à un homme décidément incapable de sortir sans trébucher de l'ombre de M. Henry Kissinger, son mentor en politique étrangère.

Treize ans plus tard, M. Ford, devenu un paisible président en retraite, revient à la charge en expliquant le plus sérieusement du monde dans un long article publié mercredi 11 octobre par le Washington Post : vous voyez, « j'avais raison ». L'ancien président cite scrupuleusement ses déclarations d'alors — qui paraissent toujours aussi énormes — et il ajoute tout simplement : « Au vu des récents développements en Pologne et dans toute l'Europe de l'Est, j'apparaissais comme un prophète. »

Quiconque croirait discerner un soupçon d'humour, d'auto-dérision, dans ces propos, aurait tout à fait tort. M. Ford poursuit sa démonstration en exaltant « l'immense importance de la patience » dans la conduite de la politique américaine, et note au passage que le général Eisenhower a fort bien fait de ne pas se précipiter à la rescousse des insurgés hongrois en 1956, et que M. Bush a bien raison aujourd'hui de « ne pas déverser des milliards de dollars sur la Pologne ».

M. Ford conçoit-il clairement que la description du présent et

l'évocation d'un avenir possible sont deux choses différentes ? Faut-il aussi penser qu'en 1942 la Pologne n'était pas sous la botte de l'Allemagne, qu'en 1850 les serfs de Russie étaient libres, ou qu'en 1492 l'Amérique était la première puissance mondiale ? Ses préoccupations semblent d'un autre ordre. Il demande seulement que, au cas où serait un jour dirigée à Varsovie une statue « dédiée à tous les Américains qui se sont tenus au côté de la Pologne », son nom y soit mentionné. En toute modestie.

JAN KRAUZE

□ Les partisans de l'avortement marquent des points. — En deux jours de débats, le Parlement de Floride a mis en échec, mercredi 11 octobre, la tentative du gouverneur de Floride Bob Martinez de restreindre dans son Etat les possibilités de recourir à l'avortement. Par ailleurs, à Washington, la Chambre des représentants américaine a supprimé mercredi certaines limitations qu'elle avait elle-même imposées en 1981 aux subventions fédérales aux avortements pour les femmes à revenus modestes. — (AFP.)

COLOMBIE

« Viva François ! », à bas la drogue !

Suite de la première page

Le président était d'humeur joyeuse, ce qui n'est pas évident lorsque l'on arrive tout droit de Caracas l'indifférent, et que l'on s'apprête à plonger le lendemain dans la poudrière de Bogota. Il est vrai que le hasard y avait mis du sien. Dès le matin sur l'aéroport de Quito, où lors de la cérémonie d'accueil, lorsqu'on donna à entendre une *Marsellaise* de style polka piquée, juste avant que les canonniers chargés de tirer les vingt et un coups de fusil se chargent de transformer ce pensum protocolaire en un gag des Marx Brothers.

Il pleuvait déjà et, à dix ou onze coups, ils ne purent tirer, malgré leur insistance désespérée, que des pétards mouillés, qui produisirent une abondante fumée et pas plus de bruit qu'un bouchon de champagne. L'hilarité gagna les rangs du public équestre et français confondus, qui ne reprirent leur sérieux que pour écouter le président Rodrigo Borja vanter les mérites de son hôte, et M. Mitterrand, poète, livrer sa première impression de « Quito, suspendue à son ciel » à 2 850 mètres d'altitude.

Il y eut encore de la gaieté dans l'air en fin de matinée, lorsque le chef de l'Etat, au terme d'une brève réception à la mairie de Quito, traversa la place de l'Indépendance pour se rendre au palais présidentiel. Un bon millier de personnes s'étaient massées sur le parcours, y compris les petits cirque de clowns, les vendeurs de billets de loterie et les Indiennes, un

enfant sur le dos, les autres pendus à leurs jupes. M. Mitterrand prit grand plaisir à se mêler à la foule d'où montaient des « Viva François ! » et jusqu'à DES « Vive el socialismo ! ». Même les manifestants — quelques dizaines — qui protestaient contre « les pétroliers français qui tuent l'Amazonie » avaient des mines fort sympathiques. Du balcon du palais présidentiel, M. Mitterrand salua la foule, mais ne dit mot, contrairement au général de Gaulle qui, le 25 octobre 1964, lors de sa vaste tournée sud-américaine — dix pays en vingt-cinq jours — avait prononcé du même balcon son premier discours en espagnol.

Le président de la République, touché par cet accueil, a résumé cette journée mercredi soir en ces termes : « Les Portugais disent au dix-septième siècle qu'en dessous de l'Equateur il n'y a plus de péché. C'est vrai que l'on est enclin à s'abandonner sans remords au plaisir d'être entre amis. »

Une visite de soutien au président Barco

L'escalade de Bogota répond à un souhait du président Barco. Des gendarmes du GSPR et des fonctionnaires de la police nationale étaient depuis quelques jours dans la capitale colombienne, mais ce n'est que mardi que le président de la République a décidé d'aller apporter de vive voix son soutien à

la lutte menée par les autorités de ce pays contre le cartel de Medellín.

Cette brève visite — deux ou trois heures — devait être essentiellement consacrée à un entretien avec M. Barco, qui vient de rentrer du Pérou où s'est tenue à Ica une rencontre Pérou-Bolivie-Colombie, consacrée au problème de la culture de la coca et du trafic de la cocaïne. Mardi, à Caracas, M. Mitterrand et le président vénézuélien, M. Carlos Andres Perez, avaient longuement parlé de la drogue et d'un accord de coopération avait été signé entre M. Joxe et son homologue vénézuélien, M. Alejandro Izquierdo.

Mercrredi, à Quito, M. Joxe s'est entretenu avec le ministre de l'Intérieur d'Equateur, M. Andres Vallejo, qui lui a fait part de ses inquiétudes. L'Equateur, a-t-il souligné, est un pays de transit pour la coca et la cocaïne ; les installations de laboratoires sur son sol se multiplient. La pression exercée en Colombie sur les narcotrafiquants risque, selon lui, d'accentuer le transfert vers l'Equateur du trafic de la coca et de son traitement.

M. Joxe devrait recevoir prochainement à Paris le directeur général de la police nationale d'Equateur, La France, qui apporte à plusieurs Etats son aide en matière de formation, estime qu'elle est particulièrement compétente dans deux domaines : d'une part, la police scientifique, grâce au laboratoire d'échantillonnage de Lyon, consacré d'abord à la cocaïne et qui, avec l'analyse de la composition des produits, permet de remonter plus facilement les filières ; d'autre part, les systèmes de détection des mouvements d'avions, de navires et même d'individus, ainsi que les moyens de détection dans les aéroports.

JEAN-YVES LHOMEAU

□ Arrestation d'un des « barons » de la drogue. — Considéré comme le chef de la mafia de la cocaïne sur la côte atlantique de la Colombie, M. José Rafael Abello Silva, trente-quatre ans, a été arrêté mardi soir dans un restaurant de Bogota, a annoncé la police, mercredi 11 octobre. Son extradition est réclamée par les Etats-Unis. Il serait l'un des proches de M. Pablo Escobar, « patron » du cartel de Medellín, toujours en fuite. — (AFP, Reuters.)

□ ARGENTINE : l'ex-président Galtieri est sorti de prison. — L'ancien président argentin Leopoldo Galtieri, condamné pour la manière dont il avait mené la guerre des Malouines, en 1982, est sorti, mercredi 11 octobre, de prison à la suite des mesures de grâce décidées par le président Carlos Menem. Deux autres membres de la junte dirigeant le pays à l'époque ainsi que trente-neuf autres officiers supérieurs accusés de violations des droits de l'homme et soixante-quatre anciens guerilleros d'extrême gauche ont également fait l'objet du pardon présidentiel annoncé vendredi dernier. — (AFP, Reuters.)

L'EVENEMENT CETTE SEMAINE

DES NEO-NAZIS
dans la police

72H

dans la vie
d'une infirmière

DOSSIER
Les vieux sont
déchaînés

ENQUETE
Ce qu'il y a dans
la tête des jeunes

COMMUNISME
Pourquoi ça craque ?

7h30

JOURNAL

Annette Andissou

France Inter

PLUS HAUT LA RADIO !

DIPLOMATIE

Les négociations CEE-URSS

Moscou trouve la Communauté peu ouverte à son égard

BRUXELLES

de notre correspondant

Les Soviétiques trouvent la Communauté peu ouverte à leur égard. C'est ce qu'a expliqué M. Ivan Ivanov, le vice-président de la commission d'Etat pour la politique économique extérieure, lors d'une conférence de presse tenue mercredi 11 octobre à Bruxelles, à l'issue du deuxième round de négociations en vue de la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et l'URSS. M. Ivanov s'estime de certaines réticences, comme si la Communauté, qui se dit favorable aux réformes de M. Mikhaïl Gorbatchev, éprouvait des difficultés à faire évoluer sa politique économique vis-à-vis des pays de l'Est.

Moscou souhaiterait que l'accord fasse référence à la déclaration conjointe approuvée par la CEE et le CARM (l'Organisation économique des pays de l'Est) en 1988, qui avait mis fin à trente ans d'ignorance réciproque. La Communauté refuse et M. Ivanov s'en explique mal la raison. Cette déclaration prévoyait un développement parallèle des relations bilatérales et multilatérales. Seules les discussions menées au niveau bilatéral produisent pour l'instant des résultats tangibles. « J'ai l'impression que la Communauté n'a pas de politique bien établie à l'égard

de l'Est », s'exclame M. Ivanov, qui cite quatre domaines qui, selon lui, devraient être abordés au niveau multilatéral : l'écologie, les transports, la normalisation, l'échange d'informations économiques.

Du côté communautaire, on ne semble pas loin de trouver ces critiques justifiées. Jadis, la CEE souhaitait limiter la coopération avec le CAEM par crainte de contribuer à renforcer l'emprise de Moscou sur les pays de l'Est. Les experts bruxellois reconnaissent que c'est là une attitude devenue anachronique.

Le chef de la délégation soviétique reproche aussi à la Communauté de réclamer en matière d'échanges commerciaux une « réciprocité effective », c'est-à-dire un engagement chiffré de développer les importations en provenance de Moscou. M. Ivanov s'insurge : « Nos entreprises sont libres, nous fonctionnons comme une économie de marché et nous devons être traités comme tels. Nous ne sommes plus un pays à commerce d'Etat. » Un discours qui ne convainc pas les experts bruxellois. En 1988, les importations de la CEE en provenance d'URSS ont atteint 12,7 milliards d'écus, les exportations, 10 milliards d'écus.

PHILIPPE LEMAITRE

ONU

Le secrétaire général propose l'envoi d'une force de paix en Amérique centrale

NEW-YORK
correspondance

Les Nations unies vont créer une force de paix pour l'Amérique centrale, l'ONUCA, composée de militaires et de civils, dont le quartier général sera installé à Tegucigalpa (Honduras) et qui sera déployée le long des frontières des cinq pays de la région. Le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, décrit cette force de paix dans un rapport qui sera soumis aux quinze membres du conseil de sécurité. Ce dernier, lors d'une réunion, mercredi 11 octobre, a cependant déjà donné son accord de principe au déploiement de l'ONUCA.

Cette dernière aura pour mission d'empêcher les groupes rebelles de recevoir toute aide militaire et d'éviter les opérations menées à partir de bases situées dans un pays voisin. Elle se chargera des enquêtes et des plaintes sont formulées par l'un des cinq gouvernements.

L'ONUCA sera composée de 260 militaires non armés et 365 civils, et équipée d'hélicoptères, d'un avion, de bateaux et de chars. L'une de ses premières tâches sera de vérifier que les « contras » ne mènent pas d'opérations d'infiltration au Nicaragua et d'empêcher les rebelles du Front national Farabundo Martí pour la libération du Salvador de se rendre au Honduras. Jeudi, une mission comme

de l'Organisation des Etats américains et de l'ONU devait se rendre au Honduras pour « persuader » les rebelles de rendre leurs armes volontairement.

Dans un autre rapport rendu public mercredi aux Nations unies, le secrétaire général demande la collaboration du haut-commissaire pour les réfugiés des Nations unies pour le rapatriement volontaire des « contras » et de leurs familles. Le haut-commissaire sera aussi chargé de la protection et de la sécurité de ceux qui retourneront au Nicaragua. Selon certaines indications, le coût du rapatriement d'environ cinquante mille « contras » serait de 30 millions de dollars.

L'ONU a également envoyé des observateurs pour les élections du 25 février au Nicaragua. Le caractère sans précédent de cette mission a été renforcé par la nomination par l'ONU d'un Américain, M. Elliot Richardson, comme représentant personnel du secrétaire général pour surveiller le processus électoral.

Il reste à savoir comment les Etats-Unis, membre permanent du Conseil de sécurité, réagiront à ce projet. Certains éléments de l'administration américaine ne souhaitent pas désarmer les « contras » avant les élections au Nicaragua, tandis que le département d'Etat serait plutôt favorable aux plans du secrétaire général.

A. B.-P.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après la défection d'un pilote syrien

Le système de défense aérienne sera réexaminé

JERUSALEM

de notre correspondant

La défection d'un pilote syrien, tranquillement venu, mercredi 11 octobre, poser son chasseur Mig-23 sur un aéroport du nord d'Israël (nos dernières éditions du 12 octobre), va entraîner un réexamen du dispositif de contrôle de l'espace aérien israélien.

Le fait qu'un appareil appartenant à la flotte militaire de l'un des plus implacables ennemis d'Israël puisse voler près de sept minutes dans l'espace aérien national, se diriger sans hésiter sur un petit aéroport civil situé au sud-est de Haïfa et s'y poser sans encombre a suscité, dans la presse et les milieux spécialisés, quelques questions embarrassées. « Il y aura une enquête », a dit le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, pour savoir ce que nos radars ont identifié ou non pas identifié (...) et s'il aurait fallu ou non envoyer des avions à la rencontre de l'appareil.

Les porte-parole officiels et les sources militaires « haut placées » citées dans la presse sont peu bavardes. On ne sait pas si l'armée de l'air israélienne a été prise par surprise ou si elle avait été préalablement informée de la possibilité d'une défection d'un pilote syrien. On laisse entendre qu'il n'y a pas eu de contact radio entre le pilote et les autorités avant l'atterrissage du Mig. On se borne à expliquer que l'avion avait été détecté sur radar dès l'instant qu'il avait décollé de l'aéroport de Bnei, au sud-ouest de Damas, comme c'est le cas pour chaque vol d'entraînement syrien au-dessus du Golan. Mais on ne dit pas pourquoi aucun dispositif de défense anti-aérienne — missiles ou avions — ne paraît avoir été activé : défaillance ou, au contraire, interprétation correcte des intentions pacifiques du Syrien ?

Le commandant Adel Bassem, trente-quatre ans, célibataire, effectif un exercice de navigation au-dessus de plateaux du Golan, à petite vitesse et basse altitude, quand il a faussé compagnie à son escadron pour aller se poser, vers midi, sur le petit aéroport civil de Meggido. Les employés qui se trouvaient sur la piste ont dit à la presse leur étonnement lorsqu'ils ont vu le Mig atterrir et leur stupeur lorsqu'en est descendu un pilote syrien, qui, mains en l'air, a immédiatement assuré n'avoir que de paisibles intentions. Comme dans un bon gros fait divers, les

employés ont appelé la police et il a fallu près de vingt minutes avant qu'une équipe de responsables de l'armée se présente à l'aéroport de Meggido pour s'intéresser à l'affaire.

Asie
politique

M. Rabin et les plus hauts responsables de l'état-major sont ensuite venus sur place s'entretenir avec le pilote. Selon les porte-parole officiels, celui-ci a demandé l'asile politique. Les autorités syriennes ont indiqué que l'avion avait dû se poser en Israël par suite d'une panne de moteur ; elles ont entrepris des démarches auprès de la Croix-Rouge pour obtenir le retour du pilote et de l'avion. De son côté, le gouvernement égyptien a démenti les informations annonçant qu'un autre pilote syrien, participant au même vol que celui du commandant Bassem, était venu se poser, le même jour, à Alexandrie.

Le Mig-23 est un appareil soviétique datant du début des années 70. Celui qui s'est posé à Meggido est d'une version récente (ML ou Flogger-G) ; il n'avait pas de missiles mais un canon armé. Son équipement électronique pourrait intéresser les Etats-Unis, mais c'est surtout sur le pilote que l'on compte en Israël pour en savoir un peu plus encore sur l'aviation syrienne. Il y a des précédents. En 1964, un pilote égyptien avait posé son Yak-11 en Israël et demandé l'asile politique (installé plus tard en Argentine, il avait été retrouvé par les services égyptiens et exécuté).

En 1966, un Irakien a fait défection à bord d'un Mig-21, donnant pour la première fois l'occasion aux Occidentaux de se familiariser avec cet avion. Enfin, en 1968, deux Syriens, par suite d'une erreur de navigation, font atterrir leur Mig-17 en Israël — d'où ils regagneront la Syrie en 1973 à l'occasion d'un échange de prisonniers.

ALAIN FRACHON

IRAN

M. Rafsanjani prend la tête d'un organisme de contrôle du législatif

Le président Ali Akbar Hachemi Rafsanjani a été élu à la tête du Conseil des sages, organisme de dix-huit membres créé début 1988 par l'imam Khomeiny et chargé d'arbitrer les conflits entre le Parlement et le Conseil de surveillance, qui a pour mission de vérifier la constitutionnalité des lois, ainsi que leur conformité aux règles islamiques, a annoncé, mercredi 11 octobre, l'Agence officielle IRNA.

Cette nomination, quatre mois après la mort de Khomeiny, intervient alors que le président Rafsanjani et l'ayatollah Khomeini avancent prudemment en vue d'asseoir plus solidement leur pouvoir face aux éléments les plus radicaux de la République islamique Ahmad Khomeiny, fils de l'imam défunt, considéré comme l'un des porte-drapeaux de ces « durs » est membre du Conseil des sages.

du 12 au 18 OCTOBRE

6 JOURS CHAMPIONS

UNE 309 CHORUS A GAGNER en tapant sur votre Minitel 3615 CODE PEUGEOT

PEUGEOT

6 JOURS CHAMPIONS NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

votre concessionnaire PEUGEOT TALBOT

Un plan de M. Felipe Gonzalez pour un règlement au Panama

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a proposé, mercredi 11 octobre, à Madrid, un plan de règlement de la question panaméenne. Ce projet appelle à de nouvelles élections sur la base d'un accord à trouver entre l'homme fort du pays, le général Noriega, et l'opposition, qui permettrait au futur président élu de nommer son propre commandant en chef de l'armée, tout en laissant M. Noriega demeurer dans le pays. Cette proposition est formulée par la première ministre espagnole dans une interview accordée au Washington Post une semaine à peine avant de rencontrer George Bush à Washington.

SAJUDIS : interview du leader nationaliste lituanien

LE JOURNAL DES ELECTIONS

CHINE : comment a été financé le Printemps de Pékin

Les Français et la politique dans les années 1990

LA DEMOCRATIE CONSUMERISTE

sondage exclusif : 25 pages d'analyses

VENTE EN KIOSQUE

LES MICRO-ORDINATEURS ET LES IMPRIMANTES

LE CHOIX ET LES CONSEILS AU JUSTE PRIX

Realsoft

Le 1^{er} Espace en Europe de Micro-Informatique

32/36, av. de l'Europe. 78140 Velizy - 3614 Code Realsoft - Tél. 39 46 71 19

STOCK PERMANENT

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Compromis en bonne voie entre le gouvernement et le groupe socialiste sur le budget

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 11 octobre, la première partie du projet de loi de finances. L'UDF, le RPR et l'UDC ont voté contre ; le PCF s'est abstenu et le PS a voté pour. D'autre part, les négociations se poursuivent entre le gouvernement et les communistes socialistes avant l'arbitrage définitif de l'hôtel Matignon, qui doit être rendu le mardi 17 octobre.

Il y a de la friture sur la ligne ! D'ordinaire fort discret, le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, rocardien, Val-d'Oise), a du mal à cacher un léger agacement devant le jeu de billard anti-gouvernemental auquel se livre depuis quelque temps, ceux qui ont les yeux fixés sur la ligne rose du Congrès de Rennes. « Ils nous polluent la discussion budgétaire. Il y a des gribouilles parmi nous », constate-t-il en faisant remarquer que ce ne sont pas ceux qui hurlent le plus aux loups qui, en commission des finances, sont les plus assidus et les plus travailleurs. « Il y a ceux qui font le budget et ceux qui font le congrès », remarque M. Christian Pierret (PS-Vosges).

EN BREVE

Les députés socialistes contre l'abus de contrats à durée déterminée. — Les députés socialistes ont décidé de déposer une proposition de loi sur la précarité du travail, prévoyant notamment des sanctions pénales pour « une utilisation abusive de contrats à durée déterminée », analogues à celles qui sont déjà prévues pour l'intérim. M. Alain Vidalies (PS, Landes) a estimé, mercredi 11 octobre, que « la recherche des gains de productivité par les entreprises à travers une flexibilité accrue dans la ges-

tion de leur main-d'œuvre » avait conduit depuis 1985 à une forte progression de ces contrats. L'immunité parlementaire. — Les députés ont adopté définitivement, mercredi 11 octobre, la proposition de loi relative à l'immunité parlementaire. Ce texte prévoit que les rapports établis pour rendre compte d'une mission confiée à un parlementaire par le gouvernement sont couverts par l'irresponsabilité évoquée à l'article 26 de la Constitution (immunité parlementaire).

Il y a donc de la friture sur la ligne groupe PS-gouvernement. Et l'un s'étend du côté du gouvernement que le ligne fonctionne mieux sur le réseau Paris-Caracas (où se trouvent ces deux derniers jours le président du groupe M. Louis Mermeaux) que sur l'interurbain avec le quel de Bercy... Après sa réunion de travail avec les commissaires socialistes des finances, mercredi 11 octobre, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait, lui aussi, la mine un peu lasse. Il réfute les accusations portées contre lui quant à un déficit de concertation avec les communistes socialistes : « C'est aujourd'hui ma huitième réunion de travail », précise-t-il en regrettant que « le jeu des tendances » dans ces périodes d'avant congrès se vienne perturber des discussions qui se déroulent « très bien » dès que les hommes sont face à face. « Ensuite, on ne sait plus ce qui se passe, explique-t-il, c'est comme si un Deus ex Machina... »

Pour l'heure, M. Bérégovoy reste muet sur les points d'équilibre trouvés avec les députés socialistes. Le premier ministre, M. Michel Rocard, arbitre définitivement mardi prochain. D'ici là, les cabinets de M. Bérégovoy et de M. Michel Charasse, ainsi que les commissaires socialistes vont encore se rencontrer.

Selon M. Jean Anciant (PS, Oise) le « durcissement du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) est redevenu à l'ordre du jour ». En revanche, le dossier de la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués semble clos malgré les demandes réitérées de M. Henri Emmanuelli (présent lors de la réunion avec M. Bérégovoy) de revenir sur cette mesure. La commission des finances, qui a examiné, mercredi, la première partie de la loi de finances, a voté le passage de 39 % à 37 % du taux de l'impôt sur les sociétés tandis que le taux applicable aux bénéfices redistribués était maintenu à 42 %.

La commission des finances a adopté l'article d'équilibre du budget : l'UDF, le RPR et l'UDC ont

voté contre, le PS a voté pour. Le PCF s'est abstenu, mais comme l'a précisé M. Fabien Thiéry (PCF, Nord), cela « ne préjuge pas » de la décision finale du groupe communiste.

En revanche, la proposition de réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) a été repoussée à l'immunité. Les socialistes souhaitent que le calcul de la DGF soit pondéré par l'évolution des prix mais également par la croissance en volume. Les discussions avec M. Charasse se poursuivent.

D'autre part, la commission a adopté plusieurs amendements. S'agissant du régime du crédit d'impôt-recherche, la commission a examiné deux amendements (de

MM. Alphonse (UDC) et Pierret (PS) tendant à appliquer le bénéfice du crédit impôt-recherche aux dépenses de normalisation. Sur proposition de M. Alain Richard, rapporteur général du budget, les deux amendements rectifiés ont été adoptés : la réduction d'impôt est limitée à 25 %.

Une autre proposition de M. Pierret a été retenue : celle consistant à faire bénéficier du crédit d'impôt les dépenses de création et de conception des collections dans le textile. Elle a voté un amendement de M. Jacques Roger-Machart étendant aux chefs d'entreprises individuelles le bénéfice du crédit d'impôt formation.

Pour le barème de l'impôt sur le revenu, la commission a adopté un amendement de M. Philippe

Auberger (RPR) accordant une demi-part supplémentaire aux contribuables ayant élevé au moins cinq enfants. Sur proposition du rapporteur, les commissaires ont adopté un amendement réservant le bénéfice du plafonnement de la taxe d'habitation aux contribuables dont l'impôt sur le revenu ne dépasse pas 10 000 francs et supprimant le prélèvement de 0,2 % au profit de l'Etat (assis sur la valeur locative communale des habitations principales). La réduction du taux majoré de TVA (28 % à 25 %) a été adoptée sans modification, ainsi que l'aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : relèvement de 3,3 % de chacune des tranches du barème.

PIERRE SERVANT

La séance hebdomadaire des questions d'actualité

Racontez-nous Alain Decaux...

M. Charles Millon n'en revenait pas et levait les yeux au ciel ; M. Michel Rocard, religieusement, écoutait ; M. Laurent Fabius dissimulait mal son envie de rire ; et M. Alain Decaux racontait...

A la surprise générale, le ministre de la francophonie avait été désigné, mercredi 11 octobre, lors de la séance des questions au gouvernement pour répondre, en l'absence de M. Roland Dumas, à M. Charles Millon, président du groupe UDF, sur l'attitude de la France face aux « nouvelles données de politique extérieure nées de l'évolution de l'Est ».

A peine M. Decaux avait-il pris la parole que de tous les

banes de l'opposition s'élevait une protestation furieuse. Sous les cris de « Rocard ! Rocard ! », que scandaient certains députés UDF-RPR, M. Decaux, arc-bouté sur son micro, les bras levés, a poursuivi son propos, oubliant quelques instants du ministre qu'il est pour redevenir l'historien et le conteur lyrique qu'il fut à la télévision.

On était donc loin, très loin, de la réponse politique souhaitée. M. Patrick Devedjian (RPR) prévenait : « Nous allons zapper », tandis que M. Jean-Louis Debré (RPR) insistait : « L'émission est terminée ! » et que M. Philippe de Villiers (UDF) constatait : « Il va falloir serrer au montage... »

“ETATS-UNIS, JAPON ARABIE SAOUDITE COREE...”

SOYEZ OPERATIONNEL
DES LE PREMIER CONTACT :
MAITRISEZ L'INTERCULTUREL

IGS LANGUES

Le management des particularismes culturels est enseigné depuis 25 ans aux USA. C'est l'atout stratégique qui vous permettra d'améliorer votre développement international. Pourquoi et comment préparer vos collaborateurs ? Découvrez la, pour la première fois en France avec : Robert KOHLIS Directeur des programmes internationaux, San Francisco State University et professeur du "Cross Cultural Training". Ces journées sont organisées par IGS LANGUES. Lieu : American Chamber of Commerce / Paris 7 novembre 1989 : journée d'étude 8.9.10 novembre : formation de formateurs. Renseignements et inscriptions : 25, rue France 1^{er} 75008 Paris. Tél : 47 23.72.94

INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang. Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24 aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air, le nouveau communicant n'a pas de trou de mémoire. Stockage, un service Alphapage, conserve 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez. Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.

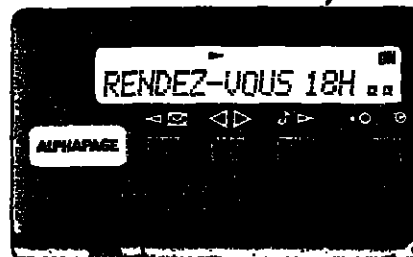
Attention! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.

Signaler Courteille

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COBECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM



POLITIQUE

La réforme du code pénal à l'Assemblée nationale

Les députés rétablissent la notion de responsabilité des personnes morales

Au cours de l'examen en première lecture du livre premier du nouveau code pénal, l'Assemblée nationale a levé, mercredi 11 octobre, la plupart des restrictions posées par le Sénat à la responsabilité pénale des personnes morales. La notion d'« instigateur » des infractions a aussi été rétablie par les députés qui ont écarté, d'autre part, celle de légitime défense des biens.

Le droit de la liberté. Mais la liberté fondamentale pour moi, c'est celle de la personne. Alors que le droit pénal permet d'incriminer les personnes physiques, on voudrait que les personnes morales soient mieux traitées. Ce droit, je ne révoque pas. Mais, excusez-m'en, à la philosophie thomiste, plutôt qu'à la philosophie individualiste du siècle des Lumières.

Retour à l'ancien régime ?

Débat philosophique toujours, quand M. Jacques Toubon (RPR, Paris), délégué farouche de la responsabilité pénale des personnes morales, se refusait à leur reconnaître un statut de personnes morales, deux fondements du « droit pénal moderne ».

Controverse historique aussi : M. Toubon a également pué dans ce registre, affirmant que reconnaître cette responsabilité-là, c'était « retourner à l'ancien régime et effacer l'acquis de la Révolution ».

1789 et sa suite devaient valoir le décret. M. François Colombeau (PS, Allier), qui porta jadis sur les feux du débat, le très engagé Syndicat de la magistrature, est lui aussi passé par là. Il est de ceux qui ont « changé d'avis ». D'abord hostile à la responsabilité pénale des personnes morales « pour une question de principe », au nom précisément des mutations révolutionnaires en faveur des personnes, il s'est ensuite souvenu des interdits prononcés contre toute manifestation collective par les législateurs de la Révolution. Il a fallu, a-t-il rappelé pour justifier sa conversion, tout le dix-neuvième siècle pour que « sociétés commerciales, puis, après quelques luttes, associations et syndicats » conquièrent la personnalité morale.

Discussion juridique enfin, et donc inextricablement politique. « Il n'est pas nécessaire, a soutenu avec force M. Toubon, d'adopter un tel principe pour sanctionner de façon appropriée les infractions commises dans le domaine économique notamment, par des entités extrêmement puissantes dont la capacité d'agir — donc de nuire — est considérable. Notre droit comporte en effet des dispositions très sévères à leur encontre ».

Il y a aussi péril en la demeure, on le voit pour la démocratie, selon M. Gilbert Miller (PC, Gard), lui pour une fois à M. Toubon, dans le souci des mauvais coups qui pourraient être portés à des syndicats, des partis, des associations. Bref, pour le PC, cette responsabilité pénale des personnes morales a des relents de la défiance loi anticasseurs, qui jadis fit tant hurler à gauche, mais pas exclusivement, avec son système trop complexe de bonus-malus soumis de payer à tout hasard pour les fautes des autres.

Les socialistes ont bien admis qu'il faudrait beaucoup de vigilance et d'attention pour ne pas s'écarter des conséquences de la responsabilité pénale des personnes morales.

Discussion philosophique encore avec M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), qui fait figure de pilier porteur du projet aux côtés des socialistes : « On a parlé de la philo-

Par la voix de M. Michel Seguin, président de la commission des lois, ils ont défendu bec et ongles cette « disposition de progrès et de justice », dont l'absence entraîne « deux catégories d'injustices ». « La première concerne les victimes : celles-ci sont dans une situation inadmissible car elles ont souffert, voire dans leur chair, mais on ne trouve pas de responsabilité (...). Second type d'injustice : on trouve un responsable, mais ce n'est qu'un sous-fifre (...). Il portera le chapeau sans être réellement responsable de l'infraction. Notre disposition sur la responsabilité pénale des personnes morales conduira à toujours trouver un responsable, comme les victimes ont le droit de l'exiger, mais qui sera un vrai responsable ».

Une fois admis le fameux principe, contre l'avis du RPR, du PC, de MM. Clément et Philippe Mestre (UDF, Vendée) et de M. Christine Boutin (app. UDC, Yvelines), restait à en préciser l'extension. Les nombreuses restrictions posées par le Sénat étaient balayées par le PS, le gros des troupes UDC et une UDF divisée (20 voix dissidentes).

Ne sont plus, à ce stade de la discussion, exorés de la responsabilité pénale des personnes morales que l'Etat et les collectivités publiques ou leurs groupements lorsqu'ils n'exploitent pas en régie des services industriels et commerciaux.

Autre cheval de bataille du Sénat, la notion d'« instigateur des infractions », jugée équivoque ou dangereuse par un large front de députés, n'a pas résisté à cette suspicion.

L'irresponsabilité pénale, nouvelle version du célèbre article 64 du code pénal, s'est vue élargie d'une disposition électorale : « imprévisibilité et peu susceptible », dit M. Toubon, qui confie à des établissements pénitentiaires spécialisés l'exécution éventuelle des peines pour les délinquants à responsabilité atténuée.

En revanche, l'Assemblée a soulevé « judiciaire » par la compétence d'un magistrat la décision de sortie d'un établissement où est traité un malade reconnu pleinement irresponsable.

Malgré l'insistance du garde des sceaux à maintenir dans le texte du Sénat la légitime défense des biens pour laquelle le gouvernement avait préparé un texte des plus détaillés, cette dernière a été écartée par le PS et le PC.

La discussion, interrompue jeudi 12 octobre par une séance de nuit, a repris en début d'après-midi.

MICHEL KAJMAN

Le cas des mineurs

M. Pierre Arpaillange a donné, mercredi 11 octobre, aux députés l'assurance qu'un projet de loi réformant l'ordonnance de 1945 en vigueur va « réduire encore les possibilités de déviation des mineurs ». Ce projet « sera prêt avant la fin de l'année et pourra être discuté à la prochaine session ».

Les députés ont refusé de suivre le RPR, qui proposait une description exhaustive des cas à envisager pour les mineurs dans le code pénal : « N'est pas responsable le mineur de sept ans. N'est possible d'aucune peine le mineur de treize ans. La loi détermine les conditions dans lesquelles les personnes âgées de treize à dix-huit ans sont punissables ou sujettes à des mesures d'éducation. Les âges indiqués au présent article s'entendent de ceux que la personne avait atteints au moment des faits ».

L'Assemblée a en revanche adopté une nouvelle rédaction, proposée par la commission des lois, de l'article 122-6 du code pénal qui prévoit : « Les mineurs reconnus coupables d'infractions pénales font l'objet de mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation dans les conditions fixées par une loi particulière. Cette loi détermine également les conditions dans lesquelles des peines peuvent être prononcées à l'encontre des mineurs âgés de plus de treize ans. Les peines privatives de liberté applicables à ces mineurs ne peuvent excéder la moitié de celles encourues par les majeurs ».

M. K.

Torpilles et missiles

Des forfaits, bédons ou terribles, il s'en commet aussi à bord des bateaux et des avions. A bord on contre les nefs et aéroports. L'Assemblée nationale s'est appliquée avec beaucoup de soin à franchir ceus et fuselages pour ne rien laisser au hasard. D'abord elle a reformulé, en collant au texte initial qu'avait modifié le Sénat, l'affirmation selon laquelle « la loi pénale française est applicable aux infractions commises sur le territoire de la République, y compris les espaces maritimes et aériens, dans les conditions prévues par la loi française ou par les accords internationaux. Ces infractions sont réputées commises sur le territoire dès lors qu'y a été accompli un de leur faits constitutifs ».

Les assauts extérieurs avaient été bel et bien écartés du code de l'aviation civile y fait référence. Oubli réparé. Et expliqué : « La commission [des lois] a estimé utile de prendre également en compte les at-

ques portées de l'extérieur : ne sont-elles pas, après tout, les plus courantes ? Pensons aux pirates qui infestent encore la mer de Chine », a fait valoir le rapporteur, M. Marchais.

Les pirates sont un péril. Les actes de terrorisme, un autre. C'est pourquoi M. Marchais a aussi songé aux torpilles et, pour les avions, aux missiles. De ces préoccupations est née l'adjonction, répétée dans le texte, de l'expression « à l'encontre ».

Soucieux aussi de ne chasser de l'océan du nouveau code pénal aucun navire français, la commission des lois s'est avisée d'une curiosité : le projet parlait de navire « battant pavillon français ». Or il existe deux pavillons français : le national et celui des lies Kerguelen. Le rapporteur socialiste est le premier à le déplorer, mais c'est ainsi. Pour tenir compte de ce dualisme, on parlait donc, peut-être, à l'avenir de « navires battant un pavillon français ».

M. K.

M. Chirac reprend ses tournées en province

M. Jacques Chirac reprend, au rythme d'environ une fois par mois, ses visites dans les départements qu'il avait interrompues depuis plusieurs mois.

M. Chirac s'est rendu les 12 et 13 octobre dans le Tarn où le RPR a reconquis, en mars dernier, la ville de Castres au profit de M. Jacques Limouzy, député, et gagné celle de Mazamet que détenait désormais M. Michel Moudaut. Le président du RPR, qui est accompagné par M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement, doit avoir des contacts avec les élus de son parti mais aussi avec la presse locale et surtout avec tous les sympathisants de l'opposition. M. Chirac, qui ne prononcera pas de grand discours, préférera au cours de ces déplacements être à l'écoute de ses hôtes et mieux mesurer ainsi les attentes de l'opinion.

Le président du RPR, qui se rendra au Japon à la fin du mois d'octobre, assistera le 17 de ce mois à la réunion du conseil national à la date des assises nationales qui se tiendront fin janvier ou début février et au cours desquelles non seulement M. Chirac devrait être réélu président du RPR mais aussi les instances seront renouvelées et les « courants » éventuellement représentés.

Le même jour, M. Juppé présentera, au cours d'une réception à la tour Eiffel, un projet élaboré par le RPR pour l'aide au développement

des pays du tiers-monde. Le mouvement compte également amplifier la diffusion de sa presse avec le lancement, le 20 octobre, du supplément de la *Lettre de la Nation*. Cette publication en couleurs, d'une dizaine de pages, sera adressée aux vingt mille abonnés actuels. M. Camille Cabana, ancien ministre, conseiller de Paris, a été chargé de diriger les activités du RPR en matière de presse.

Le 19 novembre, M. Chirac présidera les Assises nationales du travail du RPR au cours desquelles il présentera ses propositions sociales qui prévoient, notamment, le maintien des acquis sociaux, le basculement des prébendes obligatoires, le relèvement des salaires et la diminution des dépenses de l'Etat.

Le programme du RPR prévoit ainsi un renforcement de l'implantation du mouvement au plan local, comme le souligne M. Juppé lors de ses visites dans les fédérations, et l'affirmation au plan national de certains points de sa doctrine comme l'aide au développement, la politique étrangère et l'action sociale. Ce comportement s'est reflété au niveau parlementaire avec l'attitude prise par le groupe RPR ces derniers jours.

M. Bernard Pons, président de celui-ci, a d'ailleurs estimé, mercredi 11 octobre, « l'on ne pouvait pas fonder les trois groupes de l'opposition, du jour au lendemain, dans une grande nébuleuse simplement en s'autant sur sa chaise et en disant l'union, l'union ».

L'union ne pourra se faire que progressivement. On ne peut pas caporaliser les groupes parlementaires ». Selon lui, il y a, à l'intérieur de chacun des trois groupes de l'opposition, « ceux qui voudraient que l'intergroupe serve à faire l'union tout de suite, et d'autres, plus nombreux et peut-être plus raisonnables, qui savent que la véritable union se fera avec du travail, de la patience et des rencontres ».

L'intergroupe doit donc permettre « de rapprocher les points de vue, d'arriver sur des points importants à des positions communes ou très voisines ».

Ainsi, le recours à une motion de censure en riposte à l'article 49-3 doit être laissé à l'appréciation de chaque groupe. En revanche, le dépôt d'une motion de censure directe (article 49-2) qui accorde cette initiative à l'opposition doit être « décidé solidairement et par un vote individuel de tous les députés réunis dans l'intergroupe de l'opposition ».

ANDRÉ PASSERON

Un sondage sur l'opposition. — L'union de l'opposition est approuvée selon un sondage BVA-Paris-Matthi réalisé par téléphone les 6 et 7 octobre sur un échantillon de 577 personnes. La proposition de M. Giscard d'Estaing de fusionner le RPR et l'UDF avant le 1er janvier 1992 recueille 47 % d'opinions favorables alors que 23 % la désapprouvent et que 32 % ne se prononcent pas. Parmi les électeurs de droite 76 % l'approuvent.

Réunion du comité central du PCF

M. Marchais sous la pression des changements à l'Est

Les membres du comité central du PCF devaient se réunir, jeudi 12 et vendredi 13 octobre, place du Colonel-Fabien. A l'heure du rapport introductif de cette session, M. Georges Marchais devait évoquer la situation politique et sociale et rendre compte de sa récente entrevue avec M. Mikhaïl Gorbatchev à Moscou.

Entre le train des grèves en France — l'Humanité du 11 octobre ne consacrait pas moins de sept pages à sa rubrique « économie et luttes » — et les convulsions de l'Est, M. Marchais a de quoi nourrir un épaïs rapport pour cette réunion du comité central.

An cours des quatre dernières semaines, l'organe central du parti a consacré tous ses titres de « une » aux questions sociales et salariales, Peugeot étant à l'honneur à onze reprises. Toutes ses « unes », sauf deux, qui ont été réservées à la rencontre entre MM. Marchais et Gorbatchev, le 22 septembre, dans la capitale soviétique. Pas une n'a été octroyée à la RDA à propos de laquelle l'Humanité du 10 octobre dénonçait « une formidable campagne de désinformation, menée conjointement par le chancelier ouest-allemand Kohl et les grands capitalistes de RFA à la recherche d'une main-d'œuvre bien préparée ». Ni à la Hongrie, dont le PC s'est transformé en PS en abandonnant, au passage, la référence à la dictature du prolétariat — chose faite par le PCF depuis plus d'une décennie — et la pratique du centralisme démocratique — notion portée au pinacle par les dirigeants français. M. Lajoinie n'a-t-il pas laissé percer l'inquiétude des dirigeants français, sinon le fond de leur pensée, en relevant les « déclarations provocatrices des certains responsables hongrois » sur les bienfaits du capitalisme ?

Révisions idéologiques déclinantes, introduction des lois du marché économique, rectifications historiques en tout genre, le bouillonnement à l'Est, consécutif à la perestroïka de M. Gorbatchev, démontre quelque peu, c'est un euphémisme, les dirigeants, les cadres et les militants du PCF. Au point que M. Marchais peut dire une chose et son contraire à neuf mois de distance.

Voulant montrer, en décembre 1988 à Porto, au congrès du PC portugais, que la perestroïka n'est pas un exemple, le secrétaire général déclarait que : « Ce qui se passe en Union soviétique ne peut constituer un modèle pour les autres partis communistes ; c'est spécifi-

que à l'Union soviétique ». Retour de Moscou, en septembre 1989, il assure que les communistes français sont, cette fois, « en quelque sorte, partie prenante de la perestroïka ».

Indubitablement, le gorbatchévisme, que les dirigeants français s'en réjouissent — pour les uns — ou le déplorent — pour les autres, — exerce une pression de plus en plus importante sur l'infrastructure du parti. La question fondamentale n'est plus de savoir si M. Marchais « saute » ou apporte son « soutien total » à la perestroïka en Union soviétique, mais si les dirigeants du PCF sont capables d'impulser une perestroïka aux couleurs de la France dans leur parti, impliquant d'autres rapports internes et externes. Le PC italien n'a pas attendu de connaître la réponse à cette interrogation pour autoriser ses adhérents résidant en France à se dégarer du PCF pour constituer une structure autonome.

M. Fiterman

ne se décourage pas

Certains ne se découragent pas. M. Charles Fiterman, qui, en août, avait admis qu'il n'avait pas en, au début des années 80, une bonne appréciation de la situation en Pologne. Ce doute de l'ancien ministre (1) n'avait pas eu l'air de plaire à M. Marchais, qui, lors de la fête de l'Humanité, en septembre, avait indiqué qu'il avait lui-même fait un « sans-faute » dans son analyse de l'affaire polonaise.

Ancien dignitaire du parti, M. Marcel Rosette avait, pour sa part, envoyé à chaque membre du comité central, le mois dernier, un document critique sur la politique et le fonctionnement du PCF. Ce « coup de gueule » lui a permis d'être reçu récemment, en tête à tête, par M. Marchais, pendant plusieurs heures.

Au rang de ceux qui espèrent toujours cette perestroïka française se trouve la fédération communiste de la Corse-du-Sud, dont les dirigeants sont des opposants « reconstruits » silencieux et tolérants par la direction du parti, contrairement à ceux du Duts, département où d'ailleurs elle n'a toujours pas réussi, depuis un an, à reconstruire une fédération. Les communistes d'Ajaccio sortirent de leur silence le 16 novembre, aidés en cela par le premier secrétaire de l'ambassade d'Union soviétique à Paris, qui viendra faire une conférence-débats sur... la perestroïka.

OLIVIER BIFFAUD

(1) Sérieusement blessé, ainsi que son épouse, dans un accident de voiture en revenant de la fête de l'Humanité, M. Fiterman est, à l'heure actuelle, absent de la direction du parti.

Le RPR

porte plainte contre un député socialiste

Le RPR a annoncé, mercredi 11 octobre, son intention de déposer plainte auprès du procureur de la République pour violation du secret des travaux d'une commission d'enquête parlementaire. Le RPR vise M. Raymond Douyères (PS, Sarthe), rapporteur de la commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été privatisées treize entreprises par le gouvernement Chirac (1986-1988).

Au cours d'un déjeuner de presse, M. Douyères avait estimé, mardi 10 octobre, que les conditions dans lesquelles avaient été réalisées les privatisations avaient conduit à « un manque à gagner de 12 milliards de francs » pour l'Etat. Le député de la Sarthe avait également estimé que l'opération avait été « politiquement construite ». « Nous avions un inquisiteur », a expliqué en séance publique M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne) en faisant allusion au comportement qu'aurait eu M. Douyères lors des auditions de la commission. « Nous voyons avec un informateur pigiste de la presse », M. Vivien a lui aussi cité le chiffre de 12 milliards de francs évoqués par M. Douyères en expliquant que le RPR était « très à l'aise sur ce terrain ».

La mention de ce chiffre de 12 milliards de francs dans la bouche de M. Vivien a disparu du compte-rendu analytique de l'Assemblée nationale (les députés peuvent corriger leurs propos avant impression). M. Douyères estime, pour sa part, qu'il n'a pas trahi le secret des délibérations et qu'il n'a fait qu'émettre un « jugement personnel » qui ne divulguait en rien le contenu des auditions et du travail de la commission.

P.S.

POLITIQUES & CHRÉTIENS

EDUARDO FREI
PIERRE LETAMENDIA
présenté par
ALAIN FORER
LA DÉMOCRATIE
AU CHILI

252 pages 120 FF

NEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

مكتبة ابن خلدون

POLITIQUE

Tentative d'OPA sur l'électorat du Front national

Le sphinx Lacaze à l'assaut du menhir Le Pen

L'électorat du Front national est actuellement la cible d'une vaste opération de déstabilisation menée par le canal du Centre national des indépendants et paysans (CNI), qui voudrait devenir le pôle conservateur de l'opposition. Le général Jeanne Lacaze, ancien chef d'état-major des armées, élu député européen sur la liste de M. Valéry Giscard d'Estaing, surnommé « le sphinx », a accepté d'être le fer de lance de cette manœuvre ourdie par le secrétaire général du CNI, M. Yvon Briant, qui est un de ses anciens subordonnés. Celui-ci a déjà rallié plusieurs anciens dirigeants du Front national de M. Le Pen, que ses amis appellent « le menhir », à cette

entreprise de reconstitution de la droite. Une entreprise appelée à de prochains rebondissements, sous le regard attentif des grands chefs de l'opposition, au premier rang desquels le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, qui cultive, en la circonstance, quelques connivences avec M. Giscard d'Estaing.

par les exils racistes, antisémites, ségrégationnistes de Le Pen, et qui souffrent d'être frappés d'ostracisme. Le message du CNI sera clair : nous n'avons qu'un adversaire, la gauche ; qu'un allié, la coalition RPR-UDF ; le Front national n'est pas un ennemi, simplement un concurrent dont il faut réduire au maximum le volume... Et les « grands » de la classe politique décideront de laisser le « petit » jouer. Sans trop y croire, jusqu'à ce que le général Lacaze franchisse le Rubicon.

Si Jean-Marie Le Pen crêpe au « complot », on ne pourra pas, cette fois, lui donner tort. L'assaut auquel il est aujourd'hui confronté s'apparente même tellement à une histoire d'espionnage qu'on pourrait le camoufler sous un message codé, du genre : « Les hommes-grenouilles sont dans la plaine et les torpilles sont mûres. Je répète. Les torpilles sont mûres, le Sphinx va s'en servir pour couler le Menhir avec son homme-grenouille... »

L'affaire n'en est pas moins sérieuse car il s'agit de la plus organisée de toutes les tentatives faites jusqu'à présent, dans les eaux de l'opposition, pour essayer de reconquérir l'électorat du Front national. Si ses auteurs parviennent à leurs fins, c'est tout l'échiquier politique français qui en serait bouleversé.

Tout s'est noué, il y a quelques semaines, dans l'un des discrets salons du *Fouquet's*, à Paris, quand l'ancien agent des services secrets Yvon Briant — devenu secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans après une courte carrière de député du Val-d'Oise commandée en 1988 sous la bannière du Front national et terminée en 1988 sur les bancs des non-inscrits proches du RPR — a scellé par un pacte ses retrouvailles avec son ancien « patron ». Le général Jeanne Lacaze dirigeait en effet le secteur chargé du renseignement au service de contre-espionnage — le SDECE, la fameuse « Piscine » — à l'époque où, en 1974, M. Briant faisait ses classes d'homme grenouille expert en sabotages à la base d'Aspretto, en Corse.

Fasciné par l'étrangeté des mœurs politiques depuis ses expériences de conseiller au ministère de la Défense, de 1985 à 1988, l'ancien chef d'état-major, promu à l'Assemblée de Strasbourg par la volonté giscardienne, n'a pas résisté à l'appel de l'aventure. Quand ce sacré chemineur d'Yvon Briant lui a dit respectueusement : « Acceptez d'aller jusqu'au bout de votre logique, travaillons ensemble au service de nos convictions politiques communes, et moi je vous ferai dire président du CNI... », le Sphinx — c'est le sobriquet militaire du général Lacaze — n'a pas résisté. Il a annoncé, le 14 septembre, son adhésion au

vieux parti d'Antoine Pinay et M. Yvon Briant proposera sa candidature à la présidence lors du comité directeur prévu pour le 18 décembre.

Dire que M. Valéry Giscard d'Estaing a pris avec le sourire le ralliement du général Lacaze au CNI serait pour le moins exagéré. Après un haut-le-cœur, le président de l'UDF s'est laissé convaincre qu'il y avait peut-être là un bon tour à jouer... à M. Jacques Chirac puisque l'opération se traduira par l'accession de l'un de ses élus européens à la tête d'une formation surtout connue, jusqu'à présent, pour ses accointances chiraquiennes.

Création d'un « Parti conservateur »

Mais l'annonce de l'arrivée du général Lacaze au CNI n'était que la première phase, surtout médiatique, d'un plan de bataille mûri depuis plusieurs mois avec beaucoup de complicités extérieures. Auparavant, Yvon Briant avait pris soin de mettre au parfum tous les chefs de l'opposition en leur expliquant que sa stratégie visait à rendre service à tout le monde : si le CNI parvenait à capter les suffrages du Front national, l'opposition pourrait enfin entrevoir le bout de son tunnel électoral.

Il s'en était entretenu, au cours de l'été, non seulement avec M. Valéry Giscard d'Estaing mais aussi avec MM. Jacques Chirac, Edouard Balladur, Charles Pasqua, François Léotard, Alain Madelin, Pierre Méhaignerie et quelques autres. En tant que chacun le raisonnement suivait : tant que l'opposition se limitera à sa structure triangulaire actuelle — les gaullistes, les libéraux, les centristes — elle sera vouée à rester minoritaire dans le pays ; mon parti, le CNI, a vocation de devenir le quatrième pilier de l'opposition, le pilier conservateur, et tout le monde, dans notre camp, s'en portera mieux. J'ai d'ailleurs l'intention d'appeler désormais le CNI le « Parti conservateur », le parti des « Conservateurs nationaux et indépendants ». Avec le renfort de nouveaux porte-voix, je vais interpeller les électeurs de droite que ni le RPR ni l'UDF n'attirent plus aujourd'hui, qui sont désorientés

par les excès racistes, antisémites, ségrégationnistes de Le Pen, et qui souffrent d'être frappés d'ostracisme. Le message du CNI sera clair : nous n'avons qu'un adversaire, la gauche ; qu'un allié, la coalition RPR-UDF ; le Front national n'est pas un ennemi, simplement un concurrent dont il faut réduire au maximum le volume... Et les « grands » de la classe politique décideront de laisser le « petit » jouer. Sans trop y croire, jusqu'à ce que le général Lacaze franchisse le Rubicon.

Alors, l'ancien homme-grenouille se donne sa deuxième torpille anti-Le Pen en annonçant l'arrivée au CNI de quatorze anciens dirigeants du Front national, et non des moindres : un ex-député des Bouches-du-Rhône, M. Pascal Arrighi ; un ex-député de Seine-Saint-Denis, M. François Bechelet ; un ex-député européen, M. Olivier d'Ormesson ; et onze conseillers régionaux élus en 1988 sur les listes d'extrême droite (*Le Monde* du 7 octobre).

Tous devenus notables depuis l'émergence électorale de Jean-Marie Le Pen ; tous traités avec beaucoup d'égards, ces derniers mois, par Yvon Briant : « Chaque fois que j'allais en province, j'étais le seul des dirigeants de l'opposition à les inviter à nos réunions... » Et ce n'est pas fini. Le secrétaire général du CNI concocte une troisième phase d'action qui orientera son offensive vers l'un des bastions régionaux du Front national.

L'ombre de Charles Pasqua

En attendant, le général Lacaze s'acquitte de sa tâche avec un zèle de sous-lieutenant. « Toutes les questions qui touchent à l'âme de la nation n'ont pas à devenir la chasse gardée d'une droite extrême », disait-il, le 14 septembre. On a vu l'ancien chef d'état-major faire ses gammes, quinze jours plus tard, à Vaux d'Andigny, à l'occasion de la Saint-Michel (protector des parachutistes), en tenant sur l'immigration des propos angéliques. A Vaux d'Andigny, une localité de l'Aisne dont la municipalité est dirigée... par M. Antoine Pagny, un proche de M. Charles Pasqua. Ce détail aurait pu être interprété

comme une coïncidence si parmi les auditeurs les plus fervents du général Lacaze, ce jour-là, on n'avait pas remarqué un autre ancien agent secret, devenu, lui, le collaborateur permanent de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Jean-Charles Marchiani...

Fallait-il donc en conclure que derrière la ficelle d'Yvon Briant se trouvait la main de M. Charles Pasqua, que le destin du CNI n'a jamais laissé indifférent chaque fois qu'il s'est agi de trouver un moyen d'infiltrer le Front national ou de rogner ses marges électorales ? Comme dans toutes les histoires de contre-espionnage, ce qui semble le plus évident est souvent ce qui est le plus trompeur.

Il apparaît que le lien entre l'opération conçue par M. Briant et l'ombre de M. Pasqua avait été établi par le général Lacaze lui-même, qui a gardé de son rôle secret dans les affaires africaines, de 1988 à 1988, de bonnes relations avec l'ancien ministre de l'Intérieur.

Entre M. Yvon Briant et M. Charles Pasqua, au contraire, le climat s'est plutôt rafraîchi. L'ancien député du Val-d'Oise n'a pas apprécié que le président du groupe RPR du Sénat ait empêché de reconstruire un groupe CNI au sein du Luxembourg derrière M. Bernard Barlier, sénateur de la Côte-d'Or, tandis que M. Charles Pasqua est agacé de voir souvent M. Yvon Briant sur la même longueur d'ondes que M. Balladur lorsqu'il est question de l'avenir de l'opposition.

Tout paraît plutôt à croire que dans cette opération M. Pasqua, qui a pris ses distances vis-à-vis de M. Chirac, explore la possibilité de voies personnelles, parallèlement... à M. Giscard d'Estaing, avec lequel il a eu ces temps-ci différents entretiens. Les torpilles lancées contre M. Jean-Marie Le Pen provoqueront-elles des retombées ailleurs ?

Au Front national, on se dit serein. Le secrétaire général du parti, M. Carl Lang, exprimait, mardi 10 octobre, son « léger mépris » et son « indifférence totale » devant ce remue-ménage. « Nous n'avons aucune inquiétude », disait-il. Son insistance à le répéter semblait dire le contraire.

ALAIN ROLLAT

Al Parlement européen

Bagarre en séance après l'expulsion d'un député du FN

STRASBOURG

de notre correspondant auprès des Communautés européennes

Un incident grave, caractérisé par un échange d'insultes et de coups de poing et mettant en cause deux élus du Front national, s'est produit à Strasbourg mercredi

après-midi 11 octobre, au cours de la séance du Parlement européen.

Il était 17 heures et le président socialiste espagnol de l'Assemblée, M. Enrique Barón, s'apprêtait à mettre aux voix une série de directives relatives à l'échec de la commission de 1993, quand M. Bruno Gollnisch prit la parole pour traiter de « gestapliste » le président du

groupe socialiste, M. Jean-Pierre Cot.

Le dirigeant lyonnais du Front national entendait protester contre une décision prise la veille, à l'initiative de M. Cot, pour écarter l'extrême droite des postes de responsabilité du Parlement européen. Deux postes — la présidence d'une délégation auprès du Parlement suisse et la vice-présidence d'une commission commune avec la Knesset israélienne — auraient dû, selon les règles habituelles, revenir au groupe technique des Droites européennes que préside M. Jean-Marie Le Pen. En décidant de les pourvoir par vote et non au prorata de la représentation parlementaire, les majoritaires avaient fait barrage au Front national et à ses alliés.

Après avoir, à trois reprises, demandé en vain à M. Gollnisch qu'il criât à la « dictature », de se taire, M. Barón, appliquant le règlement de l'Assemblée, donna l'ordre aux huissiers d'expulser le député. C'est alors qu'un autre élu français d'extrême droite, M. Bernard Anthony, alias Romain Marie, vint au secours de son collègue de façon musclée. La séance fut aussitôt suspendue pendant une heure et demi avant que la décision d'expulsion à l'encontre de M. Gollnisch ne fût confirmée en présence de M. Le Pen, qui se borna à intervenir sur l'ordre du jour. La veille, le président du Front national s'était plaint avec véhémence de voir ses amis traités comme des « sous-députés ».

MARCEL SCOTTO

M. Rossi (UDF) demande au gouvernement de « reprendre l'initiative » en Corse

Dans un entretien publié jeudi 12 octobre, par le quotidien *la Corse-le Provençal*, M. José Rossi, député UDF-PR et président du conseil général de Corse-du-Sud, affirme notamment que le rapport Prada-Railis, à propos de l'avenir de la Corse, à la demande du gouvernement est « un document technique certes, mais qui constitue une base de données (...) intéressante ». M. Rossi ajoute : « Le gouvernement a aujourd'hui le devoir de reprendre l'initiative en préparant, en concertation avec les parlementaires de la Corse et l'exécutif régional, un projet de loi relatif au développement économique, social et culturel de la Corse. »

Le député UDF, qui juge que le statut particulier est aujourd'hui une « coquille vide », précise néanmoins que « faire porter essentiellement le débat sur la question des institutions » reviendrait à prendre « le risque de nous faire perdre encore dix ans ».

De son côté, M. Alain Orsoni, conseiller régional de A Cascoia socialiste, affirme, dans une interview publiée également par *la Corse-le Provençal*, qu'« un statut d'autonomie octroyé ne serait qu'un nouveau visage du colonialisme ». M. Orsoni juge que le dialogue « n'existe pas » en Corse et estime que le colloque organisé sur l'île par M. Pierre Jone dans quelques jours est un « nouvel artifice qui vise à faire croire que l'on recherche des solutions de type strictement économique ».

FAYARD

Une fabuleuse somme, un livre clef, un tour de force.

Pierre-Jean REMY, *Le Monde*



576 pages
dont 16 en couleurs
140 F

Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.

Bernard PIVOT, *Apostrophes*

Exceptionnel... splendide.

Jean-Robert ARMOGATHE, *La Croix*

Superbe! Extraordinaire!.. Fantastique... Inouï.

Lucien BODARD, *Le Point*

M'a ébloui.

Pierre-André BOUTANG, *Océaniques, FR3*

De cet ouvrage dense, passionnant et précieux, le lecteur sort éberlué.

Hélène CARRERE d'ENCAUSSE, *Le Figaro Littéraire*

Une main de maître. On reste stupéfait.

Jean CAU, *Paris-Match*

La réussite est totale. Ce qui est vraiment sans pareil, c'est marier à ce point la science et l'art de conter.

Pierre CHAUNU, *France Catholique*

Extraordinaire histoire, d'un bout à l'autre passionnante.

Jean-Pierre ELKABBACH, *Europe 1*

Voilà le livre le plus fort sur le Bicentenaire : celui de la liberté en acte, de l'énergie créatrice de l'Occident.

FAVILLA, *Les Echos*

Peyrefitte choisit l'altitude... La théorie impressionne.

Philippe FRANCHINI, *L'Express*

Ces pages, aussi denses que lumineuses, émerveillent.

Marcel JULLIAN, *Le Parisien*

Scintillant d'anecdotes... Fascinante plongée... Eblouissantes variations.

Jean LACOUTURE, *Le Nouvel Observateur*

Une prodigieuse aventure... Un immense talent.

Jean d'ORMESSON, *La Revue*

Un extraordinaire coup de projecteur sur une merveilleuse et surprenante histoire.

Georges SUFFERT, *Le Figaro Magazine*

Un jour, on est pressé de démarrer.

CYLINDER
Lot de 2 bougeoirs.
Métal laqué
blanc ou chromé.
Haut. 10 cm.
38F

DIPLOM Lot de 4 assiettes.
Faïence émaillée. Pour lave-vaisselle
et four micro-ondes. Diam. 24 cm.
60F

KNI Tapis laine.
Vert/bleu. 140 x 200 cm.
750F

FRÄSIG 4
Horloge-plastique.
Mécanisme à quartz.
Garantie 1 an.
75F

CURRY/AMON Table laquée blanc.
120 x 80 cm. Haut. 70 cm.
485F

HAKON 3 Armoire-penderie revêtue
décor blanc. Portes coulissantes
à miroirs. Larg. 120 cm, prof. 60 cm, haut. 180 cm.
1490F

2650F

LACKER
Piédestal 3
branches. Métal laqué
noir. Haut. 122 cm.
125F

BRUTTO Lampadaire
métal laqué noir.
Haut. 112 cm.
190F

KURTIS
Lot de 24 couverts.
Manche plastique.
Divers coloris.
Pour lave-vaisselle.
115F / 24 pièces.

BOLLMORA
Canapé convertible.
1450F

ÖGLA Chaise
laquée blanc.
260F

TROFE Lot
de 4 verres à vin.
Verre mécanique
résistant au
lave-vaisselle.
70F / 4 pièces.

MUNK Chaise
laquée blanc.
1180F

MUNK Combinaison étagère.
Plaque pin naturel ou plaqué chêne
teinté noir et verni. Larg. 170 cm, prof.
33 cm, haut. 142 cm.
1180F

KASERN Vase.
Verre soufflé à la bouche.
Forme carrée. Haut. 17 cm.
295F

HOL Table basse pliante.
Bois massif teinté noir
ou pin naturel verni.
50 x 50 x 50 cm.
149F

BEGONIA
Lot de 2 taies d'oreiller.
65F / 2 pièces.
170F
BEGONIA
Housse de couette 100 % coton.
Multicolore. 150 x 210 cm.

Une chose en entraînant une autre, on commence par meubler une conversation et on se retrouve en train de courir partout après des meubles pour monter son ménage... Alors là, chez IKEA, on pose la question : pourquoi partout ? Parce que vous avez besoin de tout et que partout y a pas tout ! Nous on vous dit ça comme ça mais, chez IKEA, on a tout. Tout de suite. Plus de 12 000 articles pour la maison, de la cuisine à la petite cuillère, du canapé à la bibliothèque, du lit aux oreillers, des revêtements

de sol à la peinture (oui, les pinceaux aussi), des lampes aux plantes vertes, etc, etc, etc, etc, etc. Le tout dans plein de styles différents, de matières différentes, de couleurs différentes. Et coordonnables en plus pour ne pas se planter dans ses idées de déco, même les plus délirantes. De toute façon, on peut toujours rapporter pendant 1 mois ce qui est trop grand, trop petit, pas de la bonne couleur, IKEA le reprend avec le sourire. Quant aux prix, ils sont si petits que ce n'est pas

مكتبة امين الاول

Un jour, on apprécie d'être arrivé.

59F

DRAGON
Lot de 3 couvercles.
Acier inox 18.
Pour lave-vaisselle.

135F

VALOR Lot de 4 assiettes.
Porcelaine émaillée.
Pour lave-vaisselle
et micro-ondes. Diam. 24,5 cm.

75F

FUGELSTA
Métrage Coton.
Beige ou noir.
En 140 cm.

135F

TRIAD
Lot de 3 bougeoirs.
Zinc argenté.
Haut. 24, 29 et 16 cm.

149F

KANIG
Piedestal.
Céramique.
Diam. 40 cm.

85F

VALOR
Lot de 2 verres à vin.
Verre soufflé à la
bouche et peint à la
main. Pour lave-
vaisselle. 25 cl.

275F

LAVIN UPP
Lampadaire.
Métal laqué/
verre. Haut. 192 cm.

1750F

KRISTIANSTAD Canapé. Assise à ressorts.
Coussins polyéther/plume. Revêtement tissu.
POLLINGE. Existe en 2 places.

65F

FUGELSTA
Coussin revêtement coton.
Beige ou noir.
50 x 50 cm.

350F

SEFFE/ZIRKON L.
Pied en céramique.
Blanc ou noir.
Abat-jour design.
57 cm en coton.
Haut. 59 cm.

2400F

HOLMSUND
Table laquée noir.
150 x 100 cm.
Haut. 72 cm.

920F

EDEFORS
Chaise à
accoudoirs.
Hêtre laqué
noir. Revêtement
tissu Fugelsta.

15F

ALVESTA
Fauteuil revêtu cuir vachette
pleine fleur. Existe
aussi en tissu.

1690F

KELIM Tapis laine.
Noué main.
Divers coloris.
115 x 175 cm.

2980F

AMADEUS
Horloge à balancier.
Pin verni. Mécanisme
à quartz. Garantie 1 an.

1790F

PRINSIDAL Vitrine.
Structure en métal
laqué anthracite.
Parois en verre
clair trempé.
78 x 39 cm.
Haut. 160 cm.

980F

AXVALL Table basse.
Verre trempé/
bois massif teinté roux.
80 x 80 cm. Haut. 45 cm.

195F

AMADEUS
Horloge à balancier.
Pin verni. Mécanisme
à quartz. Garantie 1 an.

la peine de leur faire une grande place. On ne le dira jamais assez mais quand on monte un meuble, ça descend son prix. Et quand on se livre soi-même, ça fait des frais en moins. Ça compte d'autant plus pour une première installation. Evidemment, le problème c'est que, quand on a pris l'habitude de compter sur les prix IKEA,

on continue. On s'agrandit, on change de style, on a envie de cuir, de bois noble, de se sentir plus confortable, bref de s'installer dans la vie comme dans un canapé profond, moelleux mais toujours IKEA. Après tout, ce n'est pas parce qu'on

est arrivé qu'on doit partir dans de folles dépenses... Offre valable jusqu'au 22 Octobre 1989 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD.
LUN - VEN : 10 H - 20H SAM : 9H - 20H
DIM : 10H - 19H NOCTURNE MER. 22H
TEL. (1) 48.63.20.25.

IKEA PARIS EVRY
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE EVRY LISSES MENECY.
LUN - VEN : 10H - 20H SAM : 9H - 20H
NOCTURNE JEU ET VEN. 22H
TEL. (1) 64.97.71.20.

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE
LUN - VEN : 10 H - 20H SAM : 9H - 20H
NOCTURNE JEU ET VEN 22H
TEL. (1) 78.26.48.48.

IKEA MARSEILLE
RN 10 CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE
LUN - VEN : 10 H - 20H
SAM : 9H - 20H DIM : 10H - 19H
TEL. (1) 42.89.96.16.

IKEA LILLE
C. CIAL DE L'OMME BUS - METRO, STATION
ST-PHILIBERT LUN - VEN : 10 H - 20H
SAM : 9H - 20H NOCTURNE MER. 22H
TEL. (1) 20.94.38.77.

RESTAURANT PARADES D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINTEL 3614 IKEA

POLITIQUE

La course militante de Jacques Delors

Le président de la Commission européenne a signé la contribution de Louis Mermaz représentant le noyau dur des mitterrandistes ! Une fausse anomalie...

Mais que va-t-il faire dans cette galère ? Éloigné du théâtre politique hexagonal, auréolé, de par sa présidence de la Commission des communautés européennes, d'un statut de chef d'État ou de gouverneur, Jacques Delors aurait pu attendre patiemment, à Bruxelles, que la bataille des chefs s'essouffât au PS, et même — avec un peu de chance — que les socialistes français, empêtrés dans leurs divisions, se retournent vers un homme qui, étant resté au-dessus de la mêlée, aurait pu faire figure de recours providentiel.

Cette stratégie aurait été gauloise ou barbare, mais pas dérisoire. Ce socialiste qui n'a jamais été vraiment accepté par ses « camarades » de parti a préféré plonger dans la mêlée préparatoire au congrès de Rennes, et d'une manière qui ressemble à de la provocation : cet homme venu à la gauche par le personnalisme catholique a signé la contribution de Louis Mermaz, militant ainsi son nom à ceux de Pierre Joxe et d'André Laignel qui, eux, n'ont jamais caché que leur biberon idéologique avait été rempli de marxisme. Même si Jacques Delors s'enferme dans une apparente discrétion, il lui faut bien faire comprendre ces choix curieux.

L'ancien conseiller de Jacques Chaban-Delmas dans le même courant que le noyau dur des mitterrandistes ! Un des pères fondateurs de la « deuxième gauche » sur la même ligne que les laïcs les plus fervents ! L'ancien ministre des finances qui avait dû batailler pour faire prendre conscience des rudiments de l'économie de marché dans le même camp que ceux qui veulent faire payer les riches ! L'homme qui fut un des premiers à prêter en France le modèle social-démocrate coïncidant un texte soulignant qu'au Parlement il y a une majorité avec les communistes ! Décidément, Jacques Delors sem-

ble prendre un malin plaisir à surprendre son monde.

Pas d'arrière-pensées, pas de stratégie mûrement réfléchie, pas de tactique soigneusement peaufinée dans cette attitude du président de la Commission européenne, de moins l'affirme-t-il. Simplement la volonté de se comporter, une fois encore, en militant. Quand, toute une vie durant, on a réussi à allier une brillante carrière professionnelle et un militantisme associatif et politique de tous les instants, il est impossible de rester en dehors d'un combat partisan. Même et surtout s'il y a des coups à recevoir.

En délicatesse avec les « durs » du parti

Mais Jacques Delors n'en a cure. Il a l'habitude de s'engager la fleur au fusil. Même si ce n'est pas la meilleure façon d'être efficace. Sa décision est donc, tout bonnement, la conséquence de sa conception de l'existence. Et il assure que personne ne lui a rien demandé, que personne ne l'a incité à faire ce choix, et en tout cas pas le président de la République avec qui, parait-il, depuis quatre ou cinq ans il ne parle que des affaires de l'Europe et du monde.

Si ce social-démocrate s'est rangé sous la bannière de Louis Mermaz, c'est tout simplement parce que, lui aussi, il juge que la bataille des chefs est prématurée. Parce qu'il estime, aussi, que la seule contribution qui ne divise pas est celle du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Le principal reproche que Jacques Delors adresse à Laurent Fabius et à Lionel Jospin est donc d'être des diviseurs. Mais il ne peut oublier que le premier, du temps où il était son ministre délégué au budget, ne lui a guère facilité la tâche en

usant du fil direct qui le liait à l'Elysée ; ni que devant le second il a toujours eu l'impression de passer en jugement pour être condamné à l'exclusion du parti. Il se souvient toujours que Lionel Jospin, alors premier secrétaire du PS, refusa l'entrée de deux deloristes au comité directeur, lors du congrès de Toulouse, malgré sa demande insistante.



Aucun mauvais souvenir de ce genre avec ses cosignataires d'aujourd'hui. S'ils furent ses adversaires, Pierre Joxe et André Laignel ont toujours été fair-play avec lui. Et pourquoi ne pas admettre qu'ils aient pu évoluer ? On l'accepte de tant d'autres socialistes... Et puis — et surtout — Louis Mermaz est un ami de toujours. Un de ceux qui ont constamment soutenu Jacques Delors quand il était en délicatesse avec les « durs » du parti. Leur histoire est celle d'une amitié née il y a vingt-six ans quand celui qui n'était qu'un obscur professeur d'histoire

était le secrétaire général de la Convention des institutions républicaines, dont faisait partie le club Citoyen 60 dirigé par celui qui n'était alors qu'un employé performant de la Banque de France. Jacques Delors s'amuse à le rappeler à ceux qui s'étonnent de le voir figurer au milieu des mitterrandistes !

L'amitié n'explique pas tout

L'amitié ne saurait, pourtant, tout expliquer. Fidèle à cette époque de son passé, le président de la Commission européenne entend que le PS reste solidement dans la ligne de l'ancrage à gauche que symbolise François Mitterrand depuis qu'il a créé la Convention des institutions républicaines. C'est d'ailleurs pourquoi, déjà, lors du fameux congrès de Metz, Jacques Delors s'était rangé sous cette bannière-là, plutôt que sous celle de Michel Rocard à qui le lie, pourtant, tant d'affinités idéologiques. Aujourd'hui, soucieux de l'équilibre des institutions de la V^e République, il refuse que le parti majoritaire devienne un instrument entre les mains du premier ministre car, à ses yeux, il doit rester un outil au service du président de la République.

Ce symbole de la « deuxième gauche » est mitterrandien et non rocardien. De toute façon, il n'accepte pas que Michel Rocard ait l'exclusivité de la descendance de ce courant de pensée qui a amené tant de chrétiens au socialisme. Heureux de voir tant de ses idées mises en pratique par celui qui siège actuellement à l'Hôtel Matignon, il n'apprécie pas forcément la stratégie personnelle du chef du gouvernement, dont il regrette surtout qu'il ne soit pas aussi européen que lui. Des désac-

cords qui n'empêchent pas une amitié sincère entre les deux hommes. Comme quoi les sentiments personnels ne peuvent tout expliquer.

La preuve : Jacques Delors a beau être un homme qui n'oublie rien, il souhaite une vraie « synthèse » entre les forces vives du Parti socialiste, celles qui sont derrière Louis Mermaz, Michel Rocard, Laurent Fabius et Lionel Jospin, afin que le PS soit le parti de la majorité tout entière. En attendant cette synthèse espérée, il n'est pas question pour lui de se rallier à l'une des deux écuries qui se disputent le « drapeau » de François Mitterrand si le président de l'Assemblée nationale et le ministre de l'Éducation font motion séparée, même si le président du groupe socialiste rejoignait l'un ou l'autre.

Entre anciens conventionnels

La contribution de Louis Mermaz est donc autant la sienne que celle des anciens conventionnels. Il a longuement fait part de ses idées à ses rédacteurs ; il leur a fait avaler deux ou trois couleuvres ; il a fait accentuer l'aspect européen, dans la ligne de son discours aux journées parlementaires socialistes ; il a rédigé lui-même une annexe de quatre pages proposant « dix chemins pour le progrès », qui vont de la définition d'une « éthique du vivant » jusqu'à la création d'une « citoyenneté authentique », en passant, notamment, par la volonté d'une « solidarité active et partagée ».

Est-il alors le « présidentiable » sans lequel toute bonne contribution préparatoire au congrès de Rennes paraît manquer de crédit médiatique ? Les stratèges en chambre peuvent l'imaginer, mais force est de reconnaître que ses

troupes de départ paraissent bien faibles pour se lancer dans une telle aventure. D'autant que la jeune garde qui s'est blottie longtemps contre lui, ses « fils spirituels », les « transoccidents », se sont dispersés, retrouvant, en cette veille de congrès, leurs racines d'origine, son proche collaborateur à Bruxelles, Pascal Lamy, signant même pour Lionel Jospin.

Alors la lancinante question revient : pourquoi ? Et pourquoi Mermaz ? Est-ce volonté de changer, une fois encore, de métier ? Non. Jacques Delors ne se sent pas exilé à Bruxelles. Son travail le passionne, persuadé qu'il est que cette époque de la construction européenne restera dans l'Histoire. D'autant qu'il se félicite que son poste lui permette de prouver qu'il peut avoir un programme et qu'il est capable de le mettre en œuvre. Investissement pour l'avenir ? Peut-être, car ce vieux militant est toujours persuadé d'avoir raison avant les autres, et regrette, un peu amère, que ses « amis » mettent du temps à s'en apercevoir.

En attendant, le mandat de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne ne prendra fin que le 30 décembre 1990. Il pourra même, alors, être renouvelé pour deux ans, puisque celui du commissaire ne s'achève que le 30 décembre 1992. Pour l'instant, il reste un citoyen français qui s'intéresse à la vie politique de son pays, et qui y participe, suivant une déontologie fixée depuis longtemps. De cette scène-là, il n'a jamais été absent, manifestement il veut y être de plus en plus présent... Histoire de ne pas se faire oublier. Car cet amateur passionné de course cycliste n'ignore pas non plus, que dans un peloton il faut un outsider...

THIERRY BRÉHER

JOURNÉES

Le Monde

PROSPECTIVES

LYON

Les 18 et 19 octobre 1989

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48 06 56 67
Lyon 78 37 91 19

COUPON ET RÈGLEMENT
A ENVOYER A :
JOURNÉES PROSPECTIVES
"LE MONDE"
7, RUE DU PASTEUR-WAGNER
75011 PARIS

CAPITAL HUMAIN ET EFFICACITÉ INDUSTRIELLE

LES 2^{es} JOURNÉES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE" S'OUVRENT LE 18 OCTOBRE PAR UNE RENCONTRE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU. QUELS HOMMES POUR L'INDUSTRIE DANS L'EUROPE DE DEMAIN ? DES CHEFS D'ENTREPRISE ET DES PROFESSIONNELS DES RESSOURCES HUMAINES APPORTENT DES RÉPONSES CONCRÈTES.

■ 9 H 15 OUVERTURE :

MICHEL NOIR,
Député, Maire de Lyon

ANDRÉ FONTAINE,
Directeur du journal "Le Monde"

INTRODUCTION

YVES LASFARGUE,
Directeur d'U.F.G. Technologies

■ 9 H 45 LES PROFILS ET LES FORMATIONS DES HOMMES DE L'INDUSTRIE

GUY AUBERT,
Directeur de l'École Normale Supérieure de Lyon

PIERRE FORGEAS,
Secrétaire général de Hewlett-Packard

GUY CARPIER,
Directeur de l'ICAM

JEAN-FRANÇOIS COLIN,
Directeur général adjoint, Relations Sociales et Affaires générales de la SNCF

BERNARD KASRIEL,
Administrateur-Directeur général de Lafarge-Coppée

JEAN-JACQUES PAYAN,
Directeur de la Recherche de Renault

Débats animés par des journalistes du "Monde"

■ 11 H 30 COMPÉTITIVITÉ DES HOMMES DE L'INDUSTRIE, UNE DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

PHILIPPE BERNOUX,
Sociologue au CNRS

GEORGES BOUVEROT,
Directeur des Affaires Sociales de RVI

CHRISTIAN BRIÈRE DE LA HOSSERAYE,
Directeur des Ressources Humaines de Bul

PHILIPPE DESMAIRESCAUX,
Président de Rhône-Poulenc Agrichimie

MICHEL FERREBOEUF,
Président-Directeur général de DEC France

HORST FRANK,
Directeur général de Bosch France

MARIA-TERESA SCHUTTE,
Fiat

SERGE TCHURUK,
Président-Directeur général d'Orlen

■ ALLOCUTION DE CLOTURE

ENRIQUE BARON

Président du Parlement européen

13 H déjeuner

nom _____

société _____

adresse _____

téléphone _____

souhaite recevoir des informations ☐

participe au colloque (600 F HT) 712 FTTC ☐

participe au colloque et au déjeuner (800 F HT) 949 FTTC ☐

مكتبة الامن الاول

سكوت من اهل

- 14 Cinéma : « Brève histoire d'amour »
16 La concurrence dans la presse régionale

- 17 Les infirmières dans la rue
18 Les « planqués » du service national

- 19 La conférence sur la sécurité urbaine
20 La victoire des footballeurs français

La FIAC au Grand Palais

Le marché de l'art : la ruée vers l'or

Le soir du vernissage de la Foire internationale d'art contemporain, au Grand Palais, on ne comptait plus les points rouges qui signalent les œuvres achetées. Toute la FIAC n'était que ventes et transactions. La présidente de la République lui-même serait arrivé trop tard pour pouvoir acquiescer le dessin de Feininger qui l'avait séduit : déjà vendu, comme la quasi-totalité des œuvres de la même artiste exposées dans cette galerie. La même frénésie règne partout ailleurs, en dépit de l'assension vertigineuse des prix.

Une huile « moyenne » de Masson est à 15 millions de francs, une aquarelle de Léger à 3 millions, une grande sérigraphie de Warhol à 2,8 millions, et les œuvres de Basquiat, star du marché à titre posthume, se négocient à des montants comparables.

Qui achète ? Des amateurs et des spéculateurs. Les premiers font les modes et les suivent, ou préfèrent plus sagement suivre leur goût personnel — nous en avons rencontré quelques-uns. Les seconds font des affaires. Le procédé est simple : obtenir un crédit auprès d'une banque — ou payer comptant quand c'est possible — pour acheter une œuvre en galerie, la conserver quelques mois et la revendre aux enchères à Londres ou à New-York, puis à aujourd'hui on vend plus cher chez Christie's et Sotheby's que dans les galeries. Le plus-value est suffisante pour payer le crédit et empocher un joli bénéfice.

Le plus bel exemple de spéculation tranquille est fourni par la Caisse des retraites des British Railways, qui, au début des années 70, a demandé à Sotheby's de lui constituer une collection d'objets d'art. En un peu plus d'une décennie, 2 700 pièces furent engrangées par le syndicat britannique, qui vient de les revendre — par l'intermédiaire du même Sotheby's — en multipliant par onze sa mise initiale. Ainsi, un Matisse acheté 1 million de francs a été revendu 17 millions, un Monet acquis 2 millions est

reparti pour 61 millions et un Renoir payé, en 1979, 6 millions a été recédé 100 millions en avril 1989.

Ainsi, tout le monde y gagne : les galeries, qui voient leur stock régulièrement réévalué à la hausse ; les commissaires-priseurs, rémunérés au pourcentage ; les banquiers, qui peuvent proposer de nouveaux « produits financiers » ; et tous ces euphoriques — ceux du moins qui sont à la mode. Car pour les autres, meilleurs parfois, et pour les amateurs modestes, qui aiment la peinture pour elle-même et non pour leur compte en banque — il en existe, grâce à Dieu ! — l'époque est féroce.

Signe des temps : il y a de plus en plus de collectionneurs et de moins en moins de collections cohérentes et sensées. Qui pourrait ignorer longtemps les avantages du placement ? Qui ne sait que l'impôt sur les grandes fortunes ne s'intéresse pas aux œuvres d'art et que la loi sur les donations facilite les successions tout en rassurant les conservateurs de musée, incapables de suivre l'escalade des prix ?

Cette inflation a certes ralenti le marché de l'art parisien, fort mal en point il y a dix ans. Mais les marchés en hausse ne sont pas euphoriques pour autant. Certains d'entre eux ne s'en cachent pas : ils attendent le krach.

EMMANUEL DE ROUX
et PHILIPPE DAGEN



La FIAC 89 au Grand Palais : une euphorie dangereuse ?

Les banques en première ligne

Vos tableaux m'intéressent

Quelques prix relevés

Voici les prix de certaines œuvres relevés à la FIAC :

Armen, sans titre (1989) : 800 000 F. Jean-Michel Basquiat, *Prayer* (1984) : 500 000 F. Humidity (1982) : 700 000 F. Joseph Bernys, trois tableaux de 1980 : 1,250 million de francs pièce. Buren, *Peinture acrylique sur tissu rayé, blanc et noir* (1989) : 500 000 F.

César, quatre portraits d'Effie (1989) : 350 000 F. chacun. Chamberlain, *Silver Plak* : 1 million de francs. Christo, collage et dessin, *Les Champs-Élysées* (1989) : 600 000 F. Combas, sculpture (1989) : 50 000 F. ; tableau sans titre : 110 000 F. Degottax, 1979 : 200 000 F. Jean Dubuffet, *Escalier VII* (1967) : 5 millions de francs.

Dan Flavin, sans titre (1986) : 350 000 dollars. Hartung, *36-H 27* (1989) : 500 000 F. ; *42-A 28* (1989) : 500 000 F. Kiefer, *Die Drei Normen* (1981) : 700 000 dollars. Magritte, *La Tentative de l'impossible* : plus de 5 millions de dollars. Il serait le tableau le plus cher de la FIAC. Alfred Manessier, *Mardi basse* (1954) : 1,2 million de francs. Raymond Mason, *Quartier latin* (1988-1989) : 2,2 millions de francs. Mathieu, *La Complainte silencieuse des enfants* : 1,8 million de francs.

Mario Merz, *Vento Prehistorico* (1982) : 300 000 dollars. Joan Mitchell, 1989 : 1,3 million de francs. Henry Moore, *Recycling Figure Cast* (1959) : 2,6 millions de francs. Nam June Paik, *Family of Robots*, *High Tech Child* (1988) : 800 000 F. Picasso, *Nature morte* (1934) : 40 millions de francs. Soulages, 17 mai 1967 : 3,6 millions de francs. Jean Tinguely, *La Référence* (1985) : 1 million de francs ; *Fontaine IV* : 40 000 dollars. Twombly, *Untitled* (1981) : 750 000 dollars ; *Scripture* (1972) : 650 000 dollars ; *Proteus* (1984) : 195 000 dollars. Varone, *bronze patine bleue* : 250 000 F. (multiple). Andy Warhol, *Campbell's Soup* (1985), sérigraphie sur toile : 4,225 millions de francs (multiple) ; *Dollars signs* (1981), sérigraphie : 800 000 dollars (multiple).

L'engouement récent pour le marché de l'art suscite des vocations du côté des financiers. Soucieux d'enrichir la palette de leurs activités, ils multiplient les services aux professionnels de l'art, mais surtout aux particuliers et aux institutions en veine de placements. Dernière innovation en vogue : le club d'investissement en œuvres d'art. Ses promoteurs mettent en avant son attrait culturel plus que financier. « L'art est l'argent », mais escamoteur des plus-values en fin de parcours et soulignent son avantage immédiat, l'exonération de l'impôt sur la fortune. Plusieurs banques réfléchissent à la formule, la BNP est la première à franchir le pas.

Comment l'art vient aux financiers ? Sans parler du très vénérable Crédit municipal de Paris, le fameux mont-de-piété, qui en tant que prêteur sur gages avait « un pied en travers de la porte du marché de l'art » depuis son origine en 1776, la perception commerciale de ce secteur d'activité est relativement récente. La BNP vient seulement de se doter d'un département du marché de l'art, « cellule de compétence » qui coordonnera et épaillera les interventions des différentes agences en matière de financements spécifiques pour les galeries ou pour des acquisitions d'œuvres d'art par un particulier. « En fait, nous sommes de tous temps intervenus sur ce marché, mais sans vraiment le savoir en raison d'une absence de centralisation », constate M. Demya Condé, directeur de l'administration générale à la BNP. Maître d'œuvre de la collection de la banque constituée de peintres français des années 80, il est aujourd'hui responsable du tout nouveau département du marché de l'art. La multiplication des acteurs dans ce domaine au cours des dernières années a convaincu la BNP qu'elle ne pouvait se contenter d'opérations au coup par coup et qu'il y avait là une nouvelle clientèle à capturer.

Curieusement, deux petits établissements avaient pris de l'avance sur la BNP : la Banque de la Cité, reprise en 1976 par la Banque de Bretagne, elle-même depuis peu dans le giron de la BNP, et la Banque de l'union occidentale (BUO), filiale de la Banque Worms du groupe UAP. Après avoir subi des restructurations dues à leur mauvaise santé financière, ces banques ont été orientées par leurs dirigeants vers les deux « niches » que constituaient le marché de l'art et celui de l'audiovisuel.

La Banque de la Cité puise un tiers de son activité dans le financement des galeries. Créée il y a trois à quatre ans, sa filiale Art Cité achète des œuvres d'art et fait du portage — parfois en association avec le CRPME (Crédit d'équipe-

ment des petites et moyennes entreprises) quand les opérations sont trop lourdes — pour le compte de galeries ou de musées. La BUO, lui a emboîté le pas il y a seulement un peu plus de deux ans en visant les galeries haut.

Inventif, les gens de la finance n'entendaient pas se cantonner au marché des professionnels de l'art et devaient tout naturellement se tourner du côté des investisseurs, particuliers ou institutionnels. Il leur paraissait judicieux et rentable de proposer, à côté des produits d'épargne ou des titres, des placements en œuvres d'art à des clients qui en auraient le goût mais non obligatoirement le temps et la compétence. D'où l'idée d'un système collectif.

Un nouveau marché

Les Sicav et Fonds communs de placement étant réservés aux valeurs mobilières, les banquiers ont opté pour la formule de la copropriété ou de l'indivision. Un peu difficile à gérer, elle présente l'avantage de permettre à chaque copropriétaire d'être exonéré de l'impôt sur la fortune.

La BNP, première à se lancer, ne vendra pas les parts (chacune de 250 000 francs) du fonds d'investissement que lorsque la collection sera constituée, dans un délai qu'elle fixe à dix-huit mois. D'ici là, c'est BNP Arts, société en nom collectif, qui acquerra les œuvres qu'elle apportera ensuite au fonds. Pour un montant de 100 à 150 millions de francs, la BNP a choisi un thème large pour ce premier fonds : les peintures et dessins français ou appartenant au patrimoine français depuis le seizième siècle. M. Condé, souhaite une « collection de qualité et incontestable ». La BNP en a confié la constitution à Finaor Art.

Tout comme les banquiers, Finaor, premier courtier d'Europe continentale, fondé en 1947, n'entend pas rester en marge de ce nouveau marché. Depuis deux ans, raconte M. Michel Roche, directeur général adjoint de Finaor et directeur général de Finaor Art, nous réfléchissons au rôle que pourrait avoir une société de services comme la nôtre pour muscler l'organisation du marché de l'art, avec pour objectif de monter une salle des ventes avec un commissaire-priseur. « Les ! Le statut de cette profession interdisait ce type d'association. Finaor n'abandonne pas pour autant. Face aux demandes des institutionnels, ses clients sur les marchés financiers, il décide de créer une structure qui servirait d'intermédiaire, rémunéré en commissions, entre les institutions et les collectionneurs, de mener une politique de

mécénat... et les professionnels de l'art. « Nous offrons tous les services, de l'achat à la vente des œuvres en passant par l'expertise, la restauration, le gardiennage... », explique M. Michel Roche.

Finaor Art associe des financiers — Finaor (pour 34 %), Batif Développement, du groupe Thomson (pour 17 %) et trois experts, pour 42 %, Marc Blondeau pour les tableaux impressionnistes et modernes, Bruno de Bayser et Eric Turquin pour les dessins et tableaux anciens, regroupés dans la société Apollon.

D'autres initiatives devraient bientôt suivre celle de la BNP. La BUO a créé Art George V pour conseiller des gens fortunés dans l'acquisition d'œuvres d'art avec l'appui d'experts — « un Finaor Art pour les particuliers », remarque M. François Blanchard, président de la BUO — et étudie la création d'un petit club d'investissement très fermé. La Banque de la Cité mène une réflexion du même type.

La Banque Arjil du groupe Lagardère s'est, quant à elle, associée au Crédit municipal de Paris (CMP), désireux de devenir un « pôle artistique intégré » (prés, ventes, conservation, conseil...), dans une société à 50-50, Art et Participation, qui constituera les collections et recevra mandat des souscripteurs pour gérer l'indivision. Les investisseurs, pour un montant minimal de 200 000 francs, ne s'engageront pas sur des collections constituées, mais « suivront » les acquisitions. Un comité d'experts « de renom » définira les thèmes des différentes indivisions — Art et Participation mise sur des fonds ciblés — et sélectionnera les œuvres.

Plus-value et fluidité

Général, ou feignant de l'être, par l'association de l'art et de l'argent qu'ils sont en train de promouvoir, les banquiers valent les mérites culturels de leurs nouveaux produits plus que leur intérêt financier. « Nous n'avons pas envie de mettre en avant l'aspect gain », constate M. Yves Villegre, responsable de la gestion de patrimoine à la Banque Arjil. Pour éloigner le soupçon de spéculation qui ne peut manquer de planer sur le commerce de l'art, la BNP et Arjil ont d'ailleurs choisi des formules qui privilégient le moyen terme : l'indivision dure 8 ans chez la première et 5 ans chez la seconde. Quant à Finaor Art, il affirme qu'il refuserait tout mandat qui viserait à constituer une collection sur deux ans.

La démarche de ces nouveaux hommes de l'art est-elle bien réaliste ? A vouloir jouer sur tous les tableaux, ils risquent fort de faire capoter leur entreprise. Si l'œuvre

d'art est un placement, il faut la traiter comme telle en assurant à l'investisseur rendement, plus-value et fluidité, et en incitant à la création de fonds communs de placement et de SICAV investis en œuvres d'art.

Mais certains doutent que l'on puisse la traiter ainsi. Paribas en sait quelque chose qui créa au début des années 70, à Genève, Modarco, un fonds en art contemporain. Les investisseurs voulaient des dividendes. Impossible de revendre vite sur un marché peu fluide des artistes qui n'avaient encore pas la cote que certains ont atteinte depuis. Paribas chercha et trouva un partenaire, la galerie américaine Knoedler, qui assura

l'écoulement de son stock. Du coup, Didier Marty, l'homme de la collection Paribas, se montre sceptique sur le succès de fonds lancés dans un marché à la hausse et qui peut fort bien se retourner.

Si l'on exclut l'intérêt financier, reste l'amour de l'art. Se satisfait-il du seul plaisir de participer à la conservation ou au réajustement du patrimoine national — objectif affiché par la BNP — ou de partager entre copropriétaires la contemplation de sa collection, fût-ce dans une exposition privée ?

CLAIRE BLANDIN

Lire la suite de notre dossier sur le marché de l'art page 14.

OEDIPÉ ET LES OISEAUX



NANTERRE X AMANDIERS

à partir du 3 octobre en alternance :
OEDIPÉ TYRAN et OEDIPÉA COLONE
de SOPHOCLE, traduction Bernard CHARTREUX
mise en scène Jean-Pierre VINCENT
LOCATION OUVERTE : Tél. 47.21.18.81
de 12 h à 19 h du mardi au samedi
3 FNAC, Billelet, Minitel 3615 code COM21

Avec le soutien du Conseil Général des Hauts de Seine et de la Mission du Répertoire

CULTURE

Le marché de l'art : la ruée vers l'or

Ces «NAP» saisis par le moderne

On ne les connaît pas et ils ne veulent pas être connus. Héritiers ou auteurs de très solides fortunes, ils ignorent les affaires des traités et des crédits-biais. Il y a trente ans, leurs parents achetaient un Corot pour la salle à manger, un château en Sologne pour le week-end et un vase Ming pour donner une touche d'originalité à leur salon Louis XV. Eux, les fils, habitent toujours le triangle sacré Neuilly-Auteuil-Passy (NAP) ou le « noble faubourg », mais ils ont été frôlés par l'ailé du moderne. Frôlés seulement : leur but n'est ni de découvrir un jeune talent ni de spéculer sur son ascension, mais de collectionner les valeurs internationales reconnues de nos jours. Quel que soit le style. Quels que soient les prix.

L'invisible

Son père était dans l'industrie, on le baptise, c'est-à-dire qu'il possédait son entreprise ou sa banque. Lui aussi, qui a fait fructifier l'héritage. Depuis l'âge de trente ou trente-cinq ans, il collectionne, discrètement, posément, prudemment. Il a commencé par l'abstrac-

tion des années 50 et les nouveaux réalistes. De cette période, sa jeunesse, il a conservé par fidélité et sans du placement un Soulages, un Delvot, un Tappin, un Klein et un Rayss. Puis sont venues les avant-gardes internationales, les foires et les voyages à New-York.

Dans son appartement, quai Malaquais, quai de Béthune, rue de Bourgogne, les meubles sont XVIII^e (vrai ou Second Empire) et les tapis chinois, comme autrefois, mais l'électrisme moderne a changé les tapisseries restaurées, les glaces de Venise et les Corot douteux. Aux murs, entre les moultures repeintes en blanc, sous les halogènes montés sur rail au plafond, la transavanguardia italienne alterne avec la nouvelle peinture espagnole, Clemente avec Sicilia. Dessin avec Barcelo. Quelques Français, aussi, choisis de préférence parmi les citadins élégants, Garoute, Alberola. Et, naturellement, Basquiat, pour le contraste et le standing. Pas de Kiefer : trop provocant, sans doute, et trop mal-commode à accrocher dans les intérieurs Pompadour revus Starck.

Tout cela a été acheté en quelques murmures, sourires et « téléphonages » chez Lelong, Lambert et Témpon, qui tous affectivement ces collectionneurs à la trésorerie sans défaillance et défendent vaillamment leur anonymat. C'est à peine si l'on peut savoir, par potage, que l'un des héritiers de la principale entreprise aéronautique française, le propriétaire d'une maison de couture au son italien et l'épouse d'un « milliard » français spécialiste des industries de luxe sont parmi ces amateurs presque invisibles.

Golden boys

Il a tout juste quarante ans. Il est français ou américain et vit à Paris et dans le Concorde. Entre deux fax et deux jets, il a acheté un cinq-pièces dans le Marais ou rue des Saints-Pères grâce à un « deal » dans l'informatique ou un « coup de Bourse ». Et il a des « coups de cœur ». Peu importe les prix, les réputations et les noms. Il aime ou il déteste. Et il entasse. De temps en temps, il a des traits de génie inexplicables. Tel celui de

commander un décor mural à Sol Lewitt, minimaliste reconverti dans la fresque, et de demander à une jeune artiste parisienne de peindre le plafond d'une rotonde dans ses bureaux.

Il est imprévisible, il n'a guère de respect pour les « institutions », les musées, les revues et théâtres, mais à vendre ses Haring pour s'offrir un Jasper Johns. Il sait, par des « copains », que l'un des peintres les plus recherchés du moment, George Condo, est un Américain qui fuyait New-York et se montre guère dans les galeries. Il s'arrange pour rencontrer pour lui passer commande d'un décor dans sa chambre.

Les collectionneurs « haut de gamme » ne prennent guère au sérieux ses engagements et ses extravagances. « Il achète trop vite », disent-ils, oubliant qu'il revend aussi vite et que, dans sa fureur et sa précipitation, il a du moins le mérite de ne se fier qu'à son goût personnel et de ne pas croire les faiseurs de gloire.

CINÉMA

La femme et le voyeur

Avec « Brève histoire d'amour », Krzysztof Kieslowski décape un comportement pervers... et rate un chef-d'œuvre

Longtemps ignoré, Krzysztof Kieslowski connaît depuis un peu plus d'un an une consécration fulgurante, qui se prolonge de festival en festival. Il incarne maintenant le cinéma polonais à lui tout seul, comme jadis, Wajda. Cela coïncide avec un surprenant dégel politique en Pologne, on peut se demander si le cinéaste ne devient pas, malgré lui, l'objet d'une mode. Depuis Venise (le Monde du 16 septembre), les dix films réalisés pour la télévision, d'après les dix commandements des tables de la Loi divine reçues par Moïse, font événement. Deux d'entre eux ont été tournés, aussi, en versions plus longues pour le cinéma. Ce sont *Tu ne tueras point*, le choc de Cannes 1988, et *Brève histoire d'amour*, qui correspond au sixième commandement : « Tu ne seras point luxurieux ». Il faut préciser, encore, que le montage et la fin diffèrent dans ces versions cinématographiques. De là vient, peut-être, notre relatif manque d'enthousiasme pour *Brève histoire d'amour*, qui souffre dans sa dernière partie, d'un certain déséquilibre.

amoureux qui ne peut pas se satisfaire autrement. Tomek envoie à Magda de fausses convocations pour la voir et lui parler au guichet de la poste, il utilise aussi le téléphone. Bref, c'est le harcèlement ; Magda finit par comprendre, se laisse aborder, fait monter Tomek chez elle, décide de coucher avec lui, et lui administre froidement la preuve que l'amour se réduit au sexe, à la petite secousse de l'éjaculation.

Si le film se terminait sur cette scène, ce serait un chef-d'œuvre. Court, dense, cruel et moral, non pas au sens religieux mais au sens de la relation individuelle, inhumaine. La mise en scène est tranchante comme le fil d'un rasoir, l'interprétation de Grazyna Szapozynska et d'Olaf Lubaszkowski superbe. Contrairement à *Tu ne tueras point* et aux films antérieurs que nous connaissons (le Monde du 28 octobre 1988), celui-ci n'est pas construit sur une peinture sociale, même si l'on y retrouve le même climat oppressant. Kieslowski décape un comportement pervers, le viol de l'intimité, de la dignité, de l'esprit, par le regard, le voyeurisme devenant un espionnage. Il est donc juste, dans cette perspective, que Tomek reçoive une leçon de la femme piégée, qui lui apprend à vivre. Mais l'histoire continue ou, plutôt, recommence dans un deuxième épisode symétrique et psychologiquement inversé, bascule dans le drame et l'idée de rédemption et, en dépit d'une réalisation qui reste rigoureuse, on se dit qu'il y a maladonne. A moins que Kieslowski ne se soit pris pour Bresson.

JACQUES SICIER

Les nouveaux amateurs

On les reconnaît à leur façon de traîner un catalogue Schnabel sur la table basse, de frapper le sourcil quand ils disent : « J'aime beaucoup son travail ». Ils ne parlent jamais de « tableaux » mais de format. Les habitués les ignorent, avec le mépris aristocratique que peuvent éprouver les habitants de la rive gauche pour ceux de la rive droite. Deux détails d'importance les distinguent des collectionneurs plus traditionnels. Ils sont plus jeunes, se recrutent dans les milieux socio-professionnels plus neufs que les années 80 ont largement développés : mode, immobilier, finances, médias. « Beaucoup de ces nouveaux amateurs sont venus à la peinture par la figuration libre », déclare Pierre Nahon (galerie Beaubourg), où, en juin dernier, l'exposition Combas s'est vendue en deux jours. « Ces images, faciles d'accès, ont séduit un public qui boudait traditionnellement les galeries... et qui, a acheté sa génération, celle de la BD, des clips vidéo... ». Pierre Nahon ajoute : « Ceux qui ont commencé par les Bostons, les Di Rons, en sont à Basquiat ». Ceux qui ont réussi, visent Andy Warhol... Quand on commence, il n'y a pas de limite. Chacun va au-delà de la sienne. Comme en analyse, il faut payer pour prendre du plaisir... » A cette explication, l'en ajoute une autre, plus matérialiste : l'art contemporain devient une valeur refuge, dont l'intérêt spéculatif se pare d'une « poésie » non négligeable. L'ex-battant doit être aujourd'hui un homme de bon goût ? Nul n'échappe à la caricature : « Au prix où j'ai payé ce

truc-là, tu ne vas tout de même pas me le cacher dans l'entrée ? », s'est entendu dire un architecte par son client. Car, désormais, la maison — et ce qu'elle abrite — devient un signe intérieur de richesse. On ne se cache plus, on invite beaucoup, on accroche dans la salle à manger un Malval violemment éclairé par des ampoules halogènes. L'ère de la « transparence » succède à celle du secret : on se montre, on sort, on se rencontre, on gaffe : « Avez-vous du Poliakoff ? » Et pour se plus gaffer, on veut apprendre vite, très vite.

Ici, Marc Pottier, ancien commissaire-priseur, aujourd'hui directeur de la galerie Urban et « agent d'art », gère une dizaine d'associations de collectionneurs (un rendez-vous tous les quinze jours avec visites d'atelier de peintres, expo-conférences...). Là, un jeune banquier banquier forme un groupe d'achat « avec des industriels, des politiques et d'autres technos ». A Paris, l'engouement pour l'art (limité et tardif quand on le compare à folle acheminée de New-York ou de Londres) a pris une dimension géographique-mondaine. A chaque tribu ses circuits, ses exigences, ses antagonismes, ses rendez-vous, ses mises en scène. Et tout le reste n'est que peinture.

Les boulimiques

Alain Rivière, John Levee, Catherine Lopez Curval... Charlie et Marina B. ont tout acheté en un an (quatre œuvres à raison de trois à 13 000 F pièce). Il est médecin,

elle est avocate. Ils ont trouvé la solution idéale : avec dix autres couples amis (ophtalmologistes, radiologues, pédiatres), ils participent à un club. Le principe est simple : Chaque couple verse 700 F par mois. Un binôme achète pour le groupe tous les deux mois. Dans quatre ans, on se répartit tout... Quand les B. s'aiment vraiment, ils achètent pour eux. On négocie, on discute les prix. Dernièrement, un peintre nous a fait une remise de 20 % parce que, à plusieurs, on avait pris sept toiles... »

Toutes les semaines, guidés par un agent chargé de trouver les artistes, ils visitent un atelier : « Au début, on était un peu déçus, on discutait les prix. Dernièrement, des septièmes étages sans ascenseur, des banlieues zones... Aujourd'hui, c'est devenu une drogue... »

Le stratège

Un immeuble luxueux dans le huitième arrondissement, côté « triangle d'or ». Dans la salle d'attente, des sièges en plein, une table de lacque recouverte par des numéros de *Lui*, *City*, *Art News*, le catalogue de la Fondation Témpon à Fréjus. C'est en 1971, que Claude F., spécialiste des sourires à refaire, a installé son cabinet de chirurgien-dentiste : « Une profession qui mène forcément à l'art ». Sa vie de collectionneur se déroule en tranches : • 1973-1980, ou sa période « symboliste » griffée Mucha (des aquarelles), Lévy-Durmer, à environ 1 000 F la toile ; • 1980-1986, ou l'envie de modernité consacrée par les artistes

« visionnaires », comme Di Macchio, Pommevrol, Roland Cat. Mais le vrai vertige date de 1986, l'année où, à Bâle, il tombe amoureux d'une toile signée par un peintre de vingt-quatre ans. Basquiat : « Je l'ai payé 90 000 F. Elle vaut aujourd'hui 300 000 dollars... »

Une autre vie commence pour les F. : ils décrochent toute leur collection, la vendent aux enchères, pour ne garder que la fameuse toile. La remise en question est totale. Les F. achètent Jean-Pierre Reynaud, Xavier Buren, César Bouny, Blais, Schanabel, avant de se lancer dans le minimalisme (Judd, Koonellis...). « La collection s'autogère. En revendant les pièces du début, dont les prix ont flambé, j'ai pu acheter des valeurs plus confirmées... » Claude F. fréquente toutes les foires (Paris, Bâle, Cologne, Madrid). Il ne descend jamais dans un palais, mais chez des « amis collectionneurs ».

L'autodidacte

Buren, Basquiat, Tapies, Bouny... Serrés les uns contre les autres contre la toile de jute brique, les œuvres tiennent dans 60 mètres carrés Robert R., cadre juridique dans une banque depuis treize ans, gagne 12 000 F net par mois. Son histoire pourrait bien être un conte de fées moderne. « J'ai commencé par rêver sur les tableaux du Lagarde et Michard... » Etudiant, il se débrouille pour consulter, grâce au parrainage d'un marchand londonien, les trésors du Cabinet des dessins du Louvre. Les écrits des critiques d'art l'enthousiasment. Il préfère ceux de Cézanne, Matisse, Van Gogh, Klee. Son premier choc, en matière de peinture abstraite, date de 1981, avec la rétrospective Pollock à Beaubourg qu'il va voir une dizaine de fois, restant assis pendant des heures devant *Autumn Rhythm*.

En 1983, il se « lance », vend ses acquisitions du début (Dada, Bron, Roland Cat) pour acheter un Buren (10 000 F), et, à Bâle, quelques multiples de Beuys, son idole... Il ira même le voir à Düsseldorf, Emanciper l'édition limitée d'une de ses photographies. La suite ? Basquiat, bien sûr, pour lequel il vend tout ou presque (une terre cuite de Fontana, des Combas, une œuvre sur papier de Tapies), et emprunte à la Banque de la Cité.

Richard R. juge sévèrement le marché parisien : « On dit qu'il n'y a pas de collectionneurs en France, mais c'est qu'il n'y a pas de vrais marchands. Ils ont longtemps abusé du monopole que leur conférait le contrôle des changes en vendant des œuvres plus chères à Paris qu'à l'étranger. Les collectionneurs français se sont retrouvés frustrés. La même des FRAC a aussi permis aux marchands de se contenter d'exposer des œuvres monumentales réservées aux musées... »

Il va plus loin. « La France sert de fond de tiroir du marché international, elle prend le train en marche bien après l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre. On découvre les artistes internationaux quand ils coûtent 50 000 ou 100 000 dollars. C'est le cas de Schnabel, Paladino, ou de Basquiat qui ne fut exposé chez Témpon qu'en 1986... »

LAURENCE BENARIH et PHILIPPE DAGEN

JOSE MARIA FLOTATS A PARIS!

LORENZACCIO

18 ET 19 OCTOBRE

LE MISANTHROPE

21 OCTOBRE

MISES EN SCENE DE JOSE MARIA FLOTATS AVEC JOSE MARIA FLOTATS ET LA COMPANIA FLOTATS

EN LANGUE CATALANE

Département de Cultura

SALLE JEAN VILAR

LOCATION/

47 27 81 15

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOI

26 SEPTEMBRE 29 OCTOBRE

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE

DE PASCAL LAMBERT

« Jean-Paul Rousselet, un des comédiens, repart sur un coin de paradis... »

LIBERATION

« Beau, technique, intelligent, envoiement et très drôle... »

LE MONDE

Un spectacle subtil et éblouissant... 7 A PARIS

THEATRE D'AUBERVILLIERS • 48.34.67.67 • FNAC

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE

DIRECTION JORGE LAVELLI

43 66 43 60

GRAND THEATRE DU 12 OCTOBRE AU 24 DECEMBRE

OPÉRETTE

Gombrowicz / Lavelli

PETIT THEATRE JUSQU'AU 29 OCTOBRE

UNE SAISON AU CONGO

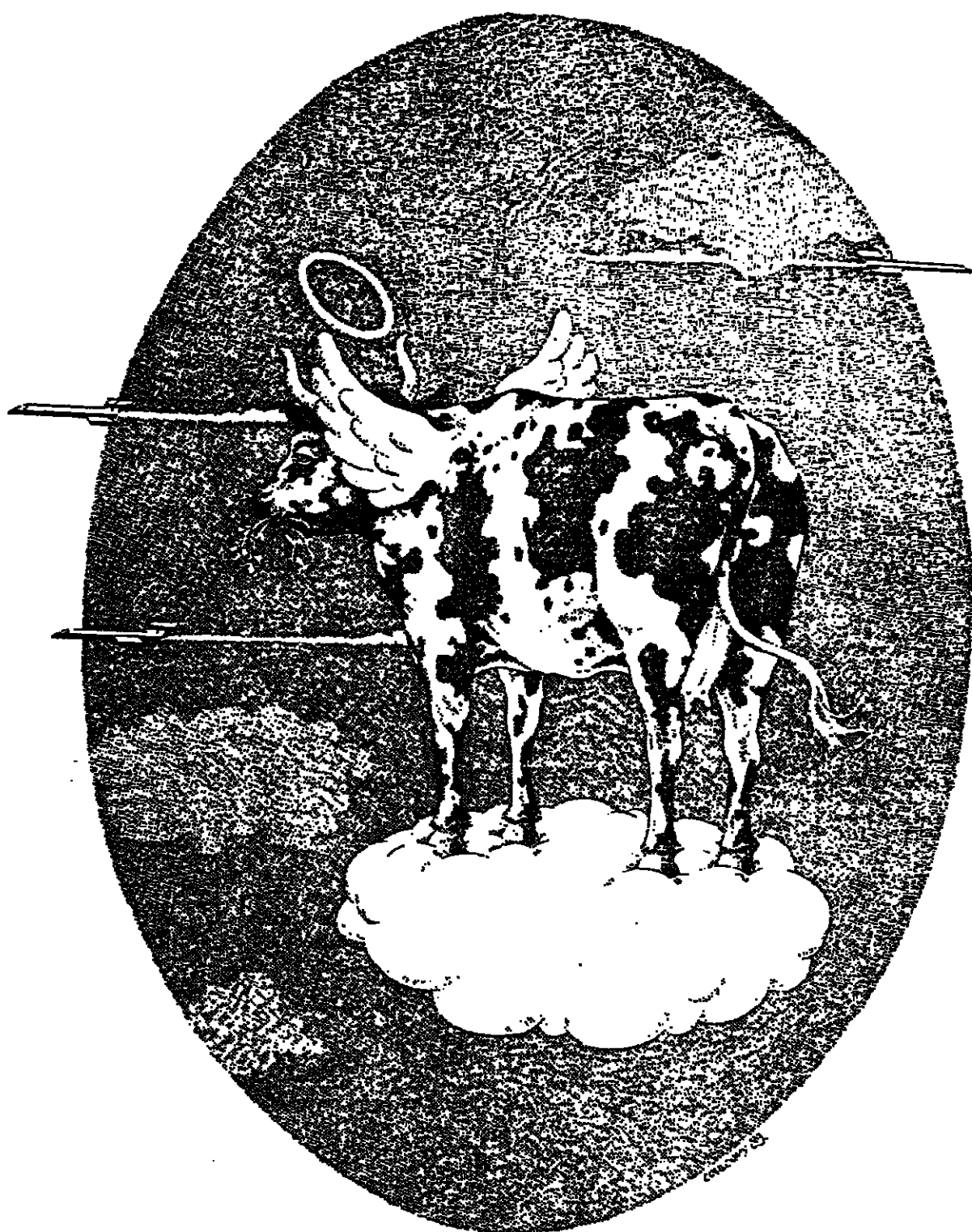
AINÉ GESAIRE / MEHMET ULUSOY

15 RUE MALTE BRUN 75020 PARIS M. GAMBETTA

SAÏR E. SEÏR

مكتبة ابن رشد

NOS AVIONS SILLONNENT 4000 FOIS PAR JOUR
LE CIEL DES ETATS-UNIS,
CE QUI FAIT VRAIMENT PLAISIR A TOUT LE MONDE.



L'amour du vol. Voilà en quelques mots toute une philosophie qui a fait de Delta Air Lines la compagnie aérienne numéro un en Amérique. C'est pourtant simple : nous aimons notre métier et nous avons choisi de vous le montrer. Aimer voler, c'est vous faire voler vers autant de destinations que possible. De Paris, nous vous emmenons chaque jour à Atlanta, dans un aéroport aussi pratique que moderne et de là nous vous proposons, grâce au système Delta, plus de 230 destinations aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. Notre amour du vol

se vérifie également dans notre service à bord exemplaire qui fait que Delta est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 15 années successives. Alors vous comprendrez qu'avec tout ça, nous ne pouvons faire que des heureux, même s'ils ne font pas toujours partie de nos clients. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92., à Lyon au (16) 78.38.17.59., à Marseille au (16) 91.56.61.08., à Nice au (16) 93.82.24.03., à Toulouse au (16) 61.21.13.26.


DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes

CULTURE

THÉÂTRE

Opérette à la Polonaise

Jorge Lavelli monte « Opérette », de Gombrowicz
un auteur qu'il connaît bien

Jorge Lavelli met en scène Opérette, de Gombrowicz, auteur qu'il a fait connaître en France de manière éclatante, en montant le Mariage. C'était en 1963, au Concours des jeunes compagnies. On découvrait la violence très contrôlée, à la fois baroque et anacronisme du théâtre en scène, l'ironie flamboyante de l'auteur et son scepticisme. Son théâtre tient en trois pièces qui, en dehors du Mariage, sont Yvonne, princesse de Bourgogne, et Opérette, que créait Jacques Rosner en 1970 salle Gémier. Ensuite Lavelli en montait une adaptation allemande à Bochum. Le thème en est le culte de l'apparence et le rêve de nudité, plus l'intrusion à la cour d'une principauté d'opérette, d'une fille de l'innocence provoque panique et révolte. C'est en somme la version ironique d'Yvonne, qui, laide et muette, jette parmi les nobles d'un royaume imaginaire, agit comme un miroir où se reflètent faiblesses et pulsions mauvaises, et qui gène au point d'être assassinée.

La mise en scène d'Opérette par Lavelli à Bochum, somptueuse, d'un grotesque tirant vers le noir, s'achève sur la destruction du décor, en quelque sorte de la pièce, et même du théâtre... Il faut se souvenir de ce que symbolisait l'« institution » tout de suite après son démantèlement. La version actuelle est forcément très différente, comme le serait probablement celle du Mariage si Lavelli reprenait la pièce.

« Sans doute, mais je ne la reprendrais pas. Elle est belle, très forte, reliée pour moi à un travail accompli. C'est-à-dire que je ne pourrais plus la remettre en scène de la même manière, et pas davantage autrement. Yvonne, en revanche, je l'ai montée à Zürich et c'était sans rapport avec ce qui avait été fait ici, puis en 1972 au San-Martin de Buenos-Aires... où, naturellement, c'était encore plus différent. Là aussi, on découvrait Gombrowicz. Il était arrivé de Pologne en 1939 mais on ne peut pas dire qu'il était devenu un auteur national. La pièce a seulement été publiée au moment où le spectacle est sorti... »

Le théâtre de Gombrowicz comporte des constantes, une façon de pousser les personnages d'adultes à la caricature, de dériver leur monde au moyen de la dérision. C'est son côté polonais et ce qui m'intéresse chez lui. Non pas parce que je suis argentin. Notre culture a été influencée par le surréalisme. Lui, c'est autre chose. Je ne connais pas en Argentine un auteur aussi référentiel dans la manière de distordre la réalité des dictatures, d'en faire des sociétés de petits nobles grotes-

ques. Il ne va pas à la critique sociale, il va plus loin. Il est philosophe, pas idéologue. Il ne joue pas un mode d'emploi, il délivre un message.

« Quand il m'a parlé d'Opérette, j'étais étonné. Il voulait détourner un genre extrêmement théâtral et superficiel. La vraie opérette avec toiles peintes, bals, flirts, baisers au clair de lune, musique, et dans cette enveloppe, insérer le tragique, le pathétique. Il y avait énormément. A Bochum, j'avais évacué ces conventions. A présent, je joue le jeu. Le jeu est toujours double. Les personnages sont des fantômes porteurs d'un secret, des ex-quelques choses, des gens en perte d'identité. Le langage s'autodétruit par excès de banalité. Et au milieu de ces Folies Bergère, il y a des monologues quasi shakespeariens, ainsi celui de l'intellectuel, toujours entre deux chaises, mal à l'aise dans ce monde sur lequel il vomit.

« C'était le malaise typique de Gombrowicz, a terminé la pièce en 1969. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est la façon dont elle en appelle à l'individualisme, à une recherche individuelle de l'authenticité, dont le symbole est cette nudité de rêve. Une utopie peut-être.

« Je ne crois pas que Gombrowicz, bien qu'il ait été amoureux de la jeunesse, se soit passionné pour les mouvements de 68. D'abord parce qu'il était enseignant professionnel, donc toujours contre tout. La jeunesse, il l'avait retrouvée en Argentine. Il avait entre trente-cinq et quarante ans, quittait une patrie qui ne savait plus où étaient ses amis, ses ennemis. Il arrivait dans un pays en retard sur le plan industriel, mais en pleine expansion, et qui pratiquait la politique de populisme. Il ne parlait pas espagnol, enseignait la philosophie, à des Polonais expatriés, jouait aux échecs dans des cafés. Il avait attiré un cercle de jeunes gens qui ne le croyaient pas quand il racontait sa célébrité, son importance en Pologne. Mais ils l'admiraient, le tentaient pour un maître. Il ne voulait plus quitter ses disciples, retourner chez lui. Seulement, quand il a écrit Opérette, il était déjà âgé, et surtout malade. Il courait après cette utopie de nudité, par la jeunesse, cet état vulnérable, inachevé, imparfait, fascinant, qu'il ne peut bien comprendre ce qu'il veut dire. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD
Théâtre de la Colline 20 h 30.
Lire la chronique de Nicole Zand sur Gombrowicz p. 47, dans « Le Monde des livres ».

Les prix Georges-Beauregard 1989. — Bertrand Tavernier a obtenu, mercredi 11 octobre, le prix Georges-Beauregard de la meilleure réalisation française de l'année pour La Vie et rien d'autre. La distinction de la découverte a été décernée à Noce blanche, de Jean-Claude Brisseau. Le prix Georges-Beauregard du court métrage revient à Michèle Faffre-Lafaye pour New-York 1933.

Un patron unique pour Versailles. — Jean-Pierre Babelon, inspecteur général des archives, a été nommé directeur du Musée et du domaine de Versailles mercredi 11 octobre par le ministre de la culture. Jusqu'à présent, les responsabilités étaient séparées, ce qui entraînait parfois des conflits de pouvoirs.

PEIT MONTMARTRE
LES HOMMES
NAISSENT
TOUS
EGO
"Le western des temps
modernes où tous les
coups sont permis"
LOC. 43.22.77.74

Samedi 21 octobre 20 h 30
MOZART/REQUIEM
AMSTERDAM BAROQUE ORCHESTRA
Ton KOOPMAN direction
OPERA COMIQUE - 40. 01. 19. 32

Théâtre de la Bastille
COUP DE SANG
DERIC DIDRY, SOPHIE MERIEM,
GILBERT ROUVIERE
AVEC ANTOINE MASLE, ERIC DOYE,
CAROLINE FARR, PATRICK FINEAU,
ELISABETH VIDAL, JEAN-CLAUDE VOGEL
DU 6 AU 29 OCTOBRE A 19H30
DIM. A 15H30 RELACHE LUNDI
76, R. DE LA ROQUETTE 75011 PARIS
TEL. 43 57 42 14

COMMUNICATION

La concurrence dans la presse régionale

Impitoyable guerre de frontières
entre « le Provençal » et « Midi libre »

En janvier dernier, pour la première fois depuis plus de vingt ans, les accords de frontières dans la presse quotidienne régionale étaient rompus par la décision du journal le Méridional — l'un des quatre titres du groupe marseillais Le Provençal (au groupe Hachette) — de lancer une nouvelle édition, sous le titre Nîmes-Matin, dans la zone de diffusion de Midi libre. Neuf mois plus tard, le bilan de cette opération apparaît mitigé.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A Nîmes, le groupe Le Provençal a débarrassé avec les gros sabots d'Hachette. Débauche d'affiches et de slogans à la clef. Objectifs : une diffusion de 4 000 à 5 000 exemplaires sur l'est du département — la zone la plus peuplée — et un chiffre d'affaires publicitaire de 5 à 10 millions de francs. En juillet, Nîmes-Matin a vendu 3 798 exemplaires, et ses rentrées publicitaires sont estimées, pour l'année, à un peu plus de 4 millions de francs. Pour Claude Bujon, directeur général de Midi libre, ces chiffres sont surréalistes, et la cause est entendue : « C'est un échec total et, je pense, définitif... » La concurrence a contribué à renforcer Midi libre : 4,8% d'augmentation des ventes après six mois de bataille avec eux, dans le domaine publicitaire Nîmes-Matin aurait grignoté, selon M. Bujon, « un peu plus de 1% du marché ».

Michel Bassi, PDG du Méridional, estime, au contraire, qu'il s'agit « plutôt d'un succès. Nous savons que la partie serait très difficile, songe-t-il, et nous en avons même envisagé, pour tous les scénarios possibles, celui d'un retrait à la date du 30 juin. Or, nous n'avons aucune envie de partir. Nous serons rentables dans deux ans ». Il reconnaît toutefois que des erreurs ont été commises. « La principale a été de vouloir lutter de front avec Midi libre et donc d'avoir fait un peu le même journal. Les gens attendaient un produit différent. Nous les avons sans doute déçus. »

Offensives
sur Montpellier

Michel Bassi admet moins facilement les erreurs de recrutement que des erreurs de stratégie. Dans la région Rhône-Alpes, l'ensemble des titres — nationaux et régionaux — n'ont été améliorés que de 2,3%, indique le SNTCL-CGT pour justifier son mouvement. Mais celui-ci n'a pas été suivi partout avec la même ampleur. Dans la région Rhône-Alpes, l'ensemble des titres — nationaux et régionaux — n'ont pas paru. Dans l'Ouest, Paris-Normandie (Rouen), Le Havre libre et Le Havre Presse ne sont pas présents en kiosques. C'est aussi le cas de Sud-Ouest (Bordeaux).

En revanche, d'autres grands quotidiens ont paru normalement : c'est le cas de Ouest-France (Rennes), la Voix du Nord (Lille), le Dauphiné libéré (Grenoble), le Midi libre (Montpellier), les Dernières Nouvelles d'Alsace (Strasbourg). La grève semble donc avoir touché essentiellement les journaux du groupe Hersant en province ainsi que quelques indépendants.

Un mouvement des cadres et techniciens CGT a affecté les quotidiens du groupe Hersant en province

Le Syndicat national des cadres et des techniciens du livre et de la communication CGT (SNTCL-CGT) a appelé, mercredi 11 octobre, à une journée d'action nationale qui devait se traduire par la non-paraution des quotidiens régionaux, jeudi 12. « Les profits parno- raux ont augmenté de 33% en deux ans alors que les salaires n'ont été améliorés que de 2,3% », indique le SNTCL-CGT pour justifier son mouvement. Mais celui-ci n'a pas été suivi partout avec la même ampleur. Dans la région Rhône-Alpes, l'ensemble des titres — nationaux et régionaux — n'ont pas paru. Dans l'Ouest, Paris-Normandie (Rouen), Le Havre libre et Le Havre Presse ne sont pas présents en kiosques. C'est aussi le cas de Sud-Ouest (Bordeaux).

En revanche, d'autres grands quotidiens ont paru normalement : c'est le cas de Ouest-France (Rennes), la Voix du Nord (Lille), le Dauphiné libéré (Grenoble), le Midi libre (Montpellier), les Dernières Nouvelles d'Alsace (Strasbourg). La grève semble donc avoir touché essentiellement les journaux du groupe Hersant en province ainsi que quelques indépendants.

coups de saccos petits ou grands. Nîmes-Matin tente, grâce à la saisie directe, de donner une information plus fraîche que son concurrent et force beaucoup sur les sports — une page contre une sur chaque match de l'équipe de football du Nîmes Olympique — mais il est encore mal introduit dans le monde associatif et a sans doute pâti de sa réputation de « journal officiel de la mairie ». « Le maître de Nîmes, Jean Bouquet (app. UDF), souhaitait depuis longtemps qu'un autre journal s'implante à Nîmes, explique Michel Remoulet. Il a donc encouragé la venue de Nîmes-Matin. On a dit que c'était le journal de Bouquet. C'est faux. Nous sommes autres, et les autres, nous sommes même un peu publiés... »

« Ils sont venus avec la bénédiction du maire, insiste Alain Plombat, de Midi libre à Nîmes. Mais ils n'y ont pas trouvé leur compte car ils ont pris tous les travers du monopole qu'ils étaient censés combattre et dont nous nous sommes libérés... » Dans chaque camp on s'impute, par ailleurs, des manœuvres déloyales (débauchage de journalistes, pressions sur les porteurs, etc.).

Les responsables du groupe Le Provençal s'apprêtent à rectifier le

tir. « Nous disposons d'une enquête qui prouve que notre image est bonne », se félicite Michel Bassi. Reste à améliorer le produit. La « une » et la mise en page intérieure vont être modifiées et priorités sera donnée aux enquêtes et aux dossiers. La zone de diffusion va être étendue au Gard rhodanien (Pont-Saint-Esprit, Bagnols-sur-Cèze). Cette victoire de Nîmes-Matin s'inscrit, en fait, dans la stratégie de développement du groupe Le Provençal dont le PDG, Laurent Perrière, confirme l'implantation à Montpellier. Il s'agit d'un projet à très court terme sous la forme, non pas d'une nouvelle édition du Provençal ou du Méridional, mais d'un titre local avec un contenu distinctif. Irrésistible, Claude Bujon affirme : « On leur fera manger leur soupe comme on l'a fait à Nîmes. » Pour le directeur général de Midi libre, la preuve est faite que les accords de frontières conclus dans la presse quotidienne régionale ne peuvent être que très difficilement transgressés. Les positions sont figées et les parts de marché distribuées. Analyse que ne partage pas Laurent Perrière. Le PDG du groupe Le Provençal considère que les modes de vie et le sentiment de l'appartenance à un terroir ont changé. « Dans les grandes villes,

souligne-t-il, la plupart des titres connaissent des difficultés, ce qui signifie que les formules rédactionnelles expérimentées dans les années 1950-1970 ne répondent plus à la demande d'information des lecteurs. » D'où une certitude : il y a place, aujourd'hui, pour des journaux différents, en particulier à vocation citadine, combulant une attente d'information pluraliste. De ce point de vue, Montpellier, une ville dont le développement économique favorise un grand brassage social, constitue un banc d'essai des plus intéressants. Laurent Perrière est convaincu de la nécessité d'une rationalisation industrielle, commerciale et rédactionnelle de la presse quotidienne régionale méditerranéenne supposant des accords entre les principaux titres. Le hic : Hachette fait peur. « Ayant échoué auprès de plusieurs journaux, dans Midi libre, dans ses tentatives de prise de participation financière, il essaie maintenant de pénétrer le marché par la concurrence », observe M. Bujon qui laisse entendre une possible alliance avec « d'autres qui ont envie d'en découdre avec Hachette ». Le groupe Maxwell n'est pas loin...

GUY PORTE

La polémique sur la distribution d'« Indiana Jones »

« Nous défendons le droit
pour une salle indépendante d'innover »
nous déclare le propriétaire du Max-Linder

Une salle de cinéma peut-elle obliger un distributeur à lui louer un film ? Un conflit implique la société de distribution UIP, le Max-Linder et le Rex — deux salles parisiennes — autour de la sortie d'Indiana Jones (le Monde du 11 octobre). Il s'agit des polémiques passionnées dans le milieu du cinéma. Devant la cour d'appel, qui doit rendre son arrêt le 16 octobre, le parquet a pris la défense du distributeur contre l'avis du médiateur du cinéma. M. Jean-Jacques Zibermann, PDG du Max-Linder, défend, dans l'entretien qu'il nous a accordé, le point de vue de l'exploitant indépendant.

« Pourquoi le Max-Linder s'obstine-t-il à vouloir projeter Indiana Jones et la dernière croisade ? »

« Nous avons demandé le film de Spielberg dès novembre 1988 parce que nous sommes persuadés que le public spécifique du Max-Linder — celui qui n'hésite pas à traverser Paris pour voir un film de qualité, un peu spectaculaire et en version originale, sur un écran géant avec un son THX — aura envie de voir ce film dans cette salle. Nous ne recherchons pas automatiquement tous les grands films porteurs. Nous avons maintenant six semaines à l'affiche, soit à Paris, Mystery Train, de Jim Jarmusch. Nous avons organisé un Festival du vieux film d'aventure, des nuits du court métrage. Nous avons défendu Roselynn et les lions et réalisé 100 000 entrées avec l'Ours. Tout le pari du Max-Linder consiste à montrer que le cinéphile a changé et qu'on peut remplir une salle de 700 places en marquant des œuvres d'art et essai avec des films-culte à grand spectacle.

« Refus de la concurrence »

« Notre stratégie dérange les habitudes de la profession. Nous refusons d'être prisonniers de cette règle hypocrite qui réserverait les succès commerciaux aux grands circuits et les œuvres difficiles aux salles indépendantes. Le risque est gros : si à la veille de la sortie d'Indiana Jones la justice nous enlève le film, nous n'aurons pas le temps de trouver une solution de remplacement. Les pertes seraient énormes, voire l'existence du Max-Linder.

« UIP, le distributeur du film, ne partage pas votre point de vue.

« Je respecte la compétence de M. Jacques Goldmann, responsable de la distribution des grandes

« majors » américaines en France, mais je ne comprends pas sa logique économique. Pourquoi donner une copie d'Indiana Jones en version originale au Paramount-Opéra et la refuser au Max-Linder qui fait trois fois plus d'entrées ?

« En fait, dans cette affaire, le distributeur n'est pas libre de sa décision. Le Rex, qui a obtenu une version française du film de Spielberg, refuse que notre salle, située à quelques centaines de mètres sur le boulevard, passe la version originale. Quel est le distributeur qui peut se broutiller avec une salle de 2 800 places ? Ce type de pression porte un nom : refus de la concurrence et abus de position dominante. C'est en ces termes que le médiateur du cinéma a analysé la situation. Un verdict si clair qu'il a une fois n'est pas coutume, enjoint à l'UIP de donner la copie aux deux salles. Pourquoi ne pas respecter sa décision ?

« Les fédérations de producteurs et de distributeurs nous accusent de remettre en cause tous les équilibres de la profession... »

« Ils se trompent de combat. Nous ne remettons en cause l'existence ni des circuits de programmation, ni des distributeurs. Nous réclamons seulement le droit pour une salle indépendante de défendre

une stratégie originale, proche de la demande du public. Deux grandes salles de qualité peuvent-elles projeter le même film, l'une en version doublée, l'autre en version originale, dans le même quartier ? Peut-on refuser des Grands Boulevards un haut lieu de la fréquentation cinématographique parisienne ? Pour répondre à ces questions, il faut tenter l'expérience. Seule une profession crispée sur ses corporatismes peut refuser a priori de le faire.

« La profession devrait se réjouir de l'existence et du succès du Max-Linder au lieu de multiplier les pressions pour le faire disparaître. Que gagnent les producteurs et les distributeurs quand tous les indépendants auront fermé boutique et que toutes les salles d'extraversion parisienne seront contrôlées par les trois grands circuits ?

« Dans tous les pays qui ont connu une telle concentration, le cinéma a été asphyxié. Que gagnent la profession et la justice démolisse le médiateur ? La seule institution capable de résoudre, pragmatiquement et dans la concertation, les délicats problèmes de concurrence n'aura plus aucune crédibilité et les pouvoirs publics seront forcés de durcir la réglementation. »

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le sort de Pathé

La Bourse d'Amsterdam bloque
les projets de M. Parretti

AMSTERDAM
de notre correspondant

Les problèmes rencontrés aux Pays-Bas par M. Giancarlo Parretti, le repreneur contesté de Pathé Cinéma, s'aggravent : la Bourse d'Amsterdam a suspendu, mercredi 11 octobre la cotation au marché officiel des titres de la société de portefeuille Bobel. Dénommée Pathé Communications depuis le 29 août, cette société était censée devenir le centre de gravité des activités cinématographiques en Europe du groupe Parretti. A cette fin, une importante augmentation de capital, l'arrivée de deux nouveaux gros actionnaires et l'émission d'obligations étaient prévues. Mais l'opération est gravement compromise par la mesure de suspension.

La société Bobel se trouve désormais marquée au fer rouge : elle est inscrite au tableau dit « non officiel » réservé aux valeurs à problèmes telles celles des entreprises en faillite.

« Il s'agit d'une mise en garde aux investisseurs », nous a déclaré

M. Fuchs, secrétaire général de la Bourse.

Bobel a été sanctionnée pour « ne pas avoir apporté dans le délai imparti » des éclaircissements sur les changements en profondeur envisagés. M. Fuchs nous a laissé entendre que les questions posées à Bobel portaient sur les modalités et les motivations de la transformation d'une société gérant des établissements immobiliers en multinationale du cinéma.

Objets d'une vigilance toute particulière de la part des autorités néerlandaises, Bobel et M. Parretti ne peuvent même pas envisager de transformer l'augmentation publique de capital en augmentation « en circuit fermé » : les fonds nouveaux représentant plus de 10 % du capital actuel (750 millions de francs), la procédure exige la publication d'un « prospectus ». Dès la parution d'un tel document, la Bourse d'Amsterdam poserait à nouveau les questions... restées jusqu'à présent sans réponse.

C.C.

مكتبة الأصل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un an après leur mouvement

Les infirmières de nouveau dans la rue

Deux journées de grève ont été décidées par la Coordination nationale des infirmières : l'une, jeudi 12 octobre, qui devrait donner lieu à une manifestation à Paris, de la place Denfert-Rochereau au ministère de la Santé. L'autre, le 21 octobre, avec la participation d'autres personnels de santé. Au centre de la revendication : les effectifs et les salaires.

Il y a tout juste un an, les Français médusés découvraient que les infirmières pouvaient se mettre en colère. Le mouvement qui secoua les hôpitaux et porta ces femmes dans la rue fut aussi fort que soudain. Les Français se rendirent compte à quel point un métier qu'ils croyaient bien connaître avait évolué au fil des ans et des découvertes techniques.

L'une des premières revendications portait sur les salaires. Après le bac et trois années d'études (cinq pour certaines spécialisations), le salaire net d'embauche des infirmières n'atteignait même pas 6 000 F par mois. En fin de carrière, après vingt-cinq ans de service, il plafonnait à 9 400 F.

Outre des hausses de salaire et une révision du déroulement de leur carrière, les manifestantes réclamaient une formation initiale de qualité, plus de formation continue, une meilleure prise en compte de leur rôle au sein de l'équipe soignante, une meilleure écoute dans le fonctionnement global de l'hôpital, une amélioration de leurs conditions de travail et un renforcement des effectifs.

Un an après, le malaise est toujours important au sein de cette profession. Certes, il y a eu une refonte de la grille des salaires et une revalorisation de la « prime Veil » qui a abouti à un gain variant de 400 F à 1 150 F, selon l'ancienneté, le grade ou la spécialisation. Mais bien qu'important, l'effort du gouvernement est jugé insuffisant par la Coordination nationale des infirmières et la CGT.

Des rapports sur le rôle et la place des infirmières se sont amoncées sur le bureau du ministre de la Santé, M. Claude Evlin, mais n'ont encore donné aucun résultat concret. Il faudra attendre, pour l'essentiel, la grande réforme hospitalière dont la mise en chantier est prévue au printemps prochain.

Des milliers de postes non pourvus

Au premier plan des revendications figure le problème des effectifs. Sur ce point il y a, disent les infirmières, urgence : la sécurité des malades est en danger. Tendues depuis plusieurs années (surtout dans les très grands centres urbains), la situation semble s'être détériorée ces derniers mois. Des hôpitaux cherchent désespérément des infirmières. La CFDT estime à un minimum de quatre mille le nombre de postes non pourvus.

Dans cette profession pénible et largement féminine, la rotation est très forte. Une infirmière n'exerce son métier que pendant neuf ans en moyenne. Et la tendance va à la baisse. Les directeurs d'hôpitaux signalent un plus grand nombre de démissions cette année que précédemment. L'absentéisme très important accroît les tensions déjà existantes. Plus dramatique

encore : pour la première fois des écoles d'infirmières n'ont pas pu remplir leurs classes en septembre : mille cinq cents places (dont la majorité en Île-de-France) sont encore disponibles dans les écoles. Si l'on veut continuer à maintenir, comme le souhaitent les infirmières, une sélection et un enseignement de haut niveau, il paraît indispensable de revaloriser la profession et de lui donner une nouvelle image.

Le ministère de la Santé a demandé à l'IGASS (l'Association générale de l'Action sanitaire et sociale) de mener une enquête sur ce problème d'effectifs et de recrutement, d'analyser le phénomène, d'en préciser l'ampleur et de soumettre des propositions.

Bien qu'affaiblie par des querelles intestines portant sur des problèmes de fond (stratégie d'action, représentativité, structuration de mouvement), la Coordination nationale essaie d'amener les infirmières à manifester collectivement leur mécontentement. Deux journées de grève et de manifestations ont été décidées. Deux rendez-vous qui correspondent aux deux grandes tendances du mouvement. Ainsi, la journée du 12 octobre devait être strictement celle des infirmières. Se retrouvant au sein de cette tendance toutes les infirmières qui estiment que l'hôpital traverse une crise grave mais tiennent à faire valoir de façon distincte les revendications propres à la profession. Pour le 21 octobre, la Coordination, qui manifeste avec les autres personnels de santé, a invité des représentants de plusieurs pays européens dont la Belgique, les Pays-Bas et l'Espagne. Les journées de grève sont couvertes par un préavis posé par la CGT pour tout le mois d'octobre.

CHRISTIANE CHOMBEAU

La polémique autour du prix Nobel

Des chercheurs américains déplorent la réaction du professeur Stehelin

Les déclarations du professeur Dominique Stehelin (Institut Pasteur de Lille) à propos de l'attribution du prix Nobel de médecine à deux Américains continuent de susciter de nombreuses réactions.

M. Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, a réaffirmé, mercredi 11 octobre, lors de la séance des questions à l'Assemblée nationale, qu'il regrette que le professeur Stehelin n'ait pas été associé au prix Nobel. « Je partage le très profond regret de

n'avoir pas vu accrocher le nom du professeur Stehelin au prix Nobel de médecine », a déclaré le ministre. « Je souhaite que nos collègues lauréats fassent savoir très clairement que Dominique Stehelin a travaillé avec eux et a très fortement contribué à cette découverte ».

A l'inverse, plusieurs membres de la communauté scientifique américaine ont contesté les allégations du chercheur français. Un porte-parole de l'université de Californie à San Francisco, où travaillaient les deux Prix Nobel, a souligné

que le professeur Stehelin « a effectivement réalisé quelques expériences difficiles mais qu'il travaillait sous la supervision de Michael Bishop et de Harold Varmus ».

D'autres chercheurs ont affirmé que Dominique Stehelin a grossièrement exagéré l'importance de sa contribution à la découverte de l'origine cellulaire des oncogènes rétroviraux. Le professeur Leon Levinson, président du département de microbiologie de l'université de Californie, s'est dit « charmé et blessé » par les allégations du chercheur français.

« Notre décision est irrévocable », nous déclare le vice-président du comité

STOCKHOLM

de notre correspondante

« Je n'ai pas le droit de discuter la décision, tout est confidentiel durant les cinquante ans qui suivent l'attribution d'un prix », nous a expliqué le professeur Jan Lindsten, secrétaire du comité Nobel de l'Institut Carolin de Stockholm, qui décerne chaque année le prix de médecine ou de physiologie. « Tout, c'est-à-dire les noms des candidats, qui les a proposés, les discussions et les commentaires au sujet de chacun d'eux, les débats qui entourent le choix d'un ou de plusieurs lauréats, etc. »

« Ce n'est pas le comité qui nomme les candidats, mais la commission scientifique internationale, ajoute M. Lindsten. L'académie invite aussi chaque année quelque trois mille personnalités scientifiques à proposer un ou plusieurs noms : tous les anciens Prix Nobel, tous les professeurs de médecine des académies des sciences des pays nordiques et de nombreuses facultés à travers le monde. Le comité reçoit donc les propositions de l'extérieur grâce à son vaste réseau de contacts. Il sélectionne ensuite 350 noms environ. Compte tenu du fait que les

chercheurs ont de plus en plus tendance à travailler en équipe, le processus de sélection est de plus en plus exigeant. Il s'agit en dernier ressort de choisir parmi les candidats sélectionnés celui ou ceux dont les travaux sont les plus importants ».

Fuite de cerveaux

Selon le professeur Lindsten, l'Europe a perdu de nombreux chercheurs à cause de la deuxième guerre mondiale. Beaucoup sont partis pour les États-Unis et y ont stimulé la recherche. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux Prix Nobel soient américains.

Certains pays ou institutions s'inscrivent-ils au vu de la liste des prix déjà décernés, plus actifs que d'autres dans la promotion auprès du comité Nobel de leurs propres candidats ? Le professeur Erling Norrby, vice-président du comité, admet : « Je pourrais répondre que oui, qu'ils le font par chauvinisme... » Peut-on en déduire que ceux qui se font moins de publicité ont moins de chances ? Le professeur ne veut pas faire de commentaires. Mais, plus explicite que son confrère sur le choix des lauréats

de cette année, et le non-choix de Dominique Stehelin, il affirme, catégorique, qu'il ne s'agit pas d'une disqualification du chercheur français.

« C'est vrai, déclare-t-il, que M. Stehelin a travaillé chez Varmus et Bishop, que sa contribution a été une composante importante, mais il est évident que l'idée porteuse est celle de Varmus et Bishop, et ce sont eux aussi qui en ont assuré le suivi. Le docteur Stehelin était d'ailleurs déjà reparti lorsque les travaux sont entrés dans leur phase critique, en 1976-1978 ».

Pour le professeur Norrby, « des dizaines de noms ont été discutés. Nous les connaissons tous, nous connaissons leurs travaux, précédents. Nous avons bien pu noter notre décision. Il n'y a pas lieu de discuter davantage ». Il ajoute que les deux chercheurs américains ont déjà reçu plusieurs prix ces dernières années et que « aucun n'est allé à Dominique Stehelin... ». Le comité Nobel peut-il revenir sur une décision ? « Non, cela ne s'est jamais produit. Notre décision est irrévocable. Nous déplorons que cette discussion ait eu lieu. C'est dommage ».

FRANÇOISE NIÉTO

ENVIRONNEMENT

Dressant un bilan triomphant de la politique française

M. Lalonde se félicite de la percée des idées écologistes en 1989

Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, est plus que satisfait : comblé. Même si le mérite ne lui en revient pas, l'année 1989 aura été celle prise de conscience générale de la fragilité de notre environnement et d'une percée des idées écologistes. Mais là où l'ancien animateur des Amis de la Terre triomphe personnellement, c'est dans l'accomplissement de sa mission au sein du gouvernement, qui était de « restaurer la réputation de la France » et de définir « une politique internationale offensive de l'environnement », comme il l'a souligné dans sa conférence de presse du mercredi 11 octobre à Paris.

Quatre initiatives, en effet, ont marqué sa première année com-

plète au ministère : l'appel pour la création d'une autorité mondiale chargée de protéger l'atmosphère (conférence de La Haye) ; la réglementation du commerce international des déchets (la France n'a pas trempé dans le trafic) ; l'embargo sur l'importation d'ivoire ; enfin, la proposition de transformer l'Antarctique en réserve naturelle, et donc d'oublier la convention de Wellington sur l'exploitation minière.

M. Brice Lalonde, en répondant aux questions, s'est montré incisé. « Je n'ai pas apprécié que les compagnies pétrolières profitent de la détresse sur l'essence sans plomb pour se faire de la publicité et embrouiller le consommateur. » A

propos de la circulation automobile, il s'est déclaré opposé au projet Lasser et très réservé à l'égard d'un périphérique souterrain. « Il faut réduire la circulation en ville et ne pas consacrer des moyens exorbitants à l'automobile », a-t-il dit.

S'agissant de la protection des derniers ours des Pyrénées, le secrétaire d'Etat a marqué son accord : « On ne va pas mettre des CRS pour qu'il y ait un ours de plus, c'est ridicule ! Si l'on veut protéger l'ours, il faut déplacer les limites du parc national. Je suis prêt à recevoir le nouveau président s'il veut faire un échange à l'avantage de la protection de la nature ».

R. C.

JUSTICE

Nouveau jugement du tribunal de Paris

Les squatters devront quitter l'hôtel de la rue Keller

Les familles occupant l'hôtel du 5, rue Keller (Paris-11^e), qui avaient été expulsées, le jeudi 4 octobre, puis réintégrées le lendemain soir sur décision de M. Jean-Marie Coulon, vice-président du tribunal de Paris, devront quitter les lieux dans un délai d'une semaine. Sauf par la société propriétaire de l'immeuble (la compagnie hôtelière Jeandot), le même juge a en effet estimé, dans une ordonnance de référé rendue le mardi 10 octobre, que les squatters avaient « pénétré illégalement », au début du mois, dans l'hôtel en travaux. Considérés dès lors comme « occupants sans droits ni titres », ils seront donc expulsés dans les huit jours, avec, si néces-

saire, « recours à la force publique ».

Le juge a rappelé que la précédente décision, ordonnant la réintégration des squatters dans l'hôtel, ne saurait être assimilée à un « acte juridique locatif » et qu'elle répondait simplement à une situation de fait inacceptable : l'expulsion par la force. Le 4 octobre au matin, une équipe d'une douzaine de personnes, venues selon elles faire des travaux de préparation du chantier, avaient délogé la vingtaine de familles immigrées installées dans l'hôtel. Refusant une proposition d'hébergement temporaire de la mairie du onzième arrondissement, les squatters avaient passé la nuit dehors, au pied de l'immeuble vide.

Selon M. Daniel Hantin, directeur général de la section hôtelière de la compagnie Jeandot, il n'a pas été question d'une opération de « gros bras ». « Les gens sont sortis sans réticences. Il n'y a pas eu la moindre violence. Nous avions effectivement des marteaux et des masses, ainsi qu'un pied de biche, des pelles et des pioches. C'est tout à fait normal pour des ouvriers ».

Les familles, quant à elles, n'ont pas porté plainte pour violence, et demandent simplement à être logées décentement. « Depuis le début, elles proposent de payer un loyer », insiste leur avocat, M^{re} Nicole Rein, qui a fait appel de l'ordonnance du juge Coulon.

A l'école de l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye

Les urgences d'une directrice

Il est à peine 15 h 30, ce vendredi-là, et déjà les élèves de première année s'égaillent dans les couloirs de l'école d'infirmières de l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Quelques-unes se hâtent dans les étages où se trouvent des chambres fraîchement installées et récupèrent leur valise. Elles vont passer le week-end en famille, en Bretagne, en Lorraine...

Cette année n'est pas une année comme les autres. La rentrée a failli ne pas se faire faute d'élèves, et l'arrivée de nouvelles recrues venues de l'ouest et de l'est de la France a chamboulé la vie de la maison !

En juillet, la directrice de l'école, M^{me} Ghislaine Noël, n'avait que huit élèves inscrites pour la rentrée. Huit sur trente-quatre places disponibles. Fallait-il mettre la clef sous la poignée ? Un peu de logique et beaucoup de chance lui ont permis de sortir de cette difficile passe.

Si le métier d'infirmière est beaucoup moins prisé par les jeunes des très grands centres urbains, il continue d'être populaire dans des régions où la concurrence entre les différentes formations (grandes écoles, universités...) est moins forte. Aussi M^{me} Noël a-t-elle pris contact avec les établissements qui ne pouvaient accueillir toutes les candidates reçues à l'examen de passage afin qu'elles fassent savoir que Saint-Germain-en-Laye avait des places disponibles.

Cette démarche simple équivaut à une petite révolution dans un monde où chaque école a l'habitude de protéger jalousement son territoire. « La direction de l'hôpital et moi-même avons promis aux candidates de leur trouver un logement à loyer modique (200 F et 300 F par mois) dans ou à proximité de l'établissement ».

M^{me} Noël ne s'inquiète pas moins de l'avenir. « En 1989, plusieurs facteurs se sont additionnés et ont rendu la situation particulièrement difficile », reconnaît la directrice. Avec la réforme de l'examen d'entrée qui répond au souci des infirmières de maintenir à un haut niveau leur recrutement et leur formation, pour la première fois les candidates ont dû plier sous l'épreuve de français d'un niveau de première. Il leur fallait obtenir le moyen pour être admises, ce qui n'était pas le cas auparavant.

D'autre part, les effectifs n'ont pas dépendu de la Direction régionale de l'Action sanitaire et sociale (DRASS) mais des élèves eux-mêmes qui ont choisi directement leur établissement. Enfin, le mouvement de l'an passé, qui a mis l'accent sur les inconvénients du métier d'infirmière, a découragé les esprits hésitants.

Visiblement, M^{me} Noël, une frêle femme d'une cinquantaine d'années, n'a pas l'intention de se laisser prendre au piège l'an prochain. Relevant le défi qui lui est lancé, elle élabore sa stratégie. « Nous allons essayer de mieux faire connaître l'école aux élèves de terminale, pas seulement à celles des filières sociales. Nous nous rendons chaque année au Forum des métiers, mais il va peut-être falloir trouver d'autres façons de montrer que l'on existe. Nous allons devoir promouvoir notre projet pédagogique. Nous sommes rattachées à l'hôpital. Nous préparons des infirmières pour tous les secteurs : privé, public ou libéral. La formation technique occupe une place importante. Toutefois, nous insistons beaucoup sur l'approche éducative et psychologique des infirmières : par exemple, c'est à elles qu'il revient d'expliquer au diabétique comment il

doit se prendre en charge. Ce sont elles qui, de plus en plus, devront s'occuper des personnes âgées et des malades à domicile... »

Ni bonnes sœurs ni piqueuses

Mais M^{me} Noël, qui comprend que ses efforts seront vains si rien n'est décidé pour revaloriser et rendre plus attrayante la profession, reconnaît par ailleurs que les infirmières contribuent elles-mêmes à « brouter leur image ». On ne peut plus parler de « vocation ».

A juste titre, elles ne veulent plus être les infirmières dévouées nuit et jour et exploitées. Elles ne veulent pas non plus qu'on les considère comme de simples techniciennes et n'être que des « piqueuses ». Mais que veulent-elles devenir ? Il y a urgence, reconnaît M^{me} Noël, à rebâtir une image qui permettra aux jeunes bacheliers de se présenter au concours en connaissance de cause.

Et, pourtant, parmi les nouvelles de l'école de Saint-Germain, Sylvie et Anne, deux Bretonnes, Françoise la Lorraine et Chantal la Saint-Germainoise, affirment qu'elles ont choisi cette profession depuis leur plus tendre enfance. A Chantal, la plus jeune, l'aspect salarial paraît secondaire. Stéphanie, une autre Bretonne, étudiante en médecine, après deux échecs en première année, ne sait pas encore très bien vers quelle branche elle s'orientera, mais elle veut « soulager les douleurs », « aider les gens à moins souffrir ». Ses compagnes aussi parlent de « se rendre utile », d'« aider », de « donner du courage aux malades » et surtout, surtout, de « s'occuper des tout petits ». Ch. Ch.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

Sans papier

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS - Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 48 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès des médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEURS

17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

SOCIÉTÉ

Commandé par M. Chevènement

Un rapport parlementaire dénonce les « planqués » du service national

Trop de jeunes Français, déjà favorisés par leur origine sociale, échappent au service militaire stricto sensu, qu'ils laissent à d'autres moins privilégiés qu'eux, pour choisir, grâce à leurs relations, les filières élitistes du service national, que sont les nombreuses formes civiles de cette obligation républicaine. Les militaires appellent ces heureux bénéficiaires de la loi des « fils d'archevêque », quand la dénomination de « planqués » caractérise plutôt les recrues du service militaire qui réussissent à s'aménager un emploi de tout repos sous l'uniforme.

M. Guy-Michel Chauveau, député socialiste de la Sarthe, a rédigé, à la demande du ministre de la défense, un rapport sur le service national dans lequel il dénonce vigoureusement les « planqués » et les « fils d'archevêque ». Ce rapport parlementaire a été remis en juin dernier à M. Jean-Pierre Chevènement, mais il vient seulement d'être rendu public.

Dans ce document de soixante-dix pages illustré de nombreuses annexes, M. Chauveau évoque peu, en réalité, le service militaire proprement dit, et se contente de souligner sa double fonction personnelle à sa suppression éventuelle, au profit d'une armée de métier, ou à sa réduction à six mois, comme le PS et son candidat au scrutin présidentiel de 1981, M. François Mitterrand, l'avaient imaginé à l'époque. Ces deux thèmes sont récusés, la seconde plus vivement que la première parce qu'elle est proposée « au nom sans doute du confort individuel ».

Le rapporteur s'appesantit en revanche sur « la désaffection des élites vis-à-vis du service militaire » et sur la « prolifération dans des conditions parfois juridiquement critiquables » de formes civiles du service national « sans justification propre » autre que de servir de « complément nécessaire pour assurer l'universalité du service en l'état

actuel d'une démographie excédant les besoins strictement militaires » jusqu'à la mi-décennie prochaine.

Un jeune Français sur quatre au moins n'accomplit pas son service national, observe M. Chauveau, et donc « l'institution est aujourd'hui profondément inégale ». Mais, de surcroît, 78 % des titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au deuxième cycle universitaire échappent à la forme proprement militaire de cette obligation. Si les formes civiles ne représentent que 3,4 % des effectifs (1), elles ont augmenté de plus de 30 % en termes quantitatifs entre 1987 et 1988 et le phénomène est encore plus grave en termes qualitatifs, puisque le niveau général (mesuré par des tests à la sélection et corroboré par les diplômes présentés) des recrues du service national est de 16,12 sur 20 quand il est de 11 pour les appelés dans les armées.

Des déviations dangereuses

On constate, selon le rapporteur parlementaire, « un dévoiement » au

profit d'un service civil et au détriment des armes de melle (l'infanterie) dans l'armée de terre. Les régiments de première ligne reçoivent des soldats des personnels de faible niveau général et sans motivation.

« Parmi ces déviations élitistes et dangereuses », M. Chauveau cite les volontaires du service national en entreprise (VSNE), qui touchent des gratifications substantielles; les chercheurs scientifiques, qui sont embauchés pour 90 % d'entre eux dans le laboratoire de leur « service » des volontaires pour l'assistance technique, qui sont une main-d'œuvre à bon marché « sous le soleil des Tropiques », ou les objecteurs de conscience, qui servent de « suppléants » à certaines collectivités locales.

« Faute de doctrine, faute d'autorité coordonnée », écrit le rapporteur, le service national a été abandonné aux initiatives à court terme, parfois corporatistes, des différents ministères, voire de certains services ou entreprises privées. Loin de toute idée de défense, de plus en plus loin de toute mission de service public,

loin aussi de toute fonction égalisatrice, le service national n'est plus perçu dans certaines de ses modalités que comme un moyen commode de fournir à des administrations ou à des entreprises une main-d'œuvre à faible coût.

M. Chauveau y voit « le jeu de réseaux de relations personnelles » ou de « filières occultes », quand il ne s'agit pas de « manifestations de clientélisme », dont bénéficient « des jeunes issus de milieux sociaux favorisés et profitant d'une large information, pour échapper aux contraintes jugées excessives du service militaire ».

Le rapporteur n'en condamne pas moins également les inégalités entre recrues au sein même du service militaire, entre le bénéficiaire d'une décision individuelle d'affectation (les appelés détachés dans « des emplois payables » ministériels ou administratifs qui leur valent beaucoup de jours de congé) (2) et le « voyageur forcé » incorporé outre-Rhin ou loin de chez lui (qui

représente parfois jusqu'à 6 % de la clientèle annuelle de la SNCF).

Une autorité unique de gestion

« Un tel service, note M. Chauveau, évolue manifestement vers un rôle de soupape de sécurité, rendu indispensable par la politique actuellement suivie en matière d'effectifs de la fonction publique. » Le ministre de la défense y succombe lorsqu'il envisage d'effectuer des appels à la Caisse nationale de sécurité sociale militaire.

Le député socialiste suggère quelques remèdes. « Le principe, écrit-il, pourrait être de limiter les extensions envisagées des formes civiles du service aux formations encadrées accomplissant des missions touchant à la sécurité. » Il se prononce contre le projet du secrétaire général de la défense nationale (SGDN) de créer « un corps de défense à vocations multiples » dont la mission ne lui paraît pas claire. Il cite, au contraire, en exemples la police ou la gendar-

merie, les unités d'intervention de la sécurité civile, les sapeurs-pompiers (même civils) ou encore des formations de réservistes de la défense dont il faudrait réétudier les tâches et l'organisation.

M. Chauveau préconise aussi de spécialiser des unités militaires dans des actions de formation des jeunes, qui sous la forme de « groupements d'instruction et de travaux » seraient des centres de formation, à statut militaire, travaillant pour le compte des appels de formation générale trop faible ou sans qualification professionnelle.

Outre la lutte globale contre l'illettrisme et pour une meilleure réinsertion professionnelle des jeunes, trois projets concrets pourraient voir le jour en Lorraine (pour les métiers du bâtiment et de l'automobile), en Corse (pour la protection des massifs forestiers, l'agroalimentaire et l'hôtellerie) et dans le nord de la France (dans les métiers du transport et la restauration).

Le rapporteur parlementaire envisage, grâce à une direction centrale du service national renouée et agissant par délégation du premier ministre, la création d'une structure unique de gestion, sous l'autorité directe du ministre de la défense, qui serait chargée de suivre et de contrôler l'affectation et l'emploi de tous les appelés. Devant « la prolifération et la fragmentation » des différentes formes de service national, estime M. Chauveau, « c'est d'abord aux armées qu'il appartient de se servir en premier ». Il faut réduire au minimum indispensable les formes civiles du service national et mettre un terme à l'« émiettement » qualitatif des années.

(1) On a recensé en 1988 environ 2 650 objecteurs de conscience; 1 230 volontaires pour l'aide technique; 2 700 scientifiques du contingent; 3 700 coopérants; 650 volontaires pour un service national en entreprise.

(2) On a enregistré en 1988 environ 20 000 demandes individuelles d'affectation, parmi lesquelles le ministre de la défense, sur intervention, en a autorisé 15 000.

Une œuvre de salubrité publique

par Jacques Isnard

Il y a plus de treize mille « fils d'archevêque » et plus de quinze mille « planqués » dans les armées françaises et leurs services communs, si tant est que l'on puisse évaluer avec précision, chaque année, ce double phénomène — plus ou moins clandestin — d'évasion des élites pendant les douze mois de son temps que chaque Français doit à la défense de son pays. Grosso modo, c'est l'équivalent des effectifs de trois divisions blindées de corps d'armée, quand la France ne peut en aligner que six, au total, dans son dispositif européen.

Le fait que cette situation soit difficile à appréhender par des statistiques n'enlève rien à la réalité d'un phénomène que crée l'exis-

tence même d'un service national tel qu'il est aujourd'hui conçu, avec ses multiples occasions d'évasion des recrues avant leur incorporation.

De ce point de vue, M. Guy-Michel Chauveau a fait œuvre de salubrité publique en décrivant un état des lieux pour mieux le dénoncer. Certains trouveront que le parlementarisme socialiste est mu par la démagogie. D'autres estimeront que la République est décidément bonne fille en tolérant que les futurs cadres de la nation soient aussi ceux qui refusent leur part de responsabilité dans sa sécurité.

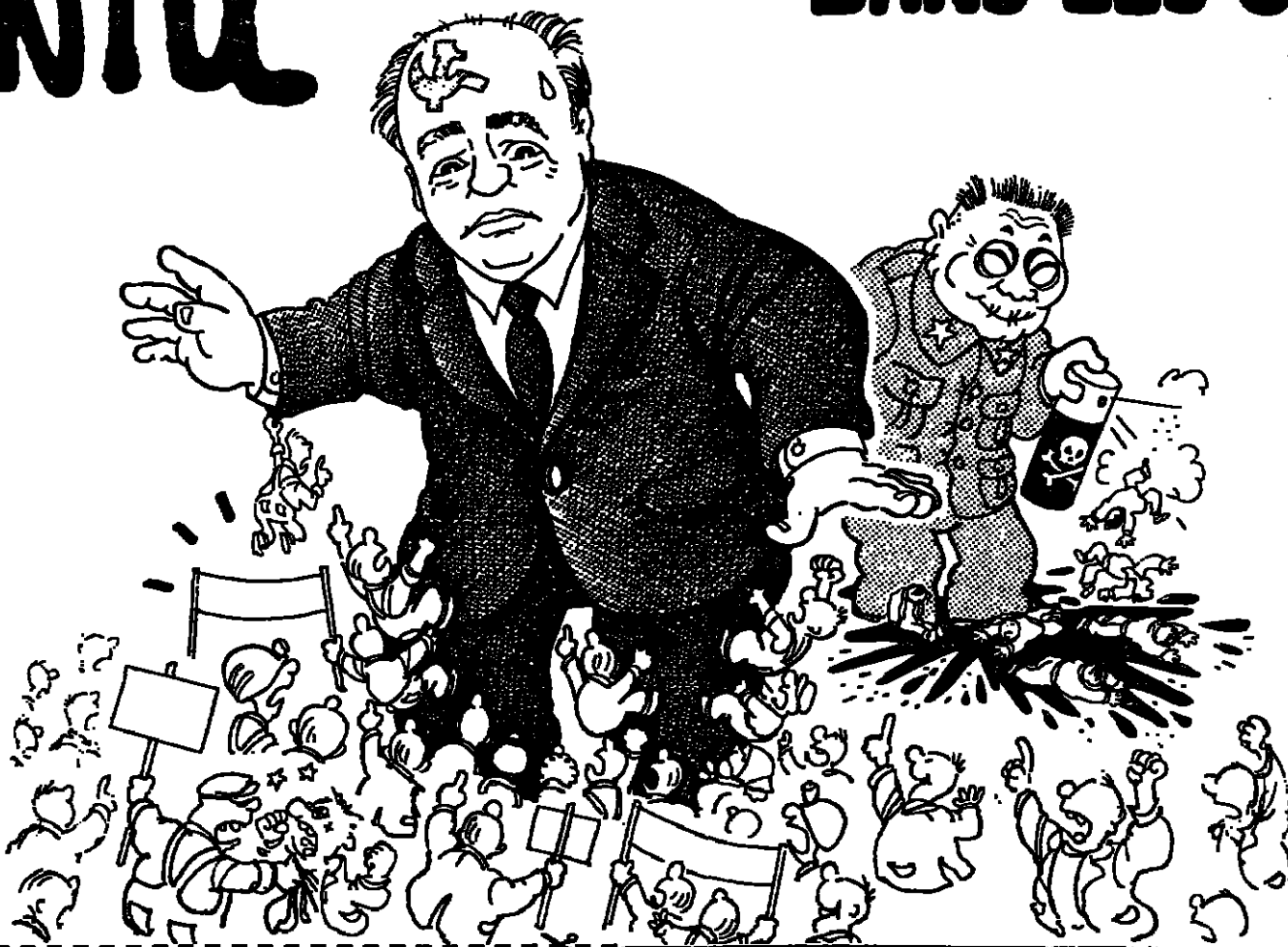
La cause est donc entendue : il y a un service national à plusieurs

vitesse, par les abus de ces formules civiles prises de ceux qui, sans le pratiquer, reprochent au service militaire d'être une école de l'oisiveté. En réalité, la vraie question est de savoir pourquoi le service militaire est devenu ce repoussoir qui fait fuir, par avance, les compétences ou les qualifications dont il a tant besoin, dans le même temps, pour être utile.

Il faut que l'armée balaie devant sa porte et qu'elle prenne conscience des efforts à faire pour rendre attrayant — ce qui ne veut pas dire distrayant — le service, qui fonde son organisation dans un pays dont les plus hauts dirigeants politiques et les élus se sont prononcés, à tort ou à raison, contre l'armée de métier. La

ministère de la défense entend, en novembre, en même temps qu'il présentera un plan de rénovation de la condition des cadres, proposer des mesures de modernisation du service militaire. Elles passeront par un relèvement du prêt, une amélioration de l'état des casernes, l'enrichissement du contenu des activités opérationnelles et de l'instruction, l'attribution de responsabilités accrues aux sergents et aux aspirants du contingent.

En cette circonstance, le gouvernement ne fera pas l'économie d'un nouveau débat entre les partisans de l'armée professionnelle en France, qui gagnent du terrain, et ses adversaires.

Le Monde
PLANTUDES FOURMIS
DANS LES JAMBES

BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 50 F, frais de port inclus = _____ F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à retourner à : Le Monde, service ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

L'ALBUM 89

164 PAGES — 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

Le Monde
DE
L'EDUCATION

Au sommaire du numéro d'octobre :

Enquête

ORTHOGRAPHE : LE D

Réformer l'orthographe ? On en parle depuis... mais répondez avant les partisans de la réforme, c'est déjà... ont répondu aux questions de la revue de l'éducation.

RENTREE 89 : LA RUME SUR

33 000 bacheliers supplémentaires en 1989... prise d'essais. Pourtant, les résultats de l'enseignement ont été... cette rentrée 89 ?

PRATIQUE : DU RIFI DANS

C'est la guerre sur le marché de l'éducation... retrouver dans ce magazine.

CULTURE : LES PERFORMAN

Des cinéastes rattrapés... le cinéma et les enfants.

Numéro d'octobre 1989

ملفات من الأصل

SOCIÉTÉ

La conférence de Montréal sur la sécurité urbaine

Les ravages du crack menacent l'Europe

estiment des responsables américains

Huit cent cinquante délégués de trente-cinq pays participent depuis le 10 octobre, à Montréal, à la première conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain. Elle est organisée par le Forum des collectivités territoriales européennes pour la sécurité urbaine, la Fédération canadienne des municipalités et la confé-

rence des maires des Etats-Unis. Au cours des premières séances de travail, les ravages du crack, cette nouvelle drogue qui se développe aux Etats-Unis, ont été au centre des débats. La nécessité d'une politique de prévention semble, d'autre part, avoir été prise en compte par certains responsables américains jusque-là sceptiques sur son efficacité.

MONTREAL

de notre envoyé spécial

Pour les Français, et plus spécialement, pour M. Gilbert Bonnenalson, maire (PS) d'Epinal-sur-Seine qui, depuis des années, préconise une politique préventive, la rencontre de Montréal, indépendamment de ses résultats, est déjà un beau succès. Voilà ses thèses enfin entendues, sinon reconnues, par ses anciens adversaires, ces Américains qui espéraient résoudre les problèmes posés à leurs cités en déversant dans les rues toujours plus de policiers toujours mieux armés. La cinquantaine de responsables américains — maires, policiers et hauts fonctionnaires municipaux venus à Montréal dans l'espoir d'entrevoir une nouvelle voie — montrent assez qu'il leur a fallu déchanter.

Un seul mot explique les interrogations angoissées des maires américains ainsi que leurs recherches de voies nouvelles : crack. Dans les couloirs de la conférence, en commission comme en séance plénière, les Américains ne parlent que de cette drogue, citant des statistiques dramatiques, redoutant des explosions incontrôlées, mettant en garde les pays encore épargnés. « Le crack a changé la nature même du problème de la drogue aux Etats-Unis (1), a averti le maire de Kansas City, M. Richard Berkley, au cours de la séance inaugurale. Il est bon marché, facile à se procurer, ravageur. Partout où il pénètre, il accélère les phénomènes de désintégration sociale et familiale, augmente la pauvreté, multiplie la violence. Peut-être n'avez-vous pas encore le crack dans votre ville, mais vous

devez vous préparer à l'affronter », a-t-il encore prévenu.

Vision exagérément alarmiste ou diagnostic fondé ? Sollicité par le maire du Canada, M. Pierre Blais, celui-ci a répondu d'une récente rencontre des pays de la zone caribé à propos de la drogue, affirmant qu'il avait constaté partout le « même sens de l'urgence ». Quant à M. Margaret Amest, directeur général du bureau viennois des Nations unies, elle semble partager les craintes américaines en soutenant qu'à cause du crack et de l'héroïne, il « n'existe pas une seule ville qui soit aujourd'hui un havre de paix ».

« Mais que faire alors ? », s'est encore forcé le maire de Kansas City. C'est à chercher des solutions que se consacre depuis mardi la conférence. Quelles que soient les appréciations des uns et des autres sur la réalité de la menace, le crack et les angoisses qu'il suscite auront, au moins, favorisé l'émergence d'un consensus sur la manière de traiter, désormais, la criminalité urbaine, problème global où interviennent le chômage, l'urbanisme, l'absence de formation, les interventions policières et la sanction judiciaire. Et même, selon plusieurs des intervenants, la façon dont la presse réduit la délinquance aux dimensions du fait divers.

GEORGES MARION

(1) Lire à cet égard le reportage de New-York de Corine Lescaz dans le Monde du 3 octobre.

LOISIRS

Le bilan 1989 des parcs est décevant

Pour les grands parcs d'attractions français, le bilan 1989 est plutôt décevant. Trois d'entre eux au moins avouent que leur compte d'exploitation est déficitaire : Astérix, dans l'Oise, malgré ses 1 350 000 visiteurs, Mirapolis, qui n'a pas réussi à dépasser 640 000 clients et Big Bang Schtroumpfs, en Lorraine, dont 750 000 personnes seulement ont franchi les portes et qui doit licencier la moitié

de son personnel. En revanche avec le même nombre de visiteurs, le Futuroscope de Poitiers se dit « satisfait », comme le Center Parc de Verneuil-sur-Avre (Eure), qui ne révèle pas son bilan. Seul l'Aquaboulevard, installé dans le quinzième arrondissement de Paris, affiche un bénéfice d'exploitation qui semble justifié par ses 2 millions de visiteurs, dont 600 000 pour le parc aquatique.

Les confidences d'un général soviétique

MONTREAL

de notre envoyé spécial

Le général Youri Andreievitch Tomachev est catégorique : comme on le dit d'un vin honnête, ses statistiques sont loyales et franches. Publiées l'été dernier dans une revue soviétique et livrées ainsi, pour la première fois, à la curiosité du public, elles témoignaient d'un inquiétant accroissement de la criminalité dans les grands centres urbains de l'URSS. Comment en juger alors que manquent les éléments de comparaison ? La réponse est simple : il convient de faire confiance au camarade général. Si les chiffres de la criminalité étaient jusqu'alors inaccessibles au simple citoyen, ils ne l'étaient pas pour les responsables de la police, et le général Youri Andreievitch Tomachev, numéro deux de la milice moco-

ovite, est payé pour le savoir. parti et ancien patron du KGB, en décida autrement, qui, en 1983, l'appela à Moscou pour « renforcer les cadres de la milice » et lui attribuer au passage l'étoile de général liée à ses nouvelles fonctions.

Aujourd'hui âgé de cinquante et un ans, le général doit faire face à une toute nouvelle réalité. « Notre criminalité est liée à la réforme économique, à la perestroïka, assure-t-il. La pénurie favorise le vol et la spéculation. Les coopératives privées que la loi autorise désormais ont aggravé la situation. Elles devaient dynamiser le marché, en réalité elles sont devenues un intermédiaire supplémentaire, reliant une partie de la production des usines pour la revendre à ses propres conditions. » La pénurie n'est-elle pas une donnée permanente de la vie soviétique ? « Aujourd'hui la situation est plus grave encore, suscitant une délinquance inconnue jusqu'alors », assure crûment le général.

Délinquance juvénile

Certes, Moscou n'est pas devenue pour autant une gigantesque cour des miracles, mais, reconnaît le général Tomachev, « nous avons récemment démantelé quelque cent cinquante bandes qui se livraient au racket ; nous nous efforçons à des trafiquants de drogue, aux réseaux de prostitution, à des trafics en tout genre et à des attaques à main armée. » Et même à des preneurs d'otages, puisque, selon la police soviétique, le marchand de tableaux français d'origine arménienne disparu il y a quelques mois à Moscou serait aux mains de malfaiteurs

qui attendent une rançon : « Nous savons que sa famille de Paris a été approchée par téléphone. On leur a proposé un marché. Cette enquête est difficile. Les faits sont survenus dans un milieu où personne ne veut parler. Le monde des marchands de tableaux est un univers où l'on ne parle qu'en devises. »

Mais le pire paraît bien être la délinquance des jeunes. « En un an, celle-ci a doublé à Moscou ; 58 % des crimes et délits commis dans tout le pays sont perpétrés par des jeunes de quatorze à vingt-neuf ans, mais 10 % le sont par des mineurs âgés de moins de dix-huit ans. » Comment expliquer ces chiffres jusque-là insoupçonnés ? « En voulant régler les grands problèmes économiques, nous avons laissé notre jeunesse sur le bord de la route. »

Le général Tomachev le reconnaît : il se bat sur tous les fronts à la fois, avec des troupes, mal payées, mal équipées et mal formées. « Nous venons de décider d'augmenter le salaire des policiers, et nous avons enfin touché des crédits pour acheter à l'étranger du matériel de transmission et de laboratoire, révèle-t-il. Mais nous avons aussi dû licencier deux mille policiers moco-

G. M.

DES FOURMIS
NS LES JAMBES

Le Monde DE L'EDUCATION

Au sommaire du numéro d'octobre :

Enquête

ORTHOGRAPHE : LE DOSSIER DU DEBAT

Réformer l'orthographe ? On en parle depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui, la polémique rebondit entre les partisans et les ennemis d'une simplification. Plusieurs pays, déjà, ont rajeuni leur langue écrite ; la France suivra-t-elle ? A l'heure où les passions se déchaînent, le Monde de l'éducation présente les vrais enjeux du débat.

RENTREE 89 : LA RUÉE SUR LES UNIVERSITÉS

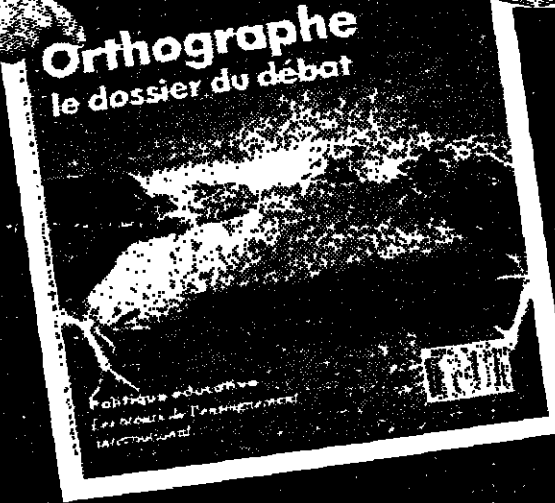
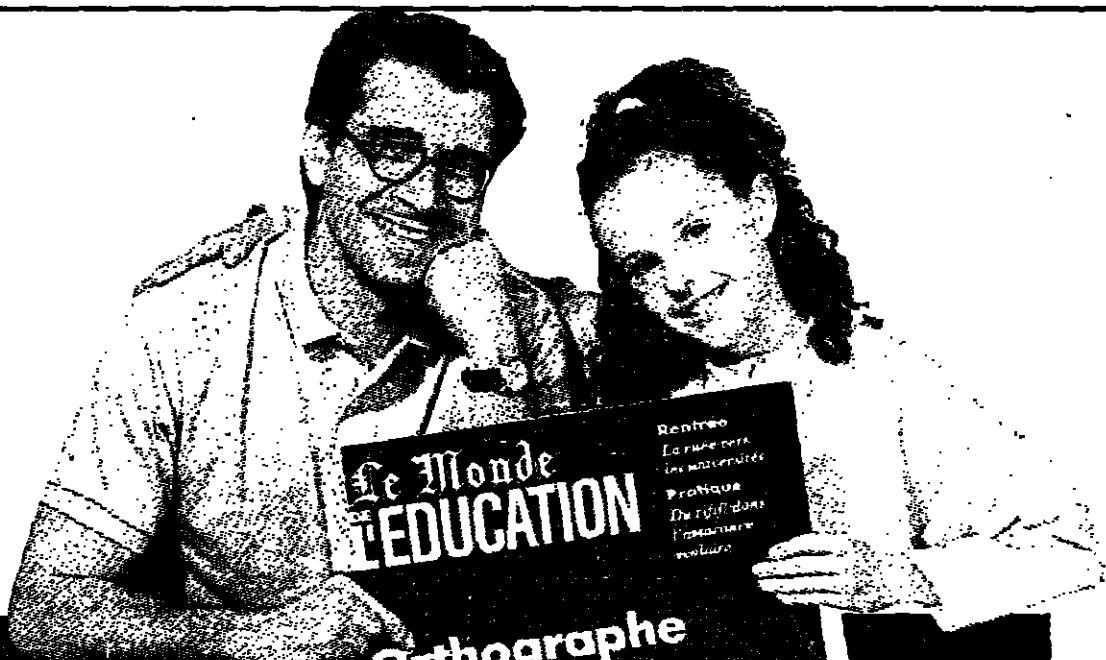
33 000 bacheliers supplémentaires en 1989 : les universités s'attendent à être prises d'assaut. Pourtant leurs capacités d'accueil restent limitées. Un réel effort d'amélioration est entrepris mais suffira-t-il à écarter les dangers qui pèsent sur cette rentrée 89 ?

PRATIQUE : DU RIFI DANS L'ASSURANCE SCOLAIRE

C'est la guerre sur le marché de l'assurance scolaire. Le Monde de l'éducation vous aide à vous retrouver dans ce maquis.

CULTURE : LES PERFORMANCES DES ENFANTS ACTEURS

Des cinéastes racontent leur expérience des enfants acteurs. A lire d'urgence par tous ceux qui aiment le cinéma et les enfants.



Le Monde
DE
L'EDUCATION
POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS
POUR PREPARER LEUR AVENIR

Numéro d'octobre 1989 - En vente chez votre marchand de journaux. 17 F

L'ALBUM 89
PAGES - 700 DESSINS

de ses meilleurs dessinateurs

SOCIÉTÉ

A Montfermeil (Seine-Saint-Denis)

Un maire soucieux d'« équilibre sociologique »

Le maire refuse de subventionner des écoles qui, selon lui, accueillent trop d'enfants d'immigrés.

« Pierre Bernard a fait ça pour qu'on parle de lui. » C'est habitant du quartier résidentiel de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) ne croit donc pas à la dernière décision du maire (divers droite) de couper les crédits aux deux écoles maternelles de la cité des Bosquets, où logent 95 % d'immigrés. Et l'entraîne à expliquer « la philosophie de l'affaire » aux journalistes renforcés encore l'impression de coup médiatique.

Le maire de Montfermeil refuse, depuis 1985, d'inscrire les enfants d'immigrés nouvellement arrivés dans ses écoles maternelles. Il a franchi un nouveau pas, le 4 octobre, en indiquant, par lettre, aux directrices des établissements Victor-Hugo et Jean-Baptiste Clément, M^{me} Nicole Erhani et Marie-Thérèse Dulas, qu'il ne les « considère plus, ni elles ni leurs établissements, comme service public de la ville » (le Monde du 12 octobre). M. Bernard menace donc de leur retirer, dès le 6 novembre, les services de cantine, de chauffage, de femmes de ménage et les

crédits de fonctionnement indispensables. Ancien militaire de carrière, M. Bernard a adopté ces mesures radicales en apprenant, dit-il, que l'inspecteur d'académie avait autorisé l'inscription de cinquante petits immigrés supplémentaires dans ces deux écoles, qui accueillent plus de cinq cents enfants au total. « Il ne peut pas y avoir deux patrons dans la même maison », s'écrit le maire ; dès lors que cet inspecteur s'arroge le droit d'inscrire ces enfants, qu'il s'occupe aussi de l'entretien de ces écoles.

Bien qu'il affirme l'ignorer, la loi du 11 juillet 1975 n'accorde au maire aucun pouvoir d'appréciation en ce qui concerne l'inscription des enfants, sa seule compétence étant de les répartir dans les écoles. C'est pourquoi, depuis la rentrée scolaire de 1988 et les interventions successives du collectif Ecole-Immigration (1), le préfet de Seine-Saint-Denis use de son pouvoir de substitution pour permettre l'inscription des enfants refusés illégalement par les services municipaux. Cela représente « un travail de fou pour retrouver ces enfants refoulés », raconte M^{me} Michelle Gazal, membre du collectif, enseignante aux Bosquets

depuis douze ans. En toile de fond de ce conflit se profile, avant tout, le grand projet du maire de rénover la cité délabrée qui concentre sur un vingtième du territoire de la commune le tiers de ses vingt-cinq mille habitants. Les Bosquets — une dizaine d'immeubles-barres laissés à l'abandon depuis leur construction en 1965 — tranchent singulièrement, il est vrai, avec le reste de la commune, constitué de coquets pavillons et de jardins bien entretenus.

« Cité-poubelle » Fort du soutien de ses administrés qui l'ont réélu dès le premier tour avec 52,26 % des voix, M. Bernard s'est attaqué depuis 1983 à ce problème dans le but, selon lui, « d'avoir une école qui ne peut pas encore écrire », de « rééquilibrer sociologiquement » la population des Bosquets, c'est-à-dire d'inverser à terme dans cette cité le rapport Français-étrangers. A cet effet, il demande, en vain, depuis cinq ans, « la signature d'une convention entre la ville et l'Office départemental HLM (propriétaire de la majorité des appartements), permettant à la ville de sa prononcer sur l'attribution des appartements ».

La cité des Bosquets « mérite aujourd'hui », affirme le maire de Montfermeil, son qualificatif de poubelle et de pot de chambre de la Seine-Saint-Denis » et il accuse, ni plus ni moins, l'Office départemental de HLM, présidé par M. Jacques Gonzalez, conseiller général (PC) du Bourget, « d'y mettre toutes les familles lourdes socialement ». « Quand on sait que les familles africaines ont en moyenne sept enfants et que les familles maghrébines en ont cinq, rien d'étonnant à ce qu'on trouve jusqu'à trente-quatre locataires dans un F4 », précise M. Bernard, qui se défend d'être raciste. Ce catholique convaincu a, en tout cas, la conviction d'œuvrer pour « la dignité humaine » en demandant que les immigrés soient « répartis de la façon la plus loyale et la plus juste sur l'ensemble du territoire national ». De bonnes intentions qui ne l'avaient pas empêché d'être condamné, pour discrimination raciale, à 10 000 francs d'amende, en février 1988, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE
(1) Ce collectif Ecole-Immigration regroupe notamment des militants du SGEN-CFDT, du SOS-Racisme et des parents d'élèves de la FCPE.

FAITS DIVERS

Les enquêteurs ne disposent d'aucun élément sérieux pour expliquer la disparition du général Favreau

Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Libourne et l'enquête confiée au Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Bordeaux après la disparition, le samedi 7 octobre, de l'ancien gouverneur militaire de Paris, le général Jean Favreau, soixante-douze ans.

La dernière personne à avoir vu le général Favreau est son épouse, elle-même ancienne militaire, qui, devant partir samedi matin par le train pour se rendre à un congrès à Montblanc, fut conduite à la gare de Libourne par son mari. Après l'avoir déposé à 6 h 30, le général Favreau aurait dit, ainsi qu'il l'avait indiqué à sa femme, regagner immédiatement, au volant de sa Mercedes verte, la résidence secondaire que le couple possède à Saint-Denis-de-Piles, à une dizaine de kilomètres. Or, semble-t-il, l'ancien gouverneur militaire de Paris n'est jamais arrivé à Saint-Denis et c'est seulement samedi soir que l'alerte fut donnée, son épouse ayant vainement cherché à le joindre par téléphone. Un voisin devait constater que la maison était restée ouverte, lumières allumées.

A partir de là, les recherches entreprises par les gendarmes et la police sont restées vaines malgré une exploration systématique de la route qu'aurait dû emprunter à son retour le général, mais aussi des petits chemins avoisinants, des ruisseaux et des berges de la Dordogne.

Toutes les hypothèses ont, depuis, été envisagées par les enquêteurs qui, se fondant sur les témoignages de proches ont, semble-t-il, écarté très vite celle d'une disparition volontaire pour ne retenir que la possibilité d'un accident, d'une agression, voire d'un enlèvement. Mais selon différentes sources, jusqu'au matin 12 octobre, aucune de ces thèses n'était privilégiée. Dans un appel téléphonique passé à l'agence parisienne du journal Sud-Ouest mercredi en début d'après-midi, un correspondant anonyme, se réclamant d'Action directe, a revendiqué l'enlèvement du général Favreau au nom du mouvement terroriste. Cette piste est examinée avec le plus grand scepticisme par les enquêteurs du SRPJ de Bordeaux.

Loin des secrets militaires

Une autre possibilité est envisagée par les policiers, celle d'une agression commise par des pirates de la route. La voiture du général aurait été, en effet, aperçue par une patrouille de police vers 2 heures du matin mercredi sur un quai de Bordeaux. Deux hommes se trouvaient, semble-t-il, à bord, discutant avec des prostituées et auraient pris la fuite en apercevant le véhicule des policiers. Cette information n'était cependant pas confirmée jeudi matin.

Au-delà, la personnalité du général Favreau ne pourrait guère expliquer un enlèvement lié à ses anciennes fonctions. C'est en effet, en juillet 1977 que le général Favreau a quitté l'armée active, avec le rang de général d'armée (implication qu'il pourrait être appelé à tout âge par le gouvernement à ses circonstances l'exigent) et après avoir occupé, durant deux ans, la fonction de gouverneur militaire de Paris et commandant la première région militaire.

Officier de l'arme du génie, Jean Favreau a servi en Indochine et en Algérie où, notamment, il a travaillé avec le grade de commandant, à l'état-major du corps d'armée d'Alger, puis à celui d'Oran pendant les années difficiles, entre 1959 et 1961, où nombre d'officiers complétaient contre général De Gaulle. Il ne se laissera pas entraîner par la séduction. En 1963, il rejoint sa spécialité d'origine, et est affecté à la direction centrale du génie, puis en Allemagne. Il commandera l'Ecole d'application du génie, à Angers, avant d'être nommé, avec le grade de général de division, inspecteur de l'arme.

A la tête de la région militaire de Paris, qui est une fonction dont le titulaire conserve beaucoup de temps aux cérémonies officielles loin des secrets militaires, le général Favreau s'est engagé personnellement dans la lutte pour remettre dans le rang les sinistrés les plus virulents des « comités de salut » qui, à l'époque, menaient campagne pour la libéralisation du service militaire.

SPORTS

JUDO : championnats du monde

Fabien Cannu double la mise

Vainqueur du Néerlandais Spuykers (décision) en finale des championnats du monde des 88 kg, mercredi 11 octobre à Belgrade, Fabien Cannu a réussi une première dans le judo masculin français : il a remporté pour la deuxième fois consécutive le titre.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

La légende naissante de Fabien Cannu veut que celui-ci ait failli passer à côté de sa carrière de judoka, l'encadrement fédéral le croyant pas en possession de qualités qui font un champion. Pourtant, c'est bien ce même Fabien Cannu, né en 1960 à Saint-Valéry-en-Caux, qui a réalisé, mercredi 11 octobre, ce qu'aucun des trois précédents champions du monde français, Jean-Luc Rougé, Thierry Rey et Bernard Teboullouyan n'avait réussi : conserver un titre mondial. Cannu est un phénomène sportif-médiatique. Il est également un phénomène public. Figure emblématique de son sport en France, il incarne le judo, comme Jean-François Lamour personnifie aujourd'hui l'escrime française. Le titre olympique de Marc Alexandre (moins de 71 kg), son grand copain, n'y change rien.

Les raisons de cette position particulière de Fabien Cannu au sein de son sport sont évidentes : ouverture d'esprit, recherche des contacts, facilité d'écoute et « look » au goût du jour. « Dans des sports de faible audience, comme les nôtres, on juge plus l'homme que le sportif, estime l'intéressé. Le seul moyen de toucher un public plus important est d'avoir une tête d'affiche et de la mettre au maximum en avant. Avant moi, Jean-Luc Rougé ou Thierry Rey ont déjà su communiquer autour de leurs performances et se construire une réputation. »

Créé ou relayé par les médias, le phénomène Cannu repose sur un homme qui joue parfaitement le jeu, tout en ne nourrissant aucune illusion. « Les retombées médiatiques, c'est grisant, ça fait plaisir, mais c'est un exercice très narcissique, dit-il. Avec ses dangers : ou risque de se mettre à court derrière cela plus que derrière la performance, comme cela semble à la mode actuellement dans le sport français, ou de dériver vers les propos à controverse ou à scandale. »

Le profil du Normand, aujourd'hui âgé de vingt-neuf ans, devrait fatalement intéresser les entreprises. Après son titre mondial de 1987, Fabien Cannu a noué des contacts avec plusieurs d'entre elles, avant d'être embauché début 1988 au service communication du Crédit lyonnais.

GILLES VAN KOTE

FOOTBALL : la France bat l'Ecosse (3-0)

La victoire ne mène pas à Rome

Ecosse (2-0) et en Yougoslavie (3-2), ne mérite pas un tel honneur.

Reclames chroniques ?

Reste ce succès, qui ne reflète certainement pas le véritable écart entre les deux équipes. Sans une part de chance (un tir écossais a frappé sur la barre en première période), les joueurs de Platini, bien que très généreux dans l'effort (ils ont joué à dix après l'expulsion d'Eric Di Meco à la 57^e minute), n'auraient sans doute pas pu inscrire trois buts par le Nantais Didier Deschamps (26^e minute), le Montpelliérain Eric Cantona (63^e) et le Bordelais Jean-Philippe Durand (90^e, sur un tir détourné par un défenseur britannique). Michel Platini le reconnaît lui-même lorsqu'il souligne que son équipe « a gagné avec le cœur » plus qu'avec le talent, avant d'ajouter : « La tout est maintenant d'aller le cœur et la qualité ; alors nous comptons peut-être des jours plus roses. »

L'Angleterre et ses supporters qualifiés

L'Angleterre disputera la prochaine Coupe du monde de football en Italie. La nouvelle était attendue. Elle est officielle depuis le match nul (0-0) obtenu, mercredi 11 octobre, par les Anglais à Katowice contre la Pologne. Cette qualification est parfaitement méritée du strict point de vue sportif. Mais les policiers italiens se préparent d'ores et déjà à disputer le plus serré des matches contre les supporters anglais.

Entre dix et quinze mille d'entre eux devraient rallier la péninsule en juin et juillet 1990. Les organisateurs ont beau répéter que toutes les dispositions seront prises en matière de sécurité, assurer que les places ne seront vendues qu'à des spectateurs justifiant de leur identité, ou bien encore envisager de faire jouer la sélection anglaise en Sicile ou en Sardaigne, rien n'y fait : l'inquiétude monte.

Bien que tous les supporters anglais ne soient pas des casseurs, loin de là, tout porte à croire de sérieux incidents lors de cette compétition. Trois raisons à cela. D'abord, en dépit de mesures de sécurité draconiennes, le « hooliganisme » sévit toujours en Angleterre, prouvant ainsi la profondeur de ses racines dans

la société britannique. Ensuite, les supporters de l'équipe nationale sont traditionnellement très violents. A tel point que, depuis quelques années, nombre de spectateurs « normaux » ne suivent plus la sélection. Les seuls jeunes gens qui voyagent encore dans le sillage des équipes sont désormais les « ultras brilles » de clubs comme Chelsea, Leeds, West Ham ou Millwall, généralement sympathisants d'extrême droite. Enfin, quel que soit l'endroit où ils se déplacent, les Anglais se heurtent aux casseurs locaux trop heureux de compléter leur « palmarès » face à d'autres prestigieux « modèles » (des supporters polonais ont ainsi tenté de provoquer des affrontements mercredi soir).

En Italie, certains groupes de supporters extrémistes (le Monde du 5 octobre) attendent sans doute avec impatience la venue de leurs homologues d'outre-Manche. Sans parler du pays comme les Pays-Bas ou la RFA qui attirent également des supporters volontiers « turbulents ». Pour toutes ces raisons, le Mondiale italien sera avant tout placé sous le signe de la sécurité.

Ph. Br.

Les résultats

FOOTBALL

Coupe du monde
Eliminatoires zone européenne
Groupe B
France h. Ecosse 3-0
Yougoslavie h. Norvège 1-0
La Yougoslavie est qualifiée.

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des rallyes
San Remo (Italie)
L'italien Massimo Biasion (Lancia Martini 16v), champion du monde en titre est arrivé en vainqueur jeudi 12 octobre à San Remo, terme de la quatrième et dernière étape du rallye d'Italie.
Rallye des pharaons
Le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 406 turbo 16) a remporté, mercredi 11 octobre, pour la troisième fois consécutive le raid tout-terrain des pharaons (Egypte). Il précède deux autres voitures de constructeurs français, la 406 du Saïga lucky lot et la 206 de Michelle Mouton. En catégorie moto, la victoire revient à l'italien Alessandro De Pae (Capelle-Estefani), devant son équipier Eddy Orioli et l'espagnol Carlos Mas (Yamaha XT-600).

JUDO

Championnat du monde à Belgrade (Yougoslavie)
Dames : moins de 72 kilos. — 1. Ingrid Bergsmo (Sué.) ; 2. Yoko Tanabe (Jap.) ; 3. Aline Barthelet (Fra.).
Messieurs : moins de 88 kilos. — 1. Fabien Cannu (Fra.) ; 2. Nils Spjethers (Nor.) ; 3. Loharstein (RDA) ; Freudenberg (RFA).
Moins de 95 kilos. — 1. Kabe Kourimada (URSS) ; 2. Odygine Balmyan (Mongolie) ; 3. Robert Van de Walle (Bel.) et Marc Meiling (RFA).

UN HOMME POUR L'ÉTERNITÉ
THOMAS MORE : SON SECRET

L'UTOPIE

ORIGINAL INTÉGRAL. Quatrième et traduit par André Prévost, docteur en lettres, lauréat de l'Académie française. Biographie, Tableaux, Index. Questions annexes. 700 pages.

UNE ÉDITION D'ART : papier à l'antique, reliure de luxe, titres or, Toile de lin chiffonnée. Signet. Sous-décor. Portrait de MORE en couleurs par Holbein. 18 x 24.

LE LIVRE À OFFRIR : l'Utopie de Thomas More, même édition, en Brieux SCS, 106, rue du Bac, Paris 7^e.

PAR POSTE : COMMANDE à A. Prévost : 250 F francs. CCP 1462-612 Lille ou chèque bancaire ou postale en francs français, 15, avenue des Fleurs, 59110 Le Madeleine. Livré par retour. Emballage à toute épreuve. Pour envoi en recommandé, ajouter 20 F.

Déclasse au demandeur - Tél. : 20-25-20-16.

مكتبة الامم المتحدة

AGENDA

JEUDI 12 OCTOBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

EMILE ALLAUD. Galerie des dessins d'architecture. Ccl. Jusqu'au 15 janvier 1990.

COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE, MINAM. Grande salle-avant-sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

ALFRED COURMES. Sella d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 22 octobre.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3^e et 4^e étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre 1989.

L'ETRANGERE UNIVERS DE CARLO MOLINO. Galerie du Ccl. Jusqu'au 29 janvier 1990.

L'EUROPE DE GONFRODDO PARISE. Galerie du forum et petit foyer. Jusqu'au 13 novembre.

INVENTAIRE 85. Atelier des enfants. Jusqu'au 6 décembre.

L'INVENTION D'UN ART. 150^e anniversaire de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Du 12 octobre au 1^{er} janvier 1990.

WORLD PRESS PHOTO 1989. Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 13 novembre.

Musée d'Orsay

Qual Aristotele-Franca (40-48-48-14). Mer., ven., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, sam., dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'INVENTION D'UN REGARD (1839-1918) : CENT CINQUANTE ANS DE LA PHOTOGRAPHIE, XIX^e siècle. Entrée : 20 F (billet jumelé exposition-musée : 32 F). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30.

HISTOIRES DE MUSÉE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 novembre.

MAM JUNE PAIK. Le fée électronique. Jusqu'au 5 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES. Galerie nationale (42-89-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F, sam. : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

LES ENVOIS DE JACQUES LANTIER. Cent photographies en noir et blanc de 1804 à 1944. Galerie nationale. T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

FIAC 1989. (42-25-96-00). T.J. de 12 h à 19 h 30, sam. et dim. de 10 h à 18 h 30, nocturne jeudi 12 octobre jusqu'à 23 h. Entrée : 45 F, visites commentées : 40 F. Jusqu'au 18 octobre.

MUSÉES

1789 : LE PATRIMOINE LIBÉRÉ. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-28). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 octobre.

LES AMÉRICAINS DE CLAUDE LEVI-STRAUSS. Musée de l'Homme, palais de Chevalier, place du Trocadéro (46-37-60-00). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F, 25 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 24 avril 1990.

SEILINE : ARCHITECTURE ET UTOPIE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

LES BREITONS ET DIEU. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F (grat. d'entrée du musée). 9 F dim. jusqu'au 31 décembre.

SCOTT BURTON. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.

PARIS EN VISITES

VENREDI 13 OCTOBRE

« Versailles : la comtesse de Provence à Montreuil, la galerie du début de son règne », 14 h 30, entrée du parc Chauchard, 111, avenue de Paris (Office de tourisme).

« Salons de l'hôtel de Launay », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Mme Cases).

« De l'église Saint-Germain l'Auxerrois à la tour Saint-Jacques », 14 h 30, sortie métro Louvre (Arts et Sciences).

« Jardins et cités d'artistes à la Gai-Éclair », 14 h 30, métro Gai-Éclair (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Décors du Palais de justice et tribunal des flagrants délits », 14 h 30, métro Châteauneuf (C.A. Messier).

« Les salons de la Folie Saint-James, son jardin anglais et ses grottes », 14 h 45, métro Pont-de-Neuilly, sortie rue du Château-Lampro de poche (M. Benesset).

« Mystérieuse symbolique de Notre-Dame de Paris. Frano-maçonnerie, cos-

mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 26 novembre.

DI MARCO, REPORTER-ILLUSTRATEUR OU LE FAIT DIVERS A LA UNE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-66-60-17). T.J. et dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

L'EUROPE DES GRANDS MAÎTRES. Musée du Louvre, galerie d'Orléans, 101, rue de la Harpe (45-33-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 12 novembre.

HOMMAGE AU MAÎTRE UNG-HO LEE. Sécoul 1904 - Paris 1989. Musée Cernuschi, 7, av. Vélazquez (45-63-60-76). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 novembre.

JE SUIS LE CAHIER : LES CARNETS DE PICASSO. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-19-21). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

MARIN-MARE. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-51-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 novembre.

MÉTAL, HOMMES ET DIEUX. Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-64-28). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier.

LE PAÏN DE L'ÉGALITÉ. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-97-68). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 28 octobre.

LE RÔLE DES SCIENTIFIQUES PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. Palais de la Découverte, belcon de la salle 5, av. Franklin-Roosevelt (43-59-19-21). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS 1945 - 1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (45-33-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 janvier.

SILLAGES MÉRIDIONAIS. La vie maritime dans l'art des Pays-Bas. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-51-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Du 12 octobre au 2 janvier 1990.

LES SIÈCLES D'OR DE LA MÉDECINE. Palais des Arts - XVIII^e. Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-14-41). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 décembre.

SOUS LES PAVÉS, LA BASTILLE. Archéologie d'un mythe révolutionnaire. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (40-39-32-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Du 12 octobre au 7 janvier 1990.

JEAN-PIERRE SUDRE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs - 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 4 novembre.

LA TOUR EIFFEL. Photographies d'André Météz, Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

JOËL-PETER WITKIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

BORIS ZABOROV. Un certain usage de la photographie. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

LA BASTILLE A VRAIMENT DU GÉNIE. 82 ateliers d'artistes ouverts au public. La Maison de la Bastille (lieu d'accueil), 3, boulevard Beaumarchais. Du 13 octobre au 17 octobre.

BERTHOULE. Galerie Lucie Weil - Seilignem, 6, rue Bonaparte (43-64-71-95). Jusqu'au 10 novembre.

GIAMME BERTINI. Galerie la Poche, 11, rue Guénégaud (43-54-93-03). Jusqu'au 28 octobre.

MERSEM BOURGELA. Galerie Keller, 16, rue de la Boétie (47-00-41-47). Jusqu'au 8 novembre.

JEAN-FRANÇOIS BRIANT. Espace et Toiles, 55-57, rue de Montpensier (43-22-72-77). Jusqu'au 28 octobre.

COLETTE BRUNSCHWIG KALLOS. Anna Brunon, Elzbieta Violet, Galerie Nana Stern, 28, rue de Châteauneuf (40-66-78-64). Jusqu'au 4 novembre.

PIERRE BURAGLIO. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Du 14 octobre au 18 octobre.

JAMES LEE BYARS. Galerie de France, 62, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 23 octobre.

DENIS CASTELLAS. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Braque (48-04-88-88). Jusqu'au 10 novembre.

CENTENAIRE DE JEAN COCTEAU. Galerie de France, 62, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 23 octobre.

PIERRE COLLIN. Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 10 novembre.

RICHARD CONTE. Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grande-Augustins (48-33-52-45). Jusqu'au 8 novembre.

FANNY DARNAT. Galerie Haïfa et Printemps, 33, rue du Dragon (42-22-86-18). Du 17 octobre au 13 novembre.

ALEXANDRE DELAY. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 5 novembre.

ERIK DIETMANN. Galerie Claudine Papiillon, 59, rue de Turenne (40-28-88-80). Jusqu'au 14 octobre.

DIETRICH-MOHR. Galerie Bellini, 28 bis, bd Saint-Germain (42-78-01-91). Jusqu'au 21 octobre.

BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE - PREMIERS VOLUMES.

Les vingt projets de concours internationaux d'architecture, Institut français d'architecture, galerie d'actualité, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

LENA CRONQVIST. Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 12 octobre au 27 octobre.

DANIEL DEZUZE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (45-83-90-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 29 octobre.

EGYPTE - EGYPTE. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

MAURICE EXELL. Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 novembre.

RAFA FERNANDEZ, JOSÉ SANCHO, J. DERRIER. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-80). T.J. et mar. de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

TORWENY LARSSON. Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 novembre.

LIBAN : LE REGARD DES PÉRIPIÈRES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 5 novembre.

MAGNELL. Thèmes et variations. Chapelle de la Sorbonne, place du bonnet, T.J. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 28 octobre.

VERA MOLNAR. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

RENE-JACQUES. Un illustrateur contemporain. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

GUSTAVE SERRURER BOVY. Centre Walton-Brunelleschi, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-16). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 octobre.

LE VERRE GRANDIEUR NATURE. Carrière des Arts, Paris Nord de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-65-73-92). T.J. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 30 décembre.

LA VIE DE LA FRANCE FRANCO-ECOSSE. Fondation Marmont, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} novembre du 10 h à 19 h. Du 12 octobre au 2 décembre.

LIVIA ANTE. Galerie le Cheval de sabie, 17, rue François-Miron (48-87-19-67). Du 17 octobre au 7 novembre.

ARCHÉOLOGIE ORIENTALE. Monographies et brochures de W. De Chan, Galerie Jacques Barère, 36, rue Mazarine (43-26-57-61). Jusqu'au 30 novembre.

FAREED ARMAVY. Galerie Sylvane Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 octobre.

GENEVIÈVE ASSE. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 10 novembre.

ARMAND AVRIL. Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 28 octobre.

IDA BARBARO. L'Atelier Lambert, 62, rue de la Boétie (45-63-51-62). Jusqu'au 18 novembre.

LA BASTILLE A VRAIMENT DU GÉNIE. 82 ateliers d'artistes ouverts au public. La Maison de la Bastille (lieu d'accueil), 3, boulevard Beaumarchais. Du 13 octobre au 17 octobre.

BERTHOULE. Galerie Lucie Weil - Seilignem, 6, rue Bonaparte (43-64-71-95). Jusqu'au 10 novembre.

GIAMME BERTINI. Galerie la Poche, 11, rue Guénégaud (43-54-93-03). Jusqu'au 28 octobre.

MERSEM BOURGELA. Galerie Keller, 16, rue de la Boétie (47-00-41-47). Jusqu'au 8 novembre.

JEAN-FRANÇOIS BRIANT. Espace et Toiles, 55-57, rue de Montpensier (43-22-72-77). Jusqu'au 28 octobre.

COLETTE BRUNSCHWIG KALLOS. Anna Brunon, Elzbieta Violet, Galerie Nana Stern, 28, rue de Châteauneuf (40-66-78-64). Jusqu'au 4 novembre.

PIERRE BURAGLIO. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Du 14 octobre au 18 octobre.

JAMES LEE BYARS. Galerie de France, 62, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 23 octobre.

DENIS CASTELLAS. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Braque (48-04-88-88). Jusqu'au 10 novembre.

CENTENAIRE DE JEAN COCTEAU. Galerie de France, 62, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 23 octobre.

PIERRE COLLIN. Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 10 novembre.

RICHARD CONTE. Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grande-Augustins (48-33-52-45). Jusqu'au 8 novembre.

FANNY DARNAT. Galerie Haïfa et Printemps, 33, rue du Dragon (42-22-86-18). Du 17 octobre au 13 novembre.

ALEXANDRE DELAY. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 5 novembre.

ERIK DIETMANN. Galerie Claudine Papiillon, 59, rue de Turenne (40-28-88-80). Jusqu'au 14 octobre.

DIETRICH-MOHR. Galerie Bellini, 28 bis, bd Saint-Germain (42-78-01-91). Jusqu'au 21 octobre.

DIX ŒUVRES MAJEURES DE L'ART ABSTRAIT DES ANNÉES CINQUANTE.

Galerie Prazan Fitoussi, 25, rue Guénégaud (48-34-77-81). Jusqu'au 18 novembre.

JRI DOKOUP. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lord (48-04-34-40). Jusqu'au 14 octobre.

PIERO DORAZIO. Couleurs - Ismères. Galerie Artcurial, 8, av. Matisson (42-89-16-18). Du 17 octobre au 10 novembre.

DUCHAMP, MAR RAY, PICASSO. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 23 novembre.

ESPAGNE - ARTE ABSTRACTO 1960-1985. Galerie Artcurial, 8, av. Matisson (42-89-16-18). Jusqu'au 10 novembre.

ESPAGNE I. Galerie Urban, 22, av. Matisson (42-85-21-34). Jusqu'au 11 novembre.

EXPOSITION INTERNATIONALE CONTRE LE SIDA. Musée de l'art russe contemporain, galerie Marie-Thérèse Cochin, 49, rue Quincampoix (48-04-94-18). Jusqu'au 21 octobre.

FAUVISME ET EXPRESSIONNISME DANS LA GRAVURE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE. Au début du siècle. Galerie Berggren, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'au 15 novembre.

GERGE FERAT. Galerie Michèle Heyraud, 7, rue Quincampoix (48-87-02-08). Jusqu'au 21 octobre.

FERS. De Goussier à Tony Cragg. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 10 novembre.

FIGURES ET MASQUES. Tableaux contemporains, arts primitifs. Galerie Vanusen, 134, rue du Faubourg-Saint-Honoré (43-59-72-18). Jusqu'au 4 novembre.

RAYMONDE GODIN. Galerie Laif Stabile, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 28 octobre.

GETZ. Galerie l'Est d'Art, 4, rue Campagne-Première (43-20-95-86). Jusqu'au 31 octobre / Galerie Artus, 31, rue Guénégaud (43-28-92-43). Jusqu'au 21 octobre.

PAUL GRAHAM. Galerie Claire Bureau, 30-32, rue de Lappe (43-55-38-90). Jusqu'au 31 octobre.

ALAIN GRAU. Galerie Peinture fraîche, 28, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 28 octobre.

RAFAËL GRAY. Galerie du Jour Agnès, 8, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 14 octobre.

MARCEL GROMAIRE. Cinquante années de dessins (1917-1985). Galerie de la Présidence, 80, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-48-80). Du 12 octobre au 30 novembre.

HANS HARTUNG. Galerie Patricia Trigen, 4, rue des Beaux-Arts (48-34-15-01). Jusqu'au 18 novembre.

JEAN HELJON. Galerie Alain Roncar, 16, rue de Seine (43-29-63-93). Jusqu'au 28 octobre.

MAI. Galerie Solis, 10, rue de Seine (43-26-36-54). Jusqu'au 28 octobre.

LEE JAFFE. Galerie Georges Lavrov, 42, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 17 octobre.

HORST EGON KALINOWSKI. Galerie Albert Lamb, 12, rue des Beaux-Arts (48-33-06-87). Jusqu'au 14 octobre.

PETER KEENE. Robot-Robot. Galerie Via, place Sainte-Opportune (42-33-14-33). Jusqu'au 30 octobre.

KIKI ET MONTMARASSE. Galerie Marion Meyer, 15, rue Guénégaud (48-33-04-38). Jusqu'au 31 octobre.

ALAIN KIRILL. Galerie Daniel Templeon, 30, rue de Valenciennes (42-72-14-10). Jusqu'au 18 octobre.

PETER KLASSEN. Histoire de deux ordonnances. Galerie Fanny Guillon-Lafaille, 133, bd Haussmann (45-63-52-00). Jusqu'au 2 décembre.

PAUL KLEE. Dessins de 1913 à 1928. Galerie Glenna Seltz, 29, rue de l'Université (42-22-41-63). Jusqu'au 31 décembre.

JANNIS KOUNELLIS. JOHN COLLINS. Galerie Lakong, 14, rue de Valenciennes (45-63-13-18). Jusqu'au 30 octobre.

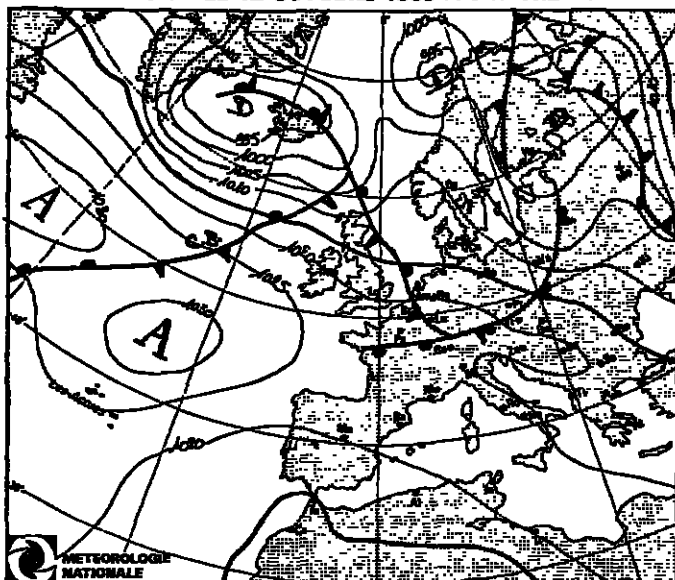
WOLFGANG LAIS. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-67). Jusqu'au 13 octobre.

GER LATASTER. Galerie Jaquetier, 153, rue Saint-Martin (45-06-51-25). Jusqu'au 18 novembre.

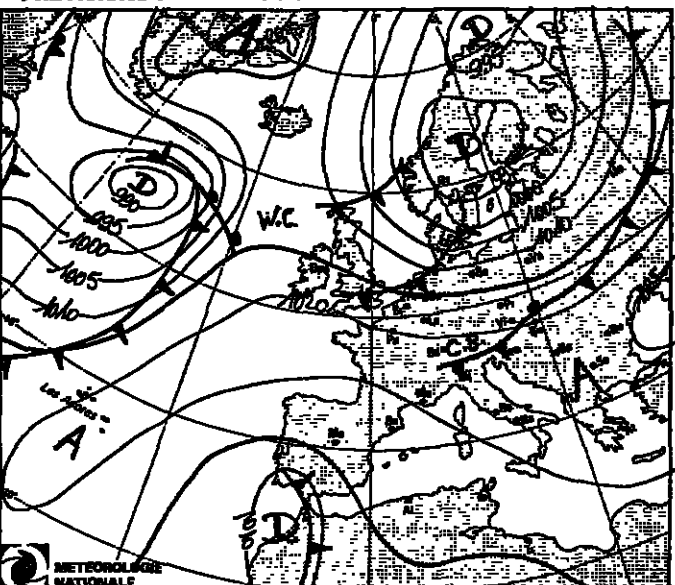
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 OCTOBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 OCTOBRE 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 12 octobre à 0 heure et le dimanche 15 octobre à 24 heures.

Au cours des trois prochains jours, la France sera le plus souvent partagée en deux. Sur une grande moitié nord, le temps sera généralement nuageux avec période de petites pluies et des températures fraîches. Plus au sud, après dissipation des brumes et brouillards matinaux, le soleil sera présent.

Vendredi : très nuageux au Nord, éclaircies au Sud. Des côtes à la Manche, à la Picardie, au Nord jusqu'au Nord-Est, après une matinée nuageuse avec quelques brumes, de timides éclaircies se développeront l'après-midi.

De la Bretagne Sud aux Pays de Loire, au Centre, au Bassin parisien, à la Bourgogne et à la Franche-Comté, le ciel restera très nuageux à couvert avec quelques bancs de brouillards le matin sur l'Est.

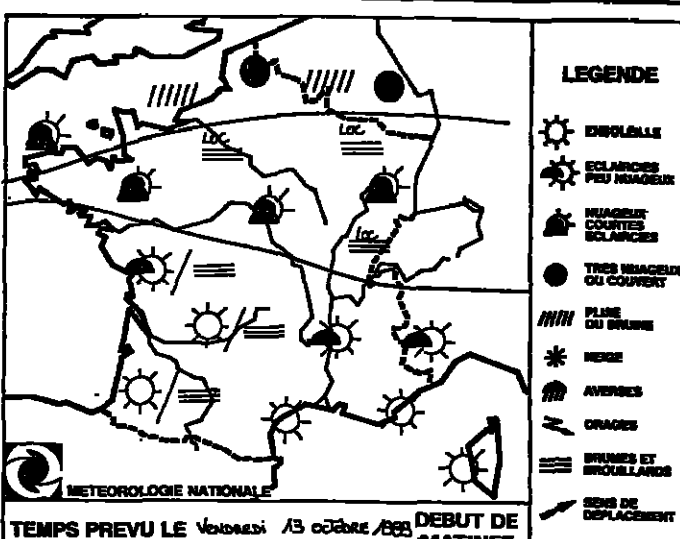
Sur les autres régions, après dissipation des brumes et brouillards matinaux, de belles éclaircies se développeront. Les nuages seront plus nombreux sur les Alpes.

Le vent d'ouest sera modéré près des côtes de la Manche.

Les températures minimales seront voisines de 10 à 12 degrés sur les côtes de la Manche, du Nord et le Nord-Est. Elles varieront de 3 à 8 degrés ailleurs, localement proches de 0 degré sur la moitié sud au sud près des côtes.

Les températures maximales s'élèveront de 14 à 18 degrés du Nord au Sud, 20 à 23 degrés près de la Méditerranée.

Samedi : très nuageux sur le Nord et le Nord-Est, beau ailleurs. Le ciel restera très nuageux toute la journée de



TEMPS PRÉVU LE Vendredi 13 octobre 1989 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé				le 12-10-1989			
Valeurs extrêmes relevées entre le 11-10-1989 à 6 heures TU et le 12-10-1989 à 6 heures TU							
FRANCE				L'ÉTRANGER			
ALGER	20	6	N	ALGER	27	16	C
BARCELONE	17	6	D	AMSTERDAM	16	8	D
BORDAUX	18	3	B	ATHÈNES	23	15	C
BRETAGNE	14	10	B	BANGKOK	34	26	C
CLERMONT	15	11	B	BELGRADE	28	15	C
COCOTING	14	11	C	BERLIN	13	5	C
CLERMONT-FER.	13	1	C	BOLOGNE	13	11	N
GENÈVE	14	9	C	LE CAIRE	36	22	B
LILLE	14	10	F	COLOGNE	10	2	D
LIMOGES	14	6	D	DUBLIN	16	8	C
LYON	14	6	N	HAÏPHONG	36	22	B
MARSEILLE-MAR.	19	4	D	HO CHI MINH	31	8	C
NANCY	11	10	F	INDIANAPOLIS	24	8	C
NANTES	17	4	B	JOHANNESBURG	32	8	C
NICE	21	11	D	KUALA LUMPUR	32	8	C
PARIS-MONT.	15	11	C	MANAGUA	31	8	C
REIMS	17	3	D	MEXICO	22	10	B
ROUEN	19	7	D	MILAN	20	6	D
STRASBOURG	11	1	C	MONTREAL	12	6	C
STRASBOURG	11	1	C	MOSCOW	28	14	C
STRASBOURG	11	1	C	NEW-YORK	17	11	D
				OSLO	9	-3	N
				PARANAGUA	20	9	D
				PHILADELPHIA	24	8	C
				PRAGUE	21	8	C
				ROME	31	8	C
				SINGAPOUR	32	25	O
				STOCKHOLM	7	-1	D
				STUTTGART	24	12	C
				TOKYO	21	16	F
				TYBET	22	12	D
				VALPARAISO	9	5	F
				VIENNE	17	6	D
				VIENNE	13	8	N
A	B	C	D	E	F	G	H
avens	brun	clat	clat	orange	plum	tempete	neige
		couvert	degrés	maquage			

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Nord-Pas-de-Calais à la Picardie, à la Champagne, aux Ardennes, à la Lorraine, à l'Alsace jusqu'à la Franche-Comté.

Perturbations, après une matinée où les brumes et brouillards seront nombreux, de belles éclaircies se développeront. Le ciel se couvrira près des côtes de la Manche en soirée et des brumes sont possibles.

Le mistral soufflera modérément.

Les températures seront sans grand changement.

Dimanche : toujours une France coupée en deux. Dès le matin, les nuages seront très nombreux sur une grande moitié nord. Du Poitou aux Ardennes, du Languedoc à la Franche-Comté, à l'Auvergne et à la Bourgogne, l'Alsace et la Lorraine, ces nuages amèneront de faibles précipitations éparse. En cours de journée, des pluies de plus en plus rares couvriront vers le sud, du nord de l'Aquitaine au nord des Alpes.

Plus au nord, le ciel restera très chargé mais quelques rares éclaircies pourront se développer en cours d'après-midi.

En fin de journée, à l'approche d'une perturbation, des nuages envahiront à nouveau le ciel de la Bretagne et de la Normandie. Ces nuages amèneront des brumes et de faibles pluies le long des côtes de la Manche en soirée.

Sur les régions les plus au sud, sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, le Provence, la Côte d'Azur et la Corse, dimanche sera une belle journée d'automne avec un soleil généreux, toutefois voilé par intermittence sur les côtes du golfe du Lion.

Les températures minimales resteront assez fraîches sur le Nord, entre 2 et 5 degrés. Sur le reste de l'intérieur du pays, elles seront comprises entre 5 et 10 degrés, tandis que près des côtes elles s'élèveront vers 12 degrés.

Les températures maximales ne dépasseront pas 15 degrés sur la moitié nord. Elles pourront atteindre 22 degrés sur les côtes méditerranéennes.

CARNET DU MONDE

Naisances

— Lucinda et Martha sont heureux de faire part qu'ils viennent d'avoir un petit frère.

Mathieu,
né le 22 septembre 1989.

M. Ch. JAILLARDON
et M^{me}, née Capelle,
Le Vieux Logis,
49, chemin de Bechemont,
69260 Châtillon-sur-Loire.

Décès
— M. Denis Berthe,
Son épouse et petits-enfants,
Sa famille
font part du décès de

M^{me} Denise BERTHE,
née Georges Rogues,
survécant à Paris, le 10 octobre 1989,
dans sa soixante-neuvième année.

— M^{me} Marie-Pauline Martellière-Durif,
M^{me} Elisabeth Lenoir,
M^{me} et M^{me} Bruno Gaillard
et leurs enfants,
M^{me} Marguerite Durif,
M^{me} et M^{me} Jacques Durif,
M^{me} et M^{me} Françoise Durif,
Les familles Berand, Durif, Legat,
font part de la disparition de

M. François DURIF,
agréé de l'université,
ancien inspecteur pédagogique
régional,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,

décédé dans la paix du Seigneur, le
10 octobre 1989, à l'âge de soixante-
quatre ans.

Les obsèques auront lieu le samedi
14 octobre, à 11 heures, en l'église
Saint-Jean d'Amboise.

Ni fleurs ni couronnes.

28, avenue de Lyon,
63600 Ambert.

Villa « Les Calmettes »,
rue du Prieuré,
83700 Saint-Raphaël.

— Lyon.
Le docteur et M^{me} Jean-Claude
Esculier,
Alexandre et Olivier Esculier,
Les familles Rogues et Labor,
font part de la disparition de

M^{me} Marie-Josette ESCULIER,
née Rogues,

Messe de fondation en la cathé-
drale Saint-Maurice de Mirepoix
(Ariège), le samedi 14 octobre 1989, à
10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nancy.
On nous prie de faire part du décès de

général GROYSILLIER,
né Hénin-Bucaille-Croisne,
survécant le 10 octobre 1989, à l'âge de
quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée en l'église Saint-Léon à Nancy, le
samedi 14 octobre, à 8 h 15, suivie de
l'inhumation au cimetière de Préville
dans le caveau de famille.

De la part de sa famille et de ses
amis.

— Le président et les membres de
l'Association amicale des anciens
d'Electricité et des anciens
d'Alger (AAA-EGA),
ont la tristesse de faire part du décès
de leur ami

Moussad KAOUAH,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
ex-député d'Alger,
survécant le 7 octobre 1989.

6, rue du Boulon,
66000 Perpignan.

— Ses amis de Jeanne-Anderson
ont la douleur de faire part du décès de

Claude MECHALY,
à Paris, le 10 octobre 1989.

« Griefs... mais espérance »

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

— On nous prie d'annoncer la dispa-
rition, dans sa quatre-vingt-
dix-septième année, de l'écrivain et
essayiste

Robert POULET,
officier des corps francs 1914-1918,
rédacteur en chef (1940-1943)
du *Nouveau Journal de Bruxelles*,
condamné à mort (octobre 1945).

De la part de l'abbé dominaire Rivo-
rol et de la revue *Esprit de Paris*, dont
il fut, jusqu'à sa mort, critique litté-
raire et chroniqueur, et qui prient leurs
lecteurs et amis de s'associer au deuil
de M^{me} Robert Poulet.

9, passage des Marais,
75010 Paris.

— M^{me} Jacqueline Riches, sa fille,
et M. Johnny Riches,
Mireille Riches, sa petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mireille VINCENTON,
journaliste,
Médaille de vermeil
de la Ville de Paris,

survécant le 6 octobre 1989.

On se réunira le vendredi 13 octo-
bre, à 10 h 15, devant l'entrée prin-
cipale du cimetière du Montparnasse,
3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris.

— La direction et la rédaction de
Marie Claire ont la grande tristesse de
faire part de la disparition de

Mireille VINCENTON,
journaliste,

leur amie.

11 bis, rue Boissy-d'Angles,
75008 Paris.

[Autour d'œuvres de poésie, Mireille Vin-
centon avait composé en 1970 à Paris
un recueil de poèmes. Elle était entrée en
1970 à *Marie Claire*, où elle assurait la
rédaction de la rubrique « Paris est à
vous »]

Remerciements

— Le président du conseil d'admi-
nistration,
Les administrateurs
Et l'ensemble du personnel de Total
Afrique
remercient des marques de sympathie
que leur ont été témoignées lors du
décès de

M. Jean-Henri
DENOUX de SAINT-MARC,
administrateur directeur général.

Anniversaires

— Le 13 octobre 1979,
M. Georges MARTIN,
ingénieur aux établissements l'Oréal,
mourait à Marseille où il se trouvait en
mission pour son entreprise.

Ces ceux qui l'ont connu, estimé ou
aimé, lui dédient ses pensées.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IX, le lundi
16 octobre, à 10 h 30, salle D 520.
M. Laurent Mermat : « La nature, jeu
de société. Une analyse stratégique
pour la gestion de l'environnement ».

— Ecole pratique des hautes études,
section des sciences religieuses, 45, rue
des Écoles, le mercredi 18 octobre, à
14 h 30, bibliothèque de la section des
sciences religieuses (Sorbonne, ca-
seiller E, 1^{er} étage à gauche). M. Hyon-
gh Kwon : « Le Kitab Al-Tanbih Wa-
l-Ishraf d'Al-Ma'arifi (étude complète
et comparative avec traduction par-
tielle annotée) ».

— Université Paris-IX, le jeudi
19 octobre, à 10 h 30, salle C 22-04,
centre Pierre-Mendès-France. M. Phi-
lippe Fontaine : « L'entrepreneur chez
Turgot ».

— Université de Reims
Champagne-Ardenne, à Reims, le
jeudi 19 octobre, à 14 h 30, 57, rue
Pierre-Taittinger. M^{me} Marie-Claire
Mittelman : « Lecture du poème
français dans les romans de Raymond
Queneau ».

— Université Paris-IX, le lundi
23 octobre, à 10 h 30, salle D 520.
M. François Maugé et M. Patrick
Vinh Mân : « Bakus : un système
expert appliqué à la gastronomie ».

— Université Paris-IX, le jeudi
26 octobre, à 14 heures, salle D 520.
M. Serge Fanello : « Des coûts par
pathologie. Nouvel instrument de ges-
tion hospitalière ».

Médaille d'or

XIV^e Congrès international d'ORL
et de chirurgie cervico-faciale
(septembre 1989)

IV^e Festival du film et de la vidéo
(Prés. : professeur Garcia-Tapia)

Dans la catégorie Public Education
(Founder Chairman Award) IFOS, le
docteur Vincent BOUTON a obtenu
la médaille d'or pour le film *Sinus*
Line, réalisation M. FITTON-
ROSSILLON.

Clinique des Fontaines,
77000 Meaux.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 43-20-74-52

Tarif : à la ligne R.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et abonnés : 77 F

Commentaires : 99 F

CAMPUS

Une école dans l'école, à Supélec

A peine rentrée, ils sont en stage. Quelques élèves de la junior
entreprise de l'école supérieure d'électronique (Supélec études et
prospective) viennent de suivre une formation de trois jours dans la
société informatique CGI. De leur propre initiative. Sans que la
direction de leur établissement soit même au courant. Depuis deux
ans en effet, la JE s'engage à développer ses propres actions de
formation, parallèlement au cursus proposé par l'école. Régulière-
ment, elle fait appel à des professionnels de l'informatique, mais
aussi de la gestion.

Réputée pour sa politique de formation spécialisée d'ingénieurs
« créateurs de produits innovants », Supélec a toujours refusé de
« produire des acides HEC ». A la tête d'une petite entreprise au
coquet chiffre d'affaires (deux millions de francs l'an dernier), les
responsables de la JE ont néanmoins ressenti le besoin de s'initier
aux méthodes du management. Le cabinet Arthur Andersen a
répondu à leur appel en leur organisant des séminaires de formation
sur les techniques d'animation de réunions et d'équipes, sur la ges-
tion d'une mission et sur les activités de conseil.

Pour compléter la formation de ses chefs de projets, la JE a
aussi inauguré une collaboration avec CGI pour l'apprentissage de
la méthode Merise. Quant aux formations ouvertes aux élèves-
ingénieurs appelées à développer les projets pour le compte des
clients de la JE, elles sont essentiellement pratiques. Des élèves
forment d'autres élèves à l'utilisation des logiciels. « Ce n'est pas à
l'école de faire car les logiciels et les banques de données se
périment très vite », estime Bruno Duarte et Antoine Gros, deux
dirigeants de la JE. Cette formation complémentaire en gestion et
en informatique est destinée à améliorer les prestations de la JE.
Pour les entreprises sollicitées, c'est l'occasion de se faire connaître
comme fournisseurs ou employeurs potentiels.

J. J. B.
Supélec études et prospective, plateau du Moulon, 91192 Gif-
sur-Yvette Cedex. Tél. (1) 60-19-12-39.

Evolution de la mécanique

M. Paul Gernain, secrétaire
perpétuel de l'Académie des
sciences, fera une conférence à
l'Ecole normale supérieure de
Cachan, vendredi 13 octobre à
15 heures, sur le thème :
« Mécanique, évolution récente
et perspectives », à l'occasion
du centenaire anniversaire du
CNRS. Entrée libre.

Sciences de l'éducation

Une association des étu-
diants et des anciens étudiants
en sciences de l'éducation vient
de se constituer. Elle se pro-
pose notamment de contribuer
à la promotion des sciences de
l'éducation et à la valorisation
des diplômés, à la réflexion sur
les débouchés professionnels et
à l'organisation de séminaires
de formation.

★ ADESE. Département des
sciences de l'éducation. Bâtiment
C. Université de Paris X
Nanterre, 200, avenue de la Répu-
blique, 92001 Nanterre Cedex.

★ ENS. 61, avenue du
président-Wilson, 92230 Cachan.
Tél. : 47-40-20-00. RER : station
Bagneux-Pont Royal.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel*
du jeudi 12 octobre :

UN DÉCRET
Du 6 octobre 1989 portant
classement parmi les sites du
département des Yvelines.

DES LISTES
Des élèves de l'Ecole nationale
supérieure de chimie de Mul-
house ayant obtenu le diplôme

EN BREF

□ L'EUROPE CADRE DE VIE :
télévision, environnement, no-
uvelles batailles, nouvelles frontières
— L'association Grain de sel
— Rencontres propose sur le
thème de l'Europe une journée
d'études placée sous le patronage
du président de la République.

Cette manifestation aura lieu le
14 octobre, de 11 heures à
19 heures, à la Cité universitaire
internationale (maison internationale,
salon Honorat), 19, boulevard
Jourdan, 75014 Paris.

★ Inscription dès que possible
auprès de Grain de sel, 62, boulevard
Gambetta, 75015 Paris. Tél. : (1) 47-
83-57-15.

□ Session. — L'Association inter-
nationale d'histoire de la psychana-
lyse organise deux journées sur
l'histoire de l'analyse « profane »,
les 14 et 15 octobre, de 9 h 30 à
18 heures, 92bis, boulevard du
Montparnasse, 75014 Paris. AHP,
46, rue de Grenelle, 75007 Paris.
Tél. : 45-48-26-73.

□ Conférences. — Le Collège inter-
national de philosophie organise
une conférence de Czeslaw Milosz
(prix Nobel de littérature), « Lit-
térature et philosophie : les diffé-
rences entre les littératures des
pays de l'Est et celles des pays de
l'Ouest ».

Mardi 17 octobre à 18 h 30.
Amphithéâtre Poincaré — Pavillon
Foch, 1, rue Descartes,
75005 Paris. Entrée libre.

□ Colloque Mendès France. —
L'UFR de sciences humaines de
Grenoble organise les 19 et
20 octobre, en collaboration avec le
cercle Bernard-Lazare de Grenoble
et avec la participation de l'Institut
Pierre-Mendès France, un colloque
sur « Pierre Mendès France : la
morale en politique ». L'objectif de
ce colloque est de rappeler et de
mettre en relief l'actualité de la
pensée et de l'engagement de
Pierre Mendès France et de réflé-
chir sur la signification du métier
politique.

★ Renseignements : UFR sciences
humaines, université des sciences
sociales, domaine universitaire,
BP 25X, 38040 Grenoble Cedex. Tél. :
76-44-82-18, poste 33.22.

□ Troisième festival vidéo-pays à
Clichy. — Le troisième Festival
vidéo-pays, organisé par l'associa-
tion La Licorne, composée de so-
ignants en pédopsychiatrie et de
divers praticiens de l'enfance, se
déroulera à Clichy (Hauts-de-
Seine) les 10, 11 et 12 novembre
1989. Au cours de ces trois jours
seront diffusés environ deux
cents films. Les projections et
tables rondes sont axées sur trois
thèmes principaux : petite enfance
(vendredi 10) psychiatrie alterna-
tive (samedi 11) et ethnopsychia-
trie (dimanche 12).

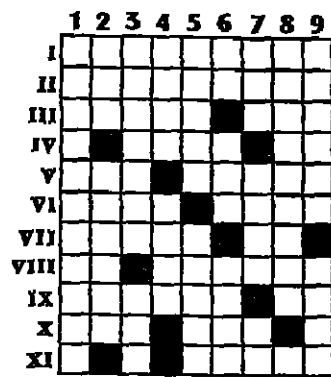
★ Lien du Festival : ARC, 3, rue du
Docteur-Calmette, 92110 Clichy.
Secrétariat : 8, rue du Château, 92600
Asnières, tél. 47-93-75-35.

مكتبة الأصيل

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5108



VERTICALEMENT

1. Ne font pas bonne mesure.
2. N'aurait pas les images. Prouve qu'on a été réellement touché.
3. Se fait obéir. Pour acheter le salut.
4. Tape dans la balle. Peut-être être chargés d'affaires.
5. Est au calme. Prête à confusion.
6. Note. Où nombreux sont ceux qui se mettent à l'eau. Cologne n'y a pas de cathédrale.
7. Où certains sont régulièrement amenés à lever le masque. Fis avancer les choses.
8. Pour lui, il y a des nuances.
9. Qui ne bouge même pas le petit doigt. Commentant à date fixe.

HORIZONTALEMENT

1. Pour celui qui n'aime pas qu'on le fasse trop marcher.
2. Mesure de protection.
3. Fait payer cher une mauvaise conduite. Un petit mot d'encouragement.
4. Sont attachées à certaines personnes. Conjonction.
5. Voyage incognito. Oblige maintes gens à aller sur le terrain.
6. Qui ont eu droit à plus d'un coup d'œil. L'Amour en elle.
7. Donne l'air agréable. Fait fort.
8. Dans le vocabulaire des Madrilènes. Fait des réflexions.
9. Un qui revêt de loin. Conjonction.
10. X. Se fait entendre. Nuisait au calme.
11. Parfois visibles au-dessus de la poitrine.

Solution du problème n° 5107

- Horizontalement**
- I. Contrôle.
 - II. Oiseau. An.
 - III. Usé. Lac.
 - IV. Baroudeur.
 - V. Liantas.
 - VI. Il. Essai.
 - VII. Elève.
 - VIII. T6. As. No.
 - IX. Trac. Etui.
 - X. Ah. Vers.
 - XI. Sirènes.
- Verticalement**
1. Oubliettes.
 2. Cisailler.
 3. Oserais. Aar.
 4. Na. On. Vache.
 5. Talutées.
 6. Rusées. Eva.
 7. Cessantes.
 8. La. Our.
 9. Énergie. Ise.

GUY BROUTY

Le numéro		gagne 4 000 000,00 F	
Les numéros	0 0 9 3 7 0	6 0 9 3 7 0	
Les numéros	1 0 9 3 7 0	7 0 9 3 7 0	gagnent
à la cote de	2 0 9 3 7 0	8 0 9 3 7 0	40 000,00 F
de mille	3 0 9 3 7 0	9 0 9 3 7 0	
	5 0 9 3 7 0		

Les numéros approchant		gagnent	
Numéros de mille	419370	400370	409370
	429370	401370	408370
	439370	402370	407370
	449370	403370	406370
	459370	404370	405370
	469370	405370	404370
	479370	406370	403370
	489370	407370	402370
	499370	408370	401370
	509370	409370	400370

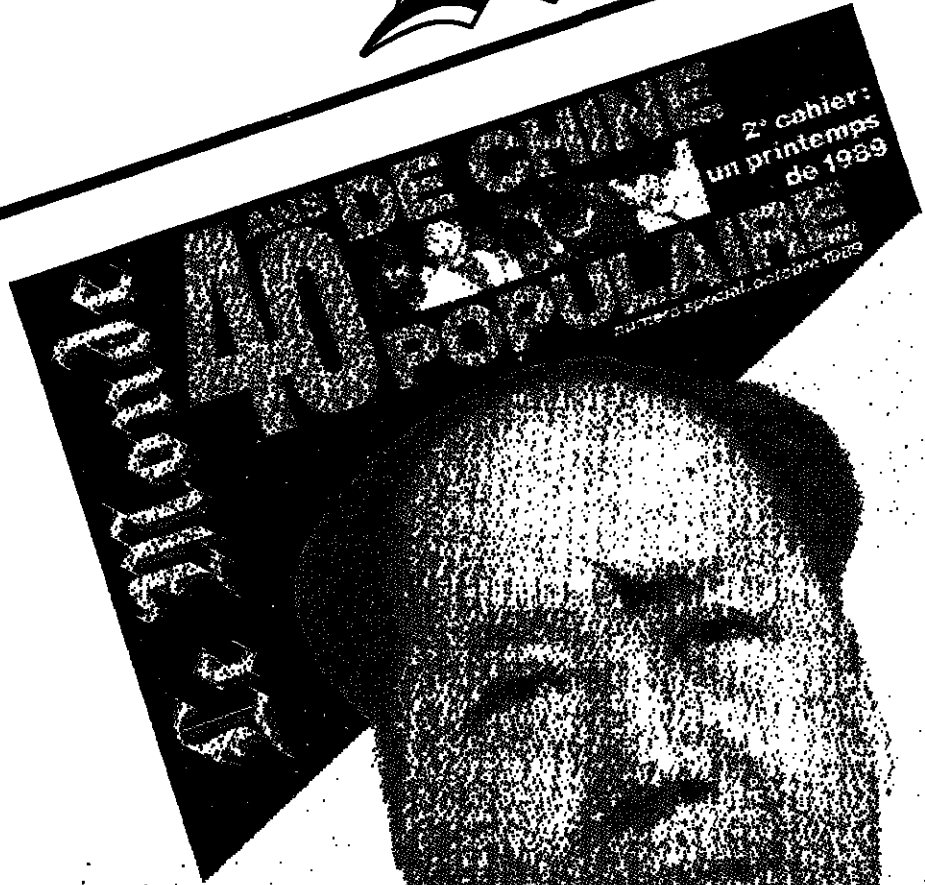
Tous les	9 3 7 0	gagnent	4 000,00 F
billets	3 7 0		400,00 F
ne terminant	7 0		200,00 F
par	0		100,00 F

LOTTO		5 7 15 17 43 45		33
N° 41	TRAJANE	DU MARCHÉ	11 OCTOBRE 1989	COUPON
11 OCTOBRE 1989		POUR LES TIRAGES DU MARCHÉ 11 ET 12 OCTOBRE 1989		COUPON

TALOTAT		TRAJANE		DU MARCHÉ
11 OCTOBRE 1989		11 OCTOBRE 1989		
RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS		30-18 LOTTO		

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER (J.O. de 27/12/88)		AUX DOONNÉS TOUTS CUNULES COMPTES			
TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°
0	00000 A DEL 40 00000 A DEL 100	5	00000 A DEL 40 00000 A DEL 100 00000 A DEL 40 00000 A DEL 40 00000 A DEL 100 00000 A DEL		

Le Monde



40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NUMÉRO HORS SÉRIE
48 PAGES - 28 F

LE MONDE a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

nombreuses
photos
et les
meilleurs articles
de Robert GUILLAIN

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____
PAYS _____
Nbre d'ex. _____ X 38 F (frais port inclus) : _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :
LE MONDE
Service vente au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09
France

مكتبة الامم المتحدة

Parihas con
sur la N

Les revenus des médecins

26 Les conséquences de la grève aux Finances
27 Les villages du bout de la crise (3)

29 Jean-Marie Rausch, ministre en données brutes
30 Le pilotage à vue de l'économie indienne

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

Quelle crédibilité pour le « G 7 » ?

A première vue, les grands argentiers du groupe des Sept, réunis le 23 septembre à Washington, semblaient fermement déterminés à s'opposer à toute hausse du dollar au-dessus de ses niveaux actuels. L'effet d'annonce avait été bien préparé. Différentes actions étaient prévues pour mener à bien ce dessein. Moins de trois semaines après, l'échec est patent.

En dépit des dizaines de milliards de dollars dépensés par les banques centrales sur les marchés des changes, du relèvement des taux d'intérêt, en Europe d'abord, au Japon ensuite, le monnaie américaine est toujours orientée à la hausse.

Au cours de cette succession d'événements, les responsables des sept grands pays industriels ont fait bien peu d'efforts pour convaincre de leur consensus et de leur détermination à atteindre leur objectif. Bien au contraire, les désaccords émanent actuellement non seulement de dirigeants de pays différents, mais de ceux d'administrations différentes au sein d'un même pays. Il est clair que les dirigeants occidentaux ne peuvent s'engager à faire baisser le parité du dollar au moment où les responsables de la politique monétaire des États-Unis s'opposent à tout assouplissement du crédit et s'affrontent ouvertement à la Maison Blanche.

Le niveau actuel du dollar n'est pas jugé fondamentalement préoccupant par un grand nombre de pays. Le phénomène inquiétant réside dans la poursuite d'une tendance haussière entamée au début de l'année, et dont on ne sait quand elle s'achèvera. Le dernier communiqué du groupe des Sept affichait la volonté d'engager une action préventive : mais sans accord entre tous les partenaires sur les méthodes à employer, l'échec est inévitable et la crédibilité du groupe des sept industriels, essentielle à la poursuite de leur coopération, inévitablement entachée.

F. L. et A. V.

Détenant plus de 10 % du capital du conglomérat

Paribas confirme ses ambitions sur la Navigation mixte

Dans un climat de spéculation boursière fiévreuse, nourrie par les rumeurs les plus fantaisistes, se poursuit la partie de bras de fer entre la Compagnie de navigation mixte et la Compagnie financière de Paribas.

Paribas a, sans se cacher, acheté des actions de la Mixte : il y a trois semaines, le groupe annonçait qu'il venait de porter sa participation dans cette compagnie de 1,7 % à 7 %, puis a fait connaître officiellement, mercredi 11 octobre, que cette participation frôlait les 10 %.

Maintenant, il abet ses cartes en demandant et en obtenant du Comité des établissements de crédit (CEC) l'autorisation de franchir le seuil de 10 %. On sait qu'aux termes de la loi bancaire de 1984, un investisseur qui souhaite franchir les seuils des 10 %, 20 % et 33 % dans le capital d'un établissement financier ou d'une banque doit demander l'autorisation préalable du CEC.

Or la Mixte compte, parmi ses filiales, deux établissements financiers, Via Banque et la Société de banque et de financement, d'où la démarche de Paribas auprès du CEC. Manifestement, le groupe de la rue d'Antin à Paris, qui n'est pas intervenu dans la bataille pour Victor, remportée par son grand rival Suez, a entrepris de devenir un « gros actionnaire » de la Mixte, dont les actifs intéressent. Parmi ceux-ci, l'assurance Via-Rhin et Moselle, bien qu'elle soit, depuis quinze jours, partagée à 50 % avec le géant allemand Allianz. Mais la division agroalimentaire (Saurip, champion de Venoga, Compagnie française de sucres) et la division services (transports GTI, coffres-forts Fiches-Bauché, société de surveillance et de sécurité Brinks, etc.) ne manquent pas d'attrait pour un investisseur à l'heure actuelle.

Cette offensive de Paribas déplaît absolument à M. Marc Fournier, président et véritable fondateur de la Mixte (le Monde du 6 octobre), qui a toujours pris

soin de garder son capital émitié, aucun actionnaire ne détient plus de 5 %, du moins jusqu'à l'été dernier. Depuis le paysage a changé : les Assurances générales de France (AGF) ont dépassé officiellement les 7 %, Paribas vogue vers les 15 % ou 20 % et M. Fournier, qui, avec ses alliés (Crédit lyonnais, Société générale, notamment) contribuait un peu plus de 33 % du capital de la Navigation mixte, se sent menacé.

Naturellement, il contre-attaque en achetant des actions Paribas, qui pourraient servir de monnaie d'échange en deux jours, mardi 10 et mercredi 11 octobre, 1,6 million de titres Paribas ont été échangés à la Bourse de Paris, soit un peu moins de 3 % des soixante millions de titres en circulation. Sans doute, toutes ces transactions ne sont pas le fait exclusif de M. Fournier, car

il y a de nombreux suiveurs, mais sa tactique est claire.

En attendant, Paribas, qui pèse en Bourse environ 36 milliards de francs hors autocontrôle à hauteur de 9 %, resserre ses alliances. Le groupe d'assurances Axa, de M. Claude Bédar, vient de porter à 5 % sa participation dans le capital de la Compagnie financière, rejoignant l'UAF dans le « clan des 5 % », aux côtés du groupe italien Ferruzzi (1,3 %) et bientôt de la Banca commerciale italiana (COMIT), qui va porter sa part de 0,6 % à 2 %. Apparemment, les dirigeants de Paribas ne sont pas inquiétés de la contre-attaque de M. Fournier et affirment avoir la situation « sous contrôle ». Cela n'empêchera pas le contre-attaquant de saisir un « gage », pour négocier un armistice, le cas échéant.

FRANÇOIS RENARD

L'usine d'aluminium de Dunkerque

Pechiney et EDF satisfaits du feu vert de la CEE

Après une longue étude du dossier, la Commission européenne a donné, mercredi 11 octobre, son autorisation à la construction d'une usine d'aluminium du groupe nationalisé Pechiney à Dunkerque (le Monde du 22 septembre). Le commissaire à la concurrence, Sir Leon Brittan, a toutefois imposé une légère modification du contrat initial, passé entre EDF et Pechiney pour vingt-cinq ans, qui revient à majorer de 1 % en moyenne le prix de base garanti à EDF.

Pechiney, qui avait menacé d'abandonner son projet en France au profit du Canada ou de l'Australie si la Commission ne se décidait pas rapidement, s'est félicité de cet accord, de même qu'EDF. Le changement imposé, notait-on au sein des deux entreprises, ne modifie pas l'économie globale du contrat.

Le contrat initial, qui consistait à construire une première en France, prévoit de diviser la rémunération d'EDF en deux parties : d'une part, une partie fixe extérieurement basse, d'environ 6 centimes/kilowattheure, correspondant grosso modo au strict coût de production du courant – l'usine sera alimentée par la centrale nucléaire voisine de Graveline ainsi assurée de tourner à plein ; par ailleurs, une partie variable correspondant à la part d'EDF (49 %) dans le capital de la nouvelle unité. Calculant que pour certaines années (1997, 1998 et 1999), le bénéfice de l'usine – donc la rémunération variable d'EDF – risquait d'être très faible, du fait de la chute des cours prévisibles de l'aluminium, la Commission a obtenu que le prix de base fixe du courant soit, pendant ces trois années, relevé de 10 %.

Cette modification ne change toutefois pas grand-chose pour les deux partenaires : EDF bénéficie certes d'une garantie accrue, mais sa rémunération globale ne sera pas augmentée puisque la hausse des tarifs réduira d'autant les bénéfices, et donc sa part variable. Calculée sur toute la durée du contrat (25 ans), la hausse de 10 % pendant trois ans seulement revient à majorer le prix de base d'environ 1 % et à réduire d'autant la partie variable.

Cette usine de 200 000 tonnes d'aluminium, qui emploiera 1 000 personnes, représente un investissement de 4,5 milliards de francs. Elle avait été annoncée en novembre 1988 en même temps que le rachat d'American Can par Pechiney. Elle symbolisait le retour en France de certaines industries lourdes et fortes consommatrices d'énergie, qui avaient tendance, depuis le premier choc pétrolier, à se délocaliser dans les pays où le prix de l'énergie était faible. L'électricité représente un tiers des coûts de production de l'aluminium.

Ce retour est aujourd'hui rendu possible grâce aux conditions très particulières offertes par EDF, laquelle, encombrée de surcapacité nucléaire, a dû courir à revendre. L'établissement a intérêt à écouler sa production même au coût marginal puisque cela augmente son taux d'utilisation et donc sa rentabilité globale.

Cet accord faisait l'objet d'un litige à Bruxelles, certains concurrents britanniques et allemands de Pechiney le dénonçant comme une aide déguisée de l'État français au groupe nationalisé, sous forme de tarifs électriques trop préférentiels, entraînant des pertes pour EDF.

E.L.B. et V.M.

Selon la presse suédoise

Renault et Volvo négocient un mariage de leurs automobiles et de leurs camions

STOCKHOLM

de notre correspondante

« Volvo confirme que des discussions d'un caractère préliminaire sont en cours avec Renault. Pour l'instant, Volvo ne peut faire de commentaires sur ces discussions ou leur issue possible. Outre Renault, la société est également en pourparlers avec le fabricant espagnol de camions, Empresa Nacional de Autocamiones S.A. (ENASA). L'information nécessaire sur l'évolution éventuelle de ces négociations, quelles qu'elles soient, sera fournie en temps voulu », indiquait mercredi 11 octobre dans la soirée un communiqué de Volvo concernant les rumeurs grandissantes en Suède d'une fusion prochaine entre Volvo et Renault.

C'est l'hebdomadaire Veckans Affärer (« les affaires de la semaine ») qui a donné le coup d'envoi, en affirmant que les négociations entre les deux fabricants étaient dans leur phase finale. La presse quotidienne, celle du soir surtout, donne même les détails de l'accord « secret ». La régie Renault finaliserait son activité automobile, laquelle fusionnerait avec Volvo automobile. On ferait de même pour les camions. Renault obtiendrait 51 % de la filiale voitures et Volvo 51 % pour celle des camions. « Le tout serait confié à un holding dont le siège sera en France et au sommet duquel trônera M. Per G. Gyllenhammar lui-même, le PDG de Volvo », expliquait mercredi l'Express, sous le titre « la nouvelle arme contre les Japonais ».

« Sa seule chance de quitter la Suède » pour justifier la volonté de puissance du patron de Volvo dont on soupçonne qu'il veut faire encore mieux que son rival de la sphère Wallenberg, M. Percy Barnevik, PDG de ABB.

« Gyllenhammar – roi de l'auto à Paris – titrait un autre quotidien du soir, Aftonbladet, qui ironise sur le soin qu'apporte M. Gyllenhammar à l'entretien de ses contacts avec les Français : « Dès qu'il est de passage en France, il en fait informer M. Jacques Attali, le conseiller du président ». « Per Gyllenhammar comme chef du groupe ? Ce n'est pas certain que les Français l'accepteront », indiquait pour sa part la télévision suédoise. Peu importe, à la Bourse de Stockholm. Depuis mardi la rumeur a dopé le cours des actions Volvo.

FRANÇOISE NIÉTO

Une alliance politiquement sensible

par Eric Le Boucher

Paris on indique que Renault a négocié avec Volvo par son ministère de tutelle, c'est-à-dire celui de l'industrie. Mais pour l'instant les pouvoirs publics n'ont, semble-t-il, reçu aucune information en retour de la part de M. Raymond Lévy, le PDG de la Régie. Il est donc difficile de connaître le sentiment de l'actionnaire sur les différentes hypothèses avancées par la presse scandinave.

Toutefois, a priori, un accord associant Renault et Volvo paraît intéressant, tant industriellement – les deux genres d'automobiles sont complémentaires, tout comme les réseaux commerciaux de camions – que socialement. Une alliance suédoise paraît meilleure qu'un mariage avec un japonais. Pour les socialistes, qui ont fortement un œil sur le Parti communiste et la CGT dès lors qu'il s'agit de Renault, le modèle social suédois est plus présentable que celui des Japonais.

Toutefois, rien n'est fait. Si un accord purement commercial devait vraisemblablement recevoir l'aval du gouvernement français, la question serait tout autre si une filialisation de l'activité de l'automobile était prévue avec une entrée, à ce niveau, de Volvo, donc d'intérêts privés. Cela est certes presque déjà le cas pour les camions : la Société générale, banque privée, a en effet un droit de souscription d'actions. Mais le montage évoqué par la presse suédoise transformerait la Régie, qui est à 100 % publique, en simple holding avec deux filiales autos et camions, chacune détenue en partie par des intérêts privés. En clair, la question serait posée d'une privatisation partielle, un accroc – pour la bonne cause industrielle – à la règle qui exclut tant la privatisation que la nationalisation. Ce type d'accord remonterait donc immédiatement à l'Elysée où il devrait être tranché, et par le président lui-même. Il n'est pas sûr que M. Lévy en ait envie, ni M. Fauroux, ni M. Rocard.

INSOLITE

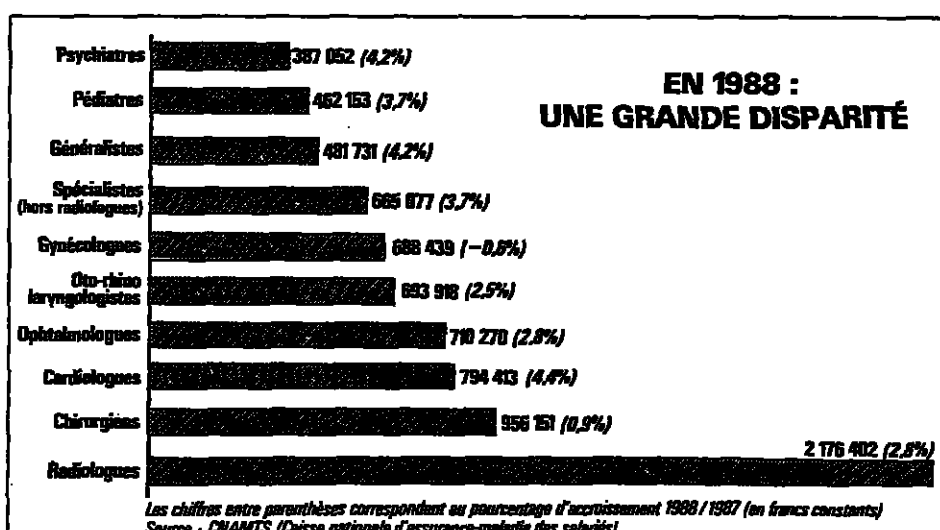
Largesse bancaire

Un avocat de Bonn qui avait vu son compte auprès de la Badische Bank am Mainbank (15 000 F environ), au lieu des 44,09 deutschemarks (150 F) attendus, s'est vu répondre, après trois réclamations, que cette somme lui était définitivement acquise. Selon l'AFP, la direction de la petite banque lui a répondu qu'il serait « de

mauvais goût » de lui réclamer cet argent.

Au début du siècle le banquier Rothschild avait, selon la légende, créé le précédent en répondant à l'un de ses heureux clients, crédié par erreur de 100 deutschemarks-or de trop : « Vous devez faire erreur. Un caissier de chez Rothschild ne se trompe jamais... »

Les revenus des médecins libéraux



Les revenus annuels des médecins libéraux sont extrêmement disparates. En 1988, les honoraires moyens perçus sur l'année par les médecins libéraux conventionnés (avec ou sans dépassement) se sont ainsi étagés de 387 052 francs pour le psychiatre « moyen » à 2 176 402 francs pour le radiologue « moyen » (1). A l'intérieur de chaque spécialité, ils sont encore plus dispersés : ainsi, pour les omnipraticiens, les honoraires s'échelonnaient pour l'essentiel (en éliminant les cas extrêmes) entre 200 000 francs ; pour les radiologues, entre 1 et 5 millions de francs, et un million de francs, un tiers de l'effectif ayant perçu entre 3 et 4 millions de francs.

Mais il s'agit d'un montant d'honoraires brut. Il ne comprend pas d'autres formes de rémunération (notamment pour les psychiatres, les vacations dans des établissements hospitaliers). Sur tout, pour approcher les revenus, il faut tenir compte des frais professionnels, qui représentent en moyenne (là encore, les situations varient), selon des estimations du CERC, 45 % des recettes pour les généralistes ou les chirur-

giens, 55 % pour l'ensemble des spécialistes utilisant un appareillage important, et davantage encore pour les radiologues, qui doivent effectuer de gros investissements en matériel.

L'évolution des honoraires n'a pas été moins disparate : si cardiologues, psychiatres ou généralistes ont vu les leurs progresser en moyenne de plus de 4 % en francs constants (d'est-à-dire hors hausse des prix), les chirurgiens et surtout les gynécologues, dont les honoraires moyens ont même légèrement baissé, s'en sont moins bien tirés. Même sur une plus longue période, les différences demeurent, puisque de 1980 à 1988, la progression annuelle moyenne a été de 3,6 % pour les psychiatres, et seulement de 0,2 % pour les généralistes (et pour les gynécologues, il y a eu baisse de 0,4 % par an...)

G. H.

(1) Il s'agit des honoraires perçus par médecin « actif » à l'exception de ceux installés en cours d'année.

Balance des paiements : nette dégradation des résultats français

La balance des paiements courants de la France (commerce extérieur et services) a été fortement déficitaire au deuxième trimestre : de 5,6 milliards de F en données brutes, de 8,1 milliards de F en données corrigées des variations saisonnières. Ces estimations provisoires seront révisées. Elles n'en indiquent pas moins une nette dégradation par rapport aux chiffres du premier trimestre (-2,5 milliards de F en données brutes, + 9,9 milliards de F en CVS). Sur l'ensemble du premier trimestre, la balance des paiements courants est excédentaire de 1,8 milliard de F contre + 4,6 milliards de F au cours de la même période de 1988.

La dégradation des paiements courants s'explique en grande partie par les déficits du commerce extérieur passés en termes douaniers de - 3,7 milliards de F au premier trimestre à - 13,4 milliards de F au deuxième trimestre. Elle s'explique aussi par des versements plus précoces qu'en 1988 de la contribution de gouvernement français à la CEE.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Possibilité de déblocage chez Peugeot

L'ouverture de négociations suspendue à une évacuation de la forge

Après l'annonce de ses propositions, il aura fallu plus de vingt-quatre heures au conciliateur, M. Francis Blanchard, pour amener les syndicats et la direction de Peugeot à s'engager effectivement sur la voie de la négociation. Encore faut-il maintenant que les grévistes qui occupent la forge de l'usine de Mulhouse depuis plus de quinze jours acceptent de quitter les lieux, conformément aux propositions formulées par M. Blanchard. Après de laborieuses tractations, les syndicats ont accepté d'organiser un vote à bulletin secret. Celui-ci devait avoir lieu jeudi 12 octobre en début d'après-midi. La CFDT, la CFTC et FO

sont favorables à l'évacuation (qui ne serait acquiescée qu'au moment précis où débiteraient les négociations) alors que la CGT préconise la poursuite de l'occupation.

Pour sa part, la direction de Peugeot a tardivement souscrit au terme de « négociation » mais clairement précisé qu'elle avait l'intention de suspendre les sanctions, comme on le lui demandait. Néanmoins, M. Blanchard a dû expliquer à M. Jacques Calvet que « négocier ne signifie pas seulement écouter ses interlocuteurs » et réclamer à la firme automobile des « réponses claires » à ses propositions de la veille.

TRANSPORTS

A l'occasion de son vingtième anniversaire

TAT resserre ses liens avec Air France

Lors de l'inauguration du nouveau siège de la compagnie aérienne Transport aérien transnational (TAT), à l'occasion du vingtième anniversaire de ce transporteur, le PDG, M. Michel Marchais, a annoncé, le mardi 10 octobre, qu'il entendait poursuivre le resserrement de ses liens avec Air France. Celle-ci détient 35 % du capital de TAT depuis cet été.

TAT et Air France publieront dans leurs horaires respectifs les vols de l'autre partenaire. Ils créeront une cellule commune chargée

des carrières de leurs navigants. TAT devrait bientôt être associée au système de réservation électronique Amadeus mis sur pied par Air France, Lufthansa, Iberia et SAS. M. Marchais a, d'autre part, précisé que la société de leasing qu'il avait décidé de créer pour financer l'achat de seize biréacteurs Fokker-100 ferait place à Air France dans son capital. Celui-ci sera ainsi réparti : TAT 35 %, Société générale 25 %, Air France 20 % et Crédit agricole 20 %.

EN BREF

Grève EDF : 25 % de baisse de production. — La grève de 24 heures décidée par la fédération Energie CGT pour le 10 octobre s'est traduite par une baisse de production d'environ 25 %, selon le syndicat. Un tiers des agents aurait été en grève.

SNCF : recul de la CGT aux élections professionnelles. — Les élections de délégués du personnel ont eu lieu le 10 octobre à la SNCF. 20 % des salariés n'ont pas participé au scrutin, soit 2,64 % de plus qu'en 1987. Sur les 163 738 votes exprimés, la CGT rassemble 44,44 % des voix et 174 sièges, en recul de 1,06 %. La CFDT obtient 28,11 % des voix (+1,46 %) et 124 sièges, suivie de la FMC (cadres autonomes) avec 9,16 % des voix (+0,27 %) et 61 sièges, de Force ouvrière avec 7,18 % des voix (+0,40 %) et 7 sièges, et de la CFTC avec 6,43 % des voix (+0,21 %) et 9 sièges également. La FGAAC (agents de conduite, autonome) totalise 3,44 % des voix (+0,15 %) mais 13 sièges, la CGC 1,13 % des voix (+0,14 %). Le

SNCS (syndicat national des cadres supérieurs), tout nouveau, obtient 0,10 % des voix et un siège. Iberia commande douze Airbus A-340. — La compagnie aérienne espagnole Iberia a passé commande de douze exemplaires — dont quatre en option — de l'Airbus A-340, gros porteur quadrimoteur à long rayon d'action pour un montant de 1 milliard de dollars (6,4 milliards de francs). Ces avions, équipés de réacteurs franco-américains CFM 56, seront livrés à partir de 1994 et permettront d'effectuer des vols sans escale entre Madrid et Rio, Mexico ou Tokyo.

RVI-Ammonay (Ardèche) : un accord sur l'ouverture de négociations. — Entre l'intersyndicale CGT-CFDT-FO et la direction de l'usine Renault véhicules industriels d'Ammonay (Ardèche), des négociations doivent s'ouvrir le 12 octobre. Les 130 soudeurs (sur un effectif de 160) en grève depuis un mois bloquent la production des chaînes de montage de cet établissement, qui emploie 2 000 personnes.

Les entreprises commencent à ressentir les conséquences de la grève aux finances

Après quatre mois de conflit

La situation reste bloquée au ministère des finances. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a finalement annulé les rencontres qu'il devait avoir jeudi 12 octobre avec les organisations syndicales. Celles-ci souhaitent être reçues ensemble et négocier sur leurs revendications salariales, deux exigences refusées par le ministre d'Etat. La grève se poursuit et commence à avoir des conséquences dans la vie des entreprises.

« Depuis le début de la semaine, j'ai arrêté net toutes mes expéditions vers l'étranger. Rendus-vous compte : j'ai déjà pour un million de francs de marchandises bloquées dans les entrepôts à cause de la grève des douanes. » M. Yannick Duval, directeur des Tricots Saint James, installés près d'Avanches (Manche) subit de plein fouet la grève des fonctionnaires des finances. « Et en plus, ajoute-t-il, j'exporte vers le Japon avec des lettres de crédit prévoyant un délai d'expédition limité au-delà duquel le contrat est annulé... »

Pour leur part, les expéditeurs de fruits et légumes enregistrent des retards en raison des arrêts de travail de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Ces mêmes

services ne peuvent plus parfaitement assurer le contrôle de la qualité et du respect des normes de sécurité des jouets de Noël et ne s'assurent plus de la concordance des prix entre les codes-barres et les tickets de caisse, par exemple. Quant au réseau informatique interne de cette administration, il est paralysé par la profusion des messages que s'adressent entre eux les grévistes.

Premiers à se manifester, les bijoutiers ne peuvent plus faire apposer le poinçon attestant de la valeur de leur marchandise, alors que les négociants en vins et alcools sont eux aussi perturbés, sans oublier les bouilliers de cru. Les transporteurs routiers ne sont pas en reste : leurs chantiers s'empilent aux frontières, espagnole ou belge, et ils ne peuvent plus récupérer la TVA. Toutefois, la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) ne juge pas la situation dramatique, même si le système informatique SOFI des douanes est hors d'état de fonctionner et si les créanciers du Sud-Est sont passablement gênés.

60 000 opérations immobilières bloquées

M. Jean-Pierre Pilorge, président adjoint de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM), évalue pour sa part à quelque 25 milliards de francs la valeur des 60 000 ventes actuellement bloquées pour cause de paralysie des services du cadastre. « Nous parvenons à un stade où se posent des

problèmes pour des acquéreurs qui se sont engagés à quitter un bien pour en acheter ailleurs et ne peuvent le faire », assure-t-il. De son côté, le comité français de la Chambre de commerce internationale se mobilise pour alerter les pouvoirs publics : « Plusieurs dizaines de milliers de colis allant de disquettes informatiques aux pièces détachées pour l'industrie automobile sont bloqués sur tous les aéroports de France. »

Ces perturbations ne sont pourtant pas générales et ne concernent pas l'intégralité des entreprises, y compris dans les secteurs les plus exposés. Ainsi, note le responsable d'une conserverie du Loiret, « il ne faut pas exagérer les répercussions de la grève. En ce qui me concerne, elles sont minimes ». Quant à ce trésorier-payeur général de l'est de la France, il relève que les entreprises ayant remporté des marchés publics ont été payées sans problème et que, seule, une collectivité locale du département a dû avoir recours à une avance de trésorerie. « Si la grève se poursuit, nous risquons fort de connaître des retards de paiement appréciables dès la semaine prochaine », redoute néanmoins ce haut fonctionnaire.

An ministre de l'économie, on reconnaît que la grève a pris de l'ampleur ces jours derniers mais l'on reste serein. Lorsque cela est possible, l'Etat a mis en place des « procédures d'urgence » afin de parer au plus pressé. La grève, selon les estimations officielles, est suivie par près de 35 000 fonctionnaires (sur un total de 180 000).

JEAN-MICHEL NORMAND

INDUSTRIE

Face aux piètres résultats de ses activités minières

Total renverse sa politique de diversification

Total CFP s'apprête à céder la moitié environ de ses activités minières dans le charbon, l'uranium et l'or, renouant ainsi sa politique de diversification, a annoncé, Pierre Vailland, directeur général du groupe, mercredi 11 octobre. « Nous allons céder une série d'opérations charbon et uranium aux Etats-Unis et en Australie et éviter une série de petites opérations », a-t-il expliqué. Nous conserverons notre production d'uranium en France et au Canada ainsi que les mines d'or dont la structure sera simplifiée. Dans deux ou trois mois le poids de l'ensemble aura diminué d'un peu moins de moitié.

L'ensemble des activités minières hors pétrole et gaz de Total n'arrive pas, en effet, à dégrader les résultats suffisants pour équilibrer les investissements nécessaires. Au premier semestre 1989 l'ensemble a perdu 100 mil-

lions de francs, avec un « cash-flow » tout juste à l'équilibre, des réserves en ligne avec ceux de 1988, amies au cours de laquelle les mines avaient subi une perte de deux cents millions.

Cet effacement était nécessaire compte tenu de la situation financière, toujours fragile, du groupe qui, l'an dernier, a dû ponctionner 2,5 milliards de francs sur la trésorerie et accroître son endettement de 3 milliards pour pouvoir faire face aux dépenses et investissements nécessaires (12 milliards). Le redressement des résultats depuis le début de l'année (2,3 milliards de francs de bénéfices nets au premier trimestre contre 300 millions l'an dernier) tient en effet pour l'essentiel à la hausse des cours du pétrole, qui ont renchéri de 1,7 milliard la valeur des stocks de pétrole. Mais, hors effet de stock, le résultat économique de la

CFP s'est en fait légèrement dégradé, alors que les conditions du marché sont nettement plus favorables.

Les moyens d'investir ailleurs

Paradoxe : c'est pour la première fois la branche raffinage-distribution qui a sauvé les résultats, grâce au redressement des marges de raffinage (Le Monde du 12 octobre), alors que l'amont, c'est-à-dire l'exploration-production, accuse une perte nette de 200 millions. Une contre-performance surprenante en pleine remontée des cours du brut. Elle s'explique, selon la direction, d'une part, par le maintien de prix déprimés sur le gaz, dont Total est un grand producteur, aux Etats-Unis, en mer du Nord et en Indonésie, et, d'autre part, par un effet de

ÉTRANGER

Trygve Haavelmo, prix Nobel d'économie 1989

Le père de l'économétrie moderne

A soixante-dix-huit ans, le prix Nobel d'économie n'aspire qu'à une seule chose : la paix. Jusqu'à présent, le caractère peu médiatique de son activité (« l'étude des fondements probabilistes de la méthodologie économique ») avait préservé Trygve Haavelmo, enseignant à l'université d'Oslo depuis 1947, paisible norvégien, amateur de ski de fond et de balades en forêt, des servitudes de la renommée. La distinction qui lui a été décernée mercredi 11 octobre par l'Académie royale des sciences d'Oslo ne pouvait que contrarier ce père de l'économétrie moderne, récompensé pour avoir, aux côtés de ses amis et mentors Ragnar Frisch et Jacob Marschak, mis au point un outil méthodologique cohérent permettant de tester les théories économiques, grâce à l'application du calcul des probabilités et des statistiques.

« De telles récompenses devraient aller à des gens bien plus jeunes », a-t-il inconsciemment déclaré à la radio norvégienne avant de briser la politesse à ses collègues accourus pour le féliciter en se réfugiant dans les bois. Trygve Haavelmo ne doit pas tant sa célébrité dans les milieux économiques à sa silhouette d'entomologiste anglais qu'à son ouvrage principal — support d'une thèse présentée en 1941 à Harvard et consacré à « L'approche probabiliste en économétrie » — qu'il a théorisé sur la dépense publique, devenu un classique des polycopiés étudiants. Une valeur sûre récompensée par un prix de 3 millions de couronnes (2,8 millions de francs).

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 26 OCTOBRE 1989, à 9 h 30
PAVILLON à FRESNES (94)

8, cité Jeanne-d'Arc
R.-de-ch. : entrée, cuisine, 4 pièces, w.c. - 1^{er} étage : 2 pièces, cuisine, coin douche, chauffage central individuel au 1^{er} étage - jardin

MISE A PRIX : 10 000 F

S'adresser à Maître Patrick VARINOT, avocat à Nogent-sur-Marne (94130)
166 bis, Grande-Rue, Tél. : 48-72-43-00 - MINITEL : 3616 JAVEN.

VENTE sur licitation, au Palais de Justice de Créteil,
le JEUDI 26 OCTOBRE 1989, à 9 h 30 - EN UN LOT

3 PARCELLES de TERRAIN à VILLECRESNES (94)

Licite : La Pointe de Fer, cad. sect. AO n° 194 pour 7 A, 95 CA - La Pointe de Fer, cad. sect. AO n° 209 pour 56 A, 85 CA, et sect. AO n° 210 pour 21 A, 49 CA.

M. A. P. : 100 000 F

S'adresser à Maître Patrick VARINOT, avocat à Nogent-sur-Marne (94130)
166 bis, Grande-Rue, Tél. : 48-72-43-00 - MINITEL : 3616 JAVEN.

VENTE au Palais de Justice de Créteil,
le JEUDI 26 OCTOBRE 1989, à 9 h 30

APPARTEMENT à VILLEJUIF (94)

2-4, rue Arago et 17-19, rue Yves-Gaillardet
de 2 pièces, cuisine, w.c., sur peller - ATELIER - CAFE DOUBLE

MISE A PRIX : 50 000 F

S'adresser à Maître LÉPILLET, avocat au barreau du Val-de-Marne,
9, rue du Général-de-Lamotte (94000) Créteil, Tél. : 49-80-06-90

Et sur MINITEL : 3616 JAVEN.

VENTE sur mise immobilière, au Palais de Justice de Créteil,
le JEUDI 26 OCTOBRE 1989, à 9 h 30

UN PAV. de 6 P.P. à LIMEIL-BREVANES (94)

6 - 6, avenue Delaporte - s/terrain de 374 m²

M. A. P. : 450 000 F

S'adresser à M^{rs} S. TACNET, avocat à Champs-sur-Marne (94), 20, rue Jean-Jaures - Tél. : 47-06-94-22 - M^{rs} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à PARIS (94), 55, bd Malacourbe - Tél. : 45-22-04-36 - VISITES sur place, le 16 octobre 1989, de 9 h 30 à 10 h 30.

Le financement des entreprises publiques depuis mai 1988

Le tableau que nous avons publié dans le numéro daté jeudi 12 octobre accompagnant l'article sur « L'assistance financière retrouvée des entreprises publiques » contenait des erreurs. Nous le redonnons en priant nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

(En millions de francs)					
Adéquation	Dotations en capital et réserves de dette	Apports de titres par l'Etat	Appels au marché	Résultats nets 1988	Bénéfices nets en réserves
Air France	1 250		2 500 (1)	1 150	900
Bull	1 000 (1988) 500 (1989) 1 000 (1990)		1 500 (1)	300	300
Elf			4 200 (2)	7 200	6 200
Orlans	1 100			3 000	3 000
Pechiney	1 000		5 300 (3)	2 000	900
Renault	12 000			8 900	8 900
Rhône-Poulenc			11 000 (4)	3 400	2 300
SNCF	1 650			250	
Thomson	2 000 (1990)		1 200 (5)	2 370	1 900
Unicop-Saatchi	9 100			4 600	4 600
BNP		2 880		3 080	2 450
Crédit lyonnais		1 500	3 500 (1)	2 080	1 400
CC		1 000		1 060	880
AGF				2 100	1 700
GAN		1 500		1 900	1 700
UAP		2 500		2 900	2 500
Banque de Bretagne	140			19	
TOTAL	30 740	9 380	28 200	45 706	39 800

(1) TSDI (titres subordonnés à durée indéterminée).
(2) Augmentation de capital suivie par l'ERAP.
(3) Certificats d'investissement et introduction en Bourse de Pechiney International.
(4) TSDI et titres participatifs.
(5) TSDI par le Banif (banque du groupe Thomson).

Dans un marché en voie de concentration

Polygram devient le numéro deux mondial du disque

AMSTERDAM

de notre correspondant

Annexé le mercredi 11 octobre à New-York, le rachat de la société de disques américaine d'A & M par Polygram, filiale de la multinationale néerlandaise Philips, a une double signification.

En négociation depuis plusieurs mois, cette transaction est tout d'abord le dernier exemple en date de l'absorption par un grand nom du marché mondial du disque d'un label indépendant. Le passage d'A & M sous le giron de Polygram suit de quelques mois la prise de contrôle de Chrysalis par EMI, et de quelques jours l'entrée du japonais jaysanki dans le capital de Virgin. Entre-temps a eu lieu le rachat de Island Records par Polygram (Le Monde du 4 août).

L'indépendant Geffen à Los Angeles est désormais le dernier représentant d'une race en voie d'extinction, les principaux labels musicaux étant aujourd'hui entre les mains des géants de communication ou de l'industrie audiovisuelle Sony (CBS), Time Warner (Warner), Bertelsmann (RCA), Thorn-EMI et Philips.

Conclure pour un montant non communiqué, mais estimé par les analystes aux alentours de 3 milliards de francs, soit une fois et demie environ le chiffre d'affaires 1988 d'A & M, l'acquisition de cette dernière illustre ensuite la stratégie nouvelle de Polygram. Leader incontesté du marché international du disque classique grâce

à ses marques Deutsche Grammophon, Decca et Philips Classics, la filiale de la multinationale néerlandaise souhaitait développer sa part du marché de la musique populaire. C'est ce qu'a expliqué le président de Philips M. Cornelius Van der Klugt au cours d'un entretien accordé au Monde (nos éditions du 29 septembre).

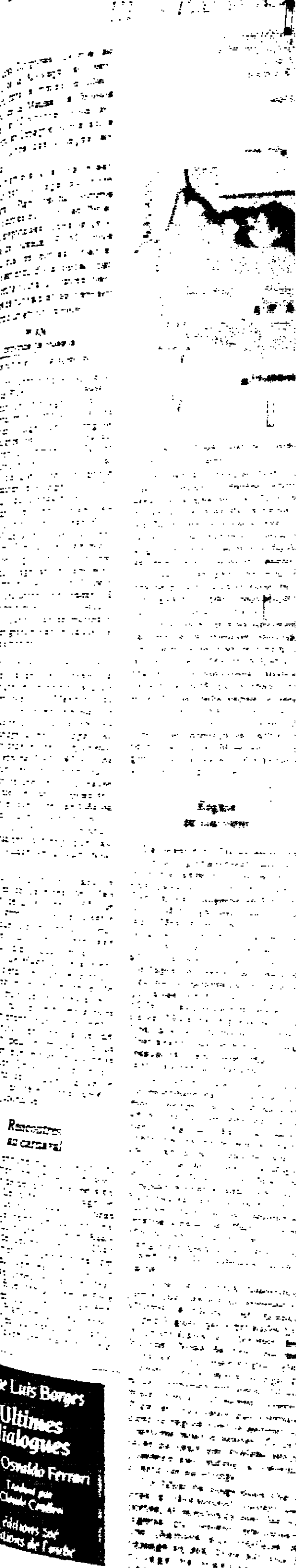
Grâce au rachat réussi d'Island Records et d'A & M, des artistes « rock » tels le groupe U2 et la chanteuse Janet Jackson rejoignent Elton John et les Dire Strait dans le catalogue Polygram.

Le chiffre d'affaires de la compagnie passera ainsi de 10,2 milliards de francs environ en 1988 à plus de 13,5 milliards de francs. Jusqu'à présent numéro trois de l'industrie mondiale du disque, Polygram en deviendra le numéro deux derrière CBS. La concurrence acharnée que se livrent Philips et Sony sur le terrain des équipements Hi-Fi, et notamment les lecteurs de disques compacts, trouvera un nouveau terrain d'expression.

La prochaine étape du développement de Polygram devrait être le placement en Bourse d'une partie de son capital actuellement détenu par Philips. Les 10 % restants sont entre les mains d'un investisseur institutionnel dont l'identité n'est pas connue. 30 % des titres Polygram au maximum seront proposés à la vente, dont la majeure partie à la Bourse de New-York. Sans doute d'ici là la fin de cette année.

CHRISTIAN CHARTIER

Les villages du



مكتبة الامم المتحدة

ÉCONOMIE

Les villages du bout de la crise

III. — Plan en Aragon : convoi de femmes

Après Baygonne, bloqué au bout de la Norvège, et Plan, perdu dans le marasme silencieux de la Meuse (le Monde des 11 et 12 octobre), nous terminons en Espagne notre série sur l'Europe des villages en crise.

A première vue, ce n'est qu'un petit village au nom bizarre : Plan, perdu comme tant d'autres au fond des Pyrénées aragonaises, dans la province de Huesca. Plutôt plus perdu que les autres, même, tant il est ardu d'y accéder, par une petite route sinueuse parsemée de tunnels et serpentant au fond d'un étroit canyon.

PLAN
(province de Huesca)
de notre envoyé spécial

Les trois cent vingt-cinq habitants de Plan, qui vivent essentiellement de l'élevage, auraient pu connaître le triste sort de ces multiples villages de la région qui, saignés par l'exode rural, s'éteignent doucement au fur et à mesure que vieillit leur population. Mais une idée de génie allait sauver le village, fruit du cerveau du cinéaste William Weidman. C'est en voyant en effet à la télévision du bar Rutché, OQ de la jeunesse du coin, son film *Convoi de femmes*, qu'un petit groupe de célibataires du village, se sentant soudain l'âme de cow-boy de Robert Taylor, décidèrent de passer à l'action pour modifier ce pesant état civil. Car si Plan se mourait, c'était en grande partie faute de femmes à marier.

Surmontant vaillamment leur timidité, ils se décidèrent à envoyer une petite annonce à un quotidien local, *El Heraldo de Aragón* : *Cherchons femmes de vingt-quatre à quarante ans en vue mariage dans village des Pyrénées aragonaises. Informations téléphone 50-60-48*. Les plus optimistes attendaient sans trop y croire une demi-douzaine de réponses, et se proposaient d'inviter les quelques candidates nuptiales à une modeste petite fête. En tout bien tout honneur, s'exprimèrent-ils d'expliquer au curé du village venu aux nouvelles.

Ce fut l'avalanche. Sans le savoir, les célibataires de Plan venaient, ce 2 janvier 1985, de tirer le gros lot de la loterie médiatique. Le lendemain, leur initiative faisait la première page d'un quotidien local rival, *El Periodico de Huesca*. Le surlendemain, c'était le tour de la radio de la région, puis de celle de Madrid, puis de celle de la télévision : des millions de téléspectateurs contemplèrent sur leur petit écran trois fiers gaillards de Plan, un peu intimidés, venus expliquer leur initiative au pays tout entier. On vit même débarquer dans ce village, la veille inconnu, les télévisions américaines et japonaises.

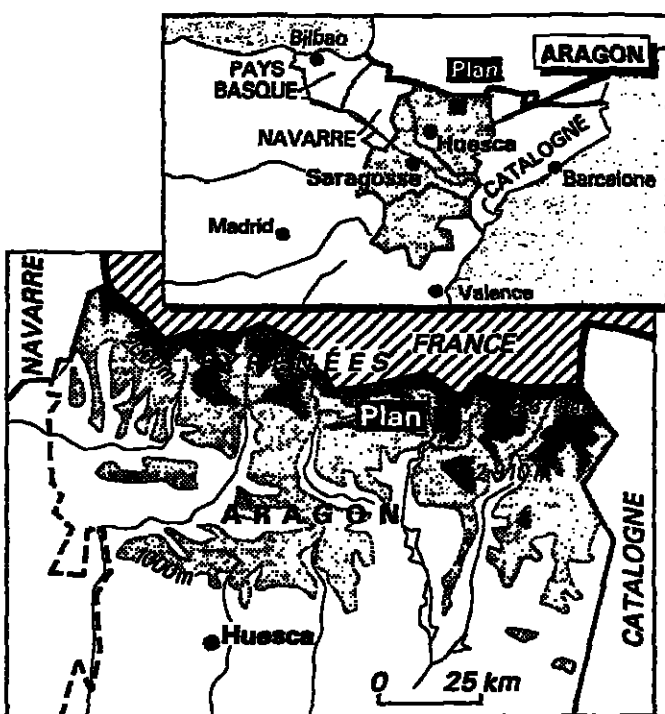
Rencontres au carnaval

Le téléphone du bar Rutché, entre-temps, ne cessait de sonner : plus de deux mille appels en un mois. Le facteur du village ne savait plus où donner du bras face aux sept cents lettres reçues. La toute nouvelle Association de célibataires de Plan classait méthodiquement les candidatures, venues de tout le pays : âge, aspect physique, desiderata. Elle frétait en même temps les autobus qui amèneraient à Plan, depuis les principales villes du pays, les candidats à l'aventure matrimoniale.

Jorge Luis Borges

Ultimes dialogues

avec Osvaldo Ferrari
traduit par
Claude Coullon
éditions 200
éditions de l'Aube



La fête fut fixée pour le 7 mars, le jour du carnaval.

Ce jour-là, quelque cent cinquante jeunes femmes intimidées débarquèrent à Plan au milieu d'une nuée de caméras et des flashs des photographes. Un bal avec des chanteurs venus de la grande ville, permit d'établir les premiers contacts, souvent laborieux. Les gens du cru, au dire de plusieurs candidates, ne se distinguaient pas particulièrement par leur audace ! Trois jours plus tard, on n'en annonça pas moins le premier mariage.

En présence de tout le village la larme à l'œil, Maria Angeles et Mariano prononcèrent bientôt, devant le curé qui n'avait plus entendu ces mots depuis si longtemps, le rituel « oui, je le veux » que retransmettent en direct les principales radios du pays. Les chœurs de l'Espagne tout entière s'émouvaient avec les villageois de Plan.

Regain du tourisme

La première fête se solda par un bilan globalement positif : trois mariages, dix fiançailles et quelques flirts prometteurs. Depuis, les villageois de Plan ont continué à organiser, chaque été, leur fête nuptiale. Avec des résultats distincts selon les sources : tandis que le curé affirme avoir célébré dix mariages, le maire, lui, parle de trente-cinq nouveaux couples, ce qui laisse penser que certains ont dû faillir aux prescriptions ecclésiastiques. Mais qu'importe les chiffres, la « belle histoire » de Plan, c'est avant tout celle d'un village ressuscité dans une région où tant d'autres ont disparu.

« L'important, c'est que l'atmosphère du village a désormais changé : avant, Plan était un village fermé aux visiteurs. Aujourd'hui, les habitants ont recommencé à croire au futur, à bâtir des projets, à échanger des plans », souligne le curé, le Père Jacinto Brallans, cinquante-quatre ans, dont dix-huit passés dans la vallée. Visiblement ravi de la renommée internationale de Plan, il s'est résolu à mettre à l'étude de l'anglais depuis qu'il a été interviewé par la télévision américaine.

« Tout a si bien fonctionné parce que rien n'était prémédité, affirme le maire José Antonio Lopez Figuer, qui n'est autre que le propriétaire du fameux bar Rutché. Nous ne voulions pas faire un coup médiatique, simplement sauver notre village. Et nous y sommes parvenus. Désormais, toute l'Espagne connaît Plan, et tous ceux qui viennent dans la région font le détour. Le tourisme nous a sauvés. Et certains de ceux qui étaient partis commencent même à revenir s'installer au village. »

Un hôtel de vingt-deux chambres a récemment ouvert ses portes, et nombreux sont les villageois qui louent maintenant une chambre aux touristes de passage en été. D'autant que le village ne manque pas de charme, avec ses maisons

au village, nombre d'émigrés firent venir dès qu'ils le purent leur famille à la ville.

Le système d'héritage pratiqué dans l'Aragon contribua à cet exode massif : pour éviter la division de la propriété dans cette région d'altitude de faible superficie arable, la terre est en effet transmise exclusivement au fils aîné, à charge pour lui de subvenir aux besoins de ses frères et sœurs. Ce qui ne peut qu'inciter ces derniers, pour éviter une telle situation de dépendance, à tenter leur chance ailleurs.

Certes, depuis la crise économique de la fin des années 70, l'émigration s'est ralentie. Mais ceux qui sont partis ne reviennent guère, et la population rurale continue à vieillir. Les Pyrénées aragonaises sont-elles condamnées à se dépeupler lentement ? Plan a peut-être, là aussi, montré la voie du salut : celle du tourisme.

« Le futur de notre région passe inévitablement par le tourisme, affirme à Saragosse le ministre de l'aménagement du territoire du gouvernement régional aragonais, M. Joaquim Maggioni. La province de Huesca pourrait, par exemple, constituer un lieu de villégiature idéal pour le troisième âge. Mais il faudrait pour cela de bien meilleures voies de communication. Toutes les grandes routes qui traversent les Pyrénées passent par le Pays basque ou la Catalogne, et nous laissons de côté. » C'est que les Pyrénées aragonaises se sentent bien oubliées du pouvoir central et de cette Espagne urbaine, qui ne se souvient d'elles, l'espace de quelques jours, que pour contempler avec un amusement attendri le geste des célibataires de Plan !

THERRY MALINIAK
FIN

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beauvillier, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2437

Renseignements sur les microfilms
en ind. du Monde au (1) 42-47-98-81.

**Le Monde
PUBLICITE**
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-85-91-22 ou 45-85-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 F

**Le Monde
TÉLÉMATIQUE**
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

BP 50709 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : s'adresser au service : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. **PORT PAYÉ : PARIS RP**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 03 12 88.

LUNDI 16 OCTOBRE

- S. 2 - 14 h 15 : Art d'Extrême-Orient. Collection de M. O. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Bourdeley, Furtier, Raindre, experts.
S. 4 - Céramiques. M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, M. Vandermeersch, expert.
S. 5 et 6 - Tableaux anciens. Membres et objets d'art. M^{re} RIBEYRE, BARON, M^{re} OGER, DUMART, OGER, DUMONT (Arcole).
S. 10 - Tableaux, membres. M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 15 - Mobilier. M^{re} ROGEON.
S. 16 - ADRIENSCENCE. Tableaux modernes. M^{re} ROBERT.

MARDI 17 OCTOBRE

- S. 7 - Antiquités préhispaniques. Art nègre. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 8 - 14 h 30 : Afrique, Océanie (suite de la vente du lundi 16 octobre à 20 heures à Drouot-Montaigne). M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Montbarbon, expert.
S. 9 - Art nouveau, art déco. M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, M. Camard, expert.
S. 12 - Timbres-poste. M^{re} LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 18 OCTOBRE

- S. 1 - 14 h 30 : Dessins et tableaux du XIX^e siècle. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Pacitti et de Louvencourt, M. Maréchal.
S. 4 - Tableaux XVIII^e, XIX^e, bijoux, argenterie, bibelots, membres d'époque et de style. M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY (Arcole).
S. 5 - Tableaux anciens, objets d'art et mobilier. M^{re} MILLON, JUTHEAU.
S. 7 - Suite de la vente du 17 octobre. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 10 - Tableaux anciens et XIX^e, membres. M^{re} RENAUD.
S. 12 - Suite de la vente du 17 octobre. M^{re} LENORMAND, DAYEN.
S. 15 - Tableaux, bibelots, membres anciens et style. M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

JEUDI 19 OCTOBRE

- S. 9 - 14 h 15 : Bons membres. Objets mobiliers. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

VENREDI 20 OCTOBRE

- S. 5 - Tableaux anciens, important ensemble de dessins et tableaux du XIX^e siècle. Membres, art nouveau et XVIII^e. M^{re} LIBERT, CASTOR.
S. 6 - Tableaux modernes du XIX^e. M^{re} BOISGIRARD.
S. 10 - Tableaux, bibelots, membres et objets. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 12 - Affiches de sport. M^{re} LENORMAND, DAYEN.
S. 13 - Timbres, livres anciens, bibelots, objets d'art et membres. PARIS AUCTION. (M^{re} de CAGNY - Tél. 42-46-00-07).
S. 15 - Bibelots, membres. M^{re} BONDU.

SAMEDI 21 OCTOBRE

- S. 9 - Lithographies. M^{re} ROGEON.
S. 12 - Affiches de cinéma. M^{re} LENORMAND, DAYEN.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

LUNDI 16 OCTOBRE à 20 heures

AFRIQUE - Océanie
(Suite de cette vente le 17 octobre, S. 8 à Drouot-Richelieu). M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs. M. Montbarbon, expert. Expo publ. : le 14 octobre de 11 heures à 18 heures et le 16 octobre de 11 heures à 16 heures.

JEUDI 19 OCTOBRE à 14 h 30

PRÉCIEUX MANUSCRITS, LIVRES ANCIENS
Important ensemble relatif à l'Égypte.
M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs.
MM. Guérin et Courvoisier, experts.
Expo publ. : mercredi 18 octobre de 11 heures à 19 heures.
Exposition chez les experts jusqu'au 17 octobre.
(9 heures à 13 heures et 14 heures à 18 heures.)
Librairie Girard-Badin, 22, rue Guyonnet, 75006 Paris.
Tél. (1) 45-80-58.

JEUDI 19 OCTOBRE à 15 h 15

Provenant de la succession de M. R.
MANUSCRITS À PEINTURES. Recueil de Loménie de Brienne.
M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET, commissaires-priseurs.
Expo publ. : le 18 octobre de 11 heures à 19 heures et le 19 octobre de 11 heures à 12 heures.

DEMANCE 22 OCTOBRE à 14 h 30

IMPORTANTES TABLEAUX ET SCULPTURES DU XIX^e AU XX^e
Expositions : samedi 21 octobre de 10 heures à 22 heures et dimanche 22 octobre de 11 heures à 12 heures.
Tél. pendant l'exposition et la vente : (1) 48-00-20-91.
SCP, M^{re} F. LOMBRAIL et J.-P. TEUCQUAM. Tél. (1) 43-97-29-93.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-74-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (associés)
RHODAS-LAURIN, 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-90-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Bonin (75009), 48-34-51-20.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION : de Cagny, Carlinet-Lévy, Desmarest, Fichet, Gaudin, Hélyette, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-34-91.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Roussin (75009), 47-70-48-95.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

appartements ventes

appartements ventes

1^{er} arrdt

Particulier vend à TRIEL
S/SEINE 78560, maison :
iv., 3 chbres, 2 sds, garage,
cave, 1 500 m² terrain.
Très belle vue.
Tél. : (1) 78-08-00-82.

2^e arrdt

LES HALLES
3 pces, caracole, 11 ch.
poutres, diapos.
1 700 000 F. 45-50-61-91.

3^e arrdt

3^e arrt, pour pl. des Vosges.
2 pces, 51 m², réalt. à neuf.
5 100 F. Disp. rapidement.
3615 KIOSK
Tél. : 47-88-02-75.

5^e arrdt

PARIS 5^e
EXCEPTIONNEL.
Noble, jolies habit.
Avec de prestige
superficie 118 m²,
réception 83 m², 1 ou
2 ch., cuisine équipée,
gde bsr + placard.
6 100 000 F.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

11^e arrdt

Proximité Hôtel de Ville
et Canal St-Martin.
EXCEPTIONNEL. 82 m²
réalt. par architecte d'ins-
teur. Cds. 18 m², 2 s. de
bains, séjour 28 m², 2 ch.,
sac. Par. à part. Tél. : 42-
03-54-16, bar. : 42-78-
88-11.

19^e arrdt

BUTTES CHAUMONT
SIMON-SOLVAY
2, passage Four-à-Chaux
3^e p., ch. logg. lux.,
s/p, 14-17 h vend. et
samedi ou 42-02-67-88.

AGENDA IMMOBILIER

Hamilton Osborne King
34 MOLESWORTH ST. DUBLIN 2 01-760251
765501 - 11 SOUTH MALL - CORK 021-271371



KILLARNEY Irlande

Complexe résidentiel d'élite sur les
lacs, 3 miles de la ville de Killarney.
Idéal pour complexe hôtelier/tourisme.
2 300 m² sur 5 hectares de terrain.
Vente par O.P.A. le 25 octobre 1989.
Co-agents : Sean Coyne and Co. Ltd,
1, Main Street - KILLARNEY
Tél. : 19-44-353-64-31274.

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS

AU PIED DU TÉLÉPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI

LE MORGANE

A CHAMONIX MONT-BLANC

1035-4807m



Schmidhauser

GENÈVE - ANNEMASSE

VENDRE - LOUER - AGENCE

Praz-sur-Arly

329.000 F

Mégève en voisin

Avec 13.160 F

à la réservation (49%)

Au cœur d'une station-village

typiquement savoyarde, votre

appartement 2 pièces tout

équipé proche des pistes

et des commerces.

3 pièces.

Financement personnalisé. Gestion locative assurée.

(1) 42.25.25.25

Bon documentation sur PRAZ-SUR-ARLY

Nom

Adresse

Tél. Dom.

Tél. Bur.

66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERINEL

Vacances

249.000 F

Avec 8.700 F à la réservation (49%)

Piscine et tennis privés

Votre maison 2 pièces tout équipée

au calme d'un

village typique-
ment provençal,
dans l'arrière-
pays de Hyères.
3 pièces.
Estate dépayssé
en maisons
d'élites.
Financement
personnalisé.
Crédit 100% possible.

(1) 42.25.25.25

Bon documentation sur FORCALQUERET

Nom

Adresse

Tél. Dom.

Tél. Bur.

66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERINEL

Vacances

6^e arrdt

VAL-DE-GRACE
2 p., 80 m², 1 450 000 F.
FEBRIS, 45-44-22-36.

12^e arrdt

REUILLY-DIDEROT
3 p., mds, bsr, 2 w.-c.,
2 bsr, 8 p., sac. lux., réalt.
1 800 000 F. 45-55-66-04 p. 22.

14^e arrdt

14^e ALÉSIA/MONTROUS
Bel appart. 120 m²
murs, standing
gd living + 4 chbres
cuisine équipée
brr, dss impeccables,
possib. profession libérale.
Tél. : 3 960 000 F.

16^e arrdt

16^e MORO
TRÈS BELLE AFFAIRE
FOCH/DE AFFAIRE
Apprt. 9^e ét. 280 m²
3 réceptions + 8 chbres
Possib. prof. libérale
Prix : 8 000 000 F.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

18^e arrdt

18^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

8^e arrdt

8^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

10^e arrdt

10^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

12^e arrdt

12^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

14^e arrdt

14^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

16^e arrdt

16^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

18^e arrdt

18^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

20^e arrdt

20^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

22^e arrdt

22^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

24^e arrdt

24^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

26^e arrdt

26^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

28^e arrdt

28^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

30^e arrdt

30^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

32^e arrdt

32^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

34^e arrdt

34^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

36^e arrdt

36^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

38^e arrdt

38^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

40^e arrdt

40^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

42^e arrdt

42^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

44^e arrdt

44^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

46^e arrdt

46^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

48^e arrdt

48^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

50^e arrdt

50^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

52^e arrdt

52^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

54^e arrdt

54^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

56^e arrdt

56^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

58^e arrdt

58^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

60^e arrdt

60^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

62^e arrdt

62^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

64^e arrdt

64^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

66^e arrdt

66^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

68^e arrdt

68^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

70^e arrdt

70^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

72^e arrdt

72^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

74^e arrdt

74^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

76^e arrdt

76^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

78^e arrdt

78^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

80^e arrdt

80^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

82^e arrdt

82^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

84^e arrdt

84^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

86^e arrdt

86^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

88^e arrdt

88^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

90^e arrdt

90^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

92^e arrdt

92^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

94^e arrdt

94^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

96^e arrdt

96^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

98^e arrdt

98^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

100^e arrdt

100^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

102^e arrdt

102^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

104^e arrdt

104^e arrdt. Jean-Goujon.
202 m² gd standing,
avec cabine de lav. et brr.
Tél. : 48-22-03-80
43-55-66-04 p. 22.

106^e arrdt

106^e arrdt. Jean-Goujon.

Le Monde AFFAIRES

Jean-Marie Rausch, un ministre en données brutes

Le ministre du commerce extérieur doit réunir les 13 et 14 octobre à Metz, « sa » ville, ses homologues de la CEE pour une réunion destinée à préparer la prochaine conférence du GATT. Un retour en force pour un homme bien discret

La paralysie du centre informatique des douanes de Toulouse, qui, en raison de la grève de ses fonctionnaires, n'a pu, le 29 septembre, fournir qu'un solde global du commerce extérieur en données brutes, n'a probablement pas frustré M. Jean-Marie Rausch. Au contraire : le ministre du commerce extérieur éprouve une sainte horreur pour les chiffres corrigés des variations saisonnières, invention technocratique à laquelle il « ne comprend rien ». D'ailleurs, ajoute-t-il, personne n'est capable d'expliquer comment cela fonctionne !

Particulièrement discret depuis qu'en juin 1988 il a décidé de rejoindre la majorité présidentielle — tout en demeurant adhérent du Centre des démocrates sociaux — pour devenir ministre du commerce extérieur (« une compétence libérale qui convient bien à un homme d'ouverture »), M. Rausch est aujourd'hui déterminé à se consacrer plus activement qu'auparavant à son portefeuille ministériel. Il est vrai qu'entre-temps il est parvenu avec une grande habileté, que lui reconnaissent ses adversaires politiques, à se faire réélire maire de Metz en compagnie de socialistes et à mener à bien un renversement d'alliances au sein du conseil régional de Lorraine, au terme de ce qu'il qualifie lui-même de « beau Krügelpiel ».

Gags et gaffes

La discrétion ministérielle, M. Rausch la maîtrise parfaitement. Il l'a choisie d'emblée, en prévenant qu'il s'agissait pas question pour lui de commenter chaque mois le chiffre — un déficit, le plus souvent — du commerce extérieur. Une marque de bon sens : les spécialistes eux-mêmes concèdent que l'analyse mensuelle de cet indicateur est un exercice assez vain. Néanmoins, au fil des mois et des déplacements du nouveau ministre, certains ont commencé à se demander si cette option ne trahissait pas plutôt un manque d'intérêt de la part d'un homme — passionné de télécommunications et d'informatique — pressenti, au moment de la constitution du deuxième gouvernement Rocard, pour le ministère de la santé. Pour lui, le commerce extérieur n'est de toute évidence pas une vocation, même si M. Rausch, lorsqu'il dirigeait une minoterie dans — sa — région lorraine, exportait beaucoup vers l'Allemagne.

Il est vrai que les interventions du ministre ont souvent été malheureuses. A peine installé, il réclame la création d'un crédit d'impôt pour les exportateurs... et obtient une réponse polie, mais formellement négative, de M. Pierre Bérégovoy. En septembre 1988, il affirme qu'il verrait très bien M. Raymond Barre succéder à M. Rocard à l'hôtel Matignon... et provoque un tollé au PS. En décembre, il déclare à l'agence de presse Reuter que le deutchemark devrait être réévalué... et, immédiatement, la monnaie allemande bondit à 3,4215 francs, son record historique. Convoqué par le premier ministre, il affirme avoir été « piégé » par les journalistes et, semble-t-il, convainc le chef du gouvernement de sa bonne foi.

Ses prestations lors de déplacements officiels ont elles aussi réservé quelques surprises à son entourage. A Moscou, au terme d'un voyage effectué début juillet, M. Rausch repart la presse en compagnie de son homologue soviétique. La France va-t-elle augmenter ses achats de gaz soviétique ? Question incongrue, aux yeux du ministre, qui appartient à « une région qui produit encore du charbon » et ne voit pas d'un très bon œil la concurrence d'autres formes d'énergie. L'Union soviétique vend-elle acheter des Airbus à la France ? Là encore, la question est totalement déplacée, puisque « l'URSS dispose de sa propre industrie aéronautique ». Les Etats-Unis, qui fabriquent eux aussi des avions, figurent pourtant parmi les meilleurs clients du consortium européen. Au cours du même voyage, M. Rausch, tout

étonné que le ministre soviétique, avec lequel il inaugurerait le premier distributeur automatique de billets implanté à Moscou, en ait retiré et lui ait remis une coupure de 100 roubles (1 000 francs français au cours officiel)... le dépense illégalement pour s'offrir un appareil photo de fabrication locale (marque Kiev), qui figure depuis dans sa collection privée.

Mais désormais, M. Rausch considère d'un œil neuf ses responsabilités nationales. Outre un nouveau plan d'action destiné à inciter les exportateurs à s'intéresser de plus près au marché allemand, il s'attache à dédramatiser un déficit commercial « qui ne doit pas faire oublier que nous sommes tout près de l'équilibre » et ne constitue « vraiment pas une catastrophe ». Actuellement, explique le ministre, l'industrie est au taquet de ses possibilités : que des Français achètent une voiture japonaise ou une voiture française revient exactement au même », assure-t-il sans crainte de surprendre. Sans oublier les fameuses corrections des variations saisonnières (CVS), « un fonds de commerce comme un autre ». Des considérations qui créent comme un malaise parmi certains hauts fonctionnaires spécialistes du commerce extérieur. Ils rétorquent que, sans CVS, « on ne pourrait plus pratiquer la moindre comparaison » et jurent « grilles et sans fondement » les critiques de M. Rausch.

Entre sa nomination au gouvernement et les élections municipales, Jean-Marie Rausch reconnaît lui-même qu'il n'a pratiquement pas tenu son rôle de ministre du commerce extérieur. Sa priorité absolue, c'était d'être réélu comme maire de Metz, sans quoi il perdrait sa principale emprise locale et sans aucun doute son ministère. Le fonctionnement du quel Brandy a alors été réduit à un service minimum, le ministre n'étant présent à Paris qu'un jour et demi par semaine environ. Lui qui dit que, dans sa région, « les gentils le présentent comme un autoritaire, et les méchants comme un autocrate » offrait l'image d'un homme dépassé par les événements, dont on ne savait trop s'il s'amusait à afficher son désintérêt pour son ministère ou s'il était incapable de suivre correctement ses dossiers. En décembre, coincé entre une campagne électorale difficile, les multiples déplacements à l'étranger auxquels un ministre du commerce extérieur ne peut échapper, et une piètre image de marque, M. Rausch était sur le point de rendre les armes. Fin janvier,



La plus importante réside dans l'organisation. L'emploi du temps de M. Rausch est parfaitement géré

lors d'une conférence de presse de présentation des résultats du commerce extérieur en 1988, M. Rausch, visiblement peu préparé à l'excès des statistiques douanières, s'était enfoncé dans une interminable énumération de chiffres et avait laissé pointer une lassitude évidente. Il confiait aux journalistes que la charge du ministère du commerce extérieur ne pouvait être supportée « trop longtemps » par une même personne.

« Je commence à piquer »

M. Rausch a pourtant réussi — malgré une grosse frayeur entre les deux tours — à conserver la mairie de Metz, s'est débrouillé pour conserver la présidence du conseil régional de Lorraine... et a décidé de reprendre en main son ministère.

Il affirme être désormais beaucoup plus présent à Paris qu'auparavant et tenir lui-même l'ensemble des dossiers. Ainsi a-t-il rétabli la tradition des réunions avec la DREE (direction des relations économiques extérieures), même si celles-ci n'ont lieu qu'une fois par mois environ. Le ministre gauche des premières semaines commence à prouver qu'il s'intéresse de près à son poste. « Le commerce extérieur, je commence à piger », affirme-t-il sans ambages. Il bénéficie en outre de la confiance du ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, qui a même récemment salué son coup d'éclat contre les CVS devant la presse économique. Est-ce leur parcours non sans ressemblance ou leur cordialité qui rapprochent les deux hommes ?

Pourtant, le nom de Jean-Marie Rausch n'est pour l'instant associé

à aucune initiative en matière commerciale au moment même où, après un deuxième trimestre relativement favorable, le déficit des échanges s'est considérablement creusé depuis juillet. Le plan export, présenté en mars dernier, a été l'œuvre des services du premier ministre ; et si le ministre déclare maintenant travailler sur des projets sérieux, comme un « plan Allemagne », pour tenter de résoudre les problèmes commerciaux structurels entre la France et la RFA, leur portée en sera probablement limitée. D'ailleurs, un programme d'aide aux exportations vers l'Allemagne n'a-t-il pas déjà été présenté par le secrétariat au Plan ? Avec toute la bonne volonté du monde, M. Rausch — ministre d'ouverture franco-allemand — dispose, comme tout ministre du commerce extérieur, d'une marge d'action très limitée, pour ne pas dire inexistante. Ainsi,

s'il est clair que la cohabitation avec son directeur de cabinet est conflictuelle, M. Rausch se borne à déclarer qu'il « accorde sa confiance » à M. Christian Tardieu. Ne se trouve-t-il pas plutôt dans l'impossibilité de composer le cabinet de son choix ?

Pour M. Rausch, le plus important réside de toute façon dans l'organisation : son emploi du temps est parfaitement géré, et il affirme que sa femme lui apporte une aide d'ordre psychologique et ménager précieuse.

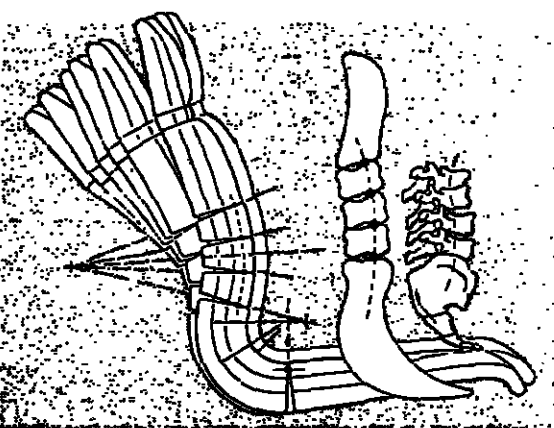
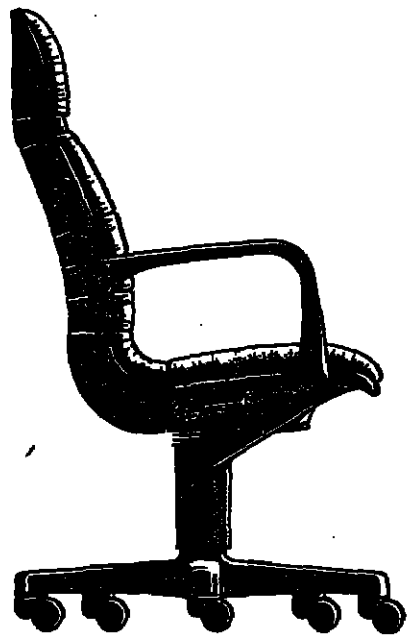
La retraite en 2001

Fou de l'informatique, M. Rausch gère plusieurs programmes simultanément, dont un consacré à son emploi du temps, qui comporte généralement plus d'une dizaine de rendez-vous par jour, et dont il est fier qu'il ne souffre jamais de « surbooking » (réservations en nombre excessif). A peine de temps en temps s'amuse-t-il à introduire dans le fichier un rendez-vous fictif (avec Mme Dupont, par exemple) afin d'avoir le temps de prendre un café. Malgré le rythme épuisant, entre ses responsabilités de maire, de président de conseil de région, de président de l'Association des maires des grandes villes, et de ministre du commerce extérieur, M. Rausch se voit finalement « durer » longtemps dans un portefeuille qu'il commence à apprécier. Même si, dans l'absolu, il reconnaît que le commerce extérieur se satisfait d'un ministre délégué plutôt que d'un ministre d'Etat.

Comment M. Rausch voit-il son avenir ? Ayant 56 ans, six semaines au mois dernier, il fixe l'époque de sa retraite à 2001, date de renouvellement du tiers sénatorial. C'est dire qu'il voit sa carrière avant tout comme celle d'un notable local, et non d'un ministre parisien. Cependant, lui qui a indirectement empêché Roger Fauroux de constituer un grand ministère de l'industrie et du commerce, à l'image du MITI japonais, reconnaît qu'il se verrait bien prendre la tête d'une telle entité. Tant qu'il tient la Lorraine, M. Rausch peut espérer garder un ministère. Et pourquoi pas celui de ses rêves, le ministère des PTT ? Encore faudrait-il qu'il accepte davantage qu'aujourd'hui d'affronter les tourmentes politiques et les conflits sociaux... dont le quel Brandy est bien protégé.

FRANÇOISE LAZARE
et JEAN-MICHEL NORMAND

INTERIMAIRES
MANPOWER:
PARTICIPATION
AUX BÉNÉFICES



SIMBIO, par Castelli Design: Mauro Monesi

Le corps humain pour modèle. Le dossier, calquant la colonne vertébrale, est formé de segments : comme les vertèbres. Liés par des charnières, ces segments sont régulièrement espacés : comme par des disques intervertébraux. L'élément de raccord s'abaïsse ou s'élève, suivant le dossier : comme le bassin. L'assise s'articule, facilitant les mouvements du bassin : comme les cuisses. Pour une parfaite symbiose avec la nature. La gamme SIMBIO dans la tradition de Castelli : depuis 112 ans nous fabriquons et installons dans le monde entier des meubles efficaces et beaux.

CASTELLI
1, Boulevard Ney 75018 PARIS Téléphone 40 34 32 00
Téléc 21 218 - Fax 40 34 86 42

AFFAIRES

CONJONCTURE INTERNATIONALE

Le pilotage à vue de l'économie indienne

Croissance vive, mais réserves de change insuffisantes, inflation forte et importations alimentaires irrégulières, une conjoncture contrastée à quelques semaines des élections législatives

NEW-DELHI

de notre correspondant

LORS de la campagne pour les élections générales de 1980, l'ancien premier ministre Indira Gandhi s'était taillé un beau succès populaire en dénonçant une forte hausse du prix des légumes.

A moins de trois mois du scrutin parlementaire, l'opposition tente de faire de la hausse des prix un nouveau cheval de bataille. Le Parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi présente cependant un bilan économique nettement plus favorable que celui laissé par le Parti Janata en 1980 : le taux d'inflation, par exemple, qui est d'environ 10 % aujourd'hui, dépassait 20 % à l'époque.

Il n'empêche. Déjà mis en cause par les divers scandales qui rythment la vie politique indienne (le *Monde* daté du 1-2 octobre), le gouvernement ne peut prendre aucun risque politique supplémentaire avec le panier de la ménagère. Ces derniers jours, alors que traditionnellement les Indiens consomment d'importantes quantités de sucreries à l'occasion des fêtes de Dusshera et de Diwali (les 10 et 29 octobre), le débat politique se localise sur le sucre dont le prix a flambé, le kilo passant de 6,50 roupies (1) à quatre mois à plus de 12 roupies en septembre.

La crise du sucre est à bien des égards exemplaire : elle montre l'extrême lourdeur de l'administration et le pilotage parfois erratique de l'économie indienne. Dès avril, les experts avaient prévu que la production ne dépasserait pas 8,7 millions de tonnes, soit une baisse de 13 % par rapport aux objectifs. En juin, le gouvernement annonçait qu'il envisageait d'importer 500 000 tonnes pour faire face à la demande. Le prix de la tonne était alors de 350 dollars.

Ceux qui profitent

En septembre, lorsque la décision a finalement été prise d'acheter sur le marché international, le prix de la tonne de sucre était passé à 518 dollars. Perte pour le Trésor indien, estimée par plusieurs experts financiers : plus de 500 millions de roupies. Les industriels et les grossistes s'accroissent réciproquement de profits gigantesques sur le dos des consommateurs, et le gouvernement, pourtant principal fauteur, dénonce les spéculateurs. D'autres produits de grande consommation connaissent de fortes hausses depuis le début de l'année, parmi lesquels l'huile, le sucre, le lait et le *dal* (farine de lentilles).

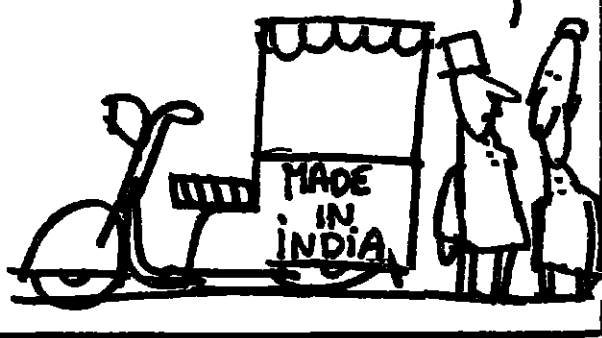
Les porte-parole de l'opposition le constatent dans leurs réunions électorales à travers le pays : l'inflation, ce maudit très fort. Avec un salaire mensuel de 1 000, 1 500 ou 2 500 roupies (2), une hausse des prix de 10 %, voire 13 % ou 15 % sur ces produits prend des allures catastrophiques.

Arun Ghosh, un économiste indien que cite le magazine *India Today*, explique ainsi les conséquences de la crise : « Les 15 % d'Indiens aisés (qui sont environ 120 millions) profitent effectivement de l'inflation. Cela parce que leurs revenus et profits augmentent plus vite que le coût de la vie. »

« Juste en dessous », poursuit Arun Ghosh, il y a une autre tranche de population qui représente environ 10 %, la partie supérieure de la classe moyenne, sur laquelle l'inflation est plus ou moins sans effet. Puis il y a les 15 % du bas de l'échelle, qui n'ont de toute façon pas les moyens d'acheter quoi que ce soit. Enfin, au milieu, il y a le groupe sur lequel l'inflation pèse le plus, soit 480 millions de personnes, environ 60 % de la population, dont les revenus sont relativement stables. »

Pour éviter au maximum les « dérapages » électoraux, le gouvernement central est intervenu sans léser sur les moyens : achats massifs sur le marché international de quelques produits essentiels comme le sucre, le riz, le blé et l'huile. Parallèlement, une stratégie a été mise en place pour tenter de ralentir l'accroissement du déficit de la balance des paiements. Début septembre, les réserves de

JE SAIS QUE C'EST PAS FACILE, MAIS IL FAUDRAIT FAIRE UN EFFORT SUR LES EXPORTATIONS.



PESIN

change ne représentaient plus que six semaines d'importations, soit moins de 3,5 milliards de dollars. Depuis, la situation a continué à se dégrader. Des mesures ont été prises de façon à la fois précipitée et tardive : début octobre, des consignes très strictes ont été données à tous les ministères (ainsi qu'aux entreprises publiques) pour faire des coupes importantes dans les importations et pour choisir systématiquement les produits indiens, même si ceux-ci sont plus chers. Déjà, en juin, le gouvernement avait annoncé une réduction de la facture des importations de 250 milliards de roupies.

Des institutions financières et industrielles ont été invitées à court terme sur le marché international des capitaux, ce qui accroît la dette. Un banquier occidental nous racontait l'étrange visite en juin dernier d'un émissaire du groupe Lihindia — l'un des plus importants groupes industriels — venu au nom du gouvernement solliciter une « contribution » pour un prêt à court terme dont l'affectation n'était pas précisée. Il ajoutait : « Notre visiteur était chargé de récolter une somme d'environ 315 millions de dollars. Ce n'était sans doute que la partie émergée de l'iceberg. Pour toutes les entreprises occidentales implantées ici, c'est une période très sensible. L'Inde a un urgent besoin de liquidités et le parti majoritaire aussi. »

La situation en matière de réserves de change paraît inexorable, et pourtant, paradoxalement, l'économie indienne ne se porte pas si mal. Grâce à une mousson considérée comme l'une des meilleures du siècle, la production agricole (graines alimentaires) va être très satisfaisante, de l'ordre de 172 millions de tonnes pour 1988-1989.

L'Inde bénéficie depuis quatre ans d'une croissance forte, de l'ordre de 5 %. Or cette stratégie de la croissance, voulue par M. Rajiv Gandhi, repose sur une augmentation sans cesse accrue des importations, notamment de technologies étrangères. Au nom d'un calcul simple : modernisation de l'industrie et amélioration des rendements, donc diminution des coûts de production et relance des exportations. Les institutions financières internationales, Fonds monétaire et Banque mondiale notamment, ont plutôt encouragé ce mouvement.

Un malade en bonne santé

Mais les résultats escomptés ne sont pas là. S'il est vrai, comme vient de s'en féliciter le ministre du commerce, M. Dinesh Singh, que les exportations auront augmenté de près de 40 % au cours du premier trimestre budgétaire (en dollars le gain est d'environ 15 %), structurellement elles ne représentent qu'à peine 6 % du revenu national. Le chef de l'opposition et ancien ministre des finances, M. V.P. Singh, reconnaît cepen-

dant que plus de 70 % des importations indiennes sont pratiquement incompressibles, notamment la facture pétrolière.

Les Indiens mettent souvent en avant les réticences des pays occidentaux à laisser entrer sur leur marché intérieur des produits en provenance de pays en développement.

Cette explication n'est pas fautive, mais elle est insuffisante : les produits indiens ne sont souvent pas compétitifs, faute de qualité. Si, comme le dit le Fonds monétaire international, la croissance des pays riches va décliner dans les années à venir, cela signifie, pour l'Inde notamment, une chute de ses exportations et probablement une dépréciation encore plus grande de sa monnaie nationale. Depuis deux ans, la roupie a perdu chaque année de 15 % à 20 % de sa valeur, et les élections n'arrangent pas les choses : chachm, importateur et exportateur, spéculer sur une plus grande dépréciation de la monnaie.

Au nom sans doute du même raisonnement, les envois de fonds en provenance de l'étranger (9 milliards de dollars en mars 1989) ont tendance à diminuer. Reste, bien sûr, la possibilité de solliciter un crédit non encore épuisé auprès des bailleurs de fonds internationaux. Le montant obtenu auprès du Club de Paris en juin dernier (6,7 milliards de dollars) peut sans doute être légèrement accru.

Mais, outre que l'Inde ne parvient pas à utiliser les prêts qu'elle obtient (les projets d'irrigation, par exemple, accumulent un arriéré d'aide non déboursé d'environ 3 milliards de dollars), le service de la dette, dont le montant total est d'environ 60 milliards de dollars, équivaut à environ 30 % de la valeur des exportations. Bref, avec une croissance qui reste forte — mais qui, elle aussi, va probablement stagner dans l'avenir — et une pénurie de réserve de change, l'Inde est un malade curieusement en bonne santé.

Face à un manque très préoccupant de devises, il n'est évidemment pas question d'avoir recours au Fonds monétaire international. Une telle démarche, dans le contexte politique actuel, serait suicidaire pour le Parti du Congrès. Mais, une fois que les électeurs se seront prononcés devant des caisses qui risquent d'être vides, il sera difficile au nouveau gouvernement, qui disposera d'une majorité plus courte qu'aujourd'hui, de refuser encore la potion amère du FMI.

LAURENT ZECCHINI

(1) 1 franc français vaut environ 230 roupies.
(2) 430, 650 et 1 080 F.

Les habits neufs des vigiles

Les vigiles ne sont plus seulement des bipèdes, ils font désormais équipe avec des bataillons de détecteurs disposés sur le terrain pour traquer l'intrus ou la moindre anomalie, et répercuter l'information sur une station centrale qui la traite, la gère, et déclenche, s'il y a lieu, les alertes. Rivé à ses consoles, à l'affût devant des écrans, l'agent technique, nouvelle génération réagit aux signaux, intervient le cas échéant, suivant un scénario spécifique mis au point au préalable, avec l'entreprise concernée.

Le gardiennage cède du terrain au « concept de surveillance », qui intègre l'utilisation de technologies de pointe. C'est le règne des puces, des microprocesseurs, de la télématique, des caméras vidéo. Le simple agent est un technicien familiarisé avec ce matériel sophistiqué auquel il est associé.

Le métier a connu, ces dix dernières années, une explosion tous azimuts de multiples sociétés éphémères proposant des gadgets souvent peu fiables ou de simples artisans s'improvisant installateurs d'alarmes. D'autres entreprises, plus rigoureuses, ont conforté leurs assises, se sont adaptées à une demande plus exigeante. La profession s'est organisée, s'efforçant de déblayer le terrain et d'établir le cadre d'une déontologie interne et des critères de qualification. Ainsi a été créé, en juillet 1979, SYNAL, le syndicat national des installateurs d'alarmes et de surveillance (et télésurveillance) contre le vol et la malveillance.

Actuellement, plus de 400 adhérents y sont répertoriés. De son côté, l'Assemblée plénière des sociétés d'assurance contre l'incendie et les risques divers (APSAIRD) délivre des certificats de qualification concernant le matériel de sécurité utilisé contre l'incendie et le vol.

Pour couvrir le risque vol, incendie, malveillance, les sociétés d'assurance exigent maintenant le plus souvent ce certificat de conformité APSAIRD. 161 installateurs habilités figurent à ce jour sur les listes correspondant aux risques lourds.

Le rôle des sociétés d'assurances

La liste appropriée aux risques industriels est en cours d'élaboration. Quant aux risques dits courants, c'est-à-dire touchant le particulier et son habitation, les listes APSAIRD regroupent plus de 320 installateurs habilités. Bref, sur le marché de la sécurité, le rôle des sociétés d'assurances se révèle non négligeable.

Membre de SYNAL, et agréé par l'APSAIRD, SPS reflète les évolutions qui s'opèrent dans la profession. La société appartient au groupe ECCO, qui détient en prestations de sécurité plus de 20 % des parts du marché (chiffres de 1987). SPS dépasse le milliard de francs de chiffre d'affaires, dont 70 % sont réalisés dans le secteur de la sécurité industrielle et bancaire (les prestations de surveillance : télésurveillance, agents en poste, voitures radio, en représentant 82 %, 15 % dans la création, l'installation et la maintenance de systèmes de détection électronique).

Outre ses interventions en tant qu'installateur d'alarme, de surveillance et de télésurveillance, SPS effectue des transports de fonds et des services spécialisés bancaires (dont la gestion de caisse centrale et de distributeur de billets), ce qui représente 23 % de son chiffre d'affaires.

SPS a rejoint le giron d'ECCO en 1981. Sous la houlette d'un jeune manager, Hervé Courtagne, HEC, issu du marketing lessivier, arrivé lui aussi en 1981, la société s'est refait une jeunesse au goût du jour. Créée en 1926, elle a dû subir une sérieuse

« Contrôleurs » électroniques

Du contrôle d'accès au système vidéo multifonction breveté SPS/Proteg, la gamme des prestations est étendue. « Ce n'est que du sur-mesure », précise Hervé Courtagne. Après une « analyse des risques personnalisée », l'étude des solutions spécifiques, on propose une mise en place d'un système de protection correspondant, autant que faire se peut, aux exigences d'une « performance technique et budgétaire ». SPS compte parmi sa clientèle nombre de grandes entreprises susceptibles de consacrer un budget important pour la prévention en matière de sécurité.

Tous les systèmes installés par SPS peuvent être équipés pour transférer à distance informations et alarmes. La télésurveillance suppose la collecte des informations au sein d'une station centrale, où elles sont l'objet d'un traitement ad hoc. SPS exploite donc 17 centrales réparties sur tout le territoire. Plus de 90 centres d'intervention et la disposition de 250 véhicules radio créent les conditions favorables à une rapidité d'intervention des agents, mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

L'activité des agents de surveillance peut être soumise, elle aussi, à la surveillance de « contrôleurs » électroniques. Il s'agit de cette « double-sécurité » dont SPS a fait son slogan publicitaire. Elle se décline à toutes sortes de niveaux, souligne Hervé Courtagne, et permet d'accroître d'autant la fiabilité du service.

Francs-tireurs

Le marché de la sécurité en entreprise accuse donc une certaine expansion. La demande se diversifie, de la simple prévention du vol et de la malveillance aux systèmes de sécurité adaptés aux risques de pollution. Le métier change et les mentalités également ! Tandis que SPS s'active à conserver son rang de leader, de petites entreprises tentent de se faire leur place tout en se situant hors recensement SYNAL et APSAIRD, comme c'est le cas du groupe Polyprotect.

La société, constituée en 1982, rassemble 50 personnes actuellement. Elle a mis en orbite un réseau de franchisés et tourne avec un chiffre d'affaires d'environ 20 millions de francs. Polyprotect distribue parmi différents produits de diverses provenances quelques spécialités propres. Car la recherche n'est pas négligée. Des moyens plus modestes lui sont consacrés, en recourant aux travaux des universitaires théoriciens...

NATHALIE DES GAYETS

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

LE ZÉPHYR 46-36-65-81 Déj. et dîner. Maintenir une cuisine imprégnée de traditions dans un cadre raffiné. 1, rue de Jourd'he, 20^e F/Lan. Spéc. jambon pays au sorbet melon, tournedos périgourdins. PMR 150/200 F.

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15 **VIEILLE CUISINE FRANÇAISE.** Spéc. de poissons. Foie gras frais. Confit de canard maison. Gibiers et huîtres en saison. Carte 250/300 F. Salle climatisée.

FLORA DANICA 43-59-20-41 J. 22 h. VUE AGRÉABLE SUR JARDIN. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES. SAUMON marié à l'ancêtre. CANARD SALE, MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin. 142, Champs-Élysées T.L.J.

RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31 Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon marié, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 F.V.S.C. Salon 40 pers. 34 bis, rue des Filles, 14^e T.L.J.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange. 25, r. Frédéric-Sauzet (Mab-Montparnasse) F.d.m.

PAVILLON MONTSOURIS 45-88-38-52 En bordure d'un des plus beaux parcs de Paris, sous la verrière 1900, découvrez son excellente cuisine. Carte, menu 235 F. Salon. 20, rue Gazan, 14^e T.L.J. - Voiturier

LA PETITE CHAISE 42-22-13-35 Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 135 F. vin et s.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent. 36, rue de Grenelle, 7^e T.L.J.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 Au cœur du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salon pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.L.J.

مكتبة الأصيل

AFFAIRES

CONJONCTURE INTERNATIONALE

Le Chili assaini mais fragile

Le pays peut-il devenir un modèle libéral pour l'Amérique latine ?

AU mois de décembre prochain, des élections présidentielles et législatives devraient amener les représentants d'une coalition regroupant dix-sept partis à succéder au général Pinochet. Cette coalition, qui aura pour ministre de l'économie un socialiste, M. Carlos Ominami et pour ministre des finances un chrétien-démocrate, M. Alejandro Foxley, héritera d'une situation économique assainie, qu'elle ne devra pas compromettre par trop de dépenses sociales.

Qui l'eût cru ? Dans une Amérique latine en proie à la surinflation et au déficit, le Chili pourrait bientôt faire figure d'alternative : inflation modérée (18 % à 20 %), déficit budgétaire inexistant, croissance de 5 % par an, investissements étrangers en hausse, exportations florissantes et à même d'assurer le service de la dette extérieure... autant d'exploits économiques qu'une dictature, celle du général Pinochet, a pu obtenir au prix de graves déséquilibres sociaux. Car cet assainissement économique a eu un prix : démantèlement du système de santé et suppression de la couverture sociale, droit de grève sévèrement contingenté, stagnation du pouvoir d'achat, absence de liberté politiques.

Les élections du mois de décembre prochain devraient marquer la limite des efforts que les Chiliens sont prêts à consentir. La coalition, qui regroupe dix-sept partis politiques et qui se présente comme l'alternative politique au général Pinochet, semble assurée de remporter les élections à la majorité absolue.

Ce passage en douceur de la dictature à la démocratie n'aura cependant rien d'aisé. Tout d'abord parce que, entre la victoire et la prise du pouvoir, un délai de quatre mois a été institué. Ce qui laisse au vaincu, le général Pinochet, le temps de miner le terrain. La banque centrale, dont le gouverneur (inamovible) est un proche du général, a ainsi déjà approuvé les réserves de change du pays en consentant un prêt de plusieurs milliards de dollars aux banques privées afin de leur permettre de faire face à leurs engagements internationaux.

En apparence, ce prêt relève des devoirs d'une banque centrale, mais les responsables économiques de la coalition y voient un coup bas destiné à diminuer leur futur marge de manœuvre. Idem pour la privatisation. La vente d'entreprises publiques a été accélérée par l'actuel gouvernement, et nombre d'entre elles sont passées sous le contrôle d'amis politiques et de membres de la famille d'Augusto Pinochet. « En fait, tout se passe comme si le général organisait l'échec économique du futur gouvernement pour préparer les conditions de son retour au pouvoir », affirme un représentant de la coalition démocratique.

Les prochains ministres de l'économie et des finances devront jouer serré. S'ils n'entendent pas revenir sur la privatisation du secteur public, ni restreindre le Chili au jeu du marché international, ils souhai-

tent dans un premier temps remédier aux déséquilibres sociaux organisés par le régime. Des sommes importantes seront donc investies pour la remise en ordre du système de santé et l'instauration d'une sécurité sociale minimale. Comment y parvenir sans déséquilibres économiques majeurs ? Tel est l'enjeu pour le futur gouvernement.

Enjeu d'autant plus difficile qu'il ne sera pas totalement maître de son budget. Ainsi, jusqu'au coup d'État qui organisa le chute du régime Allende, 10 % des bénéfices des ventes de cuivre (principale richesse minière du pays) allaient à l'équipement des forces armées. Depuis la prise du pouvoir de Pinochet, c'est 10 % des ventes totales du cuivre qui sont affectées au poste militaire. Toucher à ce ratio serait bien sûr considéré comme une provocation.

Une réforme fiscale ?

Reste donc une réforme fiscale. Les impôts des entreprises (10 % actuellement sur les bénéfices) ont donc toutes les chances d'être augmentés ainsi que les impôts directs. Dans quelle proportion ? Les recettes escomptées sont pour l'instant tenues secrètes afin d'éviter une polémique électorale qui risquerait d'effrayer les milieux d'affaires. De nouvelles lois sociales réformeront aussi le droit de grève et autoriseront les syndicats à négocier des salaires plus élevés. Mais, pour éviter des affrontements sociaux trop importants, le futur gouvernement a refusé d'instaurer l'affiliation syndicale obligatoire.

En revanche, une cotisation obligatoire pourrait bien voir le jour, qui irait soit directement aux syndicats, soit à un fonds géré par les responsables syndicaux. La véritable inconnue sociale réside cependant du côté du Parti communiste chilien. Déconseillé par son refus de participer aux élections, il demeure néanmoins une force capable de chapeauter la centrale syndicale la plus puissante du pays. Dans ce cas, sa capacité de blocage du processus de démocratisation constitue l'une des inconnues de l'avenir politique du Chili.

Soucieux de ne pas obérer la croissance économique du pays, les représentants de la coalition chilienne souhaitent la maintenir par une relance des investissements étrangers. Ils font actuellement le tour des capitales européennes dans le but d'intéresser les grandes entreprises aux secteurs exportateurs du pays : le cuivre, le bois, la pêche et les fruits. Un plan de développement dans des secteurs connexes - meubles et pâte à papier, surgelés, minerais précieux, conserves de fruits... - a également été mis à l'étude et présenté à des assemblées d'investisseurs. Les futurs tenants du pouvoir tentent également de négocier des aides avec les gouvernements étrangers. Un protocole d'accord est sur le point d'être conclu avec le gouvernement français pour la remise sur pied du système hospitalier.

YVES MAMOU

Le Pérou « en manque » de narcodollars

Le retour au bercail de la « brebis galeuse » latino-américaine passe par la résolution du casse-tête péruvien drogue-dette

LIMA

de notre correspondante

L'ECONOMIE péruvienne est « en manque » de narcodollars. La poursuite, dans la vallée du haut Huallaga, des trafiquants de cocaïne colombiens s'est répétée négativement sur le flux de billets verts, la semaine dernière, provoquant une montée en flèche de la devise sur le marché parallèle. Pour soutenir l'anti, la monnaie nationale, et rétablir un équilibre précaire entre l'offre et la demande, la banque centrale a dû se défaire d'une certaine quantité de réserves.

Ces réserves (1,3 milliard de dollars, mais seulement 500 millions de dollars nettes), nouvellement accumulées au cours d'une récession draconienne et destinées par le régime social-démocrate à la relance de la consommation et de la production, sont convoitées par les créanciers, et principalement par le Fonds monétaire international.

Le Pérou a suspendu ses remboursements au FMI en novembre 1985 - actuellement, les arriérés accumulés représentent 750 millions de dollars - et, ce qui est plus grave, il ne s'est pas acquitté de ses quotes-parts annuelles en tant que membre du Fonds. En 1986, il a été classé dans la catégorie des pays « indisciplinés ». Sa situation est donc préoccupante.

Un fonds de lutte anti-drogue

Néanmoins, son expulsion n'est pas à l'ordre du jour, comme l'avait annoncé l'écrivain Mario Vargas Llosa, candidat de la droite pour l'élection présidentielle d'avril 1990. Au plus, il pourrait être déclaré membre « non coopérant », en février prochain. La décision de « séparation obligatoire » doit être adoptée par une majorité de 85 % des votes. « C'est impossible », estime l'ex-ministre de l'économie, Abel Salinas, désigné, en signe de bonne volonté par le président Alan García, négociateur de la dette extérieure. L'homme de confiance a été dépêché à Washington pour renouer le dialogue avec Michel Camdessus, directeur du FMI.

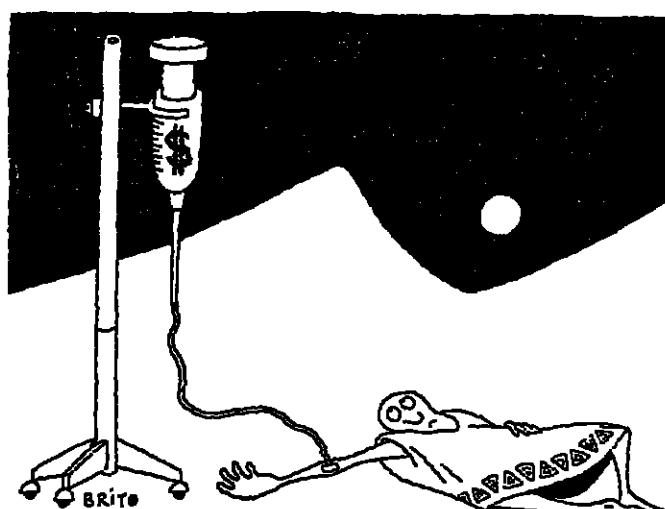
« Impossible », explique-t-on à Lima, parce que les pays du tiers-monde contrôlent 38 % des votes et, à des degrés divers, sont solidaires. D'ailleurs, les Etats-Unis, premiers intéressés par le retour au bercail de la « brebis galeuse » de l'Amérique latine, seraient-ils prêts à enfoncer un peu plus profondément le Pérou dans la crise ?

Persone n'ignore les difficultés du pays, qui fait face non seulement à une hyperinflation et à une récession sans précédent dans son histoire, mais, surtout, à l'insurrection du parti communiste Sendero lumbino.

Par ailleurs, les Etats-Unis interviennent-ils à une décision de cette gravité à la veille de l'élection présidentielle, et donc du changement de régime ? Enfin, et surtout, au moment où Washington lance un ambitieux plan anti-drogue, qui doit obligatoirement compter sur la collaboration du Pérou, producteur de 60 % de la feuille de coca, matière première de la cocaïne ?

Dette, drogue. Ces deux grands problèmes sont communs aux Etats-Unis et au Pérou. Créanciers et débiteurs, producteurs de coca et consommateurs de cocaïne, ne peuvent s'ignorer. La dette n'est pas seulement un problème comptable, mais un problème politique. La drogue n'est pas seulement un délit, mais un problème économique. Dette-misère-drogue sont étroitement liées dans l'hémisphère sud, alors que la mafia des parais obtient une marge bénéficiaire de l'ordre de 10 000 % entre les champs de coca péruviens ou boliviens et les arrières de New York. Pour échapper à ce cercle vicieux, il serait indispensable d'adopter des mesures globales. C'est ce qu'ont recommandé des experts du continent, à l'issue d'une conférence internationale sur la drogue, organisée à Lima par la commission andine de juristes. Cela apparaît possible aujourd'hui, puisque le Nord et le Sud reconnaissent leur corresponsabilité.

L'économiste péruvien Hernán Garrido-Lecca, directeur, en 1987,



Erosion et pollution

Le problème ne peut que s'aggraver car les colons sont de plus en plus enclins à transformer la coca en sulfate de cocaïne, ou PBC, pour multiplier trois ou quatre fois leur gain. Pour ce faire, ils utilisent des quantités industrielles de kérosène, d'acide sulfurique, de chaux vive, d'acétone, de carbure et de papier hygiénique. Ce sont donc des centaines de millions de litres d'acide, des tonnes de résidus, qui empoisonnent les cours d'eau, les fleuves et leurs berges.

L'argument de l'érosion des sols, de la pollution, avait d'ailleurs été utilisé par Washington, l'année dernière, pour éradiquer, par la force, la coca, en aspergeant sur les plantations l'herbicide Theobuturon, connu sous le nom de éphe. Experts, écologistes, avaient alors averti que le désastre provoqué aurait des conséquences aussi funestes sur la faune et la flore que le napalm. D'où l'idée de troquer une partie de la dette en contrepartie de la nature. Four en disant, des experts européens ont été invités à la réunion tripartite - Pérou, Bolivie, Colombie - qui se tiendra à Lima, fin septembre.

NICOLE BONNET

Where to look before you leap

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science, Every Friday

Traduction de l'annonce ci-dessus :

« Mieux vaut regarder par ici avant de sauter ». The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

Le Monde
PLANTU
DES FOURMIS
DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
164 PAGES - 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'offensive japonaise dans la zone Pacifique

Avec 15 milliards de francs environ l'an dernier, les investissements nippons en Australie ont doublé cette année, suscitant l'agacement des populations locales

SYDNEY

de notre correspondant dans le Pacifique sud

À bonne petite ville de Cairns, située dans le nord de l'État du Queensland, on est encore toute tournée-boulée. La terrible nouvelle était tombée comme un couperet le 26 janvier, jour de la fête nationale en Australie, gâchant ainsi le plaisir patriotique. Noël Cannon, « fier héritier de deux générations de producteurs de canne à sucre », comme le qualifie la presse locale, venait de jeter l'éponge en vendant sa propriété à une société japonaise. La tentation était bien trop forte : les investisseurs nippons lui offraient un prix cinq fois supérieur à la valeur de la ferme. Le beau tollé.

C'est tout juste si Noël Cannon ne s'est pas fait accuser par Cairns, ombrageuse comme toutes les cités du Deep North, de pactiser avec le diable. Et c'est précisément pour ne pas froisser de nouveaux les susceptibilités locales que le gouvernement de l'État du Queensland tente de contraindre un gigantesque projet japonais de « mouvoir doré » destiné à recevoir dix-neuf mille retraités, avec centres commerciaux et marinas à la clé.

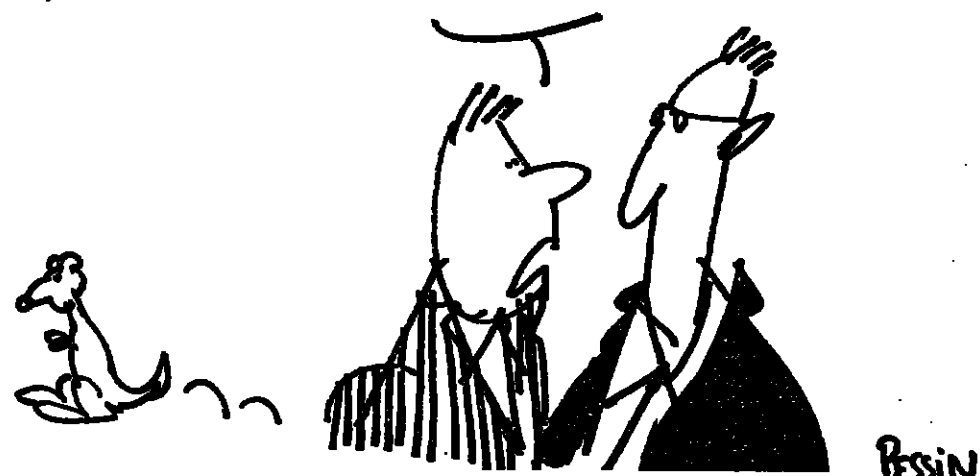
Il ne se passe guère de semaine en Australie sans que les médias se fassent l'écho des dernières opérations japonaises dans le Queensland et tout particulièrement sur la Gold Coast, petit paradis touristique de l'hémisphère sud. On apprend ainsi que des sociétés nippones détiennent aujourd'hui 60 % des chambres des sept hôtels les plus prestigieux de la côte. On n'ignore rien des mouvements d'humour que peut déclencher un tel afflux de capitaux étrangers, comme cette vaillante campagne que vient récemment de mener un groupuscule baptisé le « Cœur de la nation » pour bouter les investisseurs de Tokyo ou d'Osaka hors des plages australiennes.

Une panoplie d'atouts

Les Japonais eux-mêmes se mettent à ausculter avec application les vagues à l'âme des populations indigènes. Selon un sondage commandé par le ministère japonais des affaires étrangères, trois Australiens sur quatre considèrent que les investissements actuels sont excessifs et doivent être réduits. L'affaire est jugée d'autant plus sérieuse que de solides sentiments antijaponais se nourrissent au tréfonds de la conscience nationale australienne, héritage de dernier conflit mondial.

Pourtant, il va bien falloir s'en accommoder, car on voit mal comment l'Australie pourrait développer

C'EST RENTABLE, ILS FOURNISSENT LES TOURISTES AVEC LES HÔTELS.



à une lame de fond qui a déjà touché les rivages des États-Unis et de l'Europe. Une rare panoplie d'atouts — énergie à bon marché, haut niveau intellectuel, stabilité politique, climat enchanteur — en fait même une destination de choix pour des capitaux en quête d'ancrage. Au terme de l'année fiscale 1988-1989, les investissements japonais en Australie se montaient à 2,4 milliards de dollars US (15 milliards de francs environ), soit 5 % seulement de l'ensemble des capitaux nippons investis à l'étranger.

Besoin de capitaux

Mais, en l'espace d'un an, cela représente un bond de... 100 %, alors que la progression des investissements japonais à l'échelle mondiale n'était — si l'on peut dire — que de 41 %. L'engouement pour l'Australie est donc spectaculaire, avec une inclination têtue pour le secteur immobilier, qui a englobé à lui seul la moitié des capitaux japonais entrés en 1988-1989. Drainée par le boom sans précédent du tourisme, la clientèle japonaise s'est accrue de 70 % l'an dernier. Au total, il existe aujourd'hui trois cent cinquante sociétés nippones apparues localement, contribuant à la création de soixante mille emplois directs ; 60 % d'entre elles se sont établies après 1980.

Ainsi l'Australie est atteinte à son tour par la vague de délocalisations à l'étranger des groupes japonais, alimentée par l'accumulation d'excédents commerciaux. Toute

fois, contrairement aux États-Unis et à l'Europe, les investisseurs nippons ne viennent pas s'installer ici pour contourner une censure de sécurité protectionniste : l'Australie — fait rarissime dans l'OCDE — affiche un excédent commercial sur le Japon grâce à ses exportations de matières premières, et les frictions douanières entre les deux pays sont quasi inexistantes. Mais, comme partout ailleurs, la flambée du yen a créé un irrésistible appel d'air : de 1980 à 1989, le dollar australien a perdu les deux tiers de sa valeur par rapport à la devise japonaise.

Reste que l'offensive de Tokyo vers les mers du Sud n'aurait jamais connu une telle ampleur si le gouvernement de Canberra n'avait pris lui-même l'initiative d'imposer à ses réglementations une grande toilette de manière à rendre l'Australie plus attractive à l'extérieur. Comme les socialistes en France avec le marché financier, ce mouvement de libéralisation a été l'œuvre des travailleurs.

En 1985, le gouvernement de Bob Hawke décidait de lever les dispositions protectionnistes qui proscrivaient l'implantation de banques étrangères. Depuis, quinze banques — dont trois japonaises — se sont installées, ouvrant l'Australie au flux financier international. D'autres entraves à l'entrée des capitaux étaient par la suite abolies. Désormais la seule condition à un investissement étranger est qu'il ne soit pas « contraire à l'intérêt national », concept qui fait l'objet d'une application plutôt laxiste par les ministères de Canberra.

C'est que l'Australie a aujourd'hui un besoin vital de capitaux étrangers afin de financer un endettement extérieur record — 322 % du PIB — qui vient de lui valoir d'être classée par la société de notation financière Moody's. Étant à rebrousse-poil certaines franges de l'opinion, les milieux gouvernementaux n'ont de cesse de souligner, avec une insistance toute pédagogique, la nécessité de jeter des ponts entre Canberra et Tokyo. Le MITI est ostensiblement courtisé. Même dans le secteur de l'immobilier, là où la présence japonaise est pourtant la plus le souffre, les Japonais continuent d'être sollicités. « Les agences immobilières australiennes sont en permanence en train d'inviter nos investisseurs à venir acheter ici », confirme Hidehiro Kikuchi, directeur de la Banque de Tokyo à Sydney. Singulier décalage avec les groupes de croisés du poujadisme antijaponais ! Et même avec une certaine presse caricaturant féroce-ment les Japonais en samos gras phagocytant le globe.

L'appel à l'industrie nipponne

En fait, les milieux officiels ne se contentent pas d'inviter les holdings nippons à venir investir en terre australienne, ils essaient surtout de les convaincre de diversifier leurs centres d'intérêt et de varier les plaisirs. Car leur goût un peu trop prononcé pour l'immobilier n'est pas sans susciter un discret agacement du côté australien, y compris chez les responsables les mieux disposés.

L'HOMME DE L'ART

L'orfèvre et le marteau d'ivoire

Un des grands regrets de François Curjel, le directeur général de Christie's Europe, est de ne pas avoir organisé la vente des bijoux de la duchesse de Windsor. Ce sont, en effet, les petits bijoux d'ivoire de ses concurrents de Sotheby's qui ont été adjugés en 1986 les pièces de cette superbe collection.

Mais cet expert en bijoux a d'autres motifs de consolation. Depuis qu'il a été nommé numéro deux de Christie's pour l'Europe, il coordonne l'activité des vingt-et-un bureaux du célèbre marchand d'art britannique. En juillet dernier, il a inauguré les nouveaux locaux parisiens de la rue Paul-Baudry. Il est assez fier de sa salle d'exposition décorée de bois clair et de moquette gris vert et totalement conçue pour mettre en valeur tableaux, sculptures et autres antiquités.

Depuis deux ans, le marché des œuvres d'art dans le monde connaît une très forte croissance. Quelques ventes telles que les Iris, de Vincent Van Gogh, adjugées 64 millions de dollars (324 millions de francs), en sont les manifestations les plus spectaculaires.

Développer le marché européen

Mais les chiffres attestent aussi : au premier semestre de 1989, les ventes de Christie's ont atteint 807 millions de francs, soit 75 % de plus qu'un cours des six premiers mois de 1988. Le résultat net est de 344 millions de francs. Aux États-Unis particulièrement, l'engouement pour les objets anciens atteint des sommets : en novembre 1988, une console Marie-Antoinette a été vendue 3 millions de dollars (18 millions de francs). Récemment, un bureau-bibliothèque américain datant de 1780 a été acquis pour 12 millions de dollars (72 millions de francs). Autre phénomène nouveau : les acheteurs souhaitent de plus en plus souvent conserver l'anonymat, et les transactions passent par des sociétés. « Pour l'instant, nous sommes encore dans un marché sain, il ne faudrait pas tomber dans un marché fou », s'inquiète François Curjel.

Ce quadrangulaire qui partage son temps entre Paris et Genève est arrivé dans ce métier un peu par hasard. L'été 1969, encore étudiant, il part faire un stage au siège londonien de Christie's. Lorsqu'on lui propose de l'embaucher, il choisit d'accepter plutôt que de retourner à l'Université à achever des études de droit. Il est vrai qu'il a hérité de son père joillier un grand intérêt pour les bijoux, dont il deviendra un expert. En 1972, il est nommé administrateur et directeur général de Christie's à Madrid. À partir de 1977, il part aux États-Unis pour diriger le département bijoux pour les trois Amériques.

Douze années plus tard, il retransfère l'Atlantique pour superviser les activités européennes de Christie's. Avec comme perspective de développement le grand marché européen de 1993, qui fera perdre aux commissaires-priseurs le monopole des ventes aux enchères en France. Car, pour l'instant, les maisons comme Christie's ou Sotheby's peuvent dénicher leurs clients (acheteurs ou vendeurs) partout, mais elle n'ont pas le droit de réaliser leurs ventes aux enchères sur le territoire français. Cette autorisation qu'elles auront à partir de 1993 ne fera que renforcer le poids de ces maisons dans le commerce des œuvres d'art, où depuis une quinzaine d'années elles ont pris une position de leader. Cette perspective rend François Curjel très optimiste sur la place que prendra Paris : « Elle peut devenir aussi importante, estime-t-il, que New-York et Londres. »

FRANÇOISE CHIROT

Que trois cents projets s'épanouissent en Chine

Les 2 et 3 octobre, une trentaine d'hommes d'affaires japonais de premier plan représentant la Banque industrielle du Japon, Mitsubishi Corp., Marubeni Corp., Nikko Securities, ont participé à un symposium international organisé à Pékin. Puis, du 9 au 14 novembre, est attendue la plus importante délégation envoyée par le Japon en Chine depuis le 4 juin. Dirigée par M. Eijiro Saito, président du Keidanren, fédération patronale japonaise, cette délégation rencontrera les 9 et 10 novembre des responsables du ministère chinois des relations économiques extérieures, la commission étatique du plan et, espère-t-elle, Deng Xiaoping ou d'autres dirigeants chinois les 11, 12 ou 13 novembre.

TOKYO

correspondance

« Nous ne voulons pas fermer la porte à la Chine, mais ce pays reste extrêmement risqué pour les investissements à long terme. » Tout le dilemme des responsables économiques japonais est résumé dans cette remarque d'un des directeurs du Keidanren, la fédération patronale japonaise, M. Masaya Miyoshi. Apparemment, les relations économiques sino-japonaises ont retrouvé le rythme de croisière interrompu par l'arrivée des chars sur la place Tiananmen.

Après trois mois d'arrêt, les navettes de délégations commerciales entre les deux capitales ont repris depuis le fin septembre. L'essentiel est de renouer, pour éviter de couper la Chine du reste du monde. En prenant soin de ne pas être en porte-à-faux avec les autres pays industrialisés. « Nous entendons nous concentrer », précise-t-on au ministère du commerce international et de l'industrie japonais (MITI).

Si, collectivement, les hommes d'affaires japonais paraissent avoir tourné le page sur les événements de Tiananmen, c'est loin d'être le cas individuellement. « Les événements de la place Tiananmen confirment, comme nous l'avons toujours redouté, l'instabilité de la politique chinoise », confie un cadre de la « Sogoshosha » (Maison du commerce international), C. Itoh. Les entreprises trop engagées pour reculer maintiennent leurs projets.

Comme prévu, Matsushita a ouvert sa ligne de fabrication de tubes couleur près de Pékin. Seule la cérémonie d'inauguration de cette joint venture qui compte parmi les plus gros investissements japonais réalisés en Chine « a été annulée », précise son porte-parole. Japan Airlines et le groupe Mitsui multiplient leurs efforts pour relancer la construction d'un grand hôtel à Pékin, arrêtée depuis juin.

Traditionnellement réticents pour investir en Chine (le pays n'accueille que 0,4 % du total des investissements japonais), les industriels nippons commencent à réviser leur position. L'accord de protection de leurs investissements signé à

Pékin en août dernier par le premier ministre Nakasone a servi de socle. Durant les six mois de 1989, deux cent soixante-dix nouveaux projets ont été proposés par les Japonais à leurs vis-à-vis chinois. Soit cent de plus que durant toute l'année 1988.

Signe encore plus « encourageant », souligne M. Kenji Hattori, de l'Association sino-japonaise pour l'économie et le commerce, qui sert de tête pensante aux industriels japonais dans leurs relations avec la Chine, « la majorité des projets concerne le secteur manufacturier et non plus, comme précédemment, l'hôtellerie ou les services ». « En mai, nous avons envoyé une très importante délégation de prospection à Pékin », explique M. Kenji Hattori. « En juillet, nous avons demandé aux participants s'ils maintenaient leur volonté de s'implanter en Chine. L'immense majorité a répondu à cette idée et se déclare désormais intéressée par les pays du Sud-Est asiatique. [Jugée] politiquement plus stable. »

Des restrictions à l'importation

Ce lâchage de la Chine pour d'autres partenaires touche les petites et moyennes firmes d'import-export créées lors de l'intensification du commerce sino-japonais. Né il y a trois ans et l'une des très rares joint-ventures sino-japonaises installées à Tokyo, Japan China Leasing and Trading Corporation a révisé sa stratégie à la suite de la crise de Tiananmen. « Nous cherchons en accord avec nos actionnaires chinois de nouveaux pays fournisseurs pour assurer

notre développement », explique son président, M. Motoaki Miura.

La commerce bilatérale est lui aussi affecté. Totalisant 19 milliards de dollars en 1988, il devait dépasser les 20 milliards cette année. Ce qui n'est pas de toute évidence pas lieu. Depuis octobre dernier, Pékin multiplie les restrictions à l'importation. La dernière en date concerne l'acier. Elles touchent tout particulièrement les Japonais, deuxième partenaire commercial de la Chine.

Mais il y a aussi le détournement vers le marché chinois d'une partie du pétrole et du charbon que livre la Chine au Japon. Un sort que partagent d'autres produits, notamment alimentaires. « Depuis un an, nous avons de sérieux problèmes d'approvisionnement », reconnaît M. Motoaki Miura. « Plusieurs contrats ne peuvent être honorés à cause des pénuries de matières premières et d'énergie qui frappent l'industrie chinoise. »

Embarrassée par sa condamnation du massacre de la place Tiananmen, Tokyo a été l'une des premières capitales à renouer avec Pékin. Derrière cette attitude reconnue par M. Kenji Hattori comme « peu claire », il faut voir l'importance de la Chine pour le Japon, « le second pilier avec les États-Unis de notre politique internationale », note un diplomate nippon. Mais également l'émergence d'un problème que voient grossir avec inquiétude les Japonais : la question de la dette chinoise.

Estimée à 40 milliards de dollars, son service a coûté à la Chine 1,9 milliard l'année dernière. 70 % de cette dette sont des capitaux japonais.

OFFRE PUBLIQUE L'ACHAT SIMPLIFIÉ

CGE

مكتبة ابن الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



FINANCIÈRE DE BANQUE
ET DE L'UNION MEUNIÈRE

RÉSULTATS SEMESTRIELS

Tout sous la présidence de M. Pierre Hémery, le Conseil d'administration de la Financière de Banque et de l'Union Meunière a pris connaissance de la progression de l'activité et des résultats de la société.

Par rapport au 30 juin 1988, le total du bilan au 30 juin 1989, est passé de 1 749 millions à 2 900 millions de francs, les fonds propres de 167 millions à 233 millions de francs, le produit net bancaire de 23 millions à 35 millions de francs. Les profits nets après impôts s'élèvent à 7,4 millions de francs contre 9,2 millions de francs pour l'exercice précédent.

En consolidé, les différentes filiales dans les secteurs de l'immobilier, du crédit-bail et de l'ingénierie financière maintiennent elles aussi des résultats positifs. La Financière de Banque et de l'Union Meunière, filiale de la Compagnie Financière de la MAAF présidée par M. Yves Thire, directeur général de la MAAF, a, d'autre part, décidé l'entrée de M. Philippe Pélerin comme nouvel Administrateur.



Vallourec

Résultats du
premier semestre 1989

Le résultat net consolidé (part du Groupe) de Vallourec pour le premier semestre 1989 est un bénéfice de 332,0 millions de francs après dotation de 132,1 millions de francs aux amortissements des immobilisations.

Rappelons que le résultat net consolidé du premier semestre 1988 était un bénéfice de 72,9 millions de francs après dotation de 137,9 millions de francs aux amortissements des immobilisations.

L'amélioration des résultats provient du maintien d'une conjoncture globalement favorable (sauf en ce qui concerne les tubes pour l'exploration pétrolière) qui a conduit à un chiffre d'affaires consolidé de 4 353 millions de francs, en progression de 21% par rapport à celui du premier semestre 1988.

Le carnet de commandes actuel permet d'envisager un maintien de l'activité au cours du second semestre 1989.

Une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires sera convoquée le mercredi 8 novembre 1989 afin, notamment, de donner au Conseil d'Administration les autorisations d'émettre des actions, obligations, obligations convertibles ou remboursables en actions, assorties éventuellement de bons de souscription d'actions.



groupe vallourec
l'industrie en première ligne

COMPAGNIE DU MIDI

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 4 octobre 1989, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 août 1989.

Après constatation de provisions exceptionnelles pour risques de F 808 millions, le résultat de l'exercice s'élève à F 508 millions.

Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent et d'un prélèvement sur la prime d'apport, il sera proposé à l'Assemblée Générale ordinaire la distribution d'un dividende unitaire de F 20 (F 30 avec avoir fiscal) par action contre respectivement l'an dernier F 18,50 (F 27,75 avec avoir fiscal) pour les actions anciennes et F 9,25 (F 13,87 avec avoir fiscal) pour les autres actions bénéficiant d'un demi-dividende.

La distribution globale de la Compagnie du Midi est en progression de 38 % par rapport à l'exercice précédent.

Le dividende entier pour chacune des actions émises progresse, lui, de 8,1 %.

Comme chaque année, le dividende sera mis en paiement au début du mois de mai 1990.

En outre, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Compagnie du Midi au 21-23, avenue Marignan, 75008 Paris.



GROUPE
DES ASSURANCES GÉNÉRALES
DE FRANCE :
RÉSULTATS CONSOLIDÉS
DU 1^{er} SEMESTRE 1989

assurances

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe AGF pour le premier semestre 1989 s'élève à 18,2 milliards de francs contre 15,8 milliards au premier semestre 1988, en progression de 15,3 %. Cette augmentation provient, d'une part, d'une croissance à structure constante de 13,3 % - nettement supérieure à celle de l'an dernier grâce à la progression de la production Vie - et, d'autre part, à hauteur de 2 %, de l'incidence de nouvelles participations.

Le chiffre d'affaires des sociétés Domages en France progresse de 8,6 %, celui de la société AGF Vie de 15 %, et celui des sociétés d'assurances à l'étranger de 23,6 %, dont 2 % dus à la prise de contrôle du groupe canadien Canada West Insurance Company. Le chiffre d'affaires des sociétés de réassurance augmente très sensiblement en raison, notamment, de l'extension du périmètre de consolidation.

Le produit net des placements du Groupe augmente de 12 %.

Les plus-values nettes sur cessions d'actifs atteignent 1,6 milliard de francs, en progression de 10,5 % par rapport au premier semestre 1988.

Comme l'année dernière, le niveau des réalisations de plus-values du second semestre devrait être sensiblement moins élevé que celui du premier semestre.

Le bénéfice net consolidé du premier semestre 1989 s'élève à 1 633 millions de francs contre 1 478 millions en 1988. L'augmentation de 10,5 % de ce résultat doit être interprétée avec prudence dans la mesure où certains postes ne peuvent être appréhendés avec certitude que sur une base annuelle et où d'autres n'évoluent pas de façon régulière en cours d'année.

Les éléments d'information disponibles permettent de penser que le résultat consolidé de l'exercice 1989 sera supérieur à celui de l'année 1988, qui s'était élevé à 2,1 milliards de francs.



Le conseil d'administration s'est réuni le 27 septembre pour examiner les comptes du premier semestre et les perspectives de résultats de l'année 1989.

Au 30 juin 1989, le résultat d'exploitation s'élève à 22,161 millions de francs, le résultat courant à 38,353 et le résultat avant impôt - qui inclut 12,641 millions de plus-values de cession - à 50,994 millions de francs.

Ces chiffres permettent d'envisager, pour l'ensemble de l'année 1989, des résultats en forte progression :

● 58,482 millions de francs de résultat d'exploitation contre 56,004 en 1988, grâce à l'augmentation des loyers des centres commerciaux détenus,

● grâce, d'autre part, à ces recettes exceptionnelles résultant, notamment, de la cession du centre commercial de Fontenay-sous-Bois, le bénéfice net après impôt devrait s'établir à 63 millions de francs environ, contre 41,750 en 1988.

Le conseil a, d'autre part, décidé de fixer au lundi 11 décembre 1989 la date de la première répartition de prime annoncée lors de l'assemblée générale de mai 1989.

A cette date, 43 francs seront répartis à chaque action : ce versement sera imposable chez le bénéficiaire à hauteur de 7,86 francs, et couvrira droit à un avoir fiscal de 2,62 francs.

Une seconde répartition, de 47 francs par action, non imposable pour l'actionnaire, aura lieu au quatrième trimestre 1990.

Enfin, le conseil a noté que, compte tenu des résultats prévisionnels pour l'année 1989, il pourrait vraisemblablement proposer à la prochaine assemblée générale la mise en distribution d'un dividende du même ordre de grandeur (6,50 francs) que celui qui a été distribué en 1989, et cela, malgré la répartition de prime intervenue entre-temps.

Conformément aux engagements pris à l'égard des autorités de tutelle de la Bourse lors de l'introduction du titre sur le second marché, les comptes de 1989 seront présentés sous forme consolidée lors de la prochaine assemblée.

DELALANDE S.A.

Le conseil d'administration de Delalande S.A., réuni le 9 octobre 1989 sous la présidence de M. Pomaret, a arrêté les comptes de la société au 30 juin 1989 :

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ
(période constant - en millions de francs)

	1 ^{er} semestre 1988	1 ^{er} semestre 1989	% Evolution
Pharmacie France	246.333	277.727	+ 12,7 %
Pharmacie Exportation	31.476	45.942	+ 46, %
Pharmacie Filiales étrangères	101.194	106.628	+ 5,4 %
Total Pharmacie	379.003	430.297	+ 13,5 %
Chimie France	10.924	17.871	+ 63,6 %
Chimie Exportation	36.981	25.945	- 29,8 %
Total Chimie	47.905	43.816	- 8,5 %
Total Groupe	426.908	474.113	+ 11,1 %
dont France	257.257	295.598	+ 14,9 %
Etranger	169.651	178.515	+ 5,2 %

Le résultat net comptable consolidé après provisions pour participation des salariés et impôts sur les bénéfices ressort à 28,4 millions de francs contre 28,6 millions de francs au 30 juin 1988. Les marges dégagées par la croissance du chiffre d'affaires ont été volontairement investies dans la recherche et développement dont le montant, pour le premier semestre 1989, a progressé de 20 %.

Au niveau de la société mère Delalande S.A., le bénéfice net comptable au 30 juin 1989 s'élève à 21,2 millions de francs.

Les perspectives pour le deuxième semestre 1989 restent favorables. Le chiffre d'affaires prévu d'environ 950 millions de francs devrait permettre un bénéfice consolidé proche de 60 millions de francs, soit 119 francs par action.

SAMAG

Société Auxiliaire
Marseillaise de Gestion

CEAc

Compagnie Européenne
d'Accumulateurs

OFFRE PUBLIQUE
D'ACHAT SIMPLIFIÉE

La SAMAG (Groupe CGE) propose aux actionnaires
de la COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS - CEAc

l'achat de leurs actions au prix de 90 F
(dernier cours coté du 19.08.89 : 71,80 F)

Cette offre, qui a été approuvée
par le Conseil d'administration de la CEAc,
est valable jusqu'au 31 octobre inclus

Pour participer à cette OPA, vos instructions sont à transmettre
à votre banque ou intermédiaire financier

A l'issue de l'opération, la société demandera
le retrait des titres CEAc de la Cote Officielle

Une note d'information commune aux deux sociétés qui a obtenu le visa CDB 89-430 en
date du 2 octobre 1989 est disponible sur simple demande auprès de votre banque ou de
votre intermédiaire financier et auprès du SIFRA - CGE, 84, rue La Boétie, 75008 PARIS.



La CGE en direct : • MINITEL 36 15 CGE • Téléphone actionnaires (1) 42 561 561

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

COMMUNIQUE COMMUN
DES SOCIÉTÉS CERUS ET DUMENIL-LEBLE

Les conseils d'administration de CERUS et DUMENIL-LEBLE qui se sont tenus le 28 septembre 1989 ont d'une part arrêté les comptes semestriels, et d'autre part pris les mesures préparatoires à la fusion des deux sociétés.

S'agissant en premier lieu des comptes semestriels, le résultat net consolidé de CERUS pour le premier semestre 1989 s'élève à 723 MF pour 23.675.597 actions (contre 120 MF pour 6.508.750 actions). Le résultat net consolidé par action représente 31 F pour le premier semestre 1989 contre 19 F pour la période correspondante de l'exercice 1988, et 29 F pour l'intégralité de l'exercice 1988. Ce résultat comprend la quote-part revenant à CERUS du résultat net consolidé de DUMENIL-LEBLE, arrêté ce même jour à 137 MF.

S'agissant en second lieu des opérations de fusion, les conseils d'administration de CERUS et DUMENIL-LEBLE ont approuvé le projet de traité de fusion qui sera soumis aux assemblées générales des deux sociétés le 5 décembre 1989. Aux termes de ce traité, la parité de 2,7 pour 1 qui avait été proposée dans le cadre de l'OPE sera également proposée aux assemblées générales, compte tenu notamment du petit nombre de titres restant dans le public et de la proximité des dates respectives de l'offre et de la fusion. Ce traité fera, selon les termes de la loi, l'objet d'un rapport des commissaires à la fusion devant les assemblées générales ainsi qu'une annexe au rapport du conseil d'administration destinée aux actionnaires.

Les modalités juridiques de la fusion, telles qu'elles seront soumises à ces mêmes assemblées, sont les suivantes : d'une part, la société DUMENIL-LEBLE absorbera la société CERUS ; d'autre part, et de manière immédiate, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires de la société absorbante (DUMENIL-LEBLE) appelée à approuver le traité de fusion de changer dans le même temps la dénomination sociale de celle-ci en CERUS (Compagnies Européennes Réunies). En ce qui concerne la cotation du titre CERUS, il convient de souligner que celle-ci s'établira, toutes choses égales par ailleurs, au même niveau, dans la mesure où le nombre d'actions composant le capital de l'entité fusionnée sera ajusté en conséquence (le nombre d'actions sera, après fusion, de 25.041.558).

Après la fusion, la Direction Générale de CERUS sera composée ainsi qu'il avait été annoncé précédemment, de la manière suivante : Carlo De Benedetti Président, Alain Minc Vice-Président Directeur Général, Jacques Letertre Administrateur Directeur Général. Dans ce cadre, Jacques Letertre continuera d'exercer ses fonctions de Président du groupe bancaire DUMENIL-LEBLE.

Par ailleurs, dans la perspective de la fusion, le conseil d'administration de DUMENIL-LEBLE a coopté Michel Albert en qualité d'administrateur en remplacement de François Simonnet et a décidé de proposer à la plus prochaine assemblée générale la nomination de ce dernier en qualité de censeur.

CERUS

7, av. George-V - 75008 Paris

Sur Minitel 36.16 CLIFF

DUMENIL-LEBLE

2, av. Velasquez - 75008 Paris

36.15 LEMONDE

ك: منه الأصل

A la satisfaction des organisations syndicales de la fonction publique

Le gouvernement ouvre la négociation sur la grille unique des salaires

Confronté à une grève aussi forte qu'interminable dans l'administration des finances, le gouvernement a annoncé, mercredi 11 octobre, par la voix de son ministre de la fonction publique, M. Michel Durafour, l'ouverture d'une négociation, en décembre, sur une refonte de la grille unique des fonctionnaires.

Même si, comme le dit un syndicaliste, le gouvernement a « attendu d'avoir le feu dans certains secteurs » pour engager enfin une réforme qui était déjà dans l'air il y a un an, il s'agit d'un tournant important. Les organisations syndicales ne s'y sont pas trompées. « Cette négociation sera la grande affaire de cette fin de siècle pour la fonction publique », n'a pas hésité à proclamer M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN. « Le gouvernement manœuvre en recul », assure la CGT, qui est la seule à réclamer devant cette « soi-disant négociation ».

Et pourtant ! La grille unique de la fonction publique, dont dépendent 4,5 millions de fonctionnaires

de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux, était tellement immuable qu'elle paraissait coulée dans le bronze. C'est la loi du 19 octobre 1946 qui avait créé quatre catégories correspondant à quatre niveaux de recrutement : A pour le niveau licence, B pour le niveau baccalauréat, C pour le niveau BEPC et D pour le sans-diplôme. En 1988, si l'on s'en tient aux seuls fonctionnaires civils de l'Etat, les A représentaient 28 %, les B 31,8 %, les C 34,2 % et les D 6 %.

Mais la fameuse grille indiciaire elle-même date de 1948. Chaque fonctionnaire a un indice qui dépend de son classement dans la hiérarchie suivant sa catégorie, son grade, son échelon et son statut particulier. Actuellement la grille indiciaire va, dans la pratique, de 220 à 815, environ vingt mille haut fonctionnaires se retrouvant dans une « échelle-létre » (de A à G). La fonction publique d'Etat, à elle seule, regroupe 1 790 corps !

Des retouches de la grille ont déjà eu lieu, mais elles ont toujours été sectorielles, limitées : le plan Masselin de 1970 à 1974 a concerné les C et D ; le plan Massenet de 1972 à 1976, les B, tandis

que les A ont fait l'objet de dispositions spécifiques de 1974 à 1978. Plus récemment, en 1982, les C et D ont bénéficié de mesures d'adaptation sur les déroulements de carrière. A la rentrée de 1989, le gouvernement avait décidé de s'attaquer aux B, une catégorie où de plus en plus de titulaires ayant un bac + 2 sont surqualifiés par rapport aux postes qu'ils occupent. Il a préféré finalement s'occuper de l'ensemble des catégories.

Sept ans au maximum

M. Durafour et les syndicats s'attachent à un travail de longue haleine. Selon la FEN, qui a eu la primauté de la décision, cette refonte, qui permettra de revaloriser les carrières des fonctionnaires en tenant mieux compte de leurs qualifications, devrait faire l'objet d'un plan pluriannuel de « sept ans au maximum », les premières mesures pouvant avoir un effet sur le bas de la grille de paie des fonctionnaires dès 1990.

Les négociations pourraient déboucher sur un accord-cadre, comme celui qui a déjà été conclu sur la formation, des discussions s'engageant ensuite ministère par ministère pour tenir compte de

toutes les spécificités des métiers dans les différentes administrations. Mais cette remise en ordre structurelle risque d'être d'autant plus délicate que les syndicats abordent les améliorations de carrière sous des angles très différents suivant les secteurs.

Dans l'immédiat, l'annonce de M. Durafour ne semble guère avoir fait baisser la tension qui pour le 18 octobre une mobilisation « de très haut niveau » tandis que FO appelle ses adhérents à des actions avec préavis de grève du 16 au 20 octobre. La majoration de la prime de croissance — portée à 1 200 F au lieu de 1 000 F, — qui est brusquement devenue négociable alors qu'elle ne l'était pas au départ, calmera-t-elle davantage le jeu ? Le gouvernement a lâché pas mal de lest, puisqu'il a aussi accepté d'accorder une prime de 900 F aux retraités et de 450 F aux ayants droit alors qu'il s'y était jusqu'alors refusé. Le coût sera pour l'Etat d'environ 4 milliards de francs. La refonte de la grille est sans doute une perspective à trop long terme pour avoir un effet immédiat sur le climat social.

MICHEL NOBLECOURT

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Deuxième épouse

ALLEZ, les nans, mouchez-vous le nez ! Vous êtes là, vous pleurnichez, perplexe, désespérée : Je comprends pas, je suis jeune, je suis jolies, je gègne bien ma vie, je cherche un mec, pas à l'arrache, faut pas rêver, non, à la nuit, au week-end ou à la semaine pendant l'été, et j'en trouve pas. Comment l'explique ça ?

Je l'explique pas. On vous dit : Si vous les faites fuir, c'est parce que vous leur courez après. Vous sortez votre carte de crédit après dîner, vous sortez une capote de son étui avant d'aller au lit, vous inversez les rôles, et bon, ils supportent pas. Ça, moi, j'y crois pas. J'y crois d'autant moins qu'aux Etats-Unis le grand chic c'est d'épouser un milliardaire. En secondes noces, attention ! L'autre femme, à présent, c'est la première. Pas question pour une star du big business de travailler après lui un amour de jeunesse défilé sur le siège arrière d'une Buick d'occasion, une mémé défrisée qui n'a pas su rester à la hauteur de sa prodigieuse ascension.

Donc, il divorce et il se remarie. Avec qui ? Avec vous, les célibataires ! Si, si, je vous jure,

c'est marqué dans Fortune. A certaines conditions, bien sûr. Faut que vous soyez vieilles, mais moins que lui. S'il a quatre-vingts balais, voyez que ça vous laisse des chances. Faut que vous ayez de 5 à 10 centimètres de plus que lui. Sans talons. Faut que vous soyez meugles. Carrément décharnées. Vidées de l'intérieur et consolidées de l'extérieur par des exercices de musculation quotidiens. Un clou où accrocher les importantes créations des grands couturiers. Faut que vous soyez frisées. Gros salaire, grosse situation. Moins gros que les siens, s'agit pas de lui faire de l'ombre, mais bien !

Son signe extérieur de richesse, ce n'est pas, ce n'est plus, la petite calotte toute cornue, toute dodue, toute nigornue, c'est la femme-cintre, la femme-succès, la femme-trophée. Alors, si vous voulez être dans la course, grouillez-vous. Il n'y a plus qu'une demi-douzaine à prendre, dont un Américain de quatre-vingt-dix ans et un Allemand qui vit dans une villa fortifiée, servi par cent vingt domestiques. A vos marques ? Prêt ? Partez !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Pays de l'Est : « sortir du communisme c'est rentrer dans l'histoire », par André Glucksmann ; Audiovisuel : Les frères et les sœurs, par Jack Raithe 2

Les entretiens de Prétoria

L'archevêque Desmond Tutu juge « insuffisantes » les promesses du président de Klerk 3

Regain de tension au Caucase

Un témoignage sur la situation en Arménie 4

Un plan anti-Front national

Par l'intermédiaire du centre national des indépendants, et en particulier de sa nouvelle recrue, le général Lacaze, l'opposition a entrepris de déstabiliser le Front national 9

Les communistes français et l'Est

Le comité central du PCF, réuni mercredi 11 et jeudi 12 octobre, discute de la situation sociale, mais il ne peut rester silencieux sur la situation dans les pays de l'Est 8

SECTION B

Médecine : la polémique autour du Nobel

L'attribution du prix Nobel de médecine 1989 conduit à susciter une vive polémique à l'échelle internationale. Dans un entretien au Monde les responsables du comité suédois expliquent les raisons de leur décision 17

Les infirmières manifestent

La malaise persiste chez les infirmières, qui considèrent que leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader. Elles manifestaient mercredi 11 octobre à Paris et faisaient grève 17

Les « planqués » du service national

Un rapport parlementaire dénonce la « fuite des élites » devant le service militaire, c'est-à-dire les jeunes français diplômés qui parviennent à bénéficier d'affectations préférentielles dans des formes civiles du service national 18

Football : tardive victoire

La victoire de la France sur l'Ecosse le 11 octobre arrive trop tard pour assurer la qualification de l'équipe de Michel Platini à la Coupe du monde 1990 20

Disparition d'un général

Cinq jours après la disparition de l'ancien gouverneur militaire de Paris, le général Favreau, près de Libourne, les enquêteurs ne disposent d'aucune piste sérieuse 20

SECTION C

L'usine d'aluminium de Dunkerque

Pechiney et EDF sont satisfaits du feu vert de la CEE 25

Restructurations financières

Paribas confirme son intérêt pour la compagnie de Navigation mixte soutenue par le groupe d'assurances Axa 25

AFFAIRES

Un portrait de Jean-Marie Rausch

Le ministre du commerce extérieur réunit, à Metz, ses homologues de la CEE. Un retour en force pour un homme bien discret 29

L'offensive japonaise dans la zone Pacifique

Les investissements nippons en Australie ont doublé en 1989, suscitant l'agacement des populations locales 32

LIVRES • IDÉES

La vraie vie de Jean Paulhan

Claire Paulhan a rassemblé les textes autobiographiques d'un grammairien de charme 37

Le débat

Une interrogation à trois voix sur la pensée politique de Michel Foucault 42 et 43

La France en vedette à la Foire de Francfort

Une enquête de Bertrand Le Gendre sur les œuvres françaises qui ont les faveurs des éditeurs étrangers 44 et 45

Le feuilleton de Michel Braudeau

« Peut-on être assez moderne ? » 38

D'autres mondes

« Vingt après... Gombrowicz », par Nicole Zand 47

Services

Abonnements 27
Annonces classées 28
Campus 22
Carnet 22
Expositions 21
Loto, Loterie 23
Marchés financiers 34 et 35
Météorologie 22
Mots croisés 23
Radio-Télévision 23
La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 octobre 1989 a été tiré à 529 227 exemplaires

Deux Américains et un Allemand se partagent le Nobel de physique

Le prix Nobel de physique 1989 a été attribué conjointement aux Américains Norman F. Ramsey (université de Harvard) et Hans G. Dehmelt (université de Washington), et à l'Allemand Wolfgang Paul (université de Bonn). Ce prix couronne d'important travaux sur le développement de la spectroscopie atomique de précision. M. Ramsey a découvert la méthode des champs oscillatoires séparés et son utilisation dans le « maser » à hydrogène et dans d'autres horloges atomiques. M. Dehmelt et Wolfgang Paul sont à l'origine de l'élaboration de la technique des pièges à ions.

Au siège d'EDF à Grenoble

Deux vigiles tués par des malfaiteurs

Deux vigiles ont été tués au siège départemental d'EDF à Grenoble, dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 octobre, vraisemblablement vers 23 h 30, heure à laquelle les deux hommes effectuaient leur ronde habituelle. Les deux vigiles, Pascal Marzocco et Yves Merlin, ont été tués par des projectiles de gros calibre tirés, à bout portant, en plein visage.

Il semble, selon les premiers éléments de l'enquête, que les deux auteurs de nuit aient été victimes de malfaiteurs qu'ils auraient surpris à proximité de la salle des coffres. C'est un troisième gardien qui, ne voyant pas revenir ses collègues au terme de leur ronde, est parti à leur recherche peu après minuit et a découvert le cadavre de Pascal Marzocco. Yves Merlin, agonisant, devait succomber quelques instants plus tard. L'enquête a été confiée au SRPJ de Grenoble.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 octobre

Baisse sensible

Amorté quelques heures auparavant, le mouvement de baisse, quoique sensible, tend à se ralentir un peu mardi matin rue Vivienne. Vers 11 heures, le CAC-40 accusait un retard, voisin de 1 % (-1,7 % mercredi soir).

Les hausses sont rares

Les hausses sont rares. Seul Eurotunnel se détache. A l'inverse, Crédit foncier de France est malmené. Recul de Rue Impériale, CGIP, L'Air liquide, Casino, CCF, CGE, Bouygues, Générale des Eaux, Parrier, Havas.

GLOBE LES RAVAGES DE LA COCAÏNE ENQUÊTE ET TÉMOIGNAGES

EN BREF

Manille ravagée par un typhon. — Le typhon (cyclone tropical d'Extrême-Orient) Dan a ravagé Manille et l'île de Luzon, mercredi 11 octobre. Il aurait provoqué la mort d'une vingtaine de personnes. Quatre-vingt-dix mille personnes sont sans abri. Les 6 et 7 octobre derniers, le typhon Angela avait déjà balayé les Philippines, tuant cent dix-huit personnes. — (AP, Reuters.)

Un client roué de coups dans un supermarché assassiné. — Deux frères, gérants d'un supermarché de Nancy, Claude et Daniel Petitcolas, ont été inculpés, mercredi 11 octobre, de coups et blessures volontaires et éconus après une série de brutalités et de violences commises sur un client de l'établissement. Soupçonné de vol, à tort, ce client, M. Laurent Harroux, vingt-deux ans, un détenu en permission, les deux commerçants, après l'avoir violemment frappé à coups de rouleau à pâtisserie, l'ont entraîné de force dans l'arrière-boutique et l'y ont longuement brutalisé. Blessé à la tête, au bras et aux jambes, M. Harroux a déposé une plainte qui a abouti à l'interpellation et à l'inculpation des deux gérants du supermarché.

(Publicité) Rumeur

Duriez confirme : « nous formons »

Le bruit courait dans Paris depuis plusieurs semaines : pouvait-on acheter un PC d'AMSTRAD et, pour le même prix, obtenir en plus une journée de formation gratuite ? Aujourd'hui la rumeur est confirmée. Quand d'autres pourraient se contenter de vendre du matériel sans même le débiter, DURIEZ offre, en plus, le sérieux de son conseil, la qualité de sa formation et la fiabilité de son service après-vente. Dans les milieux autorisés, on se demande qui osera démentir l'information.

EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
TÉL. : 47.42.91.49

112, BD St-GERMAIN (6^e)
TÉL. : 46.33.20.43

132, BD St-GERMAIN (6^e)
TÉL. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde sans visa

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MICRO

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG CAM. SERVEUR
Tél. : 45.86.70.72

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU' AUX TOURISTES ÉTRANGERS

PARFUMS, ACCESSOIRES PRODUITS DE BEAUTÉ

TOUTES LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Paix (Paris 75002) 2^e étage asc.

TÉL. : 42.61.61.71

SVM SCIENCE & VIE MICRO

HORS SERIE

PME, COMMERÇANTS

ARTISANS

PROFESSIONS LIBÉRALES

COMMENT S'INFORMATISER

• Comptabilité, facturation, stocks, paie, devis, prospection commerciale, traitement de texte, gestion de fichiers : LES LOGICIELS ANALYSES

• Matériels, fournisseurs, financement, formation, maintenance : LES VRAIS COÛTS

• Explications, conseils, témoignages...

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

La vraie vie

Mister A

مكتبة الأصيل

LIVRES • IDÉES

LA VIE EST PLEINE DE CHOSES REDOUTABLES
de Jean Paulhan.
Textes établis et annotés
par Claire Paulhan.
Seghers, coll. « Pour mémoire »
360 p., 175 F

Sur la couverture du livre, on voit la photo d'un jeune homme très perplexe. Dans son air étonné, on discerne de la crainte et de l'admiration. Il dévisage l'existence avec une convoitise discrète et une inquiétude apparente. *La vie est pleine de choses redoutables* : c'est le titre sous lequel Claire Paulhan a réuni les textes autobiographiques de son grand-père, Jean Paulhan. C'est aussi la première phrase de ce journal intime qui débute le 7 juin 1904 et s'achève à une date imprécise, au cours des années 60, l'éditeur ayant ajouté, en guise de conclusion, ces propos tirés d'un entretien de Jean Paulhan avec Robert Mallet : « *La vie en général est joyeuse (...). Ce qui nous rend injustes à son égard, c'est que la joie ne fait pas souvenir. Elle est trop mêlée à tout le reste, elle est trop naturelle, elle est insaisissable. Au lieu que l'inquiétude, elle, demeure.* »

Jean Paulhan a tenu des carnets par intermittence, à des époques, peut-être, où « rien n'arrivait à le distraire de soi », comme le dit Claire Paulhan. Évoquant la perspective d'un après-midi solitaire, il noterait lui-même en janvier 1907 : « *Je m'isole.* » Il éprouvait à son propre égard une suspicion fort légitime, car il avouerait, en 1926, avoir failli devenir fou... Outre ces carnets, Claire Paulhan a réplacé dans l'ordre chronologique des



1904 : Jean Paulhan à vingt ans.

Le malheur, disait-il, est « fixé par des règles sociales », mais « j'ignorais à cette époque les raisons profondes des sociétés, et je ne souffris pas ». Le 25 mars 1905, il noterait cette maxime, inspirée de La Rochefoucauld : « *L'esprit est souvent la dupe du cœur, mais le cœur est aussi souvent la dupe de l'esprit. Alors, il n'y a pas à s'inquiéter. Ils sont quittes.* »

Autre exemple de cet humour aussi délicieux que discret : le portrait d'un « jeune homme bien élevé qui (visitait une exposition) ne s'arrête que devant les tableaux convenables », sans s'apercevoir que « son haut-de-forme (reflète) des femmes nues ». Jean Paulhan préfigurait, en quelque sorte, les fantasmes de Paul Delvaux.

D'abord un poète

Tout au long du livre, cet humour se conjugue avec un appétit énorme de l'existence. Nous avons la révélation que Jean Paulhan n'était pas seulement un grammairien de charme, un souverain de la rhétorique, mais que c'était d'abord un poète, je veux dire un homme qui ressentait la vie tout entière. Il en avait à la fois le pressentiment et la convoitise. Il l'aimait assez pour se désoler en imaginant le triste sort d'un réverbère et pour reprocher à Freud d'avoir dévalisé nos rêves de parapsychie et de femme rousse.

Jean Paulhan savait évoquer une « gare froide comme une nuit d'hiver ». Il pensait aussi que « la mer est quelque

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau
Peut-on être assez moderne ?

Voici un nouveau tome du journal de Jean Cocteau, le *Passé défini*. Contrairement à sa légende, il aime beaucoup et déteste peu. Page 38

LE DÉBAT

Michel Foucault

Une interrogation à trois voix sur la pensée politique du philosophe.



Pages 42 et 43

LA FOIRE DE FRANCFORT

La France en vedette

Quelles sont les œuvres françaises qui ont les faveurs des éditeurs étrangers ? Une enquête de Bertrand Le Gendre. Pages 44 et 45.

La vraie vie de Jean Paulhan

Claire Paulhan a rassemblé les textes autobiographiques d'un grammairien de charme

fragments intimes, également inédits, et quelques textes de caractère autobiographique, déjà publiés.

En juin 1904, les Français se demandaient si la Belle Époque méritait sa réputation, la France allait rompre avec le Vatican, Tchekhov se trouvait à la veille de mourir et Jean Paulhan avait vingt ans. Il semblait que, à cet âge, la chose la plus redoutable soit de séduire une jeune fille. Mais il est encore plus délicat de la consoler quand elle vient d'échouer à son examen. Comment s'y prendre ? Quelle contenance adopter ? Vous avez « le devoir d'être triste » et de ne pas laisser paraître qu'une de vos chaussettes vous fait souffrir. Encore faut-il ne pas se donner l'air trop funèbre. Sans quoi, c'est la jeune fille qui se croira obligée de vous reconforter. Ensuite, de

quelle manière allez-vous la quitter, une fois que vous l'aurez reconduite à sa porte ? « *Il serait indécent d'agiter mon mouchoir* », écrivait Jean Paulhan. Ce jour-là, tandis qu'il s'éloignait dans la rue, il aurait aimé « être enveloppé de brouillard ». C'est un véritable morceau de bravoure, à tous les sens du terme. Les « petits faits vrais » sont merveilleusement suggérés.

Déconvenues sentimentales

A cette époque, Jean Paulhan habitait rue Saint-Jacques, à Paris, dans la pension de famille que dirigeait sa mère. Il nommait cet endroit la « ménagerie », car on y rencontrait des gens très divers. Il

fréquentait lui-même des demoiselles juives russes qui vantaient les vertus de l'anarchie. Il appréciait le charme slave des Olga, des Ida et des Anna. Les voix et les visages des exilées sont propices à la rêverie. Avec les jeunes filles, Jean Paulhan connaissait des fortunes variables. Après avoir consolé M^{lle} Gorowitz, il cherchait naturellement à la conquérir. Hélas ! il « songeait » seulement à l'aimer lorsqu'il se trouvait loin d'elle. Et puis « elle parlait trop », ce qui était assez fâcheux, car « une parole arrête quelque chose toujours ». Le 13 juillet 1922, Jean Paulhan écrivait : « *Nous ne parlons presque jamais de ce dont nous parlons sans parler.* »

Cependant, le jeune homme n'était pas chagriné outre mesure par les déconvenues sentimentales qu'il subissait parfois.

chose qu'on a à côté de soi tout le temps ». Et lorsqu'il parlait d'une sensation très ordinaire comme « le mal au ventre », c'était « une plaine tourmentée » qu'il décrivait. C'est cela la vraie vie : cette multitude d'impressions modestes qui se présentent rarement en tenue de soirée, mais qu'il faut savoir éprouver sous tous leurs aspects. Jean Paulhan trouvait que c'était « très chic » de vivre. Cependant, il se gardait d'oublier les droits et les devoirs de l'ironie. Vers la fin de son existence, il notait que « rien ne ressemble à une méprise comme la réalité ». Et cela le conduisait à se poser une question fort embarrassante : « *Qui s'est trompé ?* » Depuis lors, il paraît que Dieu souffre d'insomnie.

François Bott.

Mister Maugham

Le chef-d'œuvre de Somerset Maugham, c'est certainement son journal, publié en Angleterre en 1949.

ET MON FANTÔME EN EST ENCORE.
Journal. 1892-1944,
de W. Somerset Maugham.
Traduit de l'anglais
par Corinne Derblum.
Ed. du Rocher. 406 p., 120 F.

Dans un célèbre essai, Francis Bacon disait qu'« il faut goûter certains livres, en avaler d'autres, et, dans quelques rares cas, les mastiquer pour mieux les digérer ». Des livres qui savent infuser lentement leurs saveurs en vous, voilà une définition des « classiques ». Mais, devant une œuvre volumineuse, quelle attitude adopter ? Peut-être celle de l'écrivain anglais Somerset Maugham, qui, au soir de sa vie, décida de jurer sévèrement son propre travail pour la postérité. Assis sur une malle, qui avait fait la fortune de West End et de Hollywood, et où l'on trouve pêle-mêle une vingtaine de romans, cent vingt nouvelles et vingt-cinq pièces de théâtre, au milieu d'une liasse d'essais et de récits de voyages, l'écrivain note, non sans désespoir, dans son *Journal d'écrivain*, publié

en 1949, qu'il restera de lui « deux ou trois pièces et une dizaine de nouvelles ; c'est un bien maigre bagage pour entreprendre son voyage vers l'avenir. N'importe, c'est mieux que rien. Et si je m'abuse et que l'on m'oublie après ma mort, je n'en saurais rien ».

Maugham (que l'on prononce Mém) voyait presque juste. Son théâtre comique, qui, un moment, fut plus joué à Londres que celui de Shaw, est d'une légèreté inouïable. Les romans qui le rendirent célèbre, comme *Lisa de Lambeth* ou *Servitude humaine*, sont d'une facture trop conventionnelle pour qu'on les prenne aujourd'hui au sérieux. Alors, il reste, en effet, dans un tiroir oublié de cet énorme bureau, de superbes nouvelles comme *Honolulu* ou bien *Le Lac* (*The Pool*) qui sont autant de clin d'œil à Kipling ou à Stevenson et qu'on dirait écrites par un Chandler affiné par l'alcool des îles du Sud. La force de Somerset Maugham repose essentiellement sur son art de la narration quasi infallible et sur le pouvoir d'observation du réalisme. C'est

un conteur professionnel qui ne cherche pas à intimider son lecteur. Pas un inventeur.

Et voilà pourquoi son *Journal d'écrivain*, comme le *Journal* de Jules Renard auquel il est fait référence dans sa préface, est l'incontestable chef-d'œuvre de Somerset Maugham.

Grand connaisseur des lettres françaises

Oublions un instant le titre de best-seller de l'édition française : *Et mon fantôme en rit encore*. Certes, l'on rit lorsqu'on feuillette ce livre, et parfois à se fendre les côtes, mais souvent aussi on est amené à goûter allégrement la solitude d'un artiste aux prises avec les problèmes de la philosophie.

Maugham était un grand connaisseur de la littérature française. Né en 1874 à Paris, dans une famille cosmopolite qui le laisse orphelin à l'âge de dix ans, Somerset Maugham ne découvre en Angleterre que la sévérité d'une éducation victorienne auprès d'un oncle austère et dans des public schools où l'on

se moque à la fois de son accent et de son bégaiement. Maugham a lu tous les grands maîtres français et déclare dans son *Journal* que « c'est la France qui lui a appris à écrire ». Il aime Maupassant, auquel on l'a un peu vite assimilé, et aussi Stendhal, Flaubert, Montaigne, Voltaire. Mais son ironie mordante est tout anglaise, et digne, dans les meilleures pages de son *Journal*, du brio de William Hazlitt ou de l'humour de Samuel Johnson.

Lue à voix haute, la description que Maugham brosse de la vie littéraire française est un véritable seau de peinture jeté sur nos Pavis de Chavannes officiels. Il n'ignore rien des guerres de religion de ce milieu, où « l'on n'est jamais tout à fait sûr qu'on ne recevra pas dans le dos un coup de poignard planté par un ami », et il propose une explication : « *Les Français prennent la littérature beaucoup plus au sérieux que nous ; un livre revêt pour eux une importance qui ne nous afflue jamais.* »

Gilles Barbedette.

Lire la suite page 46

Sylvie
GERMAIN



Jours de colère

roman

« Spéleologue des passions humaines, Sylvie Germain explore les gouffres de chacun de ses personnages pour y trouver les racines de la folie. »

Pierre Drachline / Le Monde

GALLIMARD *nrf*

SVM
HORS SERIE
COMMUNICATION
ARTISANS
PROFESSIONNELS LIBÉRAUX
COMMENT S'INFORMER
N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Collection Islam-Occident, volume 6
Josée BALAGNA COUSTOU

Arabe et humanisme dans la France des derniers Valois

Préface d'André Miquel

144 pages, 6 illustrations, 92 francs

Maisonneuve & Larose

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur pense recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris

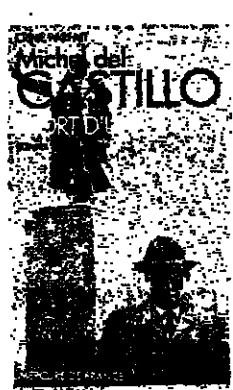
Tel : 48.87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Michel del Castillo
Mort d'un poète.

"On chercherait en vain dans ce livre une photographie de la Roumanie socialiste. J'ose toutefois prétendre qu'on y trouve sa vérité."



MERCURE DE FRANCE

COLLOQUE SCIENCE ET PHILOSOPHIE, POUR QUOI FAIRE ?



C. AMBROSELLI, H. ATLAN, B. BARRET-KRIEGER, F. DAGOGNET, C. DERRU, J.T. DESANTI, G.S. GRANGER, A. JACQUARD, D. JANICAUD, J.M. LÉVY-LEBLOND, B. PINCHARD, J. PETITOT, L. STENGERS, R. THOM, A. BADIOU, G. BALANDIER, G. BRAIBANT, A. COMTE-SPONVILLE, M. DELMAS-MARTY, C. DESCAMPS, P. DROUIN, B. EDELMAN, M.A. HERMITTE, P. VERMELEN.

Préparation et animation : Roger-Pol DROIT

JEUDI 2, VENDREDI 3,
SAMEDI 4 NOVEMBRE 1989
PALAIS DES CONGRES ET DE LA CULTURE

LE MANS
organisé par : Le Journal
Le Monde

L'association municipale d'action culturelle de la ville du Mans
L'Université du Maine
L'Association Lire et Vivre
AVEC LE CONCOURS DE LA VILLE DU MANS

RENSEIGNEMENTS : 43.24.22.44

LIVRES • IDÉES

LE FEUILLETON de Michel Braudeau



Jean Cocteau : une curiosité gaie.

Peut-on être assez moderne ?

qu'elle ne fasse aucune part au rêve dans ses lettres, comme si l'intérêt pour le sommeil était une invention récente : pour la marquise, « le rêve devait être une crasse comme les autres, dont on ne se souciait pas. On en devait sortir comme d'un carrosse embourbé et se remettre en marche aussitôt ». Chez Hugo, il relève les « véritables sommets de l'idiotie de cet écrivain génial » et en produit quelques exemples savoureux. Il se délecte avec Chateaubriand (« Quel style peu déclamatoire, contre toute attente, quelle vive trompe envoyée au fond de la fleur »), aussi bien qu'avec Fantômas, qu'il rapproche de Raymond Roussel (« Fantômas ne pense à rien »).

COMME dans les tomes précédents, il se plaint d'être à la fois célèbre et inconnu. On le prend pour un autre, pour son écho, son double, tout en paillettes et mondanités, on ne connaît pas sa peine, son travail, son talent. (On consultera sur ce point, et d'autres, l'excellent travail de Jean Touzot qui prépare l'édition de Cocteau dans « La Pléiade »). Il vient de publier Clair-Obscur.

« Seul. Quand on cite les poètes modernes, on ne me cite jamais. Ils s'imaginent me mépriser. Ils me craignent. »

Le débat, la brouille qui naît entre lui et Claude Roy à propos de la préface écrite par ce dernier pour ses œuvres complètes, à lui Cocteau, est caractéristique de cette fierté qui ne sait trop quelle contenance adopter entre l'orgueil légitime et la vanité furibonde. La préface de Roy est plus que chalcédoine, certes, mais pas éperdument admirative, elle n'est pas du fin mortier dont on scelle les monuments. Et, bien qu'il ne le dise pas tout à fait, c'est évidemment cela que Cocteau attendait, un mausolée et qu'on lui donne

du « génie ». Quand Roy écrit que Cocteau a « fait de la gaieté un gentil héroïsme », Cocteau barre « gentil » et note en marge : « Pourquoi diminuer toujours par des épithètes. C'est mal. » La préface, écartée à l'époque, resurgit ici en annexe, comme un remords, dans le même volume où l'auteur envisage d'ouvrir un « institut de beauté pour les âmes », afin que le client y soigne sa ligne interne. De tous ces événements graves ou frivoles de 1954, ce qui curieusement paraît bien plus loin de nous que le sommeil de Mme de Sévigné et les fers à friser du coiffeur Alexandre, ce sont les sous-coupes volantes dont Cocteau parle avec un ferveur de converti. Il témoigne de sa foi dans les Martiens, préface un ouvrage d'André Michel, c'est tout juste s'il n'en a pas vu. Mais « les croyances se fondent sur l'invisibilité. Cesse d'être cru ce qui trop se montre. Même la sainte Vierge est prudente ».

À l'époque où le jeune Jacques Lacarrière croyait au Père Noël, ses parents, comme Cocteau et presque tout le monde, en tenaient pour les Martiens et les Vénusiens. « Depuis le ciel s'est vidé », note Lacarrière dans son petit livre d'essais, *Ce bel aujourd'hui*, « et je viens de comprendre que les extra-terrestres n'étaient que le Père Noël des adultes ». Cet helléniste souriant, grand marcheur à pied, ami des petits animaux et des grands mystères de la nature, s'interroge sur la hantise de tant de ses contemporains « de n'être pas assez modernes », alors qu'il suffit pour cela d'aller calmement au rythme de son temps, d'admettre qu'on est né au milieu des machines, de reconnaître que « la Beauté n'a nullement déserté ce siècle mécanique ». Dans l'inventaire du monde où il se promène, Lacarrière insère un questionnaire à la suite de chaque chapitre, comme dans

les manuels scolaires, qui lui sert à tempérer parfois son humeur lyrique ou à suggérer une suite possible à ses digressions. Il court un risque bien sûr, en demandant : « L'auteur compare à un accouchement humain la première sortie dans l'espace du cosmonaute Léonov. Cette comparaison vous paraît-elle originale ? » Parce que la réponse est « non ».

Dans la campagne, il disperse volontiers sur les pylônes, les éoliennes (« abeilles mécaniques qui butinent le vent »), les grues (« mantes laïques butinant pierre, métal ou verre »), les châteaux d'eau, les viaducs (« leur écharpe gracieuse et leur arche d'acier »). Il regrette le temps où moissonneuses et batteuses étaient séparées, annonce le retour des dirigeables. En avion, il s'étonne de la matière des nuages. Ce que l'on apprend de la comète de Halley — un peu de neige sale — le déçoit. Comme la surface de la Lune, si morte, si semblable aux grands fonds marins où la lumière ne parvient pas. Il s'enflamme pour ce que le scanner lui dévoile (« Je suis sur la face interne de la trompe de Fallope d'une femme adulte, je ne suis pas plus gros qu'un spermatozoïde, et que voit un spermatozoïde quand il pénètre dans la région précise où je me trouve ? »). Avec une naïveté insouciance, l'auteur oscille entre Candide et M. Perrichon analysant la mer de Glace.

MAIS l'ingénuité de Lacarrière réserve nombre de très heureuses surprises. Du côté de chez Barthes, on saluera un hommage à la bande dessinée, un parallèle audacieux entre Mandrake le magicien et le Platon de la caverne, ainsi qu'un rapprochement inédit entre les supermarchés et l'existentialisme (« Le primat de l'existence et du produit y domine dans les deux cas »). Du côté de chez Péguy, c'est toute la nostalgie des noms magiques dont on se souvient, le bleu des Bugatti, le jaune de Shell, le rouge d'Antar, le vert de Castrol, le blanc de Mobilil, les marques des belles américaines, Buick, Cadillac, Studebaker, les stations de radio, Hilversum, Droitwich. Sans oublier un éloge superbe du plastique et de ses vertus d'imitation.

« Plastique : matière presque inusable pour défier les effets du temps et faire de l'éphémère un simulacrum de l'éternel. » C'est étrangement ce que l'on pourrait dire, à peu près, de la littérature.

□ Création d'un fonds Jean-Cocteau. — Un fonds Jean-Cocteau vient d'être créé à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Il résulte d'une donation effectuée par Bernard Derru, légataire universel du poète, dans le but de constituer le noyau d'un centre d'études et de documentation sur Jean Cocteau. La bibliothèque universitaire (section lettres) de l'université Paul-Valéry assure la conservation et la protection du fonds, qui a fait l'objet d'un premier catalogue, disponible sur simple demande, accompagné des frais d'envoi. Le Centre d'études littéraires françaises du vingtième siècle s'emploiera à développer ce fonds et à le faire rayonner par des publications et par l'organisation de séminaires et de journées d'études au rythme annuel. Pour tous renseignements, s'adresser à M. Pierre Calogues, directeur du CELF du vingtième siècle, UPV, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex.

La désillusion

L'art de se moquer

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

Un violent parfum d'es...

مكتبة ابن رشد

LIVRES • IDÉES
ROMANS

La désillusion de Petrograd

Henri Coulonges dépeint le désespoir d'un idéaliste découvrant la réalité soviétique, en 1920

LA LETTRE A KIRILENKO
d'Henri Coulonges.
Stock, 318 p. 98 F.

Depuis les Rives de l'Irro-waddy, Henri Coulonges aime placer ses personnages dans les régions troubles de l'histoire. Dans cette *Lettre à Kirilenko*, Maurice Penmetier, qui épouse la cause bolchevique, arrive en janvier 1920 à Petrograd. Il est chargé de veiller sur les intérêts français mis sous séquestre. Convenu de l'ampleur de l'expérience révolutionnaire, il n'entend pas être un simple rouage de la bureaucratie naissante et veut se montrer « positif ». Nommé traducteur auprès des Editions de la Troisième Internationale, il propose de former un groupe communiste français.

Mais Henri Coulonges ne laisse pas longtemps son personnage à son apostolat enferrmé et à son exaltation idéologique. Maurice Penmetier éprouve un trouble triste en traversant une ville ruinée qui, avec ses « façades blêmes » et ses boutiques dévastées, se ramène à un « immense décor vide sur lequel planeront bientôt les oiseaux de mer ». Le spectacle de hordes d'affamés près de s'écrouler dans la neige déstabilise Maurice : il ne retrouve plus ses sensations et ses repères et connaît un état flottant où s'évanouit son euphorie militante. Il cède à l'indulgence — cette vertu considérée comme un « danger public » par les hommes du pouvoir : il prend en pitié les vieillards qui se tiennent reclus dans l'Aile de France, piégés par « une révolution qui n'est pas la leur et leur a néanmoins tout pris ». Son



RENÉE CLEVE

idéalisme le pousse à défendre plutôt qu'à punir : il protège Elena Alexandrovna, une cantatrice de l'ex-théâtre Mariinski. Incarnant à ses yeux la grâce brisée de la Russie éternelle, elle éveille en lui des bouffées de nostalgie pour une beauté et un art de vivre que la misère et le déferlement de la peur achevent de détruire.

Le romancier cède avec justesse le moment où l'effritement intérieur de Maurice, sous les vagues de la douceur, de

l'amour, du désir de clémence, s'accompagne d'un doute politique. Maurice Penmetier prend conscience de la débauche de cruauté qu'entraînent les excès de la révolution. Il est bouleversé en apprenant que la Tcheka, prenant de vitesse un décret de grâce accordé par Lénine à des centaines de détenus, se hâte de les fusiller avant l'aube. Surtout, il trouve suspecte la disparition, en mer de Barents, de deux syndicalistes français dont le seul tort a été de proclamer leur déception devant le reniement

général des idéaux et la dictature du mensonge.

Maurice doit s'avouer à lui-même qu'il s'est trompé de sacré et que la réalité ensanglantée prouve sans cesse le contraire de « ce qu'on lui avait raconté ». Henri Coulonges analyse avec subtilité la métamorphose d'un homme qui, en quelques mois, passe de la foi à la déraison, de l'enthousiasme à l'ironie, de la confiance à la mise en accusation.

A la manière de la Mafia

Le roman prend une dimension plus âpre et tragique quand Maurice — pour éclaircir les menaces qui pèsent sur Elena — est directement confronté à la Tcheka, qui lui paraît agir à la manière de la Mafia sicilienne. Il défie Kirilenko, le chef de la Tcheka, qui, « âme damnée » de Zinoviev, « cherche à trouver en chacun la fissure ou la zone d'ombre susceptible de le transformer en ennemi de la révolution, et donc en cible pour lui et ses sbires ». Dans l'enquête désespérée, le combat affolé qu'il mène pour tenter d'entrevoir une vérité emprisonnée dans les rapports de police et les lettres secrètes, Maurice Penmetier se bat avec l'ardeur de ses dernières croyances auxquelles il finit par sacrifier sa vie. Henri Coulonges a su, dans ce roman ardent et sombre, empreint d'une violence désenchantée, nous rendre proche le destin d'un homme, victime de sa fidélité à des idées qui « naissent douces, et vieillissent féroces ».

Jean-Noël Pancrazi.

L'art de se moquer du monde

Alain Bonnard cultive l'insolence précise et la désinvolture furtive. Pour le seul plaisir.

FEU MON HISTOIRE D'AMOUR
d'Alain Bonnard.
Grasset, 120 p., 60 F.

De son propre aveu, Alain Bonnard cultive ce qu'il a de meilleur : « une formidable, réjouissante et suicidaire disposition à se ficher du monde ». Son dernier roman n'est rien d'autre, selon lui, qu'une « petite claquette contemporaine », cynique et désinvoltée, soigneusement dosée pour choquer le bourgeois tout en le tenant en haleine. Le lecteur est prévenu : « Je vais me

fatiguer à écrire un roman. Cent vingt pages menues qui ressemblent assez à un roman pour que je puisse me payer la tête du lecteur occasionnel et offrir un chalet de montagne à mes trente ans ».

Il faut du talent pour se bien moquer du monde. Alain Bonnard cultive son art dans le raccourci et la précision. Ses phrases, furtives et enlevées, composent une suite de petits tableaux rapides, qui ont un charme de fin de siècle et où triomphe l'insolence allègre et la grivoiserie jubilatoire.

Maître d'internat dans un collège de province, le héros de Bonnard est un mauvais garçon, un misogynne cynique ne s'intéressant qu'à lui-même, amateur de « seins hauts » ou de « jambes chasseresse » mais fuyant les « complications du sentiment ». Il met son point d'honneur à « croquer les femmes au gouter, les prendre en sandwich à n'importe quel moment de la journée ou les dévorer en robe du soir au cinquième repas ». Quelques élèves prosélytes partagent bientôt cette fringale, et un concours s'organise pour

pimentier le tout. Aucune piste ne doit être négligée, et Bonnard se régale de la galerie de tableaux qu'il nous offre : l'intendant noir, « fondante et confondante, tenant du gâteau au chocolat et de l'amante douce », le « Rubens 1983 (...), nourri de crème fraîche et de biscuits anglais » ou la libraire de la ville à l'« esprit rassurant des femmes que rien ne force à montrer qu'elles en ont ».

Don Juan-Narcisse

Hélas ! une Paraguayenne aperçue au hasard lui tourne la tête et hante son souvenir. Don Juan-Narcisse serait-il condamné à l'amour ? « Un simple arôme de café, et le visage de l'absente jaillissait dans la poussière des grains. J'avais aussitôt (...) de grandes crises d'arabica mental ; je souffrais la torréfaction ».

Voilà. Alain Bonnard a « fait un roman à la littérature ». S'en souviendra-t-elle ? L'insolence et la désinvolture qui tiennent maintenant parfois lieu d'esprit suffiront-elles à donner aux lecteurs et aux membres des jurys littéraires — on ne se cache pas de les prendre pour cible — le sentiment d'avoir affaire à un véritable romancier ? Reconnaissons cependant qu'on lit ce petit livre sans ennui et même souvent en s'amusant.

Florence Noiville



Jean Daniel Yuri Afanassiev

Cette grande hueur à l'Est

« Un violent parfum d'espérance »

MAREN SELL
ÉDITIONS

Dialogues 1992

COLLOQUE DE CERISY Karl Popper et la science d'aujourd'hui

En même temps qu'un hommage à Karl Popper, ces textes donnent une claire image de ce que peuvent être aujourd'hui la recherche et le débat philosophiques, quand ils sont appuyés sur un savoir scientifique solide et inspirés par l'idéal de la rationalité critique.

Aubier

COCTEAU



Monique Lange, la femme qui a le mieux compris Cocteau.

Angelo Rinaldi / L'Express

J. Clartès

— LA VIE DU LIVRE —

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE — ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE — BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME
Livres neufs — Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 494 vient de paraître
Envoi sur simple demande

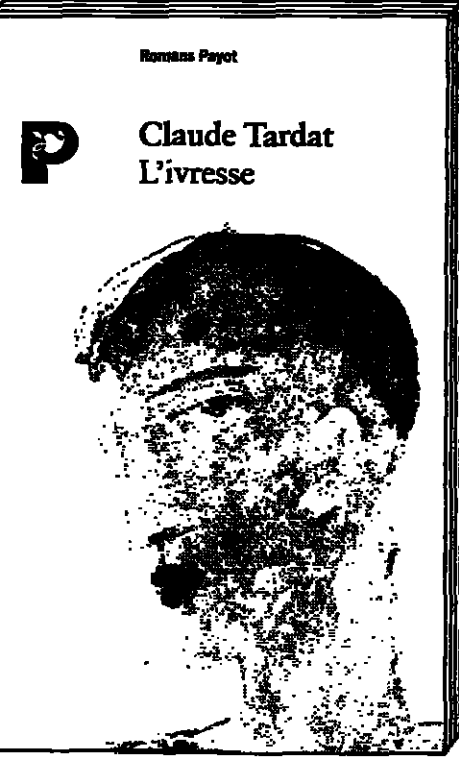
OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE
LE MONDE DU LIVRE
(LE TOUR DU MONDE)
60, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS

☎ (1) 43-25-77-04

Le vendredi 13 octobre, à 19 heures, vous aurez le plaisir de rencontrer :
JEAN ECHENOZ
Lac
(Éditions du Seuil)
A la librairie La Terrasse de Gutenberg, 9, rue Emilio-Castelar, Paris 12^e.

L'ivresse par l'auteur d'Une mort sucrée



Payot Roman

ROMANS

DEBUTS

La sagesse perdue

MADAME FAUST
de Christophe Deshoulières.
Julliard, 801 p., 200 F.

Sorti des cercles de l'enfer de Dante, le premier roman de Christophe Deshoulières fait figure de monstre. Ce pavé de 800 pages semble détenir la formule d'une synthèse alchimique, ou d'une mythologie du vingtième siècle.

Dans le labyrinthe infernal, plein de débris, de l'intelligence moderne, M^{me} Faust s'obstine sur les chemins autrichiens du savoir et indique aux faux penseurs que le chemin qu'ils prennent n'est pas le bon pour parer les secrets du diable. Karole Khan, dont le nom à la fois mongol, juif et kaftan brouille déjà les pistes, est cette énigmatique héroïne qui joue à provoquer l'ignorance et la médiocrité. L'orgueilleux programme informatif qu'elle met au point — le projet « Faust » — est un diabolique acrobate à la modernité et lui ouvre les portes du pouvoir. M^{me} Faust, à la croisée des hommes et des idées, ne lâche pas les rênes.

La modernité, elle, n'en a même pas large dans ce pamphlet romanesque qui accuse les traits sans gêne de la civilisation et de ceux qui la détiennent. La modernité, prise par la mode, oubliée d'urgence par ses piliers sont anciens. D'où un appel à la sagesse païenne antique et à

l'histoire en général, du moins à l'acte de recherche qu'elles engendrent, à cette part mythique de la pensée provisoirement enfouie ou disparue. Seule une descente infernale dans les bas-fonds de la Très Grande Bibliothèque révélera la cité souterraine, vision ultime et tragique des fondations de la sagesse perdue.

Pulvérisation voltairienne de la bonne conscience et de la mauvaise foi, va et vient incessant entre les mythes, l'histoire, la littérature et l'actualité, cette épopée corroïvée provoque une déflagration des discours. Entassement absurde ou dérive bien raisonnée ? Si une telle masse est nécessaire à l'expression de la totalité du monde, si rien n'est laissé au hasard dans cette architecture sans faille, le livre a le défaut de sa grandeur et l'exhaustivité tend vers le trop-plein. Madame Faust n'en reste pas moins une œuvre impressionnante. Sous couvert d'histoires d'amour et d'espionnage, c'est une somme des valeurs et des contre-valeurs de la société contemporaine, une archéologie du savoir et de la pensée, où le parole toujours profitable ne conduit à rien qu'au constat du néant. Le diable y est certainement pour quelque chose.

M. Van Renterghem.

La cruauté retrouvée

LA PETITE FILLE QUI TUAIT
LES MOUCHES
de Christiane Dupuy.
François Bourin éd.,
220 p., 85 F.

Une jeune fille de treize ans qui déteste sa famille, hait ses camarades de classe et torture les mouches en leur chantant les aïeux ne peut pas être tout à fait mauvaise. Antoinette Pichot a donc raison de se comparer à un ange. Un ange miséricordieux qui, pour se désennuyer, commettrait volontiers un meurtre. Cette jeune fille modèle ressemble quelque peu au personnage qu'interprétait Alec Guinness dans *Noblesse oblige*. Mais, à la différence de l'aristocrate désargentée, elle n'est pas guidée par l'intérêt, mais par un sens tout particulier de l'esthétique.

d'ailleurs pas parfaite puisqu'elle a une amie. Une certaine Pauline, qui, outre son obésité, est d'une intelligence discrète.

Antoinette trouve ses camarades vulgaires lorsque celles-ci relatent leurs premiers amours amoureux. Néanmoins, afin d'éprouver sa séduction, elle donne rendez-vous à un garçon boucher dans un parc. L'indécence la tripe comme une entrecôte. Antoinette, nullement attendrie, lui passe alors un fil de nylon autour du cou et serre délicatement comme elle l'aurait fait avec un oiseau : « Son corps s'est agité dans tous les sens. Des bruits de bruits s'échappaient de sa bouche. Des bruits sales. Honteux. Et tout s'est arrêté. »

Tout juste un meuble

« Jojo est mort. Enfin ! Je suis bien contente », s'exclame la chère enfant lorsque son frère décède après avoir avalé quelques billes de trop. Sa mère, devenue folle, n'est plus une mère. Tout juste un meuble pas plus difficile à déplacer qu'un autre. Antoinette devrait être heureuse puisque ses vœux semblent réalisés. Et pourtant, elle ne l'est pas. L'incroyable de ses camarades de classe lui gâche son bonheur. Bien sûr, elle ment de temps en temps, mais « c'est juste pour tout arranger ».

Les affabulations d'Antoinette ne nous la rendent pas moins sympathique. Il n'y a que les intentions qui comptent ! Et puis, une chose est certaine : elle tue les mouches après les avoir torturées. Tous les espoirs lui sont donc permis, ainsi qu'à Christiane Dupuy.

Pierre Drachline.

La librairie
L'ARBRE A LETTRES
vous invite à rencontrer
Jacques HASSOUN
pour son livre
« LES PASSIONS INTRAITABLES »
(Éditions AUBIER)
en présence d'Antoine SPIRE
de France Culture
LE VENDREDI 13 OCTOBRE 1989
à partir de 19 h 30
L'ARBRE A LETTRES
2, rue Edouard-Quenu, 75005 Paris

LES EDITIONS STOCK
et
LA LIBRAIRIE EPIGRAMME
seront heureux de vous accueillir
à l'occasion de la signature de
JORGE AMADO
pour son nouveau roman :
YANSAN DES ORAGES
le jeudi 19 octobre 1989
de 18 h à 20 h
LIBRAIRIE EPIGRAMME
25 rue St Antoine, 75004 Paris. Tél. 42 72 01 70

ESSAIS

L'inquiétante philologie
des langues du paradis

Où comment les linguistes du XIX^e siècle
ont prétendu démontrer l'infériorité du judaïsme

LES LANGUES
DU PARADIS
Aryens et Sémites :
un couple providentiel,
de Maurice Olender.
Gallimard/Le Seuil,
coll. « Hautes études »,
213 p., 130 F.

Les malheurs et les monstruosités du vingtième siècle nous ont fait perdre la croyance dans les vertus intégrales du progrès et jeter un regard soupçonneux sur la science qui a permis ou légitimé bien des crimes. Nous savons par exemple que l'antisémitisme a connu un renforcement qualitatif avec les théories pseudo-scientifiques de la race et les philosophies inégalitaires du dix-neuvième siècle. Maurice Olender, avec sa triple compétence d'helléniste (ici peu mise à contribution), d'interprète des idées de Georges Dumézil sur la pensée indo-européenne, et de spécialiste militant de la dénonciation intellectuelle du racisme et de l'antisémitisme, ajoute à la liste des coupables plus ou moins inconscients une science inattendue : la linguistique et plus précisément la philologie comparée.

Dans cette archéologie de la philologie, il constate, en effet, la quasi-omniprésence chez les savants — au statut indiscutable pour l'époque dont il analyse les idées et les œuvres — de croyances et de passions fondamentalistes dont certaines étonnent en ce siècle dont on pensait qu'il avait pris, dans le domaine scientifique, ses distances avec certains dogmes religieux. Presque tous ces savants font intervenir de façon décisive dans leurs théories sur le développement des sociétés et des systèmes culturels la Providence comme moteur décisif de cette évolution. Même un Comstock (utilisé ici seulement en référence brève), cherchant des lois du hasard, estime nécessaire l'intervention de l'« idée de Providence » afin d'établir, là où règne la liberté, un « ordre moral ». Or, ce qui anime la Providence, c'est la volonté de faire triompher le meilleur. Son action se réalise à travers l'instauration d'une hiérarchie des systèmes de valeurs et des sociétés humaines qui les ont élaborés. Ainsi s'instaure un processus d'élection qui ne peut aboutir à la désignation de l'élite que par la dévalorisation de ses concurrents.

Or parmi les champs d'étude de la valeur des systèmes culturels, la langue apparaît comme un terrain privilégié. Elle opère le lien entre le monde et la pensée, elle exprime l'être profond des sociétés et des groupes qui l'ont produite, elle constitue un système dont les qualités singulières sont pour des spécialistes, les philologues, relativement faciles à apprécier.

La fascination
des origines

Ici apparaît, après l'attrait de la Providence, une seconde idole, la fascination des origines. Quelle qu'elle soit l'évolution des langues au cours de l'histoire, l'ancienneté confère à certaines une évidente supériorité. Comme pour la Providence, que les savants à la recherche des origines soient des croyants religieux ou non, ils gardent à cette qualité originelle la valeur que les religieux lui avaient conférée.

Tout part donc d'une interrogation née au temps où la Bible était le grand livre scientifique de la culture judéo-chrétienne dont les savants du dix-neuvième siècle sont, quoiqu'ils en aient, les héritiers. « Quelle langue parlait-on au paradis ? » Cette langue était évidemment celle de la Parole pure, celle de Dieu, du monde et de la nature. Elle offre à la philologie un point de départ obligé.

Par-delà la théorie chrétienne des trois langues sacrées : l'hébreu, le grec et le latin — sacrées parce que langues des versions successivement autorisées de la Bible — les chrétiens ont pu hésiter entre le syriaque et l'hébreu, mais l'hébreu est finalement apparu comme la plus probable des langues origi-

nelles en un temps où les enjeux idéologiques d'une philologie balbutiante étaient très limités.

Mais depuis le seizième siècle se développe « l'antique hypothèse d'un continent scythique aux origines de langues européennes » et Leibniz (1646-1716), un des fondateurs du comparatisme linguistique moderne, est partisan de cette théorie. A la fin du dix-huitième siècle, quand commence l'enquête de Maurice Olender, le problème s'est restreint à un affrontement essentiel, celui de « couple providentiel » : hébreu et sanscrit, Aryens et Sémites.

Les témoins convoqués par Maurice Olender sont pour les uns très connus, pour d'autres quasiment dans le savoir des spécialistes malgré leur notoriété en leur temps et après. Ils ont pour

judaïsme n'a été que le sauveur sur lequel la race aryenne a produit sa fleur ». Tel est ce que Goldziher appellera « l'élégance dogmatique » du fleuri et variable Ernest Renan. Avec Friedrich Max Müller (1823-1900), un Allemand qui s'installe à Oxford et écrit en anglais, c'est une nouvelle science « aux rigueurs indolentes » qui est introduite, la philologie comparée. Apôtre chrétien et au fond théoricien, il fait servir la nouvelle science à prouver l'immense supériorité du christianisme sur toutes les autres religions, la philologie comparée permettant d'établir qu'avec lui est réalisée « la plénitude du temps ».

Le plus surprenant sans doute de ces étonnants savants est le lieutenant-colonel d'artillerie Adolphe Pictet, membre d'une

nisme, donne lieu chez Gran à d'étonnantes inversions successives de sexe, les Indo-Germains abandonnant en particulier leur masculinité originelle pour acquiescer « une nature féminine » afin d'épouser le christianisme. Si Jésus n'a jamais été juif, il peut être aryen. Et, en définitive, ce qu'il y a de plus important, c'est l'aryanisme, car c'est lui qui apporte la mobilité, la conquête, le progrès, la civilisation, la jeunesse. Le judaïsme n'est plus seulement un système inférieur, il devient un obstacle.

Telle est l'effrayante histoire de la philologie comparée du dix-neuvième siècle intimement liée à l'histoire des religions. Maurice Olender la raconte en respectant toute la complexité et les contradictions dont je ne peux parler ici. Ce qui achève de rendre cauchemardesque cette étude, c'est que Maurice Olender ne cache pas que beaucoup de ces savants critiquaient toute notion « raciste » de la « race », terme que beaucoup cependant affectionnaient, qu'ils s'efforçaient de couvrir le judaïsme des fleurs d'une « subtilité poétique » tout en condamnant son archaïsme stérilisant, et qu'ils faisaient l'éloge du pluralisme religieux, culturel et national avant de s'abandonner au vertige d'un christianisme seul capable par son arianisme de réaliser la promesse originelle.

D'embarrassantes
questions

Face à ces « prophètes du passé », seuls deux linguistes semblent n'avoir pas cédé à la fascination : le jeune Ferdinand de Saussure (1857-1913), qui posa à son maître Pictet d'embarrassantes questions sur la réalité historique de ses « chers Aryens », et le grand islamisant juif hongrois Ignaz Goldziher (1850-1921), qui démontra que les Sémites comme les Aryens ont une histoire, que la réalisation d'une religion « ne peut être attribuée à un motif unique » et qui ne sépara pas sa fidélité au judaïsme de son estime pour les valeurs morales du judaïsme mais aussi de l'islam.

Sans doute ces grands noms de la philologie comparée n'ont pas eu conscience des conclusions que certains tirent de leurs théories, et l'histoire de l'utilisation de la « science » du dix-neuvième siècle par les antisémites et les racistes est partiellement une autre histoire. Mais, comme le dit Jean-Pierre Vernant dans sa préface : « Dans les deux miroirs-mirages, accomplis et dissymétriques, où les savants européens du dix-neuvième siècle tentent... de discerner les traits de leur propre figure, comment pourrions-nous aujourd'hui ne pas voir, comme à l'arrière-plan obscur d'un tableau, se profiler l'ombre des camps et monter la fumée des fours ? »

Il reste peut-être à l'historien lecteur de Maurice Olender un espoir. Olender souligne que tous ces philologues ont échafaudé leurs théories sur « l'oubli de l'histoire » et que la philologie comparée du dix-neuvième siècle, comme l'avaient senti Saussure et Goldziher, était profondément a-historique, même si un historien majeur de l'histoire « positiviste », Leopold von Ranke, pensait lui aussi que « chaque époque existe dans un rapport immédiat à Dieu ». Alors, l'histoire antidote de la philologie grosse du racisme ? Mais l'histoire aussi n'a pas toujours été innocente ni exempte de manipulation. Aucune science sociale ne peut se pratiquer ou être utilisée sans danger. Soyons vigilants.

Jacques Le Goff.

Les éditions Hermann publient le texte inédit des dernières leçons d'Ernest Renan au Collège de France, en 1888-1889. Il s'agit d'une lecture critique de la Genèse : *Les origines du monde*, par Maurice Olender (264 p., 98 F.).



Maurice Olender : une étude cauchemardesque

ancêtre un des fondateurs de l'essai moderne, l'arcticien Richard Simon (1638-1712), dont Bossuet fit condamner l'*Histoire critique du Vieux Testament* (1678) parce qu'il montre les additions et changements intervenus dans le texte de l'Ancien Testament, et qui fut exclu de l'Oratoire.

Mais l'enquête démarre vraiment avec le célèbre Herder (1744-1803), un des maîtres fondateurs du romantisme allemand. Fasciné par le primordial (Ur-), chantre du monothéisme, de la Providence et de l'unité du genre humain, ce pasteur laisse surtout son empreinte en liant la langue à la nation et en proclamant que le christianisme incarne « l'histoire du monde humain le plus important ».

Un chapitre central est consacré à Renan, qui veut faire « pour les langues sémitiques ce que M. Boff, auteur allemand d'une *Grammaire comparée des langues indo-européennes* (1853-1849), traduite en français en 1866 — a fait pour les langues indo-européennes ». Sans être le moins du monde raciste, il s'efforce pourtant d'établir des « portraits de races » et, malgré son admiration pour le sublime hébraïque, il parvient — au milieu de nombreuses contradictions — à écrire des phrases telles que : « Au fond, Jésus n'a rien de juif » ou encore « Produits tout à fait juifs à son origine, le christianisme est de la sorte arrivé à dépouiller, avec le temps, presque tout ce qu'il tenait de la race, si bien que la thèse de ceux qui le considèrent comme la religion aryenne par excellence est vraie à beaucoup d'égards » et finalement « Le

des grandes familles calvinistes de Genève, qui dans son *Essai de paléontologie linguistique : les origines indo-européennes ou les Aryens primitifs*, paru la même année que *l'Origine des espèces* de Darwin, en 1859, « le plus lyrique des chœurs d'un arianisme des origines », ne craint pas de découvrir chez les Aryens un « monothéisme primitif ». Ici encore, la Providence arrange tout.

Ce qui donne tout son sens au débat judaïsme-aryanisme, c'est la présence d'un troisième protagoniste, le christianisme. Et presque aucun de ces savants ne met en doute que c'est lui le gagnant. Ils voient presque tous en lui la synthèse du judaïsme et de l'aryanisme, la synthèse et même l'accomplissement.

Pour que le christianisme assume le rôle qui lui est dévolu, il faut, d'une part, nier tout avenir au « sublime » judaïsme des origines, et presque tous ces savants font du judaïsme un système bloqué, immobile, incapable d'évolution, voué à la vieillesse et au déclin. Sur le plan linguistique, ils voient une preuve de cette incapacité du judaïsme dans l'absence de voyelles dans la langue hébraïque. C'est l'objet d'un étonnant chapitre sur « Les voyelles de la Providence ». Pour que l'aryanisme, en revanche, puisse s'achever dans le christianisme, il faut qu'il ait accueilli le vétéral sublime du judaïsme, le monothéisme.

L'enfantement du christianisme par les noces du judaïsme et de l'aryanisme, ou plutôt la fécondité du christianisme grâce à ses doubles épousailles avec les deux vierges judaïsme et ari-

La fée
de
catastr

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

مكتبة الأصل

LIVRES • RÉCÉS

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

ESQUISSE D'UNE SÉMANTIQUE
Physique aristotélicienne et théorie des catastrophes
de René Thom.
InterEditions, 286 p., 185 F.
LOGOS ET THÉORIE DES CATASTROPHES
A partir de l'œuvre de René Thom.
Sous la direction de Jean Petitot.
Ed. Fayard, 518 p., 98 F.



En premier lieu, il apparaît que la théorie des catastrophes, en constituant une sorte de grammaire d'ensemble qui permet de formaliser l'apparition, le développement et la disparition des formes existantes ou possibles, fournit un outil puissant et rigoureux à une authentique interdisciplinarité. Le caractère général de ses modèles en permet en effet une application pertinente dans des domaines aussi divers que la biologie, la géologie, l'éthologie, la linguistique, les sciences cognitives ou la sociologie. En un temps de morcellement extrême des connaissances, voilà une rare vertu.

Il y a plus. Si l'œuvre de René Thom est porteuse de grands bouleversements, ce n'est pas simplement qu'elle offre une méthode et un langage qui permettent de décloisonner des disciplines en apparence fort éloignées. C'est aussi, et surtout, parce qu'elle fait entrer les mathématiques fondamentales dans des domaines jusqu'alors réputés non formalisables. Pouvoir penser avec rigueur les changements qualitatifs, voilà qui change tout.

En clair : le monde tel que nous le percevons, tel que nous le pensons, ce monde fait de sens et d'émotions, n'est plus laissé pour compte par une connaissance scientifique rigoureuse. Si le géomètre et ses disciples ont raison, ce qui se profile, c'est la suppression du hiatus introduit par Galilée, et auparavant par la science grecque antique, entre le monde coloré et divers de notre sensibilité et, d'autre part, l'univers abstrait et calculable de la physique. Thom n'hésite pas à écrire qu'il faut se mettre « dans la peau des choses ». Son objectif avoué est de réconcilier connaissance scientifique et connaissance commune, de faire enfin se rejoindre langage conceptuel et langage usuel. Voilà assez que les conséquences d'une telle démarche, à terme, sont considérables pour l'histoire de la pensée, scientifique et philosophique. Certes, les tenants des sciences expérimentales ne se gênent pas pour affirmer que les modèles forgés par la théorie des catastrophes sont inutiles, puisqu'ils ne peuvent être testés expérimentalement, et ne permettent ni de prévoir ni d'agir. Dialogue de sourds. Car c'est le dernier trait de cette évolution — Thom n'a pas la même conception de la science que ses critiques. La vérité est à ses yeux plutôt du côté du « comprendre » que du « agir ». Contre une science qui accumule les connaissances sans toujours tenter de les rassembler, et dont le principal critère de vérité est le succès pratique, le mathématicien-philosophe ne cesse de plaider, en paroles et en actes, pour une science qui retrouve l'exigence d'une intelligibilité maximale de la nature en construisant de nouvelles structures mentales.

TROP générales, ces remarques ne constituent pas un compte rendu. Elles espèrent simplement inciter à l'approche des ouvrages qui les ont suscitées, en soulignant que ce ne sont pas des lectures aisées. Ceux qui ont quelque teinture de philosophie trouveront plus particulièrement matière à réflexion dans les articles du volume *Logos et Théorie des catastrophes* de Jean Petitot, Giulio Giorello, Hervé Barreau, Fernando Gil.

Après quoi ils pourront s'aventurer dans la tentative que même René Thom pour renouveler, avec l'*Esquisse d'une sémantique physique*, la défunte discipline nommée « philosophie naturelle ».

Par des analyses consacrées notamment à la morphogénèse des embryons et au « plan d'organisation générale » des organismes, il renoue avec une réflexion classique, délaissée par la biologie moléculaire, sur les formes des êtres vivants. Il n'est pas surprenant qu'il ait rencontré Aristote, ni qu'il se soit pris pour ce penseur du continu, chez qui toujours la matière est régie par la forme, d'une sorte d'immense sympathie. Sa lecture « catastrophiste » de l'œuvre d'Aristote est étonnante, et les éléments de la discussion, joints en annexe, entre l'auteur et le jeune philosophe Bruno Pinchard sont d'un haut intérêt.

— Qui a dit l'époque pauvre ? René Thom, Jean Petitot, Bruno Pinchard participent à un colloque intitulé « Science et philosophie, pour quoi faire ? », qui se tiendra les 2, 3 et 4 novembre au Palais des congrès et de la culture de la ville du Mans, à l'initiative du journal *Le Monde*, de l'Association municipale d'action culturelle de la ville de Mans, de l'université de Maine et de l'Association Lino et vivra. L'entrée sera libre et gratuite. Une brochure de présentation, ainsi que tout renseignement, peuvent être obtenus auprès du Palais des congrès et de la culture du Mans (Cité Cénomane, 72000 Le Mans. Tél. (06) 43.24.22.44).

La fécondité des catastrophes

importance considérable pour l'histoire générale de la pensée. Quelque chose d'essentiel a donc eu lieu, mais quoi ?

Cela tient en trois mots : théorie des catastrophes. Quelques lignes pour en faire entrevoir le contenu et la fécondité, c'est une gageure. Tentons malgré tout, en écartant d'abord le plus grossier contresens possible : les « catastrophes » dont il est question n'ont rien à voir avec les désastres et les calamités accablant l'humanité souffrante. Le terme désigne ici un bouleversement, une discontinuité, une rupture au sein d'un processus. Il y a « catastrophe », dans la terminologie de Thom (l'invention du mot revient en fait à Christopher Zeeman), dès lors que se produit, dans l'ordre des phénomènes, un changement dont on ne peut rendre compte en termes purement numériques. La théorie de Thom offre pour la première fois une doctrine cohérente et géométriquement fondée, qui permet d'englober la totalité des mutations, crises et transformations qui engendrent et affectent les formes.

Quelles formes ? Toutes. Le bord de la table où j'écris, celui de la page où vous lisez cet article, sont des « lieux de catastrophe ». Mais aussi le creusement du lit d'un fleuve, le développement d'une aile de papillon, la décomposition de la lumière blanche par réfraction dans un prisme, l'évaporation de l'eau. Par exemple, et entre autres, cette énumération étant virtuellement infinie. Mais les lois générales qui sont à l'œuvre dans ces morphogénèses sont en petit nombre. Dans son ouvrage fondateur (*Stabilité structurelle et morphogénèse*, édité en 1972 chez Benjamin à New-York, réédité en 1977 chez InterEditions), René Thom a montré comment les processus dynamiques qui génèrent, modifient, ou font disparaître les formes, quels que soient les domaines où ils se produisent, peuvent être reliés à sept types de catastrophes élémentaires.

Les usages abusifs de l'adjectif « révolutionnaire » sont monnaie courante. Combien de travaux seulement originaux ou inattendus se virent-ils affublés de ce qualificatif ? Avec René Thom, et avec ceux, tel Jean Petitot, qui mettent en lumière la fécondité de ses travaux, il semble bien qu'une révolution effective du savoir soit aujourd'hui entamée. Trois motifs principaux le laissent penser.

On pourrait avoir l'impression que l'époque est pauvre et comme en panne de pensée. Un sombre tableau du temps présent pourrait rassembler des foules de frivoles sans avenir, d'érudits sans invention et de précieux sans ridicule. Il ne serait pas dépourvu de quelque vérité, surtout en ce qui concerne la France. Mais une fresque si noire, et si facilement désabusée, serait à l'évidence excessive et fautive. En prenant quelque distance envers l'écume des livres, on ne désespère pas de discerner ce qui a chance de compter plus tard.

L'entreprise est risquée. Elle est sujette, par essence, à l'erreur. Nul ne sait, ce jour, ce qu'un prochain siècle conservera de nos bibliothèques. Pourtant, on ne croit pas se tromper en disant, tous termes bien pesés, que l'œuvre de René Thom appartient au petit nombre de celles qu'on retiendra, et longtemps. Elle fournit, en effet, à la pensée, la possibilité d'un extraordinaire renouveau. Peu de démarches revêtent une portée historique de cette ampleur. Peut-être même celle-ci est-elle unique, par la rupture qu'elle instaure et les perspectives qu'elle ouvre. Bien qu'elle soit comme et célébrée internationalement depuis une bonne dizaine d'années, la pensée de ce « grand Thom » demeure encore ignorée d'un vaste public. Essayons d'en esquisser les contours. Le parcours, on va le voir, est surprenant et, en un sens, exemplaire. Tout commence par des travaux de mathématiques pures, pour déboucher finalement sur une réorientation de l'attitude scientifique et sur des questions qui intéressent directement une réflexion philosophique fondamentale.

Avant tout, René Thom est mathématicien — un des maîtres incontestés de la géométrie contemporaine. Né à Montbéliard en 1923, élève de l'École normale supérieure à vingt ans, agrégé en 1946, il suit son maître Henri Cartan à la faculté des sciences de Strasbourg, où il enseigne de 1954 à 1963, après un passage au CNRS, de 1947 à 1951, puis à la faculté des sciences de Grenoble en 1953-1954. La médaille Fields — la plus haute distinction internationale qu'un mathématicien puisse recevoir, le prix Nobel de mathématiques n'existant pas — couronne en 1958 ses travaux sur les variétés différentiables et sur le problème du cobordisme. Depuis 1963, il est professeur permanent à l'Institut des hautes études scientifiques. Il a reçu la médaille Brouwer en 1970, le Grand Prix scientifique de la Ville de Paris en 1974, avant d'être élu à l'Académie des sciences en 1976. Bref, une sommité. Mais à quel titre un philosophe ?

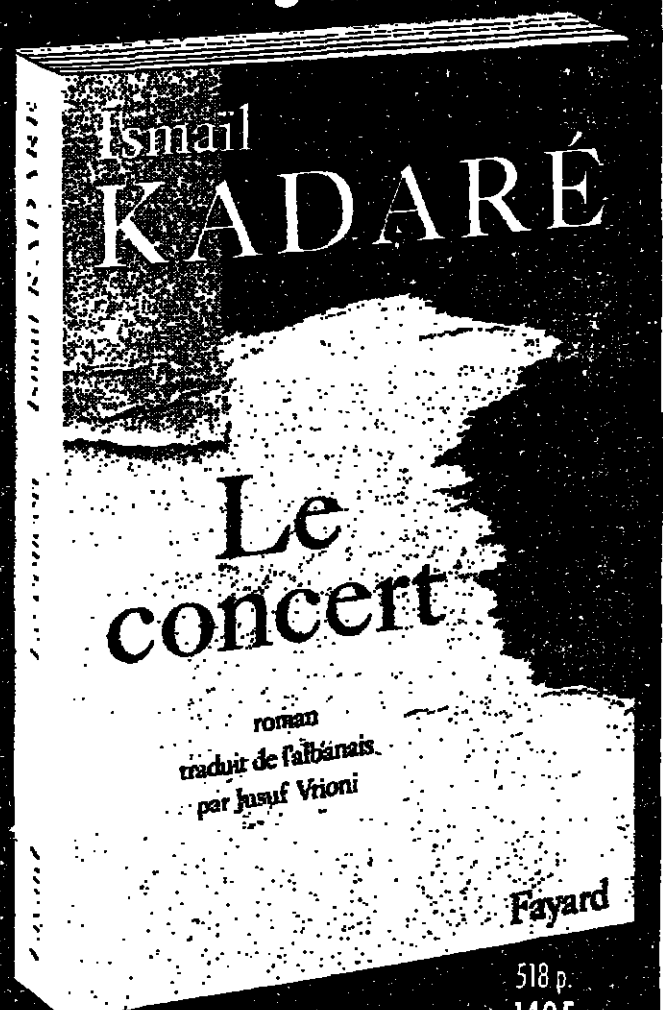
QUE s'est-il donc passé, entre ses recherches de topologie algébrique, issues du développement de la géométrie à quatre, cinq ou n dimensions (qui trouve notamment ses sources dans les travaux menés par l'américain Whitney dans les années 30), et les chapitres que, dans son dernier ouvrage paru il y a quelques mois, René Thom consacre à l'œuvre d'Aristote, pour finir sur ces mots : « Seule une métaphysique réaliste peut redonner un sens au monde » ? Quel cheminement, apparemment bien étrange, peut conduire de publications consacrées aux fibrés en sphère ou aux carrés de Steenrod, dont le commun des mortels ignore tout, à cette effervescence, enthousiasme et stupéfaction, qui rassemble autour de René Thom, biologistes, linguistes, sociologues, philosophes... dont l'important colloque, dirigé par Jean Petitot, montre la force et la diversité ? Le fait est sans précédent. On ne vit jamais, pour autant que nous sachions, des esprits vannes d'horizons si dissemblables s'accorder à reconnaître que les découvertes d'un grand chercheur en mathématiques revêtent une

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS
Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS - Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Vos manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEURS
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

KADARÉ



Une montagne de talent...



... Une dimension universelle. Une résonance bouleversante, à l'image de ses personnages balayés par l'Histoire.

Bernard Genies, *Le Nouvel Observateur*

Rien ne résiste à la plume enfiévrée de Kadare, qui balaie l'Histoire d'un grand éclat de rire shakespearien. Sa Chine de figurants et de sosies est malheureusement bien réelle. Et tellement gigantesque que le grotesque y prend des dimensions cosmiques. Si Garcia Marquez a depuis longtemps fustigé le delirium des tyrans latino-américains, l'auteur du *Concert*, lui, vient de mettre en scène une autre version de la démente et du fanatisme sanguinaire, du côté du Soleil-Levant cette fois. On en tremble.

André Clavel, *l'Événement du Jeudi*

Qu'une vision si profonde de l'univers côtoie une telle humanité n'est pas l'un des moindres miracles du génie de ce « nobélisable des Balkans ». La construction romanesque est d'une virtuosité totale... Une œuvre magistrale

Anne Pons, *L'Express*

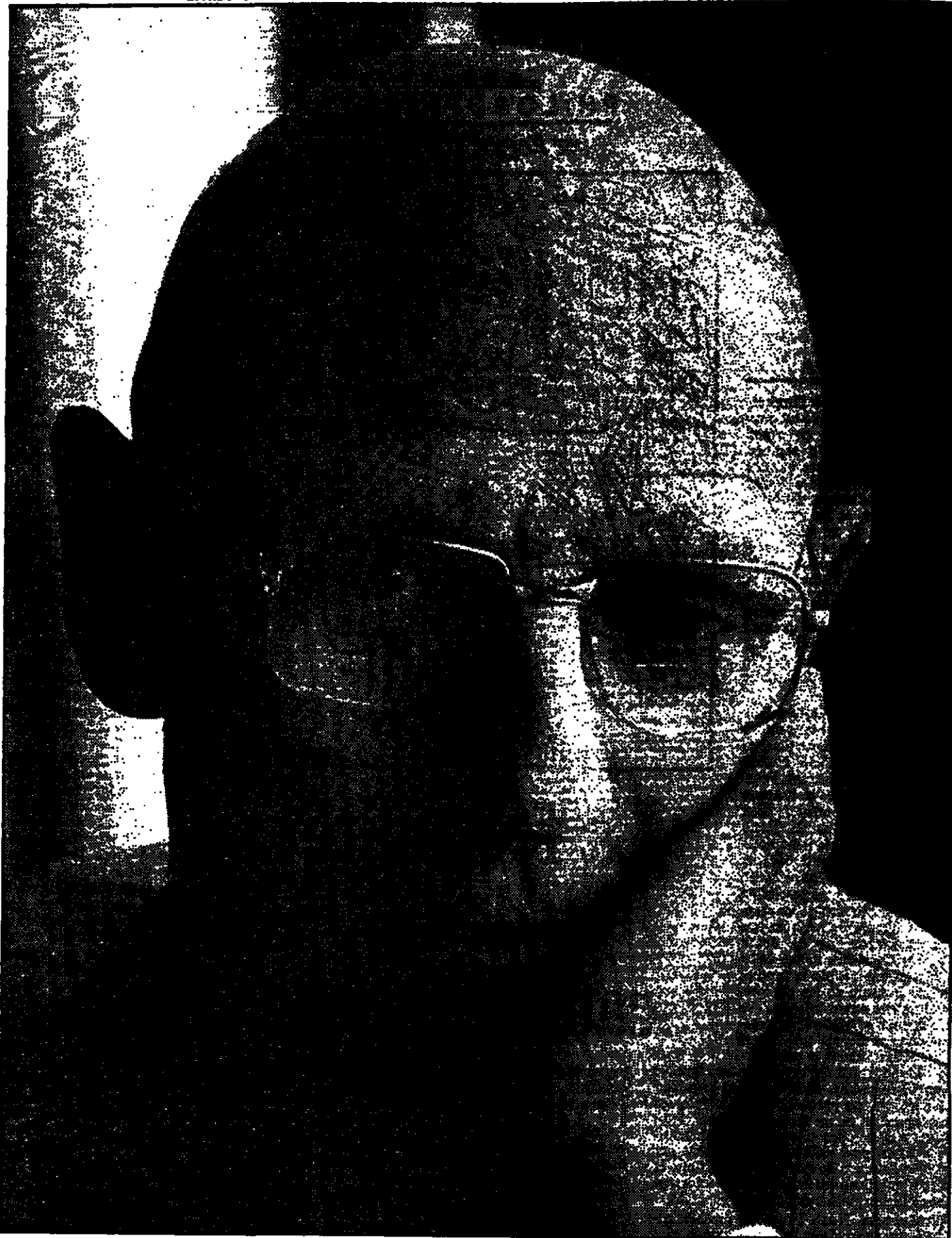
FAYARD

LIVRES ♦ IDÉES

Michel Foucault

La passion du politique

Que reste-t-il de la pensée politique de Michel Foucault, au moment où l'on redécouvre, face aux totalitarismes, les vertus des démocraties occidentales ? Son « gauchisme », qui fut au centre de bien des controverses dans les années 70, n'est-il pas aujourd'hui dépassé ? La publication simultanée d'une biographie de Foucault par Didier Eribon (le Monde du 1^{er} septembre), des actes d'un colloque consacré au philosophe et de deux cassettes contenant les leçons d'introduction à ses cours de 1978 et 1979 invite à s'interroger sur cet aspect de son œuvre. Christian Delacampagne rappelle le parcours politique de Foucault et les critiques qu'il a suscitées. Blandine Barret-Kriegel, qui a présenté au colloque une communication sur « Michel Foucault et l'Etat de police », précise comment sa philosophie permet aussi de penser « L'Etat de droit », et Roger-Pol Droit résume les travaux du colloque.



L'intellectuel contre les abus de pouvoir

CONTRAIREMENT à l'opinion selon laquelle la conscience politique de Michel Foucault ne se serait éveillée qu'à la suite du mouvement de mai 1968, il convient de rappeler que sa réflexion sur le pouvoir et son goût de l'engagement remontent en fait à une époque bien plus précoce. On le voit adhérer au Parti communiste de 1950 à 1953. Il effectue par la suite de longs séjours au Gode, en Allemagne, en Pologne où il devient définitivement anticommuniste — et, de 1966 à 1968, en Tunisie. C'est dans ce dernier pays qu'il découvre, par-delà les théories, la réalité du tiers-monde et qu'il accomplit ses premières actions de soutien aux militants étudiants. *Folie et déraison* (1961), enfin, est un livre de critique politique derrière la psychiatrie et le code social et culturel sur lequel elle s'appuie que Foucault conteste vigoureusement.

Il est vrai que l'intérêt très vif du philosophe pour la linguistique et la littérature, l'espèce de toute-puissance qui semble être accordée au discours dans *Les Mots et les Choses* (1966), ainsi que le flirt momentané qu'il eussent entre les structuralistes et Foucault, pourraient faire croire que celui-ci tendait alors à se désintéresser des pratiques sociales qui laissent le discours de son poids politique. Il n'en était rien, comme le confirme la

publication en 1975 de *Surveiller et punir*. Ce livre – peut-être le meilleur de Foucault, en tout cas le plus politique – qu'il ait écrit – renoue avec l'inspiration de *Folie et déraison* (devant entre-temps *Histoire de la folie*). Après la critique de l'institution psychiatrique, le philosophe étamine celle de l'institution pénitentiaire, tout en analysant les sociétés technocratiques avec une volonté de contrôler l'individu, qui est au ban des accusés. Et la dénonciation se fait d'autant plus vive que, depuis son élection au Collège de France (1970), Foucault a été rapproché des pratiques militaires et des milieux gauches de l'époque, et particulièrement de la Gauche prolétarienne (maoïste).

C'est ainsi qu'il a fondé en février 1971 le Groupe d'information sur les prisons (GIP), qu'il va animer jusqu'en 1976. Durant ces années, parallèlement à ses recherches à la Bibliothèque nationale, il consacre une part importante de son temps à des activités - meetings, manifestations, pétitions - qui constituent autant d'interventions dans le champ politique. Ces interventions, estime Foucault, font partie des obligations de l'intellectuel, lequel doit se ranger clairement du côté des « minorités opprimées » (malades, prisonniers, immigrés, etc.), pour mieux s'élever contre les abus dont elles sont victimes.

Contre les abus : je souligne ce dernier mot, car, à la différence des marxistes « orthodoxes » (qui lui en font grief) et même des amis de Sartre (qui ménaient pourtant les mêmes combats que lui), Foucault proteste moins contre l'autorité en général que contre les injustices ponctuelles que celle-ci inflige. Et lui, il s'en prend moins au gouvernement qu'aux entorses que celui-ci se permet par rapport aux lois qu'il est chargé de défendre (par exemple à propos des immigrés). Bien loin d'être un ennemi radical du pouvoir, Foucault se passionne pour les problèmes juridiques (qui sont au centre de sa réflexion) et accepte, par ailleurs, d'assumer des responsabilités administratives sur le plan académique (création de l'université de Vincennes, 1969), comme il en a exercé auparavant sur le plan culturel à l'Ecole de la Sorbonne.

Bref, il vit placément au double condition de mandarin et de militant.

Un épisode ultérieur - son engagement en 1978 auprès des partisans de la révolution iranienne et de l'ayatollah Khomeiny (alors réfugié en France) - confirme définitivement que si Foucault est hostile à certains régimes (celui du chah comme celui de Franco), il ne l'est pas à l'idée d'Etat en soi ni à tous ceux qui acceptent d'en assurer la gestion quotidienne. Certes, Foucault s'est trompé sur la vraie

nature de l'islamisme – ce qui lui a été vivement reproché par d'autres qui avaient fait la même erreur – mais il l'a reconnu par la suite et n'a jamais sombré dans nul manichéisme, de gauche ou de droite.

Le pouvoir n'est donc pas pour lui le mal, ni l'anarchie le bien. Sa position est plus complexe. D'abord, il ne parle jamais du pouvoir au singulier. Il ne croit pas à l'importance prépondérante de l'Etat centralisateur. L'Etat n'est qu'une corbe vide, les vrais pouvoirs — qui sont les plus nombreux — sont et doivent être « évidents simultanés. Ils relèvent d'une approche sélective, d'une véritable « microphysique ». Les plus dangereux sont ceux qui, depuis le début du dix-neuvième siècle, se sont logés dans les innombrables procédures de contrôle mises en place par l'administration, ainsi que dans les discours nés de

scientifiques sur lesquels cette dernière s'appuie pour donner, à ses techniques de quadrillage, le visage rationnel de la thérapeutique, voire de la prévention.

Par la façon dont il dissociait la notion de pouvoir ainsi que par sa critique parallèle de « la raison » en général, Foucault se heurta à l'incompréhension de Jürgen Habermas, pour lequel « la » raison reste au universel inattaquable et l'État un interlocuteur monolithique. On peut regretter qu'un véritable dialogue n'ait jamais réussi à s'établir entre les deux philosophes. Sans doute était-il difficile : Habermas croyait trop aux vertus du consensus, Foucault à celles de la différence. Pourtant, les nuances sur lesquelles ils se heurtèrent ne doivent pas cacher que, dans l'ensemble, au fond, se battaient l'un contre le même adversaire : moins le pouvoir en soi que certains de ses modes d'être à l'âge technocratique, ces fameux « micro-pouvoirs » qui, sous prétexte de rationaliser notre vie quotidienne, s'efforcent de ligoter un peu plus chaque jour nos esprits et nos corps.

Hostile au manichéisme politi-
que, Foucault l'était aussi au ter-
rorisme, qui n'en est qu'une
variante. Opposé par respect du
droit à l'extradition de Klaus
Croissant, il ne l'était pas moins
aux méthodes de la « bande à
Baader ». Au fond, Foucault

était un démocrate : l'idée de lutte des classes ne le passionnait pas, mais il fut un ardent défenseur des droits de l'individu. Son individualisme, toutefois, s'ennuie dans la pensée de Nietzsche. Il s'accompagne donc d'une suspicion généralisée à l'égard de la « norme » — dont le statut ambigu, mi-moral, mi-social, fait quelque chose d'infinitement plus pervers que la loi. Avec la loi, on sait à quoi s'en tenir ; avec la norme, toutes les dérives sont possibles. Veillez et luttiez contre ces dérives : telle est la vraie mission de l'intellectuel selon Foucault.

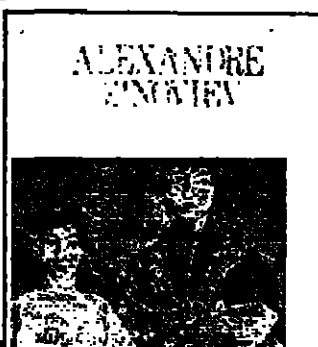
C'est aussi dans cette perspective que doit se décipherer le projet qui sous-tend *l'Histoire de la sexualité*. Ce que montre en effet la philosophie de l'Antiquité tardive, c'est que l'individu se dresse d'autant plus proche du souverain que bien — c'est-à-dire de la possibilité de « faire de sa vie une œuvre d'art » — que les pouvoirs s'occupent moins de lui et qu'il doit donc se prendre lui-même en charge. Reste que, aujourd'hui, le philosophe doit ajouter, à la sagesse des stoïciens, la compétence du juriste et celle de l'historien pour affûter ses armes critiques.

A la fin de ses jours, Foucault semble avoir ressenti comme un échec (une perte de temps ?) l'ensemble de ses activités politiques. Il oubliait alors que rien n'est jamais perdu. On regrettera seulement qu'il soit mort trop tôt pour se rendre compte par lui-même de l'influence exemplaire de sa vie et de son œuvre sur de nombreux jeunes — y compris sur d'anciens marxistes — qu'il a su éveiller à de nouvelles manières de penser.

Christian Delacour

*J'analyse les traits de l'œuvre de Tchékhouv
à l'aune de ma propre perversité littéraire.*

Alexandre Zinoviev



LE REGARD LITTÉRAIRE

EDITIONS COMPLEXE

هنا امنه الاصل

De l'Etat de police à l'Etat de droit

Un entretien avec Blandine Barret-Kriegel

CHARGÉE de recherches au CNRS, auteur de nombreux travaux sur l'Etat, Blandine Barret-Kriegel fut l'élève de Michel Foucault, collaborant notamment à son livre *Mot, Pierre Rivière*. Elle dit ici quel fut l'apport du philosophe au renouvellement de la pensée politique en France.

« Dans son activité militante comme dans son travail scientifique, Michel Foucault a critiqué avec force le système de domination et de normalisation mis en place par l'Etat capitaliste. En quoi a-t-il innové, en particulier par rapport au marxisme alors dominant à gauche ?

— Michel Foucault a inauguré une réflexion critique du politique qui, par bien des aspects, avait l'allure d'une dénonciation, et ses travaux, notamment sur la psychiatrie stalinienne et sur le système pénal, sont à l'origine des transformations qui ont affecté ces disciplines. Comme toute la génération des intellectuels de l'après-guerre, Foucault a été fortement influencé par la phénoménologie et par le communisme. Mais beaucoup plus puissamment et plus profondément que nombre de ses contemporains, il s'en est dépris. La phénoménologie, c'est-à-dire la pensée du « sujet constituant », et le marxisme, qui représentait la politique comme une « superstructure » renvoyant en dernière instance à l'économie, communisèrent, à l'intérieur de la pensée sociale de la gauche, dans une sorte de dramaturgie du sujet, que ce sujet soit « les masses », « la classe ouvrière », ou qu'il soit l'individu révolutionnaire dans le groupe en fusion chez Sartre. Le pouvoir était alors le degré zéro de la pensée : il n'y avait que « le pouvoir c'est la maîtrise » ou « l'Etat de la classe dominante ».

« Dès le début de son œuvre, peu ou mal reçue, Foucault s'est dégagé de la prosopopée de la conscience libre pour étudier, non pas les fous, les malades ou les prisonniers, comme on le dit quelquefois trop vite, mais les dispositifs des machines à guérir et des machines à punir, les équipements pénitentiaires et les technologies médicales. Dès lors, au lieu vide du politique, il a donné une étrange consistance. Il a rendu visible non pas le Pouvoir, mais des pouvoirs, il a désigné leur aptitude à engendrer des normes, des disciplines, des techniques, mais aussi bien des savoirs et des institutions.

« En quoi le déplacement qu'a fait subir Foucault aux objets de l'analyse politique permet-il une meilleure compréhension du fonctionnement de l'Etat en France ?

— Il permet une meilleure compréhension, d'abord parce que Foucault ne raisonne plus sur de grandes machines mais descend à une physique subatomique des pouvoirs. Non plus des universaux, « le Pouvoir », « l'Etat », mais des objets particuliers, la clinique et le panoptisme, l'hôpital pavillonnaire et les normes pénales. Sans doute, ce souci du concret porte-t-il avec lui des inconvénients pour la mise en perspective historique, mais il a l'énorme avantage d'appréhender la complexité des systèmes de pouvoir. Foucault met à mal la mythologie du grand Léviathan : non plus une démonologie, mais une science des positivités politiques. Les pouvoirs ne sont pas seulement des appareils de coercition et de répression, ils sont aussi et surtout des appareils de production : ils convoquent des savoirs et ils façonnent des comportements, ils instituent du juridique, du disciplinaire, du sécuritaire.

« Avec de nouveaux concepts, comme ceux de bio-pouvoir, de micro-pouvoirs, de normes, de disciplines, Michel Foucault est

à l'origine d'une profonde transformation de la recherche historique, par laquelle on est allé de l'idée de la prééminence du social — le social étant tout — à l'idée de la consistance du politique — les pouvoirs sont quelque chose.

— Michel Foucault n'a pas cherché à distinguer les Etats démocratiques, les « Etats de droit », des Etats totalitaires, comme si les uns et les autres étaient également oppressifs. Richard Rorty a réagissé par exemple, dans son intervention au colloque, que Foucault se soit toujours refusé à une appréciation positive de l'Etat libéral ou des transformations des sociétés européennes depuis trois siècles. Comment expliquer cette lacune et peut-être cet aveuglement ?

— A cela il y a peut-être plusieurs raisons. La première est que personne jusqu'à la fin des années 70 n'avait imaginé de différencier les types d'Etat. On distinguait seulement des gouvernements ou des sociétés. La seconde raison tient au champ d'observation choisi par Foucault et qui se situe dans l'histoire européenne continentale du seizième au dix-neuvième siècle. On oublie un peu rapidement combien, à la différence de la tradition anglo-saxonne recueillie par les Etats-Unis, l'émergence de l'Etat de droit sur le continent a été problématique. L'Europe n'a pas été seulement le berceau de l'Etat de droit, elle a aussi été son tombeau. Or l'objet majeur que Foucault rentrait et qu'il a très minutieusement décrit, c'est l'Etat de police. Foucault ne portait pas de jugement de valeur, il n'exhausait pas le poids des normes pour dévaluer le prix des

lois, il observait seulement qu'à l'intérieur de l'Etat de police le droit est une expression du pouvoir normatif. Aussi bien ne demandons pas à Foucault de penser notre moment historique. Ne lui demandons pas de penser à notre place. Il suffit de constater que Foucault n'a jamais fait la théorie de l'équivalence de tous les Etats. Son comportement ne s'inspire nullement d'un tel amalgame. Aussi sympathisant gauchiste qu'il ait pu être, il n'a jamais renoncé à la réhabilitation du marxisme dans *Les Mots et les Choses*. En revanche, Foucault a balisé les chemins d'une critique de l'Etat de police dont la rémanence dans l'Etat moderne menace de l'intérieur l'édification encore largement programmatique de l'Etat de droit démocratique. Qu'on veuille dépasser ses leçons, oui, mais non pour justifier le calme philistinisme de ceux qui appellent « libéral » un Etat qui jetait les Algériens à la Seine, emprisonnait les femmes avortées, pourchassait les homosexuels et torturait les prisonniers.

« Ne peut-on se demander si Michel Foucault, dans la mesure où il proclamait « la mort de l'homme », était capable de penser les droits de l'homme et la démocratie ? Dans cette hypothèse, son combat pour les droits de l'homme n'était-il pas, comme l'a suggéré Rainer Rochlitz, le fruit d'un héritage chrétien et humaniste en contradiction avec sa propre théorie ?

— On oppose volontiers un Foucault humaniste et chrétien et un Foucault philosophe, anti-humaniste et athée, on met face à face un brave homme, engagé dans des combats incontestables ou douteux, mais toujours géné-

reux, et le théoricien de la mort de l'homme, on fait rivaliser le défenseur du droit des malades mentaux, des prisonniers, des boat-people avec le lecteur de Nietzsche et de Heidegger, particulièrement apte à réfléchir la doctrine des droits de l'homme, laquelle a pour fondement, croit-on, la philosophie du sujet. Foucault a récusé cette antinomie. « La vérité », disait-il — est de ce monde ». Par ailleurs, la philosophie du sujet n'est nullement le sol originiaire de la doctrine des droits de l'homme. La doctrine des droits de l'homme suppose en effet une autre théorie de l'homme que celle de l'homme comme sujet. Chez les modernes qui l'ont énoncée, Hobbes, Spinoza, Locke, elle est inséparable d'une mise en rapport de l'homme avec la nature qui concerne la totalité de l'espèce avant même de déterminer la particularité du sujet. Chez les contemporains qui ont récusé la doctrine des droits de l'homme, il y a, comme Fichte, de grands philosophes du sujet.

« Au-delà de la part d'ambivalence qui accompagne nécessairement la distorsion entre une pensée et un engagement, je crois que, comme Spinoza combattait les illusions de la liberté pour dégager une philosophie de la libération, Foucault a rejeté les délices du sujet pour retrouver une chance de réalisation des individus. Si l'on veut éviter les contraintes passives de la répétition et de l'aveuglement, il n'y a qu'une voie, celle de la philosophie modeste, qui veut comprendre les pouvoirs. Michel Foucault a été ce philosophe modeste. »

Thomas Fereschi.

Regards multiples sur un penseur mobile

MICHEL FOUCAULT
PHILOSOPHE
préface de G. Canguilhem.
Coll. « Des travaux »,
Le Seuil, 412 p., 160 F.

Il est banal de dire que Foucault n'est ni « un » ni « constant ». Il est autrement difficile de commencer à interroger philosophiquement le sens et la portée de cette multiplicité, sans la réduire à la versatilité d'un caractère ou aux masques divers d'un individu. Ce qu'il convient de scruter désormais, c'est l'énigme féconde d'une recherche bousculant la philosophie sans l'attaquer de front, offrant à l'histoire des objets insolites et des méthodes singulières, expliquant ces méthodes pour aussitôt les abandonner, abandonnant ses propres chemins pour en frayer de nouveaux.

Michel Foucault philosophe, en quel sens ? Et de quelle sorte ? Comment interroger cette œuvre qui, non seulement ne cesse de se déplacer, mais qui elle-même déplace ou défait bon nombre d'interrogations classiques ? Un colloque international a entamé l'exploration de ces questions à facettes. Il s'est tenu à Paris, à l'initiative du centre Michel-Foucault et sous la responsabilité de François Ewald, les 9, 10, et 11 janvier 1988. Le volume qui en rassemble aujourd'hui les actes est du plus haut intérêt, tant par les problèmes abordés que par les divergences de points de vue entre les participants. Un résumé de ces vingt-huit études étant évidemment impossible, nous avons indiqué certains aspects de ce volume, qui constitue à l'évidence une référence capitale pour les études foucauldennes.

Plusieurs contributions s'attachent à l'étude des relations entre tel moment du tra-

vail de Foucault et tel élément de la pensée contemporaine. C'est ainsi, par exemple, que Gérard Labrun montre en quoi les *Mots et les Choses* contiennent une critique de Husserl, tandis qu'Edienne Baillet analyse les liens entre Foucault et Marx. Roberto Macchia souligne pour sa part la parenté unissant la démarche archéologique et l'épistémologie française des Bachelard, Koyré ou Canguilhem. Jacques-Alain Miller met l'accent sur le revirement de l'attitude de Foucault envers la psychanalyse, Hubert L. Dreyfus tente une comparaison avec Heidegger, divers articles, dont celui de Dominique Janicaud, touchent au débat entre Foucault et Habermas, et l'ombre de Nietzsche est presque partout présente.

Ethique et politique

Ce que Nietzsche appelait « la santé de l'homme de bon caractère », conservant sa puissance d'agir et sa joie soignée devant la porte de toute vérité, Paul Veyne le retrouve dans la tranquillité amusée de Foucault face à tous les délices que les siècles passés tiraient pour vrais, et face au constat que nous ne saurions être mieux lotis. Faut-il en conclure que Foucault véritablement s'apparente aux stoïciens ? Pierre Hadot souligne comment ses derniers livres tirent les exercices spirituels de la « culture de soi », pratiqués par les philosophes de l'Antiquité, du côté d'une esthétique de l'existence et d'une intériorité subjective, en oubliant la perspective cosmique et universelle, l'intégration dans une nature et une raison supra-individuelles qui constituent le but de ces exercices.

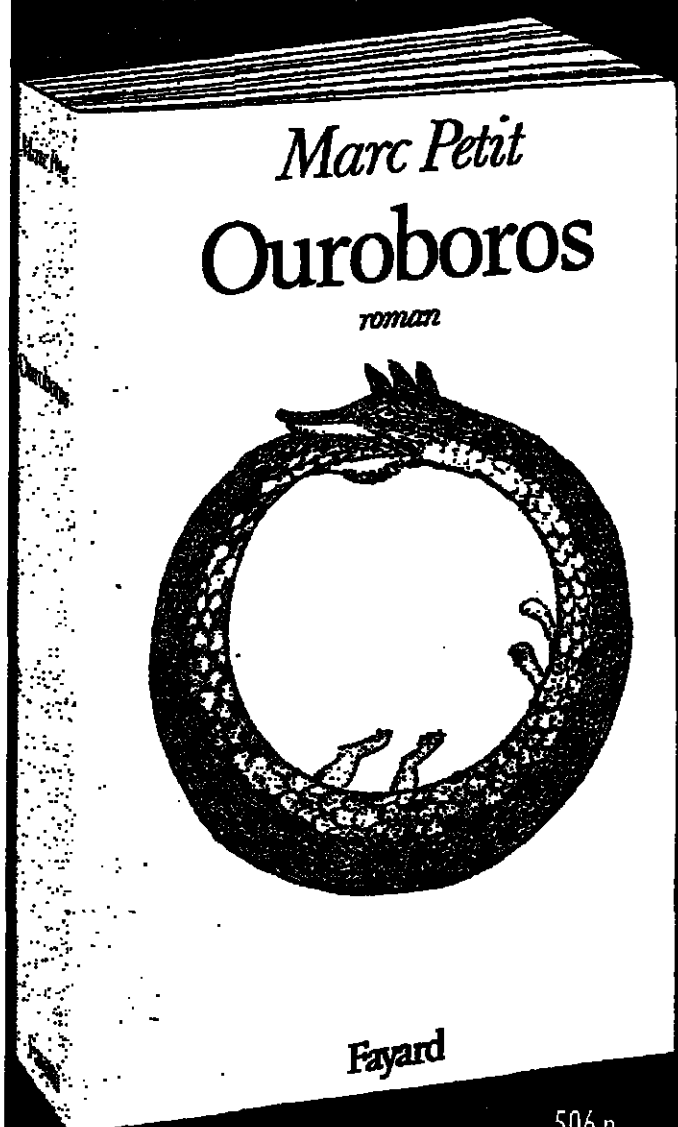
A ces textes qui cherchent dans quelle mesure Foucault est « hors ou dans la philosophie » (François Wahl) s'ajoutent ceux qui s'attachent à tel ou tel concept mis en œuvre par Foucault : « discours » (Manfred Frank), « dispositif » (Gilles Deleuze), « pouvoir » (François Ewald), « norme » (Pierre Macherey), « biopouvoir » (Michael Donnelly), etc. Deux thèmes de réflexion connexes violent d'autre part converger — et diverger ! — les analyses : celui de l'éthique (si toute universalité est brisée, sur quel peut se fonder l'action ?) et celui de la politique (que signifie, chez Foucault, l'engagement ? Quel rapport entretient-il avec ses enquêtes sur l'Etat ?). Il faudrait pouvoir, sur ces points cardinaux, suivre les contributions de John Rajchman, Christian Jambot, Rainer Rochlitz, James Bernauer, Richard Rorty ou André Glucksmann — entre autres. C'est malheureusement exclu.

De ce foisonnant volume, une seule conclusion peut être provisoirement tirée. Au temps des ascèses, des écolats ou des célébrations amicales succède déjà, pour Foucault, l'ère des études, des lectures savantes et des interrogations exigeantes. L'extraordinaire incitation à penser fournie par ses travaux commence à produire des effets. Il y a lieu de prévoir qu'ils vont devenir de plus en plus nombreux et visibles.

Roger-Pol Droit.

« Outre les deux cassettes publiées par les Editions du Seuil sous le titre *De la gouvernementalité*, signalons la prochaine parution, en novembre, aux Editions universitaires, d'un recueil de textes consacrés à Foucault : *Michel Foucault, lectures critiques*, sous la direction de David Couzens Hoy, traduit de l'anglais par Jacques Colson.

OUROBOROS,
le serpent métallique
"qui se mord la queue dans l'inutile poursuite de son ombre," domine la rentrée littéraire de toute sa déraisonnable ambition...



506 p.
120 F.

...Un événement dans l'art de faire rêver l'Histoire. Avec Marc Petit, les trois mousquetaires passent de Michelet à Foucault, de l'Histoire des hommes à celle de leurs concepts, les deux se conjuguant pour entraîner le lecteur dans une trépidante archéologie du savoir.

Jean-Baptiste Michel, *Le Nouvel Observateur*

Marc Petit fait la preuve des capacités de renouveau du roman français enfin ouvert sur l'immensité des cultures et l'internationalité des inquiétudes.

J.M. de Montremy, *La Croix*

FAYARD

FRANCFORT, SUPERMARCHÉ

La France en vedette

La Foire de Francfort, qui vient de s'ouvrir et s'achèvera le lundi 16 octobre, est la plus importante manifestation internationale de l'édition. Elle est devenue le point de passage obligé de tout ce qui s'écrit, s'illustre, s'achète, se vend, se traduit, s'adapte dans le domaine du livre. Mais ce succès la menace de gigantesque. Quarante ans après sa fondation, la Buchmesse de 1989 accueillera 8 185 exposants représentant 89 pays et qui présenteront 378 700 titres — dont 114 392 nouveautés — sur les 113 117 mètres carrés des halls d'exposition. Des chiffres si énormes qu'ils ne peuvent évoquer qu'un paysage éditorial saisi par une sorte de débâcle inflationniste, de frénésie de publications qui masque une inégalité croissante entre pays riches et pays pauvres. Sur les 5 578 stands individuels répartis par les maisons d'édition, 4 475 le sont par 7 pays : l'Allemagne fédérale (2 060), la Grande-Bretagne (830), les États-Unis (628), la France (293), l'Italie (264), les Pays-Bas (254) et la Suisse (246). Et plusieurs nations représentées en 1988 ne le seront plus cette année : pour l'essentiel des Républiques d'Amérique latine, culturellement trop sinistrées pour pouvoir même s'acheter une petite vitrine dans le supermarché allemand.

Bleu gaulois évidemment...

L'an dernier, pour la première fois, M. Peter Weidhass, le directeur de la Foire de Francfort, avait demandé aux éditeurs d'un pays d'être les invités d'honneur de la manifestation. Après l'Italie, qui avait présenté un pavillon somptueux, mais intellectuellement décevant, autour du thème du livre et de l'image, c'est cette année la France qui est la vedette invitée.

Si la réputation des Français est d'être un peuple aimable, passablement désordonné, farouchement individualiste et paralysé par les virus pétrificateurs d'une administration tatillonne et paperassière, la mise en place de ce Pavillon bleu et de cet « Automne français », à Francfort, a été à la hauteur de notre image ; et jusqu'aux derniers instants, les représentants des différents ministères, administrations, groupements, instituts, directions et conseils qui ont collaboré à cette manifestation ont sillonné dans la plus épaisse des confusions.

Mais la France est aussi une terre de miracles, et tout était en place, mardi soir, lorsque le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et le ministre français Jack Lang ont inauguré ensemble les 2 300 mètres carrés du Pavillon bleu — bleu gaulois, évidemment. Un beau décor fait de livres ouverts en bois verni bleu, une moquette également bleue où se lisent tous les temps, tous les modes et toutes les personnes du verbe « lire », une immense toile, à dominante bleue naturellement, sur laquelle papillonnent des feuilles volantes. Dans ce décor, une représentation de l'édition française dans sa diversité, ses caractères régionaux, son histoire, ses outils nouveaux.

Pierre Lepape.

A. FRANCFORT, STAND 4.1H908
L'HERMÈS Editeur
13, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-05-25
droit, économie, gestion, langues des affaires
Diffusion exclusive :
MEDILIS SA, 9, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-07-70
EDILIS SARL, 29, rue Garibaldi, Tunis, tél. : 216-1-353796.

Pourquoi les étrangers s'intéressent-ils à la littérature française actuelle, quand la France elle-même se complait unanimement à la morosité d'un lieu commun : il n'y a plus, dans ce pays, de création romanesque ? — Tous les grands ont disparu — déplore-t-on, oubliant qu'on a dit la même chose à toutes les époques, et que le deuil littéraire pourrait bien être la spécialité d'un pays où les facilités de la consécration pallient opportunément les risques de la découverte. On ne peut toutefois nier que, dans les quinze dernières années, sont morts : Sartre, Aragon, Malraux, Genet, Raymond Queneau et quelques autres. Il faut convenir aussi que les œuvres de ces « grands » étaient objets de polémiques, d'affrontements. On considérait alors que la littérature avait quelque chose à défendre, ou qu'elle était en soi un enjeu.

Puis ce fut « l'ère du soupçon » pour reprendre le titre prémoniteur donné par Nathalie Sarraute à un recueil de textes théoriques (1956). « Il y a dans toute littérature créative une part d'autoproclamation », remarque Danièle Salenave, l'un des écrivains français contemporains qui accepte de réfléchir sur la littérature. « Si cette affirmation de soi est aussitôt sapée par un discours ironique, déstabilisant, rien ne peut plus advenir, toute énergie est minée. Gide ne serait jamais apparu si le discours de dénigrement qui règne aujourd'hui avait existé à son époque ; il a été porté par un mouvement. (...) Le soupçon jeté sur la fiction à partir du milieu des années 60, par les philosophes, de Foucault à Derrida, en passant par Deleuze, ajouta à l'attaque des sociologues, pour qui le goût littéraire n'est que la reproduction de stéréotypes de classes, ne laissant plus beaucoup de crédibilité à la littérature. Il faut la lui rendre, lui restituer sa légitimité. C'est, je crois, ce qui est en cours. Mais cela relève de la chirurgie réparatrice. »

Un indéniable malaise

Il est difficile cependant de « réparer » dans un pays où, désormais, le discours autour des livres, né de vagues rumeurs, a plus de poids que leur lecture. Et il n'est pas aisé de plaider en faveur de la littérature française quand les intellectuels (dont la plupart ne lisent pas de romans) et les journalistes (qui, pour beaucoup, lisent fort hâtivement) s'unissent pour porter à son apogée la dédiction qui paralyse la France — et pas seulement dans sa littérature... Et pourtant la littérature française existe. Au présent. De Philippe Sollers — qui après avoir été distingué à vingt-deux ans par Aragon et Mauriac est toujours là, trente ans plus tard — aux jeunes « espoirs », les Luc Lang, Nadine Diamant, Sylvie Germain, Anne Garréta, Françoise Bouillot, etc., en passant par Michel Rio, Anne-Marie Garat, Jean Echenoz et d'autres, on ne serait pas en peine de dresser des listes qui prendraient plusieurs pages.

Il est même des écrivains qui, en dépit de la situation qu'on dit peu florissante de la littérature française, ont choisi de lui appartenir alors que rien ne les y contraignait. Outre Tahar Ben Jelloun, qui vient du Maroc, ancienne colonie française, le cas le plus exemplaire est celui d'Hector Bianciotti. Écrivain argentin vivant en France, il a pris, en 1981, la nationalité française, puis a décidé, en 1985, d'écrire dans notre langue. Comme Tahar Ben Jelloun et comme tant d'autres, il a été découvert par Maurice Nadeau, dont les « poulains » sont aujourd'hui reconnus. Mais Nadeau, auquel désormais chacun rend hommage, fait partie d'une espèce en voie de disparition : les décou-

vreurs. Ces éditeurs qui, parce qu'ils croyaient en la littérature française, prenaient le risque de publier des écrivains dont ils savaient qu'ils mettraient vingt ans — au moins — à conquérir un public.

Plus qu'aux écrivains, ce sont sans doute aux conditions de production et de réception de la littérature française qu'il faut imputer l'indéniable malaise actuel. Pour beaucoup d'éditeurs, encourager un romancier pendant des années, en misant sur sa possible mais très hypothétique reconnaissance par le

public — principalement parce qu'ils apportent des recettes publicitaires. Plus ceux qui les font tenter de défendre la fiction, plus on leur fait remarquer à quel point ils sont démodés et leur « produit obsolète ». Passe encore, s'ils parlaient de textes « faciles » et « distrayants », mais qui ne s'affligeraient de la « tristesse » et de la « noirceur » des romans français — remarque que l'on n'oserait évidemment pas faire à propos de cinéma ou de télévision ? C'est dire à quel point certains Français ont, en dépit du brillant passé culturel

de faire du roman un sujet d'actualité, n'est pas, en soi, une mauvaise chose. Mais on en est arrivé à de telles dérives, pour des motifs où l'économie le dispute à l'apreté des luttes d'influences, que ces prix sont devenus, pour la littérature française, un élément aggravant de mauvaise réputation.

Perte de jugement

La corruption des jurés (à valoir excessifs sur leurs propres ouvrages, versement de mensurations peu justifiées) existe certes. Mais plus grave encore est la perte absolue de jugement dont font preuve bon nombre d'entre eux. « Rouler » pour Grasset est une chose pour le moins discutable, mais qui a le mérite d'être claire. Donner le Goncourt à Michel Host en 1986 pour un roman raté — ce qui ne peut que porter préjudice à la carrière de cet écrivain — relève d'un autre type de responsabilité. Qu'il y ait un « lobby » Gallimard au Femina est une chose, mais qu'un bataillon de dames mères récompense, en 1988, sur sa jolie frimousse, Alexandre Jardin pour un roman de gare, en est une autre. Que peuvent bien penser les éditeurs étrangers en voyant arriver ce que la France distingue ? Que la littérature française est nulle, bien sûr, c'est faux, mais la confusion, elle, est à son comble.

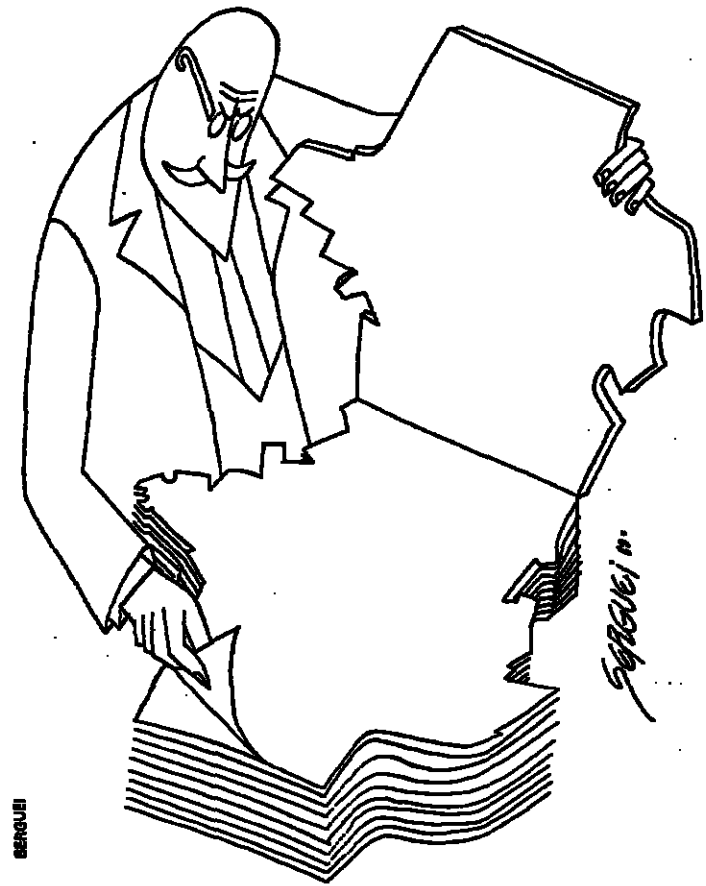
C'est de tout cela que souffre, provisoirement, on l'espère, le roman français. La diversification des moyens de distraction, qui fait si peur aux éditeurs, est peut-être une chance pour la littérature. Au lieu de tenter, comme on l'a fait pendant des années, de gagner à la lecture des « non-lecteurs », on devrait chercher à convaincre et garder le public plus réduit des lecteurs, qui demande, lui, des textes et pas des produits fabriqués et ciblés : les sodas sans sucre, les yaourts allégés, oui ; les romans « light », non.

Si Umberto Eco et Christoph Ransmayr avaient eu la malchance d'être français, auraient-ils seulement été publiés ? Sans doute, car il y a toujours un éditeur, dans une grande ou une petite maison, qui parvient, au nom de la qualité, à imposer quelque chose à qui il croit. Il aurait toutefois couru le risque d'être mal accueilli ou, pire, ignoré. La France s'est livrée, avec un dandysme du dénigrement qu'elle a confondu avec l'élégance de la litote, non seulement à la pauvreté intellectuelle, mais à une « école cynique », qui, contre la rigueur et la morale, fait l'apologie du ricanement et de l'absence de convictions. Mais, sans qu'elle en ait pleinement conscience, la génération formée dans les rêves de prospérité des années 60 est déjà sur le déclin, poussée vers la sortie par les « enfants de la crise », qui n'ont plus envie d'ironiser, mais de travailler et de croire.

Si contestable que soit parfois la manière dont elle exprime son désir de spiritualité et de pensée, cette nouvelle génération recense l'amère désinvolture de ses aînés. Contre le « prêt-à-porter culturel », on peut parier qu'elle misera sur la fiction. Car les hommes et les femmes de cette génération qui ont choisi d'être écrivains croient de nouveau que la littérature a quelque chose à dire sur le monde.

Le monde, sans nul doute, gagnerait à les entendre.

Josyane Savigneau.



grand public, est considéré non seulement comme périlleux — ce qui est vrai — mais comme relevant d'un idéalisme touchant et dénué. On préfère alors un roman qu'on sait éprouvé, mais qui se vendra à des centaines de milliers d'exemplaires, ou un petit livre insignifiant que la personnalité de son auteur assurera d'un bon accueil dans le minuscule milieu littéraire parisien.

Ainsi a-t-on tendance à faire croire aux journalistes qu'ils sont des romanciers en puissance. On se dit que leurs relations leur vaudront quelques bonnes critiques de la part des gens qui, préparant eux aussi un ouvrage, comptent bien qu'on leur « renvoie l'ascenseur ». Cette perversion de la critique est avouée par les auteurs eux-mêmes, qui ne tolèrent plus que la louange. Et s'ils s'accommodent du dénigrement, c'est qu'ils peuvent l'imputer à d'obscurs complots ou leur personne est éventuellement en cause, et pas à leur travail. Mais qu'on s'avise de lire vraiment un livre, de faire remarquer ce qu'on y voit de forces et de faiblesses et l'on est aussitôt voué aux gémonies.

Aux méfaits de cette critique littéraire déconsidérée s'ajoute le mépris de la culture qui gagne les sphères dirigeantes de la presse française actuelle : les pages littéraires des journaux et magazines ne sont que « tolé-

rant ils se targuent, perda toute mémoire de ce que peut être la littérature, et ne se demandent plus ce que le roman a — ou non — à dire sur le monde.

Mais paradoxalement, ce mépris pour la fiction va de pair avec un désir inexplicable d'écrire des romans, qui touche toutes les professions. En outre, les mêmes critiques littéraires qui rassurent à longueur de colonnes la mort du roman français, victime de l'indigence imaginative de ses auteurs, de son « nombrilisme », du « syndrome du sixième arrodissement de Paris », se pâment devant certaines jeunes romancières ou nouvellistes américaines — dites pompeusement « minimalistes » — tout droit sorties des écoles de « creative writing ». dont elles reproduisent, avec une application toute scolastique, les idées. Oh ils s'extasient devant ces Italiens qu'on traduit en ce moment en France à tour de bras, et qui ne sont pas tous d'inoubliables créateurs, loin s'en faut.

On aurait aimé ne pas avoir à parler des prix littéraires décernés en France chaque automne, tant leur mise en cause systématique, la décision dont ils sont l'objet quand des étrangers évoquent le milieu littéraire français, sont d'une accablante banalité. Cette institution, ce rituel qui permet pendant trois mois — septembre, octobre, novembre —

NIKOS KAVVADIAS
LE QUART
UN MÉLANGE DÉTONANT DE CONRAD ET DE BRECHT. DE CENDRARS, DE GENET ET DE DURAS. QUI MALAXE TOUS LES CLICHÉS DE « CETTE VIEILLE EUROPE AU CUL DÉFONCÉ ».
ANTOINETTE DE GAUDEMAR
LIBÉRATION
Diffusion Harmonia Mundi
277 p.
98 F.
EDITIONS CLIMATS

DE LA LITTÉRATURE MONDIALE

Quand l'homme

Le monde, sans nul doute, gagnerait à les entendre. Josyane Savigneau.

Éditeurs français singuliers à Francfort. — La Maison du livre et des écrivains de Montpellier organise, dans le cadre de l'espace français à Francfort, une exposition sur le phénomène de la « petite édition ». Une table ronde, réunissant des éditeurs français, portugais, espagnols, italiens et grecs, aura également lieu dans le Pavillon bleu, vendredi 13 octobre à 11 heures.

Les responsables des éditions étrangères des maisons de la littérature de Francfort ont décidé de...

مكتبة الأصل

DE LA LITTÉRATURE MONDIALE

Quand Duras, Foucault et Braudel s'exportent

Les éditeurs étrangers sont exigeants. Ils préfèrent traduire Duras que Druon, Marguerite Duras que Yann Quéffelec. Comme pour les grands crus, c'est le livre haut de gamme qui s'exporte le mieux.

Il y a eu Saint-Exupéry. Puis Camus et Sartre. Le nouveau roman s'est alors imposé avant de céder la vedette aux autres Braudel. Les éditeurs étrangers ont ceci d'irremplaçable qu'on ne leur fait pas prendre un Druon pour un Duras, un Yann Quéffelec pour un Claude Simon. Les Noces barbares (prix Goncourt 1985) a été refusé par une quinzaine d'éditeurs américains avant de trouver preneur, tandis que, de par le monde, on se dispute l'Acacia.

Moins sensibles aux modes qui peuvent faire, à Paris, d'un Bernard-Henri Lévy l'égal médiatique d'un Foucault, les éditeurs étrangers hiérarchisent les livres français selon des critères auxquels il y a rarement à redire. Le bon s'exporte sans injustices majeures, même s'il y en a : le *Rivage des Syrtes* de Gracq n'a trouvé un éditeur américain qu'en 1986, grâce soit au *Columbia University Press* pour avoir réparé cet oubli trentenaire !

Reconnaitre les droits de traduction achetés par telle ou telle maison de Milan, New-York ou Francfort, est, de ce fait, fort instructif : c'est observer la production intellectuelle récente avec l'œil de Sirius, c'est-à-dire avec un recul qui, en France, fait souvent défaut.

Pour autant, il n'est pas facile d'évaluer le rayonnement du livre français hors de France. Même si l'on s'en tient à la littérature et aux ouvrages de sciences humaines dont les droits ont été cédés à l'étranger depuis une date récente (les années 40), les statistiques globales font défaut. Quant à se faire une idée des chiffres de vente, il faudrait, pour cela, interroger des centaines d'éditeurs étrangers sur des milliers de titres. Et beaucoup se veulent discrets.

Si les livres en question font rarement des best-sellers, à l'exception, toujours citée, de l'*Amant*, de Marguerite Duras, ce sont, pour certains, des long-sellers, des ouvrages qui ne « vivent » pas qu'une saison mais se vendent durablement.

A l'inverse de l'*Amant*, l'*Etranger* de Camus, n'a jamais figuré sur la liste des meilleures ventes publiées par le *New York Times* alors qu'il est au programme de nombre de *high schools* américaines et bénéficie, de ce fait, d'un public stable. De même pour le *Petit Prince*, dont il existe quelque soixante-dix traductions, de l'*Idiot* (Inde) au *Papamento* (Curaçao), un record.

« Le parisiennisme ne paie pas »

Si les statistiques globales font défaut, il est possible, malgré tout, d'évaluer ce que « paient » les auteurs français hors de France : il suffit d'écouter les éditeurs français et étrangers, dont les propos se recoupent largement. Tous disent, par exemple, qu'avec l'Allemagne fédérale, les pays où le *made in France* est le plus apprécié sont ceux de l'Europe du Sud et le Brésil.

Ainsi pour Le Seuil, qui a cédé, en 1988, trois cent cinquante-cinq droits de traduction à l'étranger (certains livres ont fait l'objet de plusieurs cessions), quarante-sept de ces droits ont été acquis par des éditeurs de langue allemande et autant par des maisons italiennes. Vient ensuite l'Espagne (quarante et un), suivie de loin par le Brésil (vingt-neuf) et le Portugal (vingt-deux). Dans la fourchette des dix à vingt titres vendus par Le Seuil l'année dernière, on trouve comme acheteurs les Etats-Unis et les Pays-Bas (dix-neuf chacun), la Grande-Bretagne et la Grèce (dix-huit), puis les autres pays d'Amérique latine (douze) et la Pologne (dix).

Les responsables des droits étrangers des maisons d'édition parisiennes sont d'accord : « Ce

qui se vend le mieux, c'est une certaine spécificité française et le haut de gamme, disons, pour simplifier, Braudel et Boccuse » (Anne-Solange Noble, Flammarion). « Les éditeurs étrangers sont demandeurs de ce qu'il n'ont pas chez eux. On placera plus facilement Blanchot qu'un quelconque roman, même honorable » (Asia Chevalier, Gallimard). « En littérature, ce qui se vend, ce sont les livres de portée universelle, dont la problématique dépasse leur auteur. Le parisiennisme ne paie pas » (Françoise Borge, Le Seuil). « Les Anglo-Saxons sont très difficiles. Il leur faut souvent le niveau Collège de France ou Académie française. Les autres pays sont davantage preneurs d'ouvrages d'auteurs moins prestigieux » (Françoise Lave, PUF).

Un parallèle s'impose entre le sort réservé aux livres hexagonaux et ce qui, à l'étranger, passe pour typiquement français, la mode, les vins et les parfums : de même qu'un Château-Margaux s'exporte mieux qu'un Kiravi, la haute couture que le prêt-à-porter, Lévi-Strauss trouve plus facilement preneur que le prêt-à-penser.

De l'existentialisme aux Annales

Chronologiquement, l'intérêt des éditeurs étrangers s'est porté sur l'existentialisme, puis sur le nouveau roman, le structuralisme et l'école historique des Annales. Etre perçu, à tort ou à raison, comme le représentant de l'un de ces courants est un atout. Foucault, pourtant inclassable, est parfois tenu à l'étranger pour un structuraliste comme il le fut, un temps, en France. Son *Histoire de la folie*, par exemple, été vendue aux Etats-Unis à quelque deux cent mille exemplaires.

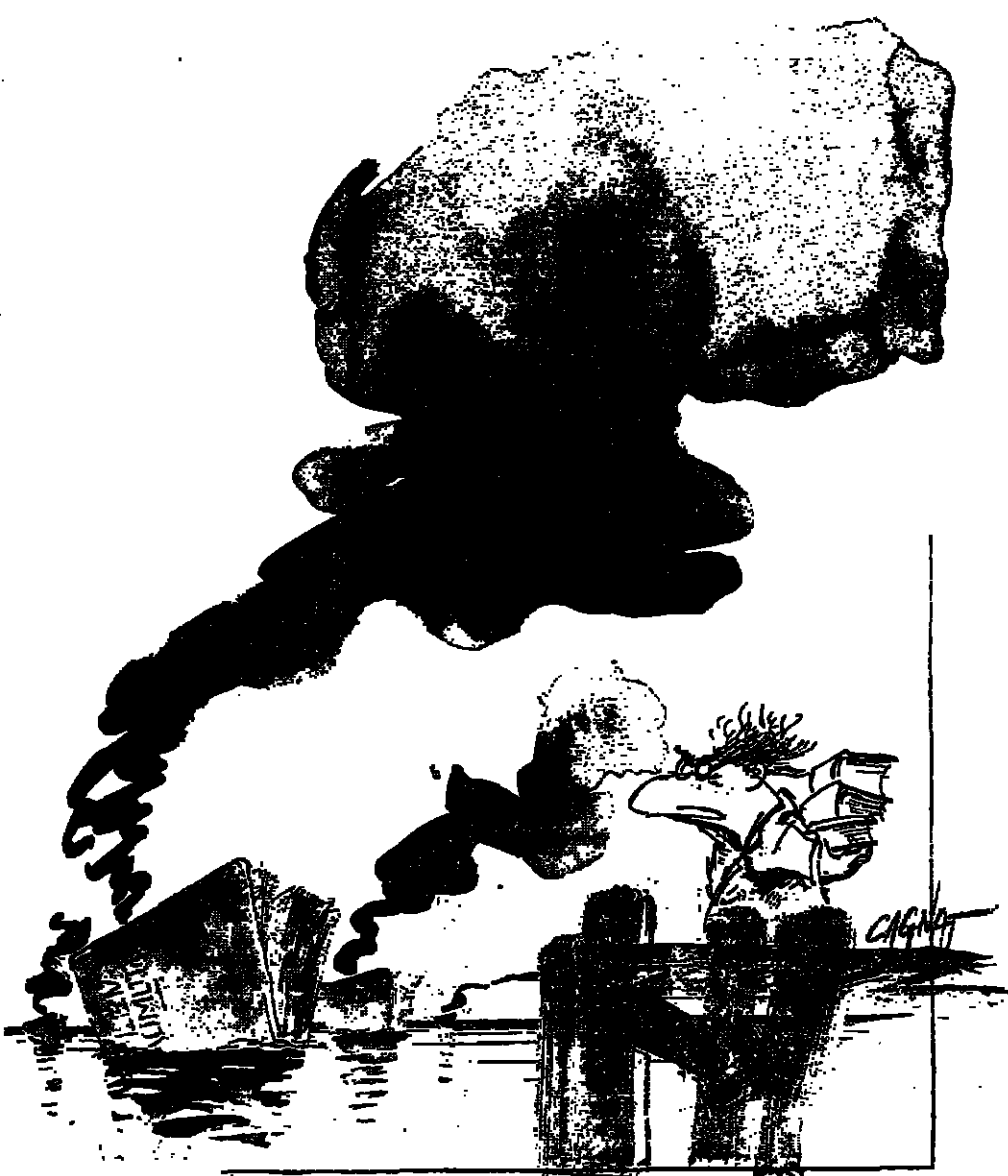
Dès lors que la qualité paie et que le type et le classable favorisent les ventes, le succès à l'étranger des Editions de Minuit se comprend. Depuis quarante ans, avec prudence mais avec un jugement très sûr (« Pas plus de vingt-cinq titres par an »), Jérôme Lindon a inscrit à son catalogue Beckett et Duras, Bourdieu et Claude Simon, ainsi que d'autres tout aussi fameux. Quoi qu'on pense du nouveau roman — une spécialité maison —, son aura continue de profiter au label Minuit. Ce n'est pas faire injure à un Echevoix (*Lac*) ou à un Toussaint (*La Salle de bain*) que d'affirmer que s'ils s'exportent bien, eux aussi, ils le doivent en partie à la réputation de Minuit.

Les goûts des éditeurs étrangers expliquent que, comme Minuit, Gallimard, Le Seuil ou les Presses universitaires de France écoulent plus aisément leur production à l'étranger que les éditeurs qui visent avant tout un large public.

Pour autant, l'optimisme est relatif parmi ceux qui sont les mieux lotis. Le livre facilement exportable reste une denrée rare, surtout en littérature. Seule consolation, l'histoire, la vraie, grâce à laquelle Flammarion a récemment cédé, dans six pays, les droits de traduction du volumineux et remarquable *Dictionnaire critique de la Révolution française*, de François Furet et Mona Ozouf (1 130 pages, 450 F dans sa version française).

Tous les éditeurs le disent : c'est une chance aujourd'hui de compter dans son « écurie » un représentant de la « nouvelle histoire », celle qui, dans le sillage de Marc Bloch et de Lucien Febvre, a ouvert la voie à une approche du passé plus sociologique, moins événementielle. Les livres de cette veine-là sont très appréciés à l'étranger et trouvent facilement preneurs.

Ce serait plutôt l'inverse pour les littérateurs d'aujourd'hui, dont le drame semble moins tenir à leur talent (chacun peut en discuter) qu'à leur incapacité, souvent, à se faire apprécier des lecteurs étrangers. Teresa



Cremisi (Gallimard), qui a longtemps observé d'Italie la production française, estime que, si certains de nos romanciers s'y vendent difficilement, cela ne tient pas à leur qualité mais au rayonnement potentiel de leur œuvre : « L'horizon des auteurs français est généralement très limité, même s'ils ne sont pas les seuls dans ce cas : peu d'écrivains, aujourd'hui, savent se faire entendre du monde entier, que leur lecteur ait seize ans à Tel-Aviv ou quatre-vingt-douze à Oslo. » Et de citer, à contrario, Garcia Marquez, Calvino, Kundera ou Nabokov.

Autre enseignement de ces comparaisons internationales, le brio très français à la Soliers s'exporte mal, et il n'est pas rare d'entendre des étrangers parler, comme Teresa Cremisi, d'une « baisse d'image » de la littérature française contemporaine. Encore que cela varie selon les pays. Le livre français, sciences humaines comprises, reste prisé, on l'a dit, en Allemagne, tandis qu'il a une certaine peine à se frayer un chemin aux Etats-Unis.

La situation dans ces deux pays est, du coup, en tous points contrastée. Quelque cinquante-

cinq mille titres ont été publiés l'année dernière aux Etats-Unis, dont 3,8 % sont des traductions, contre environ soixante-cinq mille en Allemagne fédérale, dont 14,2 % d'ouvrages étrangers. Si le livre français se vend mieux outre-Rhin qu'outre-Atlantique, c'est qu'il s'en publie davantage en Allemagne, pour une population quatre fois inférieure, mais qui demeure relativement fidèle à l'écrit.

La stratégie des éditeurs français n'est évidemment pas la même dans les deux cas. Très aidés par les pouvoirs publics, ils entretiennent à New-York, capitale américaine de l'édition, un

bureau du livre français chargé de prospecter ce marché très difficile. Les éditeurs allemands, au contraire, surveillent de près la production française, à l'effrit de la moindre parution, grâce à une dizaine de « têtes chercheuses » (« scouts » dans le jargon du métier) installées à Paris.

L'une de ces « scouts », Verena von der Heyden, est fière d'avoir remporté pour Klett-Cotta (Stuttgart) les droits de l'*Identité de la France*, de Fernand Braudel. Pas moins de cinq éditeurs allemands étaient demandeurs et les enchères, sur lesquelles elle ne veut rien dire, semblent avoir été rudes.

La première place aux Etats-Unis

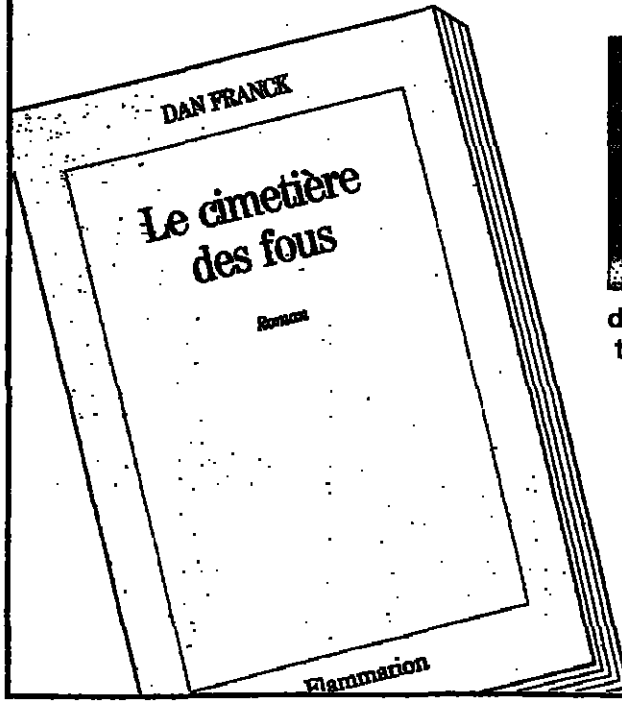
Les crédits alloués au bureau du livre de New-York et les aides à la traduction, distribuées aux éditeurs étrangers par le ministère de la culture, permettent à la production française d'occuper la première place aux Etats-Unis. Cinq cent soixante-dix livres traduits du français ont vu le jour en 1988 dans ce pays, contre cinq-cent-un traduits de l'allemand (vient ensuite, loin derrière, le russe : cent quatre-vingt-cinq ouvrages).

Grâce à cette politique volontariste, le bureau de New-York a placé auprès des éditeurs américains deux cent onze titres français, dont soixante-quatre romans, depuis son ouverture, à l'été-1983. Compte tenu des frais de fonctionnement de ce bureau, le coût de l'opération s'élève à 26 000 francs par droit de traduction cédé, selon les calculs de Jean-Marc Salmon, le responsable de cette tête de pont française en terre éditoriale américaine.

Cela fait plutôt cher, mais il faut ce qu'il faut : le marché américain est un marché locomotive qui ouvre les portes de la plupart des pays de langue anglaise et a une grosse influence sur les autres éditeurs étrangers. Les PUF, par exemple, ont été récemment contactés par une maison japonaise qui voulait acheter les droits de *Brat*, de Jacques Attali, et n'en connaissait que la version américaine. Vendre aux Etats-Unis devient, par conséquent, de plus en plus vital : s'il n'était pas mieux reconnu outre-Atlantique, le livre français pourrait être condamné un jour au provincialisme.

Bertrand Le Gendre.

Dan Franck. Une émotion profonde, une totale maîtrise.



Des mots qui disent beaucoup avec peu, généreux dans la retenue, doux dans la pudeur, et assez sages pour nous emmener au cœur de la folie.

Pierre Lepape - Le Monde

Il faudrait avoir recours au vocabulaire de la musique, à ses silences, pour dire l'intensité de ce récit où les mots ne sont là que pour témoigner.

Michèle Gazier - Télérama

« Le Cimetière des fous » est le cinquième roman de Dan Franck. Il serait peut-être temps de le consacrer...

Jean-François Josselin - Le Nouvel Observateur

Flammarion

L'ombre d'Isadora sur Powys retrouvé

Comme je l'entends, un roman dominé par la personnalité d'Elise inspirée par la danseuse Isadora Duncan

COMME JE L'ENTENDS, de John Cowper Powys, traduit par Robert Pépin, Éditions du Seuil, coll. « Le Don des Langues », 368 p., 120 F.

Écrit, nous dit-on, en 1916 et refusé par les éditeurs, *Comme je l'entends* est retrouvé en 1980, plus de quinze ans après la mort de John Cowper Powys. En 1916, Powys avait quarante ans passés et il commençait à publier ses premiers romans. Essayons de lire cet inédit comme l'ouvrage d'un faux débutant. C'est l'histoire d'un poète qui, après avoir laissé à Paris sa maîtresse, une danseuse, épouse la fille d'un pasteur anglais, la contraindant à rompre ses fiançailles avec un peintre et l'emmenant à New-York, où il redevient l'amant de la danseuse.

1916, est-ce bien l'année exacte ? Aucun biographe n'évoque ce manuscrit et, s'il est vrai que le personnage d'Elise Angel a pour modèle Isadora Duncan, on serait enclin à repousser de quelques années la rédaction. Isadora, en effet, danseuse « atique » de génie, vénéralisée mondialement, partit bien pour la Russie et se maria avec un poète russe (Essenine), mais en 1922 seulement, alors que l'on voit ici Elise rencontrer un Russe et être tentée de répondre à l'appel des masses prolétariennes impatientes de connaître l'art chorégraphique de celle qui, selon Saviano, prétendait pouvoir « danser un faucon ».

L'Ivan du roman est-il Essenine ? Faut-il reconnaître dans « les yeux les plus beaux qu'il ait jamais vus orner le visage d'un être humain, homme ou



John Cowper Powys : désenchanté

femme », ceux du poète russe ? Sur Elise, aucun doute ne plane. De qui d'autre que d'Isadora attendrait-on cette question : « Me préférez-vous quand je suis grecque ou chrétienne ? » Et qui d'autre qu'elle susciterait cette réponse : « Vous n'êtes ni l'une ni l'autre entièrement. Ce que vous êtes, c'est un Dionysos femme... » ?

Bien que le roman ne soit pas entièrement consacré au portrait

de cette personnalité à la fois extraordinairement comique et absolument troublante, il faut admettre que c'est son principal intérêt. Et, lorsque la description exalte d'un solo d'Elise-Isadora se termine par ce jugement : « C'est là plus que le travail de Sarah Bernhardt, d'Eleanora Duse ou d'Yvette Guilbert. Tout cela est du niveau d'un Milton ou d'un Nietzsche », on n'a qu'une envie, c'est de se précipiter sur l'antibiographie d'Isadora Duncan (*Ma vie*, Gallimard, 1987). On n'est pas déçu. Curieusement, on trouve dans ses Mémoires beaucoup plus de lucidité et d'humour que le personnage ne semblait en inspirer à ses admirateurs, Powys le premier.

Comme je l'entends n'est donc pas le simple miroir des souvenirs d'Isadora, mais un tel personnage est, on l'aura compris, envahissant. A vrai dire, il s'agit d'un roman sur la désillusion de l'amour. Beaucoup moins complexe, moins violent, moins onirique que les titres auxquels John Cowper Powys doit sa renommée, cet inédit a les qualités de

ses défauts : sa construction maladroite, son extrême lenteur, son rythme capricieux réservant des coups de théâtre spectaculaires dans l'ellipse ; ses analyses besogneuses, ses monologues intérieurs lourds et appuyés (en italique, pour couper la narration), souvent insupportables de simulectricité artificielle et gratuite, isolent soudain des merveilles d'intuition psychologique. « Colosse de Subtilité, de Pur Cerveau et de Valeurs Inmaculées », disait Powys de James. On aimerait lui retourner le compliment, mais subtilité est de trop.

Il y a par endroits des inventions narratives qui feraient presque oublier la gaucherie générale : « En ce jour de grands événements, un voyageur en aéroplane armé d'un télescope aurait été, de son poste d'observation battu par les vents, fort capable, en ce milieu d'après-midi, de découvrir trois groupes distincts d'êtres humains que des ondes de pensées relient sans pourtant qu'aucun d'eux ne sût ce que l'autre faisait (...) Ce qu'il n'aurait pas vu — et moins d'être Dieu lui-même, — c'étaient ces vagues magnétiques tremblantes et invisibles dont il est difficile de ne pas croire qu'en un beau va-et-vient elles passent, aussi rapides que la pensée même, entre les personnes qu'une crise immédiate et dramatique unit ensemble. » N'est-ce pas pour savourer de telles phrases qu'on lit des romans ?

La solitude irrémédiable vers laquelle s'acheminent les différents personnages n'est pas l'effet d'un désaccord, mais le principe même du désenchantement de Powys. La vérité semble alors sortir de la bouche d'un personnage secondaire et caricatural : « Pourquoi faut-il que je tombe amoureux ? Je sais bien ce que valent les hommes. Je sais aussi ce que valent les femmes. Les chocolats, c'est beaucoup mieux. »

René de Ceccatty.

— La superbe somme critique que la revue *Grain* avait consacré, il y a quinze ans, sous la direction de Diane de Marguerie, François-Xavier Lajard et Michel Gressat, à John Cowper Powys vient d'être réédité. (*Grain*, 24, rue de Valenciennes, 75016 Paris, 484 F., 250 F., dit. Distique.)

Les aventures du reporter Waugh

WAUGH EN ABYSSINIE, d'Evelyn Waugh. Traduit de l'anglais par Béatrice Vienne. Arléa, 252 p., 95 F.

Jouant sur l'homophonie de son nom et du mot guerre en anglais (*war*), Evelyn Waugh intitule son témoignage sur l'invasion fasciste en Éthiopie *Waugh in Abyssinia*. C'était en 1935. Chargé par le *Daily Mail* de couvrir des événements politiques menaçants, sans prévoir la forme qu'ils prendraient, le romancier, alors âgé de trente-deux ans, n'était pas un reporter professionnel. Certes depuis 1930, où il avait assisté au couronnement du négus, il avait voyagé à travers le monde et avait publié deux autres essais-reportages, *Remote people* (1931) et *Ninety-two days* (1934). A chacun de ses ouvrages correspondait une fiction. Et le séjour en Abyssinie inspira l'un des romans les plus comiques de Waugh, *Scoop* (1).

C'est avec une certaine légèreté que le préfacier et éditeur du présent essai écrit : « C'est surtout pour le pur plaisir de la littérature qu'on ira Waugh en Abyssinie, texte de ce point de vue intemporel et gratuit. » Gratuit, c'est un peu vite dit. Et il faut une indulgence de principe démesurée à l'égard de l'auteur, certes talentueux, de *Retour à Bridehead* (2), pour tolérer les analyses qui concluent le livre : admirant l'esprit constructif qui anime les fascistes, Waugh y voit une colonisation d'un type nouveau. « Dans l'histoire récente, on ne saurait mieux la comparer qu'à la grande poussée vers l'Ouest des peuples américains, déposant les tribus indiennes pour établir dans un pays stérile de nouveaux pâturages et de nouvelles villes. »

Même Hergé dans *Tintin au Congo* n'aurait pas osé écrire une telle monstruosité... Sans parler des toutes dernières phrases du livre, comparant l'avancée fasciste à la conquête romaine « apportant les dons inestimables que sont le travail bien fait et un jugement sain, les deux qualités déterminantes de l'esprit humain... ». La publication de l'essai aurait pu être assortie de quelques précautions et d'un minimum de données historiques.

La réputation d'écrivain sarcastique dont jouit Evelyn

Waugh ne suffit pas à rendre le lecteur bienveillant. Si *Scoop*, version romancée de la même expérience, fait sourire, c'est surtout à cause des « côtés farfelus du reportage et du tableau caricatural qui y est offert du monde journalistique, encore que la charge systématique, la lourdeur des plaisanteries et les invraisemblances excessives de l'intrigue finissent par lasser. Nous n'avons même plus ici ces alibis.

« Snobisme racial »

On doute de la perspicacité ethnologique de l'apprenti reporter sur les « autochtones » : « Leur lot était de tyranniser ou d'être tyrannisés. Ils n'avaient pas d'artisanat. Il était stupéfiant de trouver un peuple avec un mode de vie ancien et continu qui n'avait produit que si peu de choses. » On connaît la chanson coloniale sur les pays « sans culture ». Et cet argument va de pair avec cet autre, tout aussi classique : les progressistes détruisent la seule tradition qui en faisait la beauté.

Pourtant Waugh se rend-il compte lui-même que son point de vue n'était pas si fiable, puisqu'il eut la sagesse, trois ans plus tard, de se caricaturer sous les traits d'un hobereau ignorant n'aspirant, malgré ses *scoops*, qu'à rejoindre la mère Anglaise. Et nous donnerons raison au romancier anglais David Lodge, lorsqu'il écrit : « Le snobisme racial, dont Waugh a parfois été accusé, peut être trouvé probablement dans ses livres de voyages, mais non dans les romans qui leur correspondent où, si un groupe survit à l'invasion impériale de l'auteur, c'est celui des non-Européens (3). »

R. de C.

(1) Traduit de l'anglais par Henri Evens, « 10/18 ».

(2) Traduit de l'anglais par Georges Belmont, chez Robert Laffont. Révisé en « 10/18 », ce roman vient de reparaître chez Laffont sous le titre *Retour au château*, sous lequel vient d'être diffusée une adaptation télévisée.

(3) Evelyn Waugh, de David Lodge, Columbia University Press, 1971.

Mister Maugham

Suite de la page 37

Un malheur ne venant jamais seul, Maugham achève son tableau au rouge à lèvres : « L'écriture était chez eux un métier honorable (ce qui n'a jamais été le cas en Angleterre), les Français s'y adonnent sans avoir pour autant de réel talent créatif : leur vive intelligence, leur solide instruction et la culture séculaire dont ils sont pénétrés leur permet de produire des œuvres de qualité, mais qui sont le fruit de la ténacité, de l'application et d'un savoir utilisé avec intelligence plutôt que d'un élan créateur. »

Le *Journal* de Maugham brille de reflets caustiques, mais aussi de petites maximes morales. Son expérience de médecin-accoucheur dans les hôpitaux de Londres, puis d'ambulancier dans les déambulations de la guerre 14-18 lui fait dire : « Je n'ai jamais trouvé que la souffrance améliorât le caractère. » Séparé de son épouse en 1928, avant de s'installer à Saint-Jean-Cap-Ferrat, où il mourra en 1965, Maugham ne fait pas mystère de ses défauts : un brin misogyne, comme beaucoup d'homosexuels honteux de sa génération, il errait déjà dans Capri en 1896 à la recherche du « sens de la vie » et sans doute de quelques gigolos : « Je me trompais sur la prostitution mais non sur la chasteté », écrit-il, en soulignant cette jolie antiphrase gélénienne dont seul un Anglais est capable.

Un contrebandier réaliste

Ce qui intéresse dans une vie d'écrivain anglais, c'est sa diversité. Maugham, grâce à son incroyablement célèbre, est très tôt les moyens de sa frénésie touristique. Outre l'attrait de l'exotisme qui le mène à Java en 1922 ou bien à Ceylan, en Grèce, puis en Inde ou bien à Cayenne, il y a aussi des motivations littéraires. Maugham est un contrebandier réaliste qui a besoin de repères précis pour donner de la vraisemblance à son croquis. Maugham

est un pirate qui se fie plus à ses voyages qu'à son imagination pour trouver la matière de son art. Voilà la raison pour laquelle on attribue aujourd'hui en Angleterre le Somerset Maugham Award à de jeunes écrivains pourvus de toutes ses qualités. Naipaul ou Kazuo Ishiguro ont été récompensés en partie pour cela au début de leur carrière.

Chez Maugham, cependant, le voyage est une entreprise délicate d'aliénation. Ainsi, après l'expérience des ambulances au bord des tranchées de la Grande Guerre, Maugham trouve le temps de découvrir Tahiti et le « ballet de vieilles filles » des cocotiers avant d'acheter pour 200 francs à un indigène de Moorea une porte peinte par Gauguin. En 1917, il est en Russie et doit observer pour le compte de l'Intelligence Service les mouvements révolutionnaires. Mais tout le monde parait être en Russie en 1917. En fait, il se profite pour lire les romans russes avec une demi-loupe anglaise. Vraiment, ils n'ont pas assez d'humour, ces Russes. Quand un Russe se met à rire, explique Maugham, c'est pour se moquer des autres, mais jamais pour rire avec eux : « L'humour de Dostoïevski est celui d'un pilier de bar qui attaque une casserole à la queue d'un chien. » Jugement pré-maklovien.

En dehors des facettes et du vernis couronnant de ce livre, où l'ironie sur soi pousse l'auteur à écrire que vouloir revivre sa vie passée serait « aussi futile que de relire un roman policier dont on connaît la fin », Maugham offre des échantillons d'écriture, des réflexions, des répétitions et des notations qui mettent à nu la signification d'un travail d'écrivain. Beaucoup de romanciers trouvent nuisible ou suspect de tenir un journal. Mais si Somerset Maugham n'avait pas tenu le sien, il ne resterait en effet de son œuvre qu'une petite dizaine de nouvelles.

Gilles Barbedette.

Les « manigances » de S.T. Warner

Le Cœur pur, ou comment manier le charme et l'humour dans l'Angleterre victorienne

LE CŒUR PUR de Sylvia Townsend Warner. Traduit de l'anglais par Denise Getzler, préface de J. Roubaud, éd. Piquier, 220 p., 93 F.

En 1929, quand parut *Le Cœur pur*, le troisième roman que publia Sylvia Townsend Warner (*Laura Willows* et *Une lubie de M. Fortune* (1) le précédèrent), aucun critique, nous dit-elle dans une préface plus tardive, ne s'aperçut de ce qu'elle avait « manigancé ». Selon toute apparence, il s'agissait d'une banale histoire d'amour située dans l'Angleterre victorienne, entre une adolescente de seize ans, orpheline au cœur pur, et à la fois naïve et obstinée, et un jeune homme qui, pour être d'une grande beauté, n'avait pas tout l'usage de sa raison.

Or, à lire ce récit sans le rattacher aux références qui l'inspirent, on risque de perdre une bonne partie de son charme et de son humour. « Ce serait un bon exercice de prendre une chanson populaire ou un conte de fées et de les raconter à nouveau », avait songé Sylvia Townsend Warner. *Elinor Barley* (une

chanson populaire) ainsi que l'histoire de Cupidon et Psyche telle qu'on la trouve dans *Apylos* ont formé la trame du *Cœur pur*. Quelque peu modifiés, les personnages divins vont donc se trouver transposés dans la société puritaine de l'époque victorienne. Vénaux est devenue femme de pasteur ; belle et cruelle, elle dissimule Cupidon-Eric, le fils idiot qui lui est né, dans une ferme en bordure de mer, dans les marais. Perséphone, divinité du monde souterrain, régit sur l'Angleterre sous les traits de la reine Victoria (dont on a un portrait frappant de vérité). Déméter, déesse de la fertilité, est une traçante marchande de chaussures aux pommes, et Junon, la patronne du mariage, dirige une maison close : en effet, à cette époque, explique l'auteur, « il y avait un axiome d'après lequel seules les maisons de tolérance pouvaient préserver la vertu des femmes chastes ».

On le voit, comme dans *Laura Willows* ou *Une lubie de M. Fortune*, les institutions et les valeurs tenues pour sacrées par la société du dix-neuvième siècle font l'objet d'une satire aussi

efficace que légère. Ainsi l'orpheline Sukey Bond, déçue par le bonheur d'être aimée, songe qu'à l'orphelinat on n'avait pas insisté sur l'amour : certes, « Dieu était mort pour les pécheurs qu'il aimait tant. Mais cela se passait il y avait fort longtemps, et maintenant, son amour tombait moins à l'aveuglette ». Maintenant, son amour se manifeste surtout sous la forme de châtimement, selon le précepte « Qui aime bien châtie bien ».

Par goût de la mortification

Suivent, énumérées par Sukey, ces souffrances dont, par goût de la mortification, le dix-neuvième siècle prétendait qu'elles élevaient l'âme. L'humour constant vient du décalage entre les modèles sublimes auxquels Sukey se réfère, puisque la Bible est son guide, et les aventures que lui attire sa naïveté dans la vie quotidienne.

Dans un contexte si austère, l'amour qu'elle ressent soudain, telle une révolte, lui ouvre l'accès à un autre monde, un monde d'innocence et de liberté,

un monde païen (ce que démontrent au reste les références à l'Antiquité), semblable dans sa beauté intacte au paradis que découvraient M. Fortune dans la lointaine Ile de Fama et Laura Willows parmi les collines et les bois où, fuyant sa famille, elle s'était réfugiée.

C'est peut-être le grand attrait de ce livre que d'avoir su communiquer l'émerveillement de Sukey Bond devant la nature et devant l'amour : ce que voit Sukey, ce que nous voyons par ses yeux, revêt un caractère de nouveauté totale. Sylvia Townsend Warner était aussi poète. Ce texte, bien servi par la traduction de Denise Getzler, en témoigne. La description de la ferme plongée dans un brouillard de mer le matin de l'arrivée de Sukey ou celle de l'extase de l'héroïne assise près d'un petit fourré d'aulégnies à l'odeur douceâtre comme celle d'un « philtre d'amour » sont parmi les grands moments d'un livre qui domine un esprit de fantaisie.

Christine Jordis.

(1) Tous deux aux éditions Piquier.

هكذا آمنه الأصل

LIVRES • IDÉES

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Sur le passeport de Gombrowicz, 1939.

VINGT ANS APRÈS
Ouvrage collectif publié sous la direction de Manuel Carcassonne, Christophe Gulas, Malgozzata Smorag, Christian Bourgois éd., 340 p., 180 F.

VARIA
Textes réunis par Christophe Jazewski, traduit du polonais, de l'espagnol, de l'italien, Christian Bourgois éd., 396 p., 180 F.

CONTRE LES POÈTES, de Witold Gombrowicz, Coll. « Le regard littéraire », Éditions Complexe, 172 p., 49 F.

VINGT ans après... Le mousquetaire de l'avant-garde polonaise, Witold Gombrowicz, a pris sa revanche sur la mort, et vingt ans après sa mort, lui qui avait comme la gloire trop tard, qui était parti méconnu, inconnu presque, ne cesse d'attirer vers son œuvre de nouveaux lecteurs. Une nouvelle lecture aussi. Mais comment le lire-on aujourd'hui ? Un épais volume, justement, vient de paraître — sous la direction de Manuel Carcassonne, — qui réunit les témoignages, les souvenirs, les hommages d'écrivains de France, de Pologne, et d'ailleurs, appartenant à une génération qui n'a pu le connaître de son vivant et qui ne sait pas très bien comment saisir ce génie, qui disait de lui-même : « Je suis un humaniste, un plaisantin, je suis un acrobate et un provocateur. Mes ouvrages font les pieds au mur pour plaire, je suis cirque, lyrisme, poésie, horreur, bagarre, jeu, que voulez-vous de plus ? ». Et il ajoutait : « Je suis difficile, c'est vrai ! Quand je ne peux pas faire autrement. Mais si quelqu'un écrit dans la trousse moutonnée d'enfant, c'est bien moi ».

Pourtant, l'œuvre existe, immense, admirable, irritante, surprenante, mais dissimulée comme sa vie, bizarrement publiée au gré des émigrations successives, de l'isolement, de l'antipathie, de la reconnaissance, tardive mais efficace. Une vingtaine de titres chez une douzaine d'éditeurs — des romans, des pièces de théâtre, des essais-pamphlets, un Journal admirable (1)... Tout un jeu qui se moque du monde et de soi-même pour dégonfler la superbe autorité des adultes : un « Homme coussu d'enfant » (2), comme le qualifia son si perspicace ami Constantin Jelenki, qui le traitait aussi de « général Monsieur Jourdain de la pensée moderne, mar-

xiste, existentialiste, abhumaniste et structuraliste sans le savoir ». Prophète ambigu et pessimiste d'une avant-garde qui ne se préoccupe pas d'art et de culture et qui ne veut pas écrire « en savant, en subtil et en mûr, mais en Savant toujours ensotté, en Subtil toujours brutalisé, en Adulte rajeuni sans cesse ».

NE cherchons pas à expliquer pourquoi Gombrowicz resta inconnu, malgré des œuvres publiées en 1933, un recueil de contes intitulé *Mémoires du temps de l'immaturité* (3), qui auraient dû le faire remarquer. Comme le fit, dans une revue, un article de 1933 sur « La littérature de l'avenir » (cité dans le volume *Varia II*) qui vantait les mérites de Gombrowicz pour son « excellent livre écrit avec une intelligence pénétrante, avec un talent origi-

Vingt ans après... Gombrowicz

nal et éminent, avec une immense imagination ». « On s'étonne que l'auteur descende si loin dans l'âme humaine simplement pour s'amuser », ajoutait le « critique », qui écrivait sous pseudonyme et qui n'était autre que Witold Gombrowicz !

Toujours est-il que, lorsqu'il débarqua du Chrobry, le 22 août 1939, à Buenos-Aires, invité d'honneur de la Gdynia America pour écrire à propos de la traversée du transatlantique polonais, il sera accueilli par le quotidien *la Nación* comme un « humoriste moderne de vaste culture ». Il ne sait pas qu'il va vivre près de vingt-trois ans — 8 395 jours — dans la capitale argentine. Dix jours après son arrivée, en effet, les premières bombes allemandes tombent sur Varsovie et l'auteur de *Ferdynand* décide de ne pas rentrer en Europe. Exilé, misérable, inconnu, n'ayant aucun livre traduit, parlant mal l'espagnol, il restera en marge des milieux littéraires, loin de Borges (« Borges et moi, nous sommes à l'opposé. Il est enraciné dans la littérature, moi dans la vie, je suis, à dire vrai, antilittéraire »), ignoré de la

revue *Sur*. « Si j'ai pu accéder en Argentine à quelque renommée, ce ne fut pas en tant qu'auteur, mais en tant que seul et unique écrivain étranger qui n'avait pas fait le pèlerinage au salon de Mme Ocampo », dira-t-il à Dominique de Roux dans les précieux *Entretiens* (Belfond, 1968, 1977). Il écrit sous pseudonyme des feuilletons pour les journaux, il esquisse sa pièce *Le Mariage* et ne commencera à écrire *Trans-Atlantique* qu'en 1949, condensant l'expérience des neuf premières années de son exil argentin dans les vingt-sept jours du temps fictif de son roman.

C'EST en 1952, alors qu'il est employé à la Banque polonaise pour un salaire de misère, qu'il commence à collaborer à la revue de l'émigration polonaise *Kultura* sous forme de « Journal ». « On achète un Journal parce que l'auteur est célèbre, et moi j'écrivais le mien pour devenir célèbre... » Journal d'une liberté et d'un narcissisme total (« Lundi : Moi. Mardi : Moi. Mercredi : Moi. Etc. ») qui se proclame « instacré », mais qui, sans référence à Freud, plonge à la fois dans la vérité de

l'homme et de la forme qu'il a voulu donner à son écriture, au long de ces quatre tomes qui vont de 1952 à 1969 et qui gagneraient à être réunis en un seul volume.

« Quand je me penche sur le Journal, je cherche à comprendre pourquoi mon « moi », une fois lâché en liberté, a fait preuve d'une telle agressivité, dit encore Gombrowicz à Dominique de Roux. Je n'avais rien à perdre. Je pouvais écrire tout ce qui me passait par la tête, tout le monde s'en fichait. » Aggressivité tous azimuts qui lui vaudra quelques solides inimitiés et qui alimentera des polémiques qu'il entretient avec le soin d'un horticulteur. Installé en France à partir de 1963, il rejette tout, Sartre autant que Proust.

PLUS largement, il s'en prend, à plusieurs reprises, à la poésie et aux

français ou dispersés dans des revues — nouvelles, articles, préfaces, entretiens, souvenirs, polémiques surtout — réunis dans les volumes de *Varia* (4), qui sont des exercices de style et de démystification qu'on mûche comme des friandises. Un complément à l'œuvre. Œuvre qui, répétons-le, attend son édition complète, raisonnée, raisonnable (dans la collection de « La Pléiade », pourquoi pas ?) et qui, paradoxalement, pourrait s'inspirer de l'édition polonaise (Cracovie, 1986), la plus complète, malgré quelques passages ridiculement censurés. Une douzaine de minuscules coupures relevées par Rita Gombrowicz dans *Gombrowicz en Europe* (Denot, 1988), un ensemble par ailleurs tout à fait passionnant sur les cinq dernières années de la vie de l'auteur (5).

Qu'importent ces peccadilles. Vingt ans après sa mort, Gombrowicz est devenu un classique. Loin désormais de ce qu'on appelait, un temps, l'absurdisme polonais, loin des polémiques, des grands événements de l'époque, la lecture qu'on fait de Gombrowicz est devenue différente. Son univers — le nouveau Moyen Âge à venir — est devenu le nôtre. Interdit pendant longtemps, il est célèbre en Pologne, où il n'est jamais retourné, et où on vient de présenter au Musée de littérature Mickiewicz une grande et belle « Exposition Gombrowicz », dont Paris n'a reçu que des miettes. Mais, il y a vingt ans déjà, dans une remarquable livraison de la revue *l'Herne* (n° 14, 1971, hélas ! épuisée), Dominique de Roux et Constantin Jelenki, qui ont tant travaillé à le faire connaître et qui ont aujourd'hui tous deux disparus trop tôt, s'insurgeaient contre la mort, cette « parole retirée », écrit Dominique de Roux, retirée à un homme qui « si la vie n'est rien, sur toujours donner le sentiment que la vie ne s'arrête pas ».

(1) Quatre tomes, Christian Bourgois/Malgozzata Smorag éd.
(2) Voir l'épave intitulée « La lente ascension de Witold Gombrowicz » dans « Le Monde des livres » du 2 novembre 1968.
(3) Publié en France sous le titre *Bakulak* (Denot). La plupart des autres titres importants, à part *Trans-Atlantique* et *Comme un homme* (Denot) et les *Essais* (Stock), notamment le *Journal*, *Ferdynand* et le *Photographie* sont chez Christian Bourgois.
(4) A paraître un troisième et dernier *Varia*.
(5) La censure polonaise a coupé, par exemple : « Après tout, qu'est-ce que la souffrance de dix millions d'êtres ? et même un chapitre de cent millions de cadavres ? ». Et aussi : « La politique tend à créer une force collective susceptible de combattre les Soviets ».

Sur tous les fronts

- Une exposition de photos autour de Gombrowicz à l'Institut polonais (31, rue Jean-Goujon, 75008 Paris) jusqu'au 31 octobre inclus. (Lundi, mardi et jeudi, de 9 heures à 17 heures ; mercredi de 9 heures à 21 heures ; vendredi de 9 heures à 18 h 30.)
- Sur le thème « Gombrowicz et les poètes », un débat organisé par la Maison des écrivains aura lieu le mercredi 18 octobre à 18 h 30 avec la participation de Czesław Miłosz, Jacqueline Risset, Michel Deguy et Adam Zagajewski au Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault.
- Au Théâtre de la Colline, Jorge Lavelli présente *Opérette*, de Gombrowicz, du 12 au 24 décembre.
- Sur FR3, « Océaniques » présente « Moi, Gombrowicz », une émission en deux parties d'Andrzej Woleki, les lundi 16 et 23 octobre à 22 h 40.

La miséricorde de Clarice Lispector

LES LIENS DE FAMILLE de Clarice Lispector. Traduit du portugais (Brésil) par J. et Th. Thériot, Des Femmes, 215 p., 110 F.

Ligotée par les liens de famille, étrangères à leur propre destin, à leur propre maison, les créatures de Clarice Lispector apparaissent comme des femmes captives du même univers de désespérance secrète et silencieuse. A l'instar d'Ana, qui « si bien pacifié sa vie et pris tellement soin qu'elle n'explose pas », toutes font « obscurément partie des racines noires et douces du monde ». Mais la croûte des jours ordinaires qui leur sert de carapace peut se fissurer à tout moment : un rien suffit, qu'il s'agisse de la rencontre d'un aveugle mastiquant du chewing-gum ou du « petit assassinat » de la fourmi dans une cuisine. La vie qu'elles alimentent, qu'elles ont voulu et choisie, leur donne alors « le chair de poule, comme un coup de froid ». Aucun blâme à cela, mais non plus de recours ou de secours.

Ces femmes, qui n'ignorent ni « la profondeur de ce sommeil et la profondeur de cette assurance de qui a un corps », ni « cette petite méchanceté de qui a un corps », sont pour-

tant dotées d'une extraordinaire lucidité. Elles savent que cette vie qu'elles ont semée, et dont elles assurent l'harmonie jour après jour, est implacable. Elles savent « ce point vide et éveillé et horriblement merveilleux » qui ouvre en elles béances et vertiges et qu'il faut combattre à tout instant, car il constitue une menace latente. Aussi multiplient-elles les efforts pour se conformer à l'ordre social ou familial et ne pas s'écarter de la norme.

Cependant, sitôt qu'elles se retrouvent seules et vacantes, l'angoisse triomphe et les pensées saugrenues, incommensurables, reprennent leur sarabande.

Par bonheur et avec une immense miséricorde, Clarice Lispector sait observer l'aridité aussi bien que le dévergondage de ces coeurs. Comme dans ses précédents recueils — *Le Beito et le Bito*, *Passion des corps* (1) —, elle s'emploie à traverser les apparences au moyen d'un regard-sonde relayé avec talent par une écriture précise, parfois féroce, mais non exempte de tendresse.

Anne Bragance.

(1) Éditions Des Femmes.

LA FUREUR DE VIE

DES LIBRAIRES LISENT, AIMENT, CONSEILLENT. PARMI LES ROMANS DE LA RENTRÉE, ILS VOUS INVITENT A PARTAGER LEURS COUPS DE CŒUR...

L'œil
de la lettre

Fiction & Cie

Jean-Luc Benoziglio
Tableaux d'un ex
roman / Seuil

JEAN ECHENOZ

LAC

Anita Brookner

La Porte de Brandebourg
roman

toni morrison
beloved

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan et Espace Van Gogh, rue Félix Ray • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonneterie • BESANÇON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean Macé • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélioussier • CRETEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ODEUR DU TEMPS, 6 rue Pastoret • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • ORLÈANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4*, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5*, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE (AUTREMENT DIT), 58 rue des Écoles • PARIS 7*, L'ARBRE À LETTRES, 55 rue Cler • PARIS 8*, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12*, LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Émile-Castelar • PARIS 14*, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Bouillard • PARIS 15*, LA 25* HEURE, 8 place du Général-Beuret • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay, EN BELGIQUE, GROUPEMENT PROFIL, BRAINE L'ALLEU, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LICORNE, 36 rue X. de Bue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 Gal. des Princes • CHARLEROI, MOLIERE, 4 boulevard Audent • LIÈGE, PAX, 4 place Cockerill • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.

ACTUALITÉS

EN POCHÉ

□ La collection « 10/18 » publie, après les seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, deux volumes consacrés au dix-neuvième siècle, dirigés par Jacques Beaufort. Le classement chronologique de textes — présentés, autant que faire se peut, dans leur intégralité — et la possibilité d'un repérage par genre et par thème permettent une libre circulation parmi les œuvres. On peut toujours contester les choix, pointer les absences, mais non sans avoir souligné les mérites de cette anthologie. Mérites qui tiennent plus au plaisir de la découverte qu'aux vertus didactiques. Le XIX^e siècle en 10/18, deux volumes (n° 1981 et 1982).

□ Marie-Claire Benquet, qui a dirigé l'édition de « La Pléiade » d'Antoine France, présente deux romans de cet auteur en « Folio » : *Les deux ont soif*, récit autour de la Terreur (n° 2080) et *Le Rôlesse de la reine Pédaque* (n° 2088).

□ Les deux ont soif paraissent également dans la collection « GF » — Flammarion, avec une présentation et des notes dues à Daniel Louwers (n° 544), qui préface aussi *Craqueballe*, *Putois*, *Riquet* et plusieurs autres récits profitables. A. France, qui avait pris fait et cause pour le capitaine Dreyfus, se dresse, dans ce livre paru en feuilleton à la fin de l'année 1900, contre l'absurdité du système judiciaire (n° 533).

□ En Folio paraissent, en deux volumes, les *Aventures de Catherine Crachat*, de Pierre Jean Jouve. Hécate et Vagadu, qui composent cette œuvre, ont paru respectivement en 1928 et 1931. « Catherine Crachat, c'est moi », écrivait Jouve au début de ce livre, où s'agitent les figures de la passion (n° 89 et 2108).

□ Le *Saint-Exupéry* de Luc Estang, publié en 1956 dans la collection « Écrivains de toujours », est repris en « Points » — Seuil (n° 204).

□ Au Livre de poche, dans la série « Biblio-Essais », sont réédités : le *Cahier de l'Hermite* sur Francis Ponge (reprise de l'essentiel du volume dirigé par Jean-Marie Glaize en 1986) ; le remarquable ouvrage de Simon Leys *Les Habits neufs du président Mao*, « chronique de la Révolution culturelle », augmenté d'une préface qui fait le lien avec les massacres de Pékin de juin (n° 4112) ; enfin, les *Chemins de la désillusion*, de notre collaborateur Roland Jaccard, autour, aux PUF, d'une récente *Tentation nihiliste* (n° 4108).

□ Dans le domaine des essais, signalons également trois ouvrages publiés dans la collection « Champs » — Flammarion : *Virgile ou la Seconde Naissance de Rome*, de Pierre Grimal (n° 208) ; *Juifs en terre d'islam*, de Bernard Lewis, traduit de l'anglais par Jacqueline Camaud (n° 206) ; le livre de Michael Barry sur la *Résistance algérienne*, augmenté d'une importante préface inédite qui actualise l'ouvrage après le départ des Soviétiques en février (n° 207).

□ Le Livre de poche a pris l'heureuse initiative de publier une version abrégée du *Dictionnaire latin-français*, de Gaffiot, dans une édition revue par Catherine Magnien (n° 7969).

EN BRÈVE

□ « Allons enfants » à Poitiers. — Les trois premières journées de la communication historique se tiennent à Poitiers du 12 au 15 octobre. Des films, des débats, des expositions illustrent, sous le titre général « Allons enfants », le thème retenu cette année : « l'enfant et la famille dans l'histoire ».

□ Yves Bonnefoy traducteur et poète. — Le British Council organise un débat avec Yves Bonnefoy, Bernard Burgère, Alain Levré et Marc Porée autour de la traduction de *Quarante-cinq poèmes de Yeats*, par Yves Bonnefoy (Gallimard), lundi 23 octobre à 19 h 30 (Centre culturel britannique, 11, rue de Constantine, 75007 Paris). Yves Bonnefoy sera également présent, en tant que poète cette fois, à la soirée que lui consacrera le Centre d'action poétique, lundi 16 octobre à 19 h 30, en la crypte de l'église de la Madeleine.

□ Plusieurs prix littéraires. — Le prix Bruno-Cocatrix a été décerné à Gérard Oury pour *Mémoires d'Alphonsine* (Olivier Orban) ; le prix Vauban, décerné par l'Institut des hautes études de défense nationale, à François de Rose pour *Défendre la défense* (Julliard) ; le Grand Prix littéraire de la ville d'Antibes à Lawrence Durrell ; le prix italien Val di Comino à Philippe Renard et Bernard Simeone pour l'ensemble de leurs traductions de poésie italienne contemporaine et pour leur démarche éditoriale en faveur de la littérature de ce pays au sein des éditions Verdier, où ils dirigent la collection « Terra d'altri » ; enfin, l'œuvre poétique d'Alain Bosquet a été couronnée par la bourse Goncourt de la poésie.

□ Rectificatif. — Le numéro de téléphone du bureau central de *Liber*, supplément culturel européen du *Monde*, est 47-53-77-72, et non pas 45-53-77-72, comme nous l'avons indiqué par erreur dans le numéro 1 de ce supplément.

La deuxième sélection du Renaudot

La deuxième sélection des titres pour le prix Renaudot, qui sera attribué le 20 novembre, a été publiée le mercredi 11 octobre par le secrétariat du prix. Il s'agit de : *Paris-Athènes*, de Vasilis Alexakis (Le Seuil) ; *En attendant la guerre*, de Claude Delarue (Le Seuil) ; *Le Livre brisé*, de Serge Doubrovski (Grasset) ; *Les Comptoirs du Sud*, de Philippe Doumenc (Le Seuil) ; *Roi étranger visitant l'Exposition universelle*, de Jean-Pierre Escande (Arléa) ; *Le Burtin*, de Richard Joffé (François Bourin) ; *Consilium*, avec la reine, de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard) ; *Cérémonie des ténébres*, de Suzy Morel (Calmann-Lévy) ; *Le Lait de la nuit*, de Boris Schreiber (François Bourin) ; *Un grand pas vers le Bon Dieu*, de Jean Vautrin (Grasset).

L'Italie à Bordeaux

La troisième édition du Salon du livre de Bordeaux a remporté un franc succès. Entre le 5 et le 8 octobre, de quatre-vingt mille à quatre-vingt-dix mille visiteurs se sont rendus sur le site du port de la Lune, agrandi cette année de la moitié de sa surface. Pendant quatre jours, on s'est beaucoup bousculé autour des traditionnelles séances de signature. Mais les rencontres et débats organisés autour des auteurs italiens (1) — invités d'honneur de ce troisième Salon — ont également suscité curiosité et intérêt.

Dans l'ensemble, les quelques deux cents maisons d'édition représentées se sont particulièrement réjouies du caractère chaleureux de cette manifestation. Et à La Machine à lire comme chez Mollat, les deux pôles de la vie littéraire bordelaise, on a observé avec plaisir que le Salon avait attiré un public plus « littéraire » que le précédent.

Enfin, selon la tradition, trois prix littéraires ont été décernés : le prix Odilon-Redon à Jean-Paul Michelena, éditeur chez William Blake and Co, pour la publication d'un très beau facsimilé du *Cahier* réalisé par Paul Gauguin en 1893 et dédié à sa fille ; le prix Air Inter à l'auteur du *Lièvre de Vatanen*, le Finnois Arto Paasilinna (Denoël) et enfin le prix Ecourenil de la Caisse d'épargne a couronné l'Italien Stefano Benni pour *Le Bar sous la mer*, et son traducteur, Alain Sarrahyrouse (Actes Sud).

Valérie Cabot.

(1) Le groupement de librairies « l'Occident » a réédité le catalogue « Cent ans de littérature italienne », publié en juin 1987 avec le *Monde*. L'ouvrage a été entièrement remis à jour.

Initiatives occitanes

L'édition littéraire en langue d'Oc représente, depuis vingt ans, plusieurs centaines de titres de romans, nouvelles, poésies, essais et pièces de théâtre (1). Certains auteurs sont connus hors des limites régionales, notamment à travers des éditions d'œuvres complètes et des traductions. D'autres, modestes, écrivent dans la discrétion et la solitude, pour manier leur langue ou témoigner de leur vie.

Cette production, relativement importante et diverse, n'a jamais été saisie dans son ensemble. Le rythme de ses éditions comme la vie littéraire en Languedoc-Roussillon n'ont pas encouragé un travail critique réellement diffusé auprès du public (2).

Pour mieux en découvrir son image, le Centre régional des lettres (3) prépare, avec l'aide du Centre national des lettres, les régions Aquitaine et Provence-Côte d'Azur, et le soutien d'associations spécialisées (Association internationale d'études occitanes, Pen Club de langue d'Oc, Centre international de documentation occitane, Unité de sociolinguistique en domaine occitan du CNRS et Lien à Arles), une réflexion critique sous forme d'un colloque international qui se déroulera du 26 au 28 octobre au château de Castries, près de Montpellier, cédé par l'Académie française au conseil régional du Languedoc-Roussillon pour ses manifestations.

Il sera ouvert aux journalistes spécialisés, aux critiques, comme aux spécialistes de la littérature, et accompagné de lectures et d'une exposition « Itinéraires en littérature occitane », qui circulera ensuite en France et à l'étranger.

Roger Béciriaux.

(1) Les Editions du Rouergue (passage des Maçons, 12000 Rodez, tél. : 65-68-68-80), par exemple, publient en français et en occitan les œuvres de l'écrivain occitan Jean Boudon (1926-1975). Trois volumes ont paru sur les huit prévus. Tome 1 : *Les Demoteuses* ; l'homme qui fût ; tome 2 : *Les Cailloux du chemin* ; l'évangile de Barthélémy ; tome 3 : *La Chimère*.

(2) La revue *Impression du Sud* (17, rue Gaston-de-Saporta, 13100 Aix-en-Provence) consacre son numéro 23 (automne 1989) à « Vingt ans d'édition occitane ».

(3) 201, avenue de la Pompadour, 34064 Montpellier Cedex 2 (tél. : 67-22-80-00).

EN VITRINE

HISTOIRE

1870 et l'unité française

La guerre de 1870 est bien oubliée. Pire : nos vagues souvenirs la font ringer et vaine. Et, de fait, en moins de huit mois, Français et Prussiens se livrèrent bien la dernière bataille à l'ancienne, avec charges de cavalerie, sièges réglés, ramées d'épées et code de l'honneur. Mais Stéphane Audoin-Rouzeau, en bon historien du sentiment national, sait dire excellemment que ce conflit fut une sorte de répétition générale de l'affreuse « modernité » de la Grande Guerre, avec une logistique plus industrielle, la révélation de la puissance du feu et le spectacle de la boucherie des assauts massifs. A travers une étude minutieuse de la mobilisation des Français et de la naissance à chaud de la « Revanche », ce livre limpide et fort bien écrit marque l'étape, très importante, de 1870 dans l'achèvement de l'unité française. La réussite républicaine des années 1880 et l'Union sacrée de 1914 étaient en germe à l'heure de Sedan.

Jean-Pierre Rioux.

1870. La France dans la guerre, de Stéphane Audoin-Rouzeau, préface de Jean-Jacques Becker, Armand Colin, 420 p., 160 F.

ROMANS

Une ville d'apocalypse

L'Axe rouge partage la ville. Il y a la Basse et la Haute, la mièvre et l'opulente. On s'y bat. Deux êtres vont se croiser. Palace, ancien athlète, champion déchu, ombre errante, et Lagan, jeune soldat acheté comme un chien par un riche aveugle. Palace, qui a appris que « l'arc-en-ciel n'est pas la porte du paradis entrouverte », découvre la ville et ses horreurs, se laisse embrigader par l'une des armées qui se disputent le moindre morceau de terrain. Lagan guide son maître dans les quartiers douteux et lui décrit le spectacle de la foule, des cabarets, des filles. L'un et l'autre sont absorbés par la ville d'apoca-

lype où le crime tient lieu de loi, la violence, de banalité. A cette ville imaginée par Bernard Mathieu, le lecteur a vite fait de donner un nom mullement imaginaire. Beyrouth, bien sûr... Dense, multiforme, d'intérêt toujours renouvelé, d'une écriture au rythme brisé correspondant bien à ce qu'elle décrit ou suggère, ce roman est de ceux qui demandent au lecteur une participation active, et de ne pas se laisser aller comme l'aveugle confortable. Un roman exigeant, sans doute, mais de qualité.

Pierre-Robert Leclercq.

Temps lourds, de Bernard Mathieu, Julliard, 300 p., 120 F.

Une si douloureuse tendresse

Il y a des rires, des parfums, de la musique, des fleurs dans ce récit dont la tendresse douloureuse reste toujours pudique et légère. « C'est l'histoire d'une fille qui aime sa mère et qui veut la sauver », mais qui, prise entre les tentations contradictoires de se consacrer à elle et de l'oublier, ne sait que la « perdre » dans la forêt, au quatrième étage d'un hôpital, dans une chambre dont la porte est ornée d'une *Rosa gallica*. Mais « on ne guérit jamais d'une mère quand on la sait enfermée au milieu des arbres ».

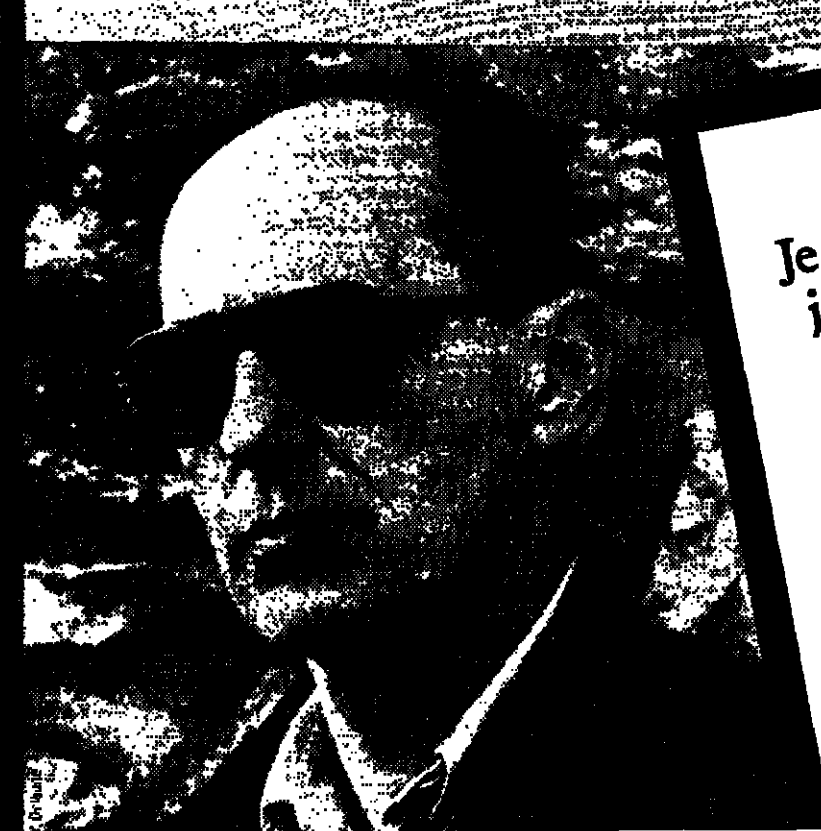
Après d'elle, qui « confond les heures de sa vie » et dont quelques allusions — psychothérapie, mauvaise irrigation du cerveau — suggèrent la maladie, sa fille, la narratrice, décide de faire vivre, d'« inventer pour toujours » l'autre mère, la musicienne, la magicienne, la danseuse aux blouses fleuries, celle de ses souvenirs d'enfance.

Entre mère et fille, l'inquiète ferveur du récit tisse un lien lyrique, « elle m'ayant donné la langue et moi lui traçant le dessin de ses jours ». Peu à peu, entre douleur et douceur, la chambre *Rosa gallica* devient presque apaisante, non plus terre étrangère, mais espace de lumière, d'harmonie, à travers le tournoisement des mots, le vertige des sensations et des émotions.

Monique Potillon.

Rosa gallica, de Colette Falloux, L'Arpenteur, 150 p., 89 F.

CHRISTOPHER FRANK



Je ferai comme si je n'étais pas là

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Un roman de sentiments perdus et retrouvés, un regard sans strass sur les coulisses du cinéma.

Marie Gry / Télérama

Frank démarre très fort. « Autant que vous le sachiez tout de suite : j'écris ce livre pour l'argent » Le genre de première phrase qui donne envie de continuer. On ne s'arrêtera pas avant la dernière.

Eric Neuhoft / Madame Figaro

Pour Christopher Frank la vie est tout un roman et quel cinéma !

Pierrette Rosset / Elle